

BIOGRAPHIE
DE
M A Z Z I N I
(1805 - 1872)
PAR M^{ME} E. ASHURST VENTURI

SUIVIE DE DEUX ESSAIS

PENSÉES SUR LA DÉMOCRATIE EN EUROPE
LES DEVOIRS DE L'HOMME

1838. — PARIS, IMPRIMERIE A. LAHURE
Rue de Fleurus, 9, à Paris.

TRADUCTION PAR

M^{ME} E. DE M...

Un Rappel à la Révolution
— Les Devoirs de l'Homme

PARIS
G. CHARPENTIER, ÉDITEUR
13, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN

1881

Tous droits réservés

A MONSIEUR AURELIO SAFFI

PROFESSEUR HONORAIRE D'HISTOIRE
ET DE DROIT PUBLIC A LA FACULTÉ DE JURISPRUDENCE
DE L'UNIVERSITÉ DE BOLOGNE,
ANCIEN TRIUMVIR DE LA RÉPUBLIQUE ROMAINE EN 1849.

Cher Monsieur,

Lorsque j'eus l'honneur de vous rencontrer à Gênes et que je vous exprimai mon désir de faire connaître en France la grande figure historique de votre illustre compatriote, vous me fites observer l'avantage qu'il y aurait à ce que ce livre fût présenté au public avec l'autorité que lui donnerait un nom connu et estimé en France.

Cette opinion était aussi la mienne.

Je ne puis donner ici les raisons pour lesquelles j'ai dû renoncer à cet espoir.

Cependant, Monsieur, bien que privée de cet appui,

c'est avec confiance que j'offre cette traduction au peuple français.

Ces pages se recommandent d'elles-mêmes.

Il est vrai qu'aujourd'hui on fait bon marché de l'enthousiasme, de l'idéal, des aspirations généreuses, de la fidélité aux principes, lorsque ces sentiments ont pris leur source dans une foi qui ne limite pas l'existence individuelle à la brièveté de nos jours terrestres. Sur les ruines du cléricalisme religieux nous voyons germer et grandir *un cléricalisme scientifique*, plus dangereux peut-être, qui, sous prétexte de nous affranchir des préjugés, des illusions et de l'ignorance, nous offre aussi son catéchisme infaillible. Ce nouveau clergé, il est vrai, ne brûle pas les hérétiques, il se contente de déclarer que toute personne qui croit à un avenir extra-terrestre, qui admet l'existence de lois divines d'après lesquelles l'homme doit chercher à diriger sa vie, est atteinte d'aliénation mentale. C'est un cas pathologique dans lequel le *médecin-prêtre*, qui devient aussi quelquefois *inquisiteur*, est seul compétent.

Et cependant l'humanité ne se laisse point égarer par ces autorités mensongères, elle a un critérium qui ne la trompe pas : *Vous les connaîtrez à leurs fruits.*

Aussi lorsque la foi, au lieu de n'être qu'une spéculation stérile dans le domaine de l'inconnu, devient la vie elle-même, se traduit en nobles actions et se

prouve par le sacrifice, les plus sceptiques sont forcés d'admirer. On peut discuter les idées, mais on ne saurait nier la grandeur du caractère.

Peu de vies ont mérité, à l'égal de celle de Mazzini, ce tribut d'admiration et de respect.

A une époque où, de l'aveu de tous, « un certain trouble règne dans les esprits », il ne sera peut-être pas inutile de méditer sur le caractère d'un homme qui a su mettre sa vie en harmonie avec ses croyances, et qui a trouvé dans sa foi religieuse la justification de sa foi démocratique.

Vous aussi, Monsieur, vous êtes dévoué à cette cause de la démocratie, telle qu'elle a été définie et comprise par Mazzini. Vous croyez à la fraternité entre les peuples et vous serez heureux, m'avez-vous dit, que les Français apprennent à connaître celui qui, en combattant pour la liberté de son pays, a, de fait, travaillé à l'affranchissement de tous les peuples.

Si j'ai pu, dans une faible mesure, concourir à ce but, je m'en réjouirai, et votre approbation sera ma meilleure récompense.

Croyez, cher Monsieur, à mes sentiments inaltérables.

ÉMILIE DE MORSIER.

A MADAME ÉMILIE DE MORSIER

à Paris

Chère Madame,

Vous n'avez pas besoin de mon approbation pour l'œuvre que vous venez d'accomplir ; elle s'approuve d'elle-même.

Tous ceux qui ont foi dans la marche du génie humain vers un but supérieur à la satisfaction des intérêts matériels ; tous ceux qui croient que la vie de l'individu n'a de valeur qu'autant qu'elle s'élève à la dignité d'une mission pour le progrès de l'espèce, que la notion du DROIT — foi individuelle — doit être complétée par celle du DEVOIR — foi sociale, que toutes les questions dont l'Europe est troublée attendent leur solution d'une formule religieuse qui

Pr^e
harmonise la liberté avec l'association et l'homme avec l'humanité, vous sauront gré de votre travail, car ces principes et ces idées étaient les principes et les idées de Mazzini.

C'est lui qui, le premier peut-être de nos jours, a porté sur le terrain de l'action les plus nobles aspirations des temps modernes : émancipation des nationalités, alliance des peuples, substitution de la justice internationale au droit de la force, abolition de l'esclavage sous toutes ses formes, réhabilitation de la personne humaine dans la femme, guerre à l'égoïsme par l'amour et le dévouement; au matérialisme, par cet esprit religieux qui est le flambeau éternel de nos destinées, car, comme il a dit quelque part : « Les religions s'éteignent, l'esprit humain les abandonne comme le voyageur quitte le foyer auquel il s'est réchauffé pendant la nuit, mais la religion reste. La pensée est immortelle, elle survit aux formes, elle renaît de ses cendres. »

Je souhaite à votre traduction bien des lecteurs. La foi de Mazzini est la foi dans l'idéal du vrai, du bon, du juste, pris pour guide de notre vie ; la foi dans le devoir, la foi dans l'action pour le bien. Sa parole retrempera plus d'une âme flétrie par le doute. Ce n'est pas à l'Italie seulement que cette parole appartient, elle est du domaine de la conscience de l'humanité et elle répond aux plus nobles voix de cette France des grandes aspirations vers la liberté

et le progrès que Mazzini aimait, et à laquelle vous <sup>sachez
cathol.</sup> allez révéler sa pensée.

Veuillez accepter, chère Madame, l'expression bien sincère de mon estime et de ma considération.

A. SAFFI.

Bologne, le 5 décembre 1880.

(Il chéritie...)

BIOGRAPHIE

DE

JOSEPH MAZZINI

CHAPITRE I

ENFANCE. PREMIÈRE PRISON (1805-1831).

Ceux qui, parmi les ouvriers, ont déjà entendu prononcer le nom de Joseph Mazzini, ne connaissent probablement de sa vie qu'un ou deux faits. Ils savent que c'est grâce à son énergie, à son génie et à son dévouement, que ses compatriotes ont enfin ressenti la honte et la dégradation de la domination étrangère, qu'ils ont secoué le joug de l'Autriche et des misérables petits princes italiens se disputant leur patrie, en un mot qu'ils ont rendu l'Italie aux Italiens.

Tout cela Mazzini l'a accompli au milieu de chagrins, de difficultés, de dangers, de découragements suffisants pour briser une âme moins pénétrée que la sienne de ce qu'il appelait « la religion de la patrie ».

Un exemple de patriotisme aussi élevé ne peut être que bienfaisant pour tous. Et cependant, cette raison ne nous aurait pas paru suffisante pour nous

fataur
national
polémique

décider à offrir aux classes ouvrières ce simple récit de la vie de ce grand homme. Tout bon citoyen donnerait son sang plutôt que de voir sa patrie devenir la proie d'un usurpateur étranger ; aussi comprend-on aisément le noble orgueil italien qui poussa Mazzini à délivrer son pays natal. Mais son patriotisme se fondait sur un sentiment plus élevé que l'orgueil. William Lloyd Garrison a dit avec beaucoup de vérité : « le patriotisme est une passion ou un sentiment étroit » ; mais il ajoute : « Bien que l'amour de Mazzini pour sa patrie fût comme un feu dans ses os et que les pressants besoins de son pays absorbassent toutes ses pensées et son énergie, cependant l'affranchissement politique qu'il rêvait pour l'Italie, basé sur l'intelligence et la vertu, n'était à ses yeux que le prélude de la délivrance de toute l'Europe. Si je n'avais vu chez cet homme que le simple dévouement d'un Italien pour ses compatriotes opprimés, ce dévouement, fût-il même dénué de tout égoïsme, n'aurait pas suffi pour justifier à mes yeux l'estime exaltée que j'ai toujours professée pour son caractère. Un tel dévouement est louable, mais il n'embrasse pas l'humanité. C'est parce que son âme était complète, que son amour de la liberté ne s'arrêtait à aucune considération de race ou de pays que j'ai été entraîné vers lui par un magnétisme irrésistible. On ne peut trouver chez lui ni une ombre de vanité, ni un atome d'ambition mondaine, ni un symptôme de petitesse à l'égard de qui que ce soit. *Sphérique comme le globe*, il blâmait cet esprit de *nationalisme*

qui retarde les progrès de notre vie intellectuelle en l'isolant de la vie universelle qui palpite chez les millions de nos frères étrangers. »

Mazzini pensait positivement que notre devoir est d'aimer et de révéler notre patrie comme une demeure où Dieu nous a placés au milieu de frères et de sœurs unis à nous par les liens de famille, de religion, d'histoire et de langue. A ses yeux, les différentes nations sont les familles de l'humanité, en sorte que, de même qu'un homme ne peut pas remplir complètement ses devoirs de père s'il manque au devoir supérieur de patriote, ainsi il ne peut pas remplir son devoir de citoyen s'il manque à ce devoir plus élevé qu'il doit à l'humanité. Il pensait que la Providence indique la fonction particulière et le devoir de chaque peuple en le douant de facultés et d'aptitudes spéciales, précisément comme les frontières assignées aux différentes nationalités sont marquées par ces grands traits des langues, des caractères, des tendances et par « ces signes et ces limites géographiques tracées par le doigt de Dieu¹.

La question des nationalités, c'est-à-dire du droit qu'a chaque peuple de se gouverner librement, était

¹ Le lecteur doit comprendre que si je n'use pas davantage du signe qui indique la citation c'est afin d'être plus bref et de résumer les enseignements de Mazzini par mes propres paroles. Les idées exprimées dans cette notice sont entièrement de lui; mon rôle est simplement celui de la chambre obscure où l'image de sa pensée se reflète en petit.

chose sacrée à ses yeux, au même titre que la liberté individuelle.

Les nations, comme les individus, ont chacune une tâche providentielle et définie à remplir : le progrès et la responsabilité personnelle, qui sont des conditions essentielles à l'accomplissement de cette tâche, ne peuvent exister sans la liberté. Il pensait que les différentes familles de l'Europe, les nations, sont destinées dans l'avenir à constituer l'État ou la Communauté de l'Europe, de même que les provinces et les villes constituent l'État ou la communauté de chaque nation. Par conséquent, bien poser la question des nationalités est la première chose à faire pour arriver à une juste « balance des pouvoirs » et pour former « une sainte alliance », non pas de rois, mais de peuples, et organiser la tâche commune que les peuples de l'Europe doivent accomplir pour le bien de l'humanité. Les nations comme les individus doivent être libres avant d'être responsables. Dieu, en allumant dans le cœur de tous les hommes le saint flambeau de la conscience, a donné à chacun le devoir de marcher à sa lumière, et la liberté qui nous permet de choisir entre le bien et le mal ne doit pas être « le droit de choisir le mal, mais le droit de choisir entre les divers chemins qui conduisent au bien. » Ce droit est le droit naturel de chaque être humain sans distinction de sexe ou de classe, parce que de lui dépend toute obéissance volontaire et raisonnée à la loi de Dieu. Aussi les monarchies et les aristocraties sont-elles destinées, par la nature même des choses, à

passer, pour faire progressivement place au peuple, à la nation.

Dans des temps futurs, le mot nation devra signifier une association fraternelle de personnes qui vivent individuellement et socialement du fruit de leur travail, qui cherchent à réaliser la plus grande somme possible de bien général, sans violer les droits sacrés de la responsabilité, et qui sont unies entre elles par une communauté d'affections, de traditions et de religion. La nation, ainsi devenue une entité personnelle, ne reconnaîtra ni castes, ni priviléges, sauf ceux du génie et de la vertu, ni prolétariat, ni aristocratie, mais simplement une réunion de forces et de facultés, chacune se consacrant volontairement au bien de tous et administrant loyalement la propriété commune : — le pays natal. De même, dans un avenir certain quoique éloigné, les différentes nations ou familles de l'humanité formeront une entité plus vaste encore et indivisible, qui ne « reconnaîtra ni empire, ni monarchie, ni hiérarchie de pouvoirs, mais seulement une agrégation de forces et de facultés nationales, de peuples libres et unis, chacun se consacrant au bien-être de tous, et se partageant équitablement l'administration de la propriété commune, le globe terrestre. »

A l'époque où les despotes victorieux de l'Europe se réunirent dans une « *Sainte Alliance* » et rivèrent à nouveau les chaînes des nations, alors que « l'horizon était sombre, le ciel vide et les peuples immobiles de stupeur », au milieu de cette nuit sans

étoile de la tyrannie, une voix italiennè rompit le honteux silence de la peur, et s'écria :

« LES PEUPLES N'ONT PAS D'AUTRE MAITRE QUE DIEU,
PAS D'AUTRE LÉGISLATEUR QUE SA LOI. »

La vie entière de Mazzini fut consacrée à l'accomplissement du devoir contenu dans ces mots. Cette devise : DIEU ET LE PEUPLE, qu'il inscrivit sur le drapeau romain pendant la courte mais glorieuse République de 1849, était le résumé de sa foi politique et religieuse, la manifestation extérieure et visible de son âme.

Prophète du peuple, il se dévoua à lui; il s'imposa le devoir de l'élever, de le sanctifier, de le préparer pour la haute mission que, selon lui, la Providence lui avait confiée. C'est dans ce dévouement à la cause de ceux qui souffrent, fondé sur sa croyance en l'unité de l'humanité, qu'il faut chercher la raison de son horreur pour tout privilège qui ne serait pas fondé sur une supériorité de vertu ou d'intelligence. C'est là qu'il faut chercher le secret de sa foi inébranlable dans ces deux choses saintes : la patrie et le travail. Voilà aussi pourquoi c'est aux travailleurs, qu'il a tant aimés et servis, que je dédie ces pages, dans lesquelles je cherche à peindre son caractère et à montrer quel a été le but de sa vie.

Je n'ai pas la prétention de vous offrir un portrait complet de ce noble esprit qui nous a quittés il y a si peu de temps. Il faudrait, pour cela, raconter dans tous ses détails cette vie de souffrances, de luttes et de sacrifices, et je me sens incapable de le faire. Un

fidèle biographe de Mazzini devrait faire non seulement son histoire, mais l'histoire du temps où il a vécu. Je me propose seulement de tracer ici, bien imparfaitement, les principales lignes de cette grande et mélancolique carrière.

L'influence extraordinaire que Mazzini a exercée sur ses compatriotes, et sur toute la démocratie en Europe, s'est généralement fait sentir de loin et d'une façon un peu mystérieuse. Il en est résulté que ses contemporains, forcés de le juger d'après les effets lointains d'une inspiration souvent mal interprétée par ceux qui en étaient les instruments, ne se sont pas fait une juste idée de son génie et de son caractère. Sa personnalité a toujours été représentée d'une manière forcée, et trop souvent dénaturée par le fait des intermédiaires à travers lesquels elle n'apparaissait que vaguement, et il a été considéré tour à tour comme un patriote ou un rebelle, un homme d'état ou un conspirateur, un philosophe ou un rêveur.

Le petit nombre de ceux qui l'ont connu savent combien il était supérieur à l'un ou l'autre, ou à tous ces types réunis. Il faudrait le travail d'une vie pour peindre un génie à la fois si complexe et si unique ; aussi mon but est-il seulement de vous donner une idée du cœur de l'homme. Je ne pourrai pas vous dire tout ce qu'il a fait pour son pays et pour l'humanité, mais je pourrai vous expliquer les motifs et les convictions qui ont dirigé sa vie. Les documents que je publie ici vous feront comprendre dans une certaine mesure la force de cette foi qui, pareille

à une colonne de feu, le conduisait constamment en avant, et qu'il suivit d'un pas infatigable dans les sentiers étranges et sombres de sa « vie triste et sévère ». Il n'est « qu'un croyant qui vit de sa foi ». Je vous montrerai, dans ces pages, que toute la vie de Mazzini a été une religion vivante, et je sais que ceux d'entre vous qui adopteront cette religion seront certains d'avoir la force de le suivre de loin.

Joseph Mazzini est né dans la Strada Lomellini, à Gênes, le 22 juin 1805. Son père, Giacomo Mazzini, était un médecin distingué et professeur d'anatomie dans cette ville. Sa mère, Maria Mazzini (née Drago) naquit à Chiaveri. C'était une femme d'une grande beauté, d'une intelligence prompte et puissante, de sentiments forts et profonds. Bien qu'elle fut très attachée à tous ses enfants, Joseph était son idole, et, durant leur longue et cruelle séparation, elle aimait ce fils exilé d'un amour intense et dévoué digne de celui qui l'inspirait. Mazzini était un enfant extrêmement délicat, si faible que, quoique bien constitué, il ne pouvait pas se tenir sur ses petites jambes, à un âge où presque tous les enfants marchent. Il dut passer les premières années de sa vie dans la chambre de sa mère, assis sur un petit fauteuil que son père avait fabriqué pour lui. À l'âge de six ans seulement, il commença à marcher seul, mais ce ne fut que longtemps après que ses forces lui permirent de s'aventurer au delà des limites du jardin de son père. Le premier jour où sa mère osa sortir avec lui fut marqué par un incident qu'elle aimait à raconter. Ils n'avaient encore fait que peu de

pas au dehors lorsque l'enfant s'arrêta brusquement et se mit à regarder avec persistance un vieux mendiant assis sur les marches d'une église. Sa mère, étonnée de son immobilité et pensant qu'il était effrayé à la vue de la barbe blanche du vieillard et de son accoutrement étrange, le prit dans ses bras. Il réussit à s'en échapper, et se précipitant vers le pauvre homme, qu'il entoura de ses bras, il se mit à l'embrasser en criant à sa mère :

« Donne-lui quelque chose, oh ! mère, donne-lui quelque chose. »

Le vieillard ému jusqu'aux larmes caressa l'enfant, et dit à la signora Mazzini dans la langue romaine la plus pure¹ : « Aimez-le bien, madame, car il aimera le peuple. »

La mère de l'exilé ne se lassa jamais de raconter « cette anecdote symbolique », comme elle l'appelait avec raison. C'est les larmes aux yeux qu'elle l'a dit il y a quarante ans à l'auteur de ces lignes.

Son cœur de mère avait été profondément touché de la sainte signification de ce fait. Elle ajouta que la sympathie et la compassion que son fils éprouvait à la vue de la misère se manifesta bien souvent par des caresses impétueuses pour les déclassés, que d'autres enfants considéraient avec indifférence ou dégoût.

Déjà à l'époque où le petit Joseph ne sortait jamais de sa chambre et par conséquent n'avait pas vu de ses yeux la pauvreté, si le domestique entraïnait pour rá-

¹ À cette époque les Génois parlaient tous le dialecte.

conter l'histoire de quelque malheureux qui mendiait à la porte et que sa mère donnait l'ordre de le renvoyer sans lui rien donner, il éclatait en sanglots et criait en tirant ses longs cheveux noirs :

« Non, non, mère, non, donne quelque chose, donne quelque chose au pauvre homme. »

Son chagrin ne s'apaisait que lorsque sa mère avait cédé à ses prières et envoyé de l'argent ou de la nourriture au mendiant. Alors il baisait ses mains et sa robe dans un accès de joie, tandis que des larmes roulaient sur ses joues pâles.

Dans son enfance, Mazzini fut toujours d'une disposition pensive et sérieuse. Les jouets et les amusements semblaient n'avoir aucun charme pour lui. Son père, frappé du développement extraordinaire de son intelligence et inquiet de cette constitution délicate, ne voulait pas permettre qu'on lui apprisse à lire, mais il n'avait pas encore quatre ans lorsque sa mère découvrit qu'il lisait couramment. Il avait profité, à l'insu de tous, des leçons que l'on donnait à ses sœurs dans la chambre voisine. Lorsque à l'occasion d'une fête de famille on lui demandait quel cadeau il désirait, sa réponse invariable était « un livre ». Il suppliait tous ceux qui l'approchaient de lui raconter des histoires, mais, au contraire des autres enfants, ne se souciait pas d'entendre deux fois la même.

Ceux qui le virent, toujours doux et patient pendant les premières années de sa réclusion, assis sur son petit lit, la tête penchée sur une carte qu'il examinait avec un grand sérieux et entouré de livres, le

comparaient à un philosophe lilliputien. Un cousin de sa mère, colonel d'artillerie, en fut très frappé dans une visite qu'il fit à Gênes, et l'impression profonde qu'il reçut de cet enfant étrange est notée dans une lettre adressée deux ans plus tard (1812) à la signora Mazzini. Celle-ci lui avait demandé un conseil au sujet des études de son fils. Ce vieux colonel devait certainement être un homme supérieur pour avoir entrevu avec tant de précision l'avenir intellectuel d'un enfant de six ans. Dans cette lettre remarquable il dit : « Croyez-moi, ma cousine, ce cher enfant est une étoile de première grandeur dont la lumière exceptionnelle éclairera un jour toute l'Europe. Tous les hommes peuvent dire qu'il leur appartient, aussi est-ce en vue de l'intérêt de tous que les dons si extraordinaires que la nature lui a accordés doivent être cultivés. C'est dans leur tendre enfance que les grands génies qui doivent devenir la gloire de leur siècle donnent des preuves de leur valeur; aussi pouvez-vous être certaine que votre devoir est de faire tous les sacrifices possibles pour l'éducation de cet enfant. »

Le digne colonel indique alors quelles sont les branches d'étude qu'il considère comme les plus propres à développer « la mémoire tenace et prodigieuse et la remarquable faculté d'apprendre que possède le jeune garçon. »

« Il a, dit-il, un désir si invincible et si inné d'étudier qu'il peut passer immédiatement d'un sujet à un autre, sans aucun danger de surcharger ou de trou-

bler son intelligence. » Le dernier passage de la lettre du colonel est si prophétique qu'il mérite d'être cité. Après avoir conseillé à sa cousine de borner les études de son enfant à l'acquisition de connaissances abstraites, en évitant les livres qui contiennent l'exposé de théories, de systèmes ou d'opinions, il conclut en disant : « Un génie pareil au sien saura choisir où créer de lui-même, lorsque le temps sera venu. »

Cette lettre, dont la prophétie s'est singulièrement accomplie, est datée de Pavie le 25 août 1812.

Le premier précepteur de Mazzini fut un digne prêtre avancé en âge.

Il était chargé de lui enseigner toutes choses ; mais, de fait, ne lui enseigna guère que le latin. La passion de l'enfant pour la lecture et la facilité avec laquelle il apprit les langues modernes et s'assimila le contenu de tous les livres qui tombaient sous sa main lui tint lieu de maître. Il a souvent raconté avec quelle avidité il dévorait les écrits philosophiques et politiques de l'époque de la Révolution française qu'il trouva cachés dans la bibliothèque de son père derrière des livres de médecine. A l'âge de treize ans, il fut envoyé à l'université de Gênes. Un de ses camarades s'exprime ainsi à son sujet :

« Joseph se distinguait à l'Université par son talent dans la discussion philosophique et il était aimé et respecté de ses camarades pour les qualités de son cœur et de son intelligence. Ses professeurs le blâmaient cependant fréquemment, parce qu'il ne pou-

vait pas, ou ne voulait pas, se conformer aux innombrables formalités et cérémonies alors en usage parmi les étudiants.

En sus des cours réguliers il prenait des leçons particulières de mathématiques, de musique, d'anglais et d'escrime. Il arrivait à tout sans effort, et sa santé, fort délicate dans son enfance, loin de souffrir de ce violent exercice intellectuel, semblait se fortifier en proportion de la rapidité de sa croissance morale. Son ascendant et son influence sur ses camarades étaient vraiment étonnantes ; tous appréciaient la douceur de sa nature, la loyauté et la générosité de son caractère, et cet inébranlable amour de la justice qui le poussait à protéger les victimes de la malveillance des élèves ou des professeurs. Simple et économique dans ses habitudes, il trouvait toujours moyen de venir en aide à ceux qui étaient dans le besoin ; on peut même dire que chez lui cette disposition allait jusqu'à l'excès. Non content de donner ses livres et son argent, il distribuait encore ses vêtements entre les plus nécessiteux de ses camarades. Sa tenue était toujours d'une simplicité scrupuleuse et, tout enfant, il insistait pour ne porter que du noir, habitude qu'il conserva toute sa vie¹.

¹ Dans les quelques notes autobiographiques qui ornent l'édition de sa vie et de ses œuvres, publiées par MM. Smith et Elder, Mazzini fait allusion à cette habitude. Elle date de son enfance et de l'époque où la pensée que les Italiens réussiraient à délivrer leur pays de la domination étrangère si tous voulaient s'unir pour faire leur devoir s'était, pour la première fois, emparée de

Joseph étudia pendant quelque temps l'anatomie et la médecine dans l'idée de prendre la profession de son père, mais il dut renoncer à cette carrière, parce qu'il lui était impossible de suivre les cours de dissection sans éprouver un dégoût et un sentiment de malaise insurmontable. Il se mit alors à l'étude du barreau. Tous ceux qui ont été à l'Université avec lui se souviennent combien il était aimable, charitable et bon ; tous l'aimaient, et sa maison devint le rendez-vous des étudiants les plus sérieux et les plus distingués du collège.

La tendance naturelle de l'esprit de Mazzini le portait vers la littérature. A l'âge de treize ans, il écrivit quelques compositions qui attirèrent l'attention d'une société littéraire de Savone, dont il fut élu membre, sans que l'on se doutât de son jeune âge.

Sa première production littéraire importante fut un *Essai sur la littérature européenne*. Cet ouvrage contient le germe des convictions et des idées qui firent plus tard de son auteur l'apôtre de l'unité italienne et le prophète de la future alliance des peuples de l'Europe. Dans les notes autobiographiques que j'ai déjà citées, il parle de son renoncement à la carrière littéra-

lui. « Mon esprit, dit-il, était écrasé par l'impossibilité où je me trouvais de concevoir un moyen d'action... Au milieu de la vie bruyante et agitée des écoliers, j'étais sombre et agité. Je semblais avoir vieilli rapidement. Je pris alors la détermination enfantine de m'habiller de noir, me figurant que je portais le deuil de mon pays... La chose alla si loin que ma pauvre mère fut terrifiée à la pensée que je pourrais commettre un suicide. »

raire comme de son premier grand sacrifice, et dit : « Des millions de visions de drames historiques et de romans flottaient devant mon imagination et ces images artistiques caressaient mon esprit, comme des apparitions de gracieuses jeunes filles apaisent l'âme du solitaire.

« L'inclination naturelle de mon caractère était toute autre que celle qu'il prit par le fait de l'époque où je vivais et de notre honte nationale. »

Il est difficile, peut-être impossible, de saisir la première aurore de l'idée patriotique chez un jeune homme d'une intensité de sentiment aussi précoce.

Depuis longtemps déjà, il avait dû éprouver des frémissements de honte et d'angoisse à la vue de l'esclavage et de l'abaissement de son pays ; mais, cependant, il attribue le réveil de sa conscience et de ses aspirations vers un meilleur avenir pour l'Italie aux impressions qu'il reçut à l'occasion de l'exécution de deux révolutionnaires à Gênes¹ et des collectes que l'on fit dans sa ville natale pour les exilés bannis à la suite de l'insurrection de 1821.

Après cinq années d'université, Mazzini prit ses grades et put exercer sa profession d'avocat. Ce fut un beau jour pour ses parents, qui rêvaient pour ce fils si bien doué une brillante carrière dans le droit. Mais lui était sombre et triste à la pensée qu'il allait tromper leurs espérances, car il était déjà résolu intérieurement à consacrer sa vie au relèvement de son pays.

¹ Garelli et Lanari.

A cette époque, en Italie, les deux premières années du stage d'un jeune avocat se passaient dans l'*Officio di Poveri*, où il plaiderait gratis les causes des pauvres. Pendant le temps très court où Mazzini remplit cet office, il se distingua par la patience avec laquelle il étudiait les moindres détails des causes de ses pauvres clients, par sa logique serrée, son esprit vif et prompt et une grande facilité d'élocution. La jeunesse et la délicatesse de son apparence l'avaient fait surnommer l' « *Avocatino*¹ ». Sa réputation d'énergie, de bonté, aussi bien que de talent, était telle que chaque malheureux qui arrivait à Gênes pour plaider faisait tous ses efforts pour s'assurer les services du charmant *avocatino*.

A cette époque Mazzini était déjà affilié à l'association des Carbonari ; il y avait été introduit par un espion qui le trahit plus tard. Malgré sa jeunesse, il ne vit que le côté comique dans l'antique cérémonie « de la coupe et des poignards », qui était le signe de l'affiliation et, loin d'en être frappé ou impressionné, il eut beaucoup de peine à garder son sérieux au moment où la scène se joua devant lui. Il « remarqua avec surprise et méfiance que le serment exigé n'était qu'une simple formule d'obéissance qui ne faisait nullement allusion au but que l'on se proposait... C'était la guerre au gouvernement et rien de plus. »

Tout en étudiant les causes des échecs des révoltes de 1820-1821, Mazzini en apprit plus long sur

le carbonarisme, et il n'admirait nullement les symboles, les mystères et l'absence de toute foi politique qui caractérisaient cette association. Cependant, comme à cette époque il se sentait incapable de fonder lui-même quelque chose, et qu'il comprenait l'importance d'une organisation, il accepta les Carbonari comme « des hommes qui, bien qu'inférieurs à l'idée qu'ils représentaient (l'affranchissement de l'Italie), étaient cependant décidés à mettre leurs pensées en action et à traduire leur foi par des œuvres. »

Ils avaient le courage de braver l'excommunication et la peine capitale, et de tisser une nouvelle trame chaque fois que la première était détruite. « Cela suffit, ajoute Mazzini, pour me décider à me joindre à eux, et maintenant que mes cheveux ont blanchi, je crois encore qu'après le talent de bien mener le plus grand mérite consiste à discerner comment et quand il faut suivre. Je parle, bien entendu, de suivre ceux qui nous conduisent au bien. Ces jeunes gens — plus nombreux encore en Italie qu'ailleurs — qui se tiennent à part de toute association, par respect pour leur *individualité*, sont généralement les premiers à se rendre de la manière la plus servile à n'importe quel *pouvoir gouvernemental* fortement organisé. » La souscription que chaque membre devait fournir à la caisse de l'association était une lourde taxe pour la pauvre bourse de Mazzini. Il considérait cependant cela « comme une bonne chose », et ses remarques sur ce sujet ne manquent pas d'à-propos aujourd'hui que tant de réformes sont arrêtées ou retardées par le fait

¹ Littéralement *petit avocat*.

de l'égoïsme et de la parcimonie de ceux qui en reconnaissent cependant la nécessité. « C'est, dit-il, un grand mal de collecter de l'argent pour un mauvais but, mais c'est un mal plus grand encore que de se refuser à un sacrifice pécuniaire qui pourrait être utile à une bonne cause. Un des signes les plus tristes de l'égoïsme profond qui règne de nos jours, c'est ce fait que des hommes discutent quelquefois à propos d'un franc, tandis que d'autre part ils dilapident de grandes sommes pour se procurer des agréments et des plaisirs bien plus illusoires que réels, — que des hommes qui devraient être prêts à verser leur sang pour leur pays et pour la liberté allèguent l'impossibilité de faire des sacrifices d'argent et mettent en danger la vie, l'honneur, la dignité de leur âme et de l'âme de leurs frères, plutôt que de desserrer les cordons de leur bourse. »

Le principal reproche que Mazzini faisait aux Carbonari c'est qu'ils ne poussaient pas le peuple italien à se libérer lui-même ; ils espéraient au contraire arriver à l'indépendance nationale, qui est le premier pas vers la liberté politique, par l'appui de la France. À cette époque la lutte entre le parti de l'opposition et du gouvernement de Charles X, lutte qui amena la révolution de 1830, était à son apogée, et c'est sur Guizot, Berthe Lafayette, etc., que les Carbonari fondaient leur espoir. Déjà alors Mazzini comprenait qu'une nation qui n'a pas le courage de conquérir elle-même sa liberté n'est pas digne de la posséder et ne la conservera pas longtemps. Peu de temps après la révolu-

tion française de 1830, Mazzini, chargé par le chef des Carbonari de remplir une mission quelconque, eut le pressentiment d'une trahison, et, avant de se mettre en route, il organisa un système de correspondance secrète avec ses amis politiques, par l'intermédiaire de ses lettres à sa mère, dans lesquelles il ne traitait que des sujets privés. Sa prévoyance ne fut pas inutile ; il fut bientôt arrêté par la police du roi de Piémont et de Sardaigne. Tout Italien convaincu du crime d'aimer sa patrie n'était pas plus en sécurité dans le royaume de Piémont que dans les provinces soumises aux lois autrichiennes. Au moment où Mazzini fut arrêté à la sortie de sa maison, il y avait contre lui « de quoi justifier trois condamnations ». Cependant, avec le calme qui le distinguait toujours au moment du danger il réussit à se défaire de tout ce qui aurait pu compromettre d'autres que lui. Le prisonnier fut incarcéré dans la forteresse de Savona sur la côte ouest de la rivière de Gênes. Son père se rendit immédiatement auprès du gouverneur pour lui demander de quel crime son fils était accusé. On lui répondit que « son fils était un jeune homme de talent qui avait l'habitude de faire des promenades nocturnes et solitaires et que *le gouvernement n'aimait pas les jeunes gens de talent qui se livraient à des réveries mystérieuses.* » Les gouvernements monarchiques, fondés sur le principe de l'inégalité entre les hommes, ne manquent ni de sagesse ni de perspicacité en redoutant le résultat des méditations des jeunes gens de talent.

La cellule de Mazzini était au sommet de la forteresse de Savona. « Elle avait vue, dit-il, sur la mer, ce qui me procurait de grandes jouissances. La mer et le ciel, — ces deux symboles de l'infini, et qui, après les Alpes, sont ce qu'il y a de plus sublime dans la nature, — se déroulaient devant mes yeux chaque fois que je m'approchais de la fenêtre grillée. Je ne pouvais pas apercevoir la terre au-dessous de moi, mais chaque fois que le vent soufflait dans ma direction, il m'apportait la voix des pêcheurs¹. »

Mazzini avait pour compagnon de prison, un chardonneret, auquel il s'attacha beaucoup. Un des traits distinctifs de son caractère était en effet son goût pour les animaux et en particulier pour les oiseaux. Chaque fois que, dans sa vie errante, il se fixait pour quelques mois, on était sûr de le trouver entouré d'oiseaux qui volaient en liberté dans sa chambre et picotaient ses papiers et ses livres à plaisir.

Pendant les premiers mois de son emprisonnement on ne lui accorda aucun livre ; plus tard il parvint à obtenir une Bible, un Tacite et un Byron.

¹ Cette description nous donne également une idée de la cellule qu'il habita dans la forteresse de Gaète, lors de son dernier emprisonnement (1870), sous le règne du petit-fils du roi qui le fit arrêter pour la première fois. Les fenêtres de Gaète n'étaient cependant pas grillées. C'étaient des soupiraux percés dans des murs d'une épaisseur énorme et si petits que, lors même que sa cellule aurait été près du sol, il eût été impossible de s'échapper par ce moyen.

Au moyen de la correspondance secrète dont j'ai parlé, ses amis lui firent savoir que son arrestation avait frappé de terreur les Carbonari ; aussi, « après avoir vainement cherché à rallumer chez eux une étincelle de vie, il arriva petit à petit à la conviction qu'il valait mieux, plutôt que de perdre son temps et ses forces à ressusciter un cadavre, s'adresser aux vivants et fonder un édifice révolutionnaire sur une base nouvelle. »

C'est de son emprisonnement que date l'apostolat religieux et républicain de Mazzini, car c'est alors qu'il conçut le plan de l'association de la « Jeune Italie », qui fut l'aurore de l'indépendance destinée à remplacer le système informe qui s'abritait alors sous la couronne de Savoie. Le vrai libérateur de l'Italie ne devait jamais contempler cette terre promise de l'Unité républicaine italienne que ses compatriotes repentants sont certains d'atteindre un jour. Alors, et alors seulement ils reconnaîtront le génie et rendront un juste hommage au nom du prophète et du maître qui les a conduits en vue de leur héritage.

C'est en prison et entouré des symboles de l'infini que ce jeune homme médita profondément sur les principes religieux et moraux qui devaient servir de fondement à sa nouvelle association la « Jeune Italie », laquelle devait supplanter le carbonarisme que Mazzini avait trouvé si impuissant et au-dessous de ses vues élevées. Son rôle devait être, non seulement d'affranchir le pays du joug de l'étranger, mais encore

des tyrans domestiques qui le divisaient en six États séparés et souvent hostiles. Son but était en outre de renverser le despotisme papal qui étouffait l'esprit de la nation sous des superstitions dégradantes et rendait impossible tout progrès moral et intellectuel. Il ne se faisait pas illusion sur les difficultés et les dangers de l'entreprise, mais il ne les craignait pas, car toute pensée personnelle lui était étrangère.

Mazzini médita longuement sur l'organisation de l'association, sur le choix des individus et sur la possibilité de relier ses opérations et son action aux éléments révolutionnaires qui existaient déjà dans les autres pays de l'Europe.

Le secret répugnait à sa franche et loyale nature, mais il était indispensable pour une société qui était en lutte directe contre les pouvoirs existants. Cependant Mazzini résolut d'affirmer publiquement le but et les intentions de la « Jeune Italie. » Contrairement aux usages des Carbonari, on ne devait exiger aucun serment de fidélité à des chefs inconnus et pour un but ignoré. Chaque homme qui se joignait à l'association devait bien comprendre qu'il s'engageait par là à tout oser et à tout souffrir pour assurer, premièrement, l'indépendance de son pays et, secondement, son unité sous un gouvernement républicain, et qu'il devait renoncer à tout secours de princes et de diplomates, soit dans son pays, soit à l'étranger.

Les membres de l'association devaient travailler à réveiller la conscience des Italiens, à leur faire com-

prendre que leur devoir était de conquérir leur indépendance et leur droit à se gouverner eux-mêmes, au prix de tous les sacrifices, fût-ce même celui de leur vie. Mazzini n'avait pas foi dans les classes dirigeantes ; il mettait toute sa confiance dans le peuple. Il s'agissait, selon lui, d'en appeler aux instincts et aux tendances du cœur national des Italiens, *muet à cette époque*, mais qu'il avait trouvé vivant dans ses études historiques et ses prévisions de l'avenir.

Le génie de ce grand homme éclate dans ce fait que, seul en Europe à cette époque, il sentit que le sommeil de la nation n'était pas la mort. Il comprit déjà alors cette vérité, que les hommes de petite portée n'apprendront jamais, c'est que les grandes entreprises nationales ont toujours pris naissance dans le peuple, dont toute la force réside dans cette puissance de la foi et de la volonté qui ne s'arrête devant aucun obstacle et ne tient pas compte du temps. Les hommes riches et influents suivent après, soit pour soutenir le mouvement créé par les premiers, soit, comme cela arrive trop souvent, pour le détourner de son but primitif.

Ce ne fut pas sous l'impulsion d'un juvénile enthousiasme, mais à la suite d'une étude approfondie de l'histoire politique et de la constitution sociale de son pays, que Mazzini fut conduit — comme le sont tous les grands esprits — à considérer l'unité de la République comme le moyen de régénération sociale, et à faire de ces principes le but de l'association de la « Jeune Italie ». Ici je puis encore citer ce que

Garrison a dit du patriotisme de Mazzini qui, tout intense qu'il fût, était cependant subordonné au sentiment humanitaire.

Il aimait l'Italie comme jamais fils n'aima sa mère, mais il ne se laissa pas influencer par des conceptions purement italiennes, ni par le désir d'améliorer la condition de ce peuple unique, qu'il voyait démembré, rabaissé et opprimé. La pensée-mère, la suprême justification de toutes ses tentatives est dans sa conviction que l'Italie était providentiellement désignée pour diriger et conduire les peuples, ou, selon sa propre expression, « devenir l'initiatrice d'une nouvelle vie et créer une puissante unité des peuples de l'Europe ».

La religion de Mazzini avait le même caractère de largeur et d'universalité que ses conceptions politiques. Il croyait que la religion — cette sainte aspiration de la créature vers son Dieu — était immortelle et progressive, comme l'humanité elle-même est immortelle et progressive. Bien qu'il considérât les innombrables variétés de confessions de foi, que l'on nomme à tort religion, comme des formes transitoires, il respectait cependant la belle et sainte mission humanitaire que ces croyances ont remplis dans le passé. Il méprisait et condamnait les négations de ceux qui, parce qu'ils ne trouvent plus de chaleur dans les cendres mourantes, nient le feu, dont elles sont cependant la preuve, où « s'imaginent avoir aboli Dieu lui-même parce qu'ils ont renversé une idole, pareille à celles que nos pères ont adorée comme son image ». Le patriotisme de Mazzini était la conséquence logique de

sa foi religieuse. Son « culte pour Rome », qu'il a appelé « une partie de lui-même », n'était pas un sentiment étroit de dévouement à la capitale de son pays. Il trouvait dans le fait que, scule parmi les nations, Rome a deux fois donné au monde européen une religion qui a tenu les peuples unis pendant une longue période de temps, le signe d'une mission religieuse spéciale. Sa conviction inébranlable était que Rome devait apporter aux peuples une nouvelle foi qui conserverait toutes les vérités enseignées à l'humanité par les grandes religions du passé, mais rejeterait les erreurs et les superstitions dont elles ont été entourées, une foi, en un mot, qui révélerait à l'humanité « une nouvelle ligne de la loi de Dieu ». Aussi, à ses yeux, affranchir Rome du joug du catholicisme et de la monarchie, ce n'était pas seulement faire une guerre d'indépendance pour un seul peuple, mais une sainte croisade pour l'humanité. Il croyait qu'une Rome nouvelle, plus grande que la Rome des empereurs, plus sainte que la Rome des papes, qu'une Rome républicaine unirait de nouveau les nations par un lien moral supérieur à aucun de ceux qui avaient existé jusqu'alors. Il croyait que la première hymne qui s'élèverait de l'Italie libre vers le Tout-Puissant serait « resonner la corde d'union entre la justice et le devoir » et proclamerait, non pas pour les individus, mais pour les nations, ce qu'il a appelé le mot de l'époque : « Association ».

« L'association qui doit donner au monde la liberté et l'égalité, qui doit sanctifier la terre et en faire,

et l'égalité, qui doit sanctifier la terre et en faire, selon la volonté de Dieu, une étape sur le chemin qui conduit à la perfection, un moyen par lequel l'homme peut arriver à une plus haute et plus noble existence.

« Lorsque, dans mes jeunes années, je pensais que ce serait du cœur de notre peuple, de son enthousiasme et de ses sacrifices que sortirait une nouvelle vie pour l'Europe, il me semblait entendre au dedans de moi la grande voix de Rome parler d'unité, de fraternité morale et d'une foi commune pour l'humanité. Et le peuple tenait ces paroies dans son cœur avec un saint respect. Je vis Rome proclamer, au nom de Dieu et de la République italienne, une déclaration de principes à la place de cette stérile déclaration des droits, principes dont la conséquence logique sera *le progrès*. Je vis Rome montrant aux nations un but commun sur la base d'une religion nouvelle. Et je vis l'Europe, fatiguée du scepticisme, de l'égoïsme et de l'anarchie, accepter joyeusement cette nouvelle foi.

« Telles étaient mes pensées dans ma petite cellule de Savona.

« La vision qui a illuminé mon premier rêve patriotique s'est évanouie, du moins en ce qui concerne ma propre vie. Lorsqu'elle deviendra une réalité, et c'est ma conviction, je serai dans mon tombeau. Aujourd'hui les mêmes pensées me hantent dans la petite chambre d'où j'écris ces lignes, et qui n'est pas plus grande que ma cellule¹; mais l'horizon que j'aper-

¹ 1861 (Angleterre).

çois est plus vaste encore et mon raisonnement est plus mûr. Ce sont ces pensées qui m'ont attiré l'épithète d'utopiste et de fou, et qui m'ont occasionné tant de désenchantements et d'outrages, que parfois, lorsque des espérances personnelles agitaient encore mon cœur, je me prenais à regretter ma cellule de Savona, entre le ciel et la mer et loin du contact des hommes. »

Il pensait encore de même quarante ans plus tard à Gaëte et disait à l'auteur de ces pages, peu d'heures avant sa libération, qu'il ne passerait pas à Rome en retournant en Angleterre, car, ajouta-t-il, « je ne puis pas voir Rome profanée par la monarchie ».

Puissent les Italiens de la génération à venir se montrer assez virils pour effacer la honte de ces mots!

CHAPITRE I

EXIL. LA « JEUNE ITALIE » (1831-1836).

Après six mois de prison, Mazzini fut banni et se rendit en France. Alors commença pour lui ce qu'il a appelé « l'enfer de l'exil », cette agonie mortelle, lente et amère dont l'exilé seul peut se faire une idée,

cette consommation de l'âme qu'une *seule* espérance peut consoler ». Parmi les bannis avec lesquels il fit connaissance à cette époque, il ne « rencontra pas un seul homme qui rêvât l'unité de l'Italie ou même qui considérât la chose comme désirable ». Tous vivaient plus ou moins dans l'illusion que la France était destinée à donner la liberté à l'Italie. Mazzini fut profondément affligé de découvrir que ses compagnons d'exil n'avaient pas d'autre notion en fait de science politique que celle des gouvernements qu'ils cherchaient à renverser, « la science des calculs diplomatiques et de compromis opportuns où sa foi et la moralité ne jouent aucun rôle ». Il trouva cependant une étincelle de vie parmi les Italiens qu'il rencontra à Lyon. Ceux-ci complotaient une invasion de la Savoie, qui faisait alors partie du royaume de Sardaigne. Le roi Louis-Philippe les encourageait dans cette entreprise. Comme il n'avait pas encore été reconnu par tous ces monarques despotes, il pensait les forcer à le faire soit par la peur, soit par nécessité. Une fois son but atteint, Louis-Philippe abandonna les patriotes italiens et espagnols à leur sort et lança une proclamation dans laquelle il enjoignait aux exilés de se disperser, menaçant de punir avec application de la loi criminelle toute personne qui risquerait de compromettre la France aux yeux des puissances amies, en passant les frontières.

« Ce fut, dit Mazzini, la troisième trahison royale que je vis s'accomplir sous mes yeux, dans les affaires

de l'Italie. La première avait été la suite honteuse du Carbonaro, le prince conspirateur Charles-Albert, qui se rendit au camp ennemi. La seconde celle du duc de Modène, qui, après avoir encouragé et protégé l'*insurrection organisée sous son nom* par le malheureux Ciro Menotti, s'empara de lui au début de l'affaire, le traîna à sa suite, dans sa fuite à Mantoue, et le fit pendre aussitôt que l'Autriche lui fournit les moyens de rentrer dans son royaume. »

Alors commença « la chasse aux réfugiés ». Mazzini se rendit en Corse dans l'intention de se joindre à une petite bande de deux ou trois mille Corses, qui étaient prêts à s'embarquer pour l'Italie, afin de venir en aide à l'*insurrection de Bologne*. Mais le gouvernement provisoire de Bologne, qui craignait la guerre et mettait tout son espoir dans la diplomatie, ne se hâta point de leur fournir des vaisseaux et des secours. Les Autrichiens arrivèrent sur ces entrefaites, et, tout espoir d'action étant perdu pour le moment, Mazzini retourna à Marseille, où il reprit son projet de fonder l'*association de la « Jeune Italie »*.

Dans cette année (1831), Charles-Albert monta sur le trône de Piémont et de Sardaigne. En 1821, alors qu'il était prince, il avait conspiré, ou feint de conspirer pour la délivrance de l'Italie; mais, au moment du danger, il s'était sauvé en trahissant ses compagnons. Néanmoins, en le voyant arriver au pouvoir, beaucoup d'Italiens espérèrent que le roi tiendrait les belles promesses faites par le prince. Mazzini ne partageait pas cet espoir. Il écrivait en

1861, à propos de cette période : « Je ne croyais pas alors, et je ne crois pas aujourd'hui que le salut de l'Italie puisse jamais être dû à la monarchie; c'est-à-dire le salut de l'Italie, comme je l'entends, — comme nous l'entendions tous il y quelques années, — une Italie une, libre et puissante, indépendante de toute suprématie étrangère et digne de sa grande mission. »

Cependant il adressa au roi une lettre admirable dans laquelle il lui « exposait tout ce que son propre cœur lui disait de son devoir à l'égard de l'Italie ». Il espérait par là prouver à ces compatriotes que le roi manquait complètement de ces qualités qui seules eussent pu le rendre capable de remplir son devoir.

Cette lettre fut publiée à Marseille, réimprimée clandestinement, et circula bientôt dans toute l'Italie. Mazzini sut qu'elle était parvenue au roi, et qu'il l'avait lue.

Peu de temps après, les autorités des frontières reçurent une circulaire contenant le signalement de l'auteur de la lettre, et l'ordre de l'arrêter s'il essayait de rentrer en Italie. La lettre de Mazzini fut cependant accueillie avec faveur par ses compatriotes. Il en conclut qu'en parlant ouvertement de l'unité de l'Italie il avait éveillé un écho dans leurs cœurs. Ce fut son premier « encouragement à oser ».

Marseille lui semblait un lieu favorable pour poursuivre sa correspondance secrète, en sorte qu'il résolut, à tout hasard, d'y rester encore quelque temps.

« J'y menais, dit-il, la vie que j'ai menée pendant vingt ans sur trente¹, une vie de captivité volontaire entre les quatre murs de ma petite chambre. »

C'est dans ces circonstances qu'il fonda l'association de la « Jeune Italie » et qu'il publia un petit journal sous ce même titre.

Les membres de l'association juraient de se consacrer à fonder l'unité de leur pays démembré, d'en faire « une nation libre, indépendante et république », capable de résister à toute usurpation étrangère. Ils juraient de faire leur patrie une :

Parce que sans l'unité il n'y a pas de force, et que l'Italie, entourée de nations puissantes et jalouses, a surtout besoin de force;

Parce que le fédéralisme, en risquant de la réduire à l'impuissance politique de la Suisse, la placerait nécessairement sous l'influence d'une des nations voisines et réveillerait ainsi ces rivalités d'Etat à Etat qui lui ont été si fatales dans le passé ;

Parce qu'une liberté durable ne peut être obtenue et maintenue en Europe que par des nations fortes et compactes dont la puissance se balance, en sorte qu'elles ne soient pas réduites à la nécessité de chercher des alliances protectrices au prix de coupables concessions, ou entraînées à aliéner leur liberté, pour être secourues, dans des questions d'intérêts personnels.

Le républicanisme de Mazzini n'était pas seulement une doctrine politique, c'était une foi, conséquence

¹ Écrit en 1861.

logique et nécessaire de sa foi dans l'unité de l'Humanité.

Avec la perspicacité du génie, il entrevoyait alors ce que les événements futurs ont révélé à des esprits moins élevés que le sien : c'est que le mouvement progressif qui s'accomplit en Europe est providentiellement dirigé dans le sens d'une application graduelle des principes républicains.

Mazzini et ses amis jurèrent d'inculquer ces principes aux Italiens :

« Parce que, selon la loi de Dieu et de l'humanité, chaque nation est destinée à former une communauté libre et fraternelle, et que la République est la forme de gouvernement la plus propre à atteindre ce but ;

« Parce que la véritable souveraineté réside essentiellement dans la nation, qui seule a la charge d'interpréter progressivement et continuellement la loi morale ;

« Parce que, quelle que soit la forme du privilège qui se trouve au sommet de l'édifice social, sa tendance sera toujours de se répandre dans les autres classes et de mettre en danger la liberté du pays, en minant le principe d'égalité entre les citoyens ;

« Parce que, du moment qu'il est entendu que la souveraineté ne réside pas dans tous, mais dans certains pouvoirs spéciaux, le chemin qui mène à l'usurpation est ouvert et la lutte pour la suprématie entre ces pouvoirs devient inévitable ; la désiance et une hostilité organisée prennent la place de l'harmonie qui est la loi vitale de la société ;

« Parce que, attendu que l'élément monarchique est incapable de se soutenir seul à côté de l'élément populaire, cela suppose nécessairement l'existence d'un élément intermédiaire d'une aristocratie, source d'inégalité et de corruption pour toute la nation ;

« Parce que, l'histoire et la nature même des choses nous enseignent que la monarchie élective tend à engendrer l'anarchie et que la monarchie héréditaire tend à engendrer le despotisme ;

« Parce que lorsque la monarchie n'est pas fondée, comme elle l'était autrefois, sur la croyance, maintenant usée, du droit divin, elle est trop faible pour servir de lien d'unité et d'autorité dans l'État ;

« Parce que la monarchie entraîne nécessairement à sa suite toutes les obligations qui découlent de ce système en Europe, le respect de la diplomatie et la répression de l'élément populaire. »

Ennemi, non seulement de la monarchie despote, mais de l'idée même de la monarchie, Mazzini ne pouvait voir dans ce compromis moderne, qu'on a appelé la monarchie constitutionnelle, qu'une « concession qui se condamnait elle-même ». Lorsque les Anglais, partisans de ce système, citaient, pour sa justification, cet éternel argument : « les peuples ne sont pas mûrs pour la République », il leur répondait qu'un système fondé sur le privilège est peu propre à enseigner aux hommes l'égalité, que la simplicité républicaine s'apprend mal dans les cours, que la diplomatie secrète ne formera jamais les hommes

d'État à la sincérité républicaine, qu'en un mot on ne met pas des écoliers républicains à une école monarchique.

Le mode d'action que la « Jeune Italie » devait employer pour arriver à l'unité et à l'indépendance de l'Italie, était, selon les vues de Mazzini « l'insurrection au moyen de bandes de guérillas », ce qui était la meilleure méthode pour secouer un joug étranger. C'est l'éducation qui devait préparer les membres de l'association à réaliser ce programme républicain. Selon lui, la Jeune Italie, en prêchant exclusivement ce qu'elle croit être la vérité, faisait une œuvre de devoir, et non d'usurpation. Il n'oublia cependant jamais que le principe républicain fondamental, le respect de la volonté nationale, ne permet pas que l'on impose une théorie politique à la nation. Aussi, déclarait-il que : « en cherchant avant l'heure de l'action à expliquer aux Italiens ce qu'ils doivent faire pour atteindre leur but, en élevant le drapeau républicain devant l'Italie, pour engager ceux qui voient en lui le drapeau de la régénération nationale à s'organiser à son ombre, l'association ne cherche pas à substituer ce drapeau à la bannière de la nation. Lorsque le peuple sera libre, et en état d'exercer son droit de souveraineté, il lèvera lui-même sa propre bannière, et fera connaître sa volonté au sujet des principes dont il veut faire la base de son existence. »

La devise de l'association : *ora e sempre*¹, indique

¹ Maintenant et toujours.

dit Mazzini, la persévérance nécessaire pour l'accomplissement de cette entreprise. »

Elle avait pour symbole une branche de cyprès en souvenir de ceux qui étaient morts pour la patrie. Voici le texte du serment que les affiliés devaient prêter : « Au nom de Dieu et de l'Italie ;

« Au nom de tous les martyrs de la sainte cause italienne, qui ont succombé à la tyrannie étrangère ou domestique ;

« Par le devoir qui me lie à la terre sur laquelle Dieu m'a placé et aux frères que Dieu m'a donnés ;

« Par l'amour, — inné chez tous les hommes, — que j'ai pour le pays où naquit ma mère, et qui sera la demeure de mes enfants ;

« Par la haine, — innée chez tous les hommes, — que je ressens pour le mal, l'injustice, l'usurpation et l'arbitraire ;

« Par la rougeur qui monte à mon front lorsque, en face des citoyens des autres pays, je me dis que je n'ai ni droits, ni patric, ni drapeau national ;

« Par les aspirations qui font tressaillir mon âme et l'attirent vers la liberté, pour laquelle elle a été créée, mais dont elle ne peut jouir, vers le bien qui doit être son but, mais qu'elle ne peut accomplir dans le silence et l'isolement de l'esclavage ;

« Par le souvenir de notre ancienne grandeur et le sentiment de notre dégradation actuelle ;

« Par les larmes des mères italiennes, qui pleurent leurs fils morts sur l'échafaud, en prison ou en exil ;

« Par les souffrances de millions de créatures humaines ;

« Moi, A. B., ayant foi dans la mission que Dieu a confiée à l'Italie et convaincu que c'est le devoir de tout Italien de lutter pour la remplir; sachant que, lorsque Dieu a ordonné à une nation d'être, il lui donnera la force nécessaire pour exister; considérant que les peuples sont les dépositaires de cette force et que de sa bonne direction par le peuple et pour le peuple dépend la victoire; estimant que la vertu consiste dans l'action, le sacrifice, l'union et la persévérence, je donne mon nom à la « Jeune Italie », association dont les membres partagent tous la même foi, et je jure :

« De me consacrer entièrement et pour toujours à l'Italie; de lutter pour en faire un pays libre, uni, indépendant et républicain; de travailler par tous les moyens en mon pouvoir, action ou parole, à l'éducation de mes frères italiens; de les diriger vers le but que se propose la « Jeune Italie », vers l'association, seul moyen de réussite, vers la vertu, qui seule rendra cette conquête durable;

« De ne m'enrôler dans aucune autre association; d'obéir aux instructions que je recevrai de nos représentants et qui seront dans l'esprit de la « Jeune Italie »; de garder le secret de ces instructions, même au prix de ma vie; d'aider mes frères par mes conseils et mes actions :

« MAINTENANT ET POUR TOUJOURS.

« Voilà ce que je jure, et j'appelle sur ma tête la

colère de Dieu, la haine des hommes et la honte du parjure, si jamais je trahis tout ou partie de mon serment. »

Mazzini nous raconte qu'il fut le premier qui prêta ce serment, et il ajoute que plusieurs de ceux qui le prêtèrent en même temps que lui, ou plus tard, étaient, à l'époque où il écrivait (1869), des courtisans ou des membres actifs des sociétés modérées¹, des timides serviteurs de la police de Bonaparte, des persécuteurs et des calomniateurs de leurs anciens frères.

« Ils pouvaient bien me haïr, ajoute-t-il, car je leur rappelais la foi qu'ils avaient jurée et trahie, mais ils n'ont jamais pu citer un seul fait qui prouvât que j'eusse été infidèle à mon serment. Aujourd'hui, comme alors, je crois à la sainteté de ces principes et à leur triomphe futur. J'ai vécu, je vis et je mourrai républicain, confessant ma foi jusqu'au bout. S'ils essaient de se disculper en affirmant que, moi aussi j'ai voulu réaliser l'unité sous un drapeau monarchique, je leur citerais ces paroles des statuts de la « Jeune Italie » : « *L'association ne cherche pas à substituer son propre drapeau à la bannière de la nation.* » Et ailleurs : « *Lorsque la nation sera libre, elle proclamera elle-même sa volonté sacrée et inébranlable.* »

Faisant allusion à la fureur monarchique qui régnait alors en Italie, il ajoute :

¹ Le parti monarchique, en Italie, crut convenable de prendre le titre de modéré.

« Le peuple italien est aujourd'hui dans l'illusion..., mais non pas moi. Je courbe tristement ma tête devant la volonté de la nation, mais la monarchie ne me comptera jamais parmi ses serviteurs ou ses partisans. L'avenir prouvera si ma foi repose, oui ou non, sur la vérité. »

Le journal intitulé *la Jeune Italie* contient beaucoup de pensées sur la philosophie religieuse et politique, qui avait fait le sujet des méditations de Mazzini dans sa prison. Il préchait l'insurrection contre toute domination étrangère au nom de l'unité et de l'indépendance de l'Italie, et la République au nom de la responsabilité humaine. Des copies de ce journal étaient secrètement expédiées dans quelques-unes des villes de la côte d'Italie. Elles passaient de main en main, et plus d'une personne risqua sa vie pour les lire rapidement, les reproduire et les répandre dans toute la Péninsule au moyen de la presse clandestine. L'effet produit fut considérable: « le lien de fraternité s'étendit avec une rapidité inattendue, de jeune homme à jeune homme, d'étudiant à étudiant. » Ceux qui travaillaient à répandre les journaux en Italie recueillirent une telle quantité d'adhésions, que les exilés qui avaient couru les risques de la publication en furent eux-mêmes étonnés. Mazzini vit dans la faveur avec laquelle ses idées furent accueillies un encouragement et une justification de sa foi dans les sentiments du peuple italien.

La sensation produite par ses écrits fut d'autant plus grande que les événements qui se passaient dans le

centre de l'Italie prouvaient d'une manière frappante la justesse de ses vues. Dans cette même année, les États romains se révoltèrent contre la tyrannie du pape; Parme s'insurgea contre la grande-duchesse d'Autriche, et Modène contre son duc. Bien que ces insurrections eussent éclaté simultanément, elles n'étaient point le résultat d'un plan concerté. Entre le 2 et le 25 février 1831 environ deux millions et demi d'Italiens secouèrent le joug des vice-rois de l'Autriche, et du pape. Ils se trouvèrent ainsi dans des conditions favorables, non seulement pour se tenir sur la défensive, mais pour commencer une action offensive en faveur de l'émancipation de leurs concitoyens. La jeunesse de Bologne chercha à entrer en Toscane pour venir en aide à ceux qui s'étaient soulevés contre le grand-duc; le peuple de Modène et de Reggio demanda à grands cris de marcher au secours de Massa, et la garde nationale réclama l'honneur d'attaquer le tyran de Naples.

Malheureusement les différents gouvernements provisoires, issus de l'insurrection, réussirent à transformer une révolution, essentiellement nationale dans son but et ses tendances, en soulèvements séparés et purement locaux. Il était impossible au centre de conserver sa liberté, tandis que les provinces voisines restaient soumises à des gouvernements hostiles; en sorte que le devoir, aussi bien que la bonne politique, commandait d'élargir le champ de l'action pour assurer la victoire. Une guerre contre l'ennemi commun, l'Autriche, était inévitable, et tous les efforts auraient

*l'Espagne
l'Angleterre*

dû être dirigés en vue d'une action énergique. Cependant les gouvernements provisoires ne cessaient de répéter aux populations que leur seule chance de salut était dans le maintien de la paix avec les principautés voisines. Au lieu de profiter de la sympathie et de l'enthousiasme excités par l'insurrection ils s'efforçaient, dans leur aveuglement, de gagner la faveur des rois, et firent ainsi échouer le mouvement en l'étouffant aux pieds de la diplomatie. Au moment où il aurait été nécessaire de pousser à l'action par l'exemple et d'inspirer la foi en montrant la sienne, tous leurs actes dénotaient l'hésitation et la faiblesse. En outre, ils se firent à l'ambassadeur français à Naples, qui leur promettait l'appui de la France, « à la condition que leur gouvernement reconnaîtrait l'ordre de choses existant en Europe. » Le président de la chambre française déclara « que la France agirait d'après le principe de laisser la liberté se développer partout où elle se manifesterait spontanément » ; et le ministre des affaires étrangères ajouta : « Le principe que nous soutenons, et que *nous avons l'intention de faire respecter*, doit assurer la liberté et l'indépendance de tous. » Ils oublaient que dans l'état d'effervescence où se trouvait alors l'Europe, une guerre entre la France et l'Autriche aurait infailliblement conduit à une guerre générale, entre le principe de l'autorité royale et le principe du progrès et de la souveraineté nationale; et que, dans une lutte de cette espèce, Louis-Philippe, dont le trône était à peine affermi, aurait couru grand risque de tout perdre et d'être débordé

par le mouvement populaire. La paix était nécessaire à la sécurité du nouveau monarque, et il eût été insensé de supposer que, par principe, il fût intervenu pour empêcher l'Autriche de rétablir ses princes vassaux en Italie. Il n'était pas probable non plus que l'Autriche, après avoir usurpé les provinces du nord, tolérerait l'établissement d'un gouvernement national dans le voisinage de ses propres possessions.

Malgré ces considérations, qui auraient dû les éclairer, les gouvernements provisoires des provinces insurgées préférèrent partir de la supposition que l'Autriche n'attaquerait pas et laisserait l'insurrection gagner dans le cœur de l'Italie, et ils décidèrent que la seule politique de la révolution consisterait à éviter tout incident qui pourrait fournir un prétexte à l'invasion. Aucune mesure ne fut prise pour affirmer la souveraineté et les droits de la nation, pour appeler le peuple aux armes, pour organiser les élections, pour encourager les provinces voisines de l'Italie à se soulever.

Tous les décrets des gouvernements dénotaient la peur. Ceux de Parme et de Modène firent une déclaration dans laquelle ils disaient que le peuple se voyait forcé de former un nouveau gouvernement pour remplacer celui des princes qui avaient abandonné leurs États. Le gouvernement de Bologne prétendit qu'il avait dû s'affirmer pour prévenir l'anarchie à la suite de la décision du légat du pape, qui renonçait à son administration. A Parme, le commandement de la garde nationale fut offert à un homme du nom de Fideli.

Il répondit qu'il n'accepterait pas sans la permission de la grande-duchesse détrônée. Le gouvernement l'autorisa à faire une démarche auprès d'elle, et fut payé de sa complaisance par une conspiration de Fideli en faveur de la duchesse.

Pendant que Naples, le Piémont et le reste de l'Italie étaient en proie à l'excitation produite par l'insurrection du centre, le gouvernement de Bologne exprimait son désir de rester en relations amicales avec les princes étrangers et de ne permettre aucune violation de leur territoire, « dans l'espoir qu'en retour ils ne se mêleraient point de ses affaires, attendu que lui-même ne comptait agir qu'en cas de défense personnelle. »

Mazzini s'exprime ainsi à propos de la façon dont le centre se séparait du reste de l'Italie :

« Cette confiance sans limite dans tout ce qui porte le cachet du calcul et de la tactique, cette désiance de l'enthousiasme, de l'énergie et de l'action spontanée, trois choses qui résument toute la science de la révolution, était alors⁴, comme aujourd'hui, la maladie mortelle de l'Italie. Nous attendons, nous étudions, nous nous laissons guider par les circonstances, nous ne cherchons ni à les dominer, ni à les faire surgir, et nous honorons du nom de *prudence* ce qui en réalité n'est que médiocrité d'intelligence. »

La faiblesse et l'incapacité ayant préparé le chemin à la victoire, l'Autriche envahit Parme, Modène et

⁴ Écrit en 1861.

Reggio, puis, peu de temps après, occupa Ferrare et Ancône. Louis-Philippe ne daigna pas même répondre à l'appel qui lui fut adressé par le gouvernement provisoire de Bologne, et il continua à entretenir des relations amicales avec la cour du pape. Les « maîtres légitimes » de l'Italie furent réintégrés dans leurs droits divins et replacés sur des trônes cimentés par le sang des plus braves de leurs sujets.

« C'est en étudiant les malheureux mouvements de 1820-21 et 1851, dit Mazzini, que je compris les erreurs que nous aurions à éviter dans l'avenir. Le plus grand nombre des Italiens ne retira de ces insurrections qu'une leçon de découragement. Pour moi, elles m'aidentèrent simplement à la conviction que le succès est un problème de direction, rien de plus. La faute commise avait été de confier le gouvernement de l'insurrection à des hommes qui n'y avaient pris aucune part. Le peuple italien a toujours eu le tort de remettre les rênes du gouvernement au premier venu qui réclame avec une certaine autorité le droit de le conduire. La Révolution a généralement été représentée par deux classes d'hommes distinctes : les premiers, qui sont mis de côté aussitôt que les obstacles ont été vaincus ; les seconds, qui entrent alors dans l'arène pour diriger le développement d'une idée qui n'est pas la leur, d'un plan qu'ils n'ont pas mûri, dont ils n'ont étudié ni les éléments ni les difficultés, pour lequel ils n'ont fait aucun sacrifice ni éprouvé aucun enthousiasme. Leur libéralisme ressemble à celui du parti qui s'intitule aujourd'hui en Italie

« modéré », parti faible et craintif, capable d'une légère opposition légale dans les questions de détail, mais qui ne s'élève jamais jusqu'aux principes. Il s'entoure « des descendants des anciennes familles, de professeurs, d'avocats, etc., tous gens dépourvus d'enthousiasme, d'énergie et de l'intelligence nécessaire pour faire les révolutions. Notre jeunesse confiante et inexpérimentée céda. Elle oublia l'immense différence qu'il y a entre les conditions nécessaires d'un peuple libre ou d'un peuple esclave; elle ne comprit pas que les hommes qui ont représenté les intérêts individuels ou municipaux de l'un de ces peuples sont généralement mal qualifiés pour représenter les intérêts politiques et nationaux de l'autre. »

Telles étaient les réflexions qui poussèrent Mazzini à fonder une association, qui eut une si grande influence en Italie. Fortifié et encouragé par la manière dont les Italiens accueillirent son journal, il continua son œuvre. Les jeunes gens qui le secondaient se montrèrent vraiment animés de son esprit tant qu'ils furent sous son influence, travaillant seuls, sans bureau, sans employés, écrivant jour et nuit des articles ou des lettres, entrant en relation avec les voyageurs, ralliant les marins italiens, pliant et attachant les paquets de journaux, enfin passant tour à tour et incessamment du travail intellectuel aux occupations routinières de l'ouvrier. « Nous vivions, ajoute Mazzini, sur un pied d'égalité parfaite, frères dans notre espérance et dans l'idéal que nous poursuivions, aimés et admirés par les républicains étran-

gers à cause de notre persévérance et de notre travail; bien souvent nous fûmes réduits au dernier degré de la misère, car nous ne possédions que nos faibles ressources privées; mais notre sérénité n'en était pas troublée, et le sourire de la foi ne quittait pas notre visage.

« Ces deux années de 1831 à 1833 furent deux années d'une vie pleine, d'un dévouement pur et joyeux que je souhaite aux générations futures de connaître. Nos ennemis étaient prêts à tout, et nous courûmes plus d'un danger. Mais, à cette époque, la lutte était franche, et nous n'avions affaire qu'à des ennemis connus. Plus tard vint la misérable guerre de l'ingratitude, des soupçons et de la calomnie de la part de nos compatriotes, et trop souvent aussi de nos propres partisans, la désertion des anciens amis, l'abandon du drapeau lui-même, non par conviction, mais par faiblesse, vanité blessée ou pis encore. C'est ainsi qu'agit presque toute cette génération qui nous avait juré fidélité. Je ne dis pas cela pour flétrir ou pour attrister nos âmes, mais pour enseigner à ceux qui sont demeurés fermes *un calme stoïque et désespéré*, pour leur donner cette sévère leçon du travail sans secours et sans espérance personnelle, imposé par le devoir seul, un devoir froid, sombre, inexorable. Que Dieu garde ceux qui viendront après nous de connaître ces souffrances. »

En moins d'une année, la « JEUNE ITALIE » devint l'association la plus importante de toute l'Italie. « C'était, dit Mazzini, le triomphe des principes.

Le seul fait qu'en si peu de temps une poignée de jeunes gens sortis du peuple, inconnus, sans ressource, se trouvèrent si rapidement à la tête d'une association assez puissante pour motiver les persécutions de sept gouvernements suffit pour prouver que le drapeau qu'ils élevèrent était celui de la vérité. »

Malgré les précautions prises par les conspirateurs de Marseille et leurs amis d'Italie, l'attention des autorités fut bientôt éveillée. La découverte de leurs papiers fut mise à prix, et on menaçait de punitions terribles ceux qui essayeraient de les faire circuler en Italie. Le roi Charles-Albert condamnait ceux qui se rendraient coupables de *non-dénonciation* à une amende et à deux ans de prison, et il promettait le *secret* et la *moitié de la somme fixée pour l'amende*, aux dénonciateurs. Ce fut, selon les propres paroles de Mazzini, « le commencement du duel entre lui et les misérables gouvernements de l'Italie », duel qui ne devait se terminer qu'avec sa victoire. Incapables d'arrêter la propagation des écrits de Mazzini, les États italiens firent appel à la France pour qu'elle les aida à étouffer la voix de l'exilé. Louis-Philippe, qui était alors reconnu par tous les despotes de l'Europe, et qui n'avait par conséquent aucune raison de leur déplaire, essaya de faire droit à leur requête. Traqué de lieu en lieu par la police française, Mazzini échappa pendant deux ans à ses recherches, et, lorsque sa retraite fut enfin découverte, un de ses amis qui lui ressemblait un peu se fit passer pour lui et fut conduit à sa place à la frontière suisse, tandis que Mazzini traversait avec un calme parfait la troupe envoyée pour l'arrêter. Il se décida cependant à se réfugier en Suisse, où il organisa la première attaque armée que le parti de l'unité fit contre le parti princier séparatiste¹. Cette tentative échoua à la suite de la trahison du chef militaire, le général Ramorino. Le gouvernement de Charles-Albert se vengea d'une façon sanglante des conspirateurs qui avaient cherché à favoriser l'insurrection à l'intérieur, et parmi ceux qui furent arrêtés se trouva le meilleur ami de Mazzini, Jacopa Russini. La torture morale infligée à ce jeune homme donnera une idée des atrocités qui se commettaient sous le règne du roi Charles-Albert. L'admiration et l'affection de Russini pour Mazzini étaient bien connues, et, pour l'engager à faire des aveux, on lui montra une dénonciation qui portait au bas la fausse signature de son ami. Russini résista à la tentation, mais il se suicida la nuit suivante dans sa cellule. Sa mort n'amena aucun changement dans les sentiments de Mazzini à son égard. Onze ans plus tard, il dédiait à l'ami de sa jeunesse, avec des paroles d'une tendresse et d'une éloquence inexprimables, un récit de la vie de deux autres martyrs de la cause.

A la suite de cette défaite, plusieurs amis de Mazzini l'engagèrent à se retirer d'une lutte aussi inégale,

¹ Il s'agit du mouvement connu sous le nom d'*Expédition de Savoie*. (Voyez à ce sujet, outre *La Vie et les œuvres de Mazzini, L'histoire de dix ans* par Louis Blanc.)

et les circonstances qui suivirent la malheureuse expédition de Savoie semblaient donner quelque poids à ces conseils.

« Tous les adorateurs du succès firent entendre un concert de plaintes et de blâmes, et l'on ne parlait que d'arrestations, de fuites, de désertions, de désorganisation. Le gouvernement suisse lui-même fut terrifié par les menaces des despotes voisins, qui le poussaient à persécuter les exilés. Ceux-ci étaient à bout de ressources. Le plus grand nombre d'entre eux ne possédaient pas même le nécessaire et travaillaient en proie à un découragement qui jetait parmi eux des semences de discorde. » Cependant de telles épreuves, quelque amères qu'elles fussent, n'étaient pas suffisantes pour ébranler Mazzini. « La pensée du chagrin et de l'anxiété de ma pauvre mère, dit-il, avait plus d'influence sur moi que tous les conseils ou que la peur du danger. S'il m'eût été possible de céder, j'aurais cédé à cette considération. » Mais il se souvint qu'il n'avait pas recherché la liberté comme un but, mais comme un moyen, comme le premier pas nécessaire pour atteindre un terme plus élevé. Ailleurs il dit : « Nous avions inscrit sur notre drapeau ces deux mots : Unité et République.

« Nous voulions fonder une nation, créer un peuple.

« Qu'est-ce qu'une défaite pour des hommes qui se proposent un but pareil? N'est-ce pas une partie de notre devoir d'éducateurs que de donner à notre parti une leçon de calme et de support dans l'adversité? »

CHAPITRE III

« LA JEUNE EUROPE. » LE DOUTE. L'ANGLETERRE
(1836-1848).

Mazzini avait reconnu que le vice fondamental qui condamnait le peuple italien à l'impuissance n'était pas l'absence d'amour pour la liberté, mais un manque de fermeté dans les intentions, sans lequel la vertu est improductive, « un manque fatal d'harmonie entre la pensée et l'action. » L'éducation morale de ses compatriotes n'étant pas possible dans un pays esclave, il croyait à la nécessité d'un apostolat vivant. Il fallait un noyau d'hommes capables de défier la persécution, de supporter les défaites avec le sourire de la foi, de succomber un jour pour se relever le lendemain, des hommes toujours prêts à lutter, quels que fussent les temps ou la fortune, toujours pleins de foi dans la victoire finale.

Se souvenant qu'il n'avait pas voulu fonder « une secte, mais une religion de patriotisme », il prit solennellement le parti de persister en dépit de tout. Sa fermeté inébranlable dans cette résolution, formée au

début de sa vie et au milieu de l'angoisse du premier échec et de la première trahison, transforma le martyre de ses défaites en une éternelle victoire.

L'œuvre de l'insurrection italienne fut provisoirement arrêtée et la propagande devint impossible. Avant que les exilés, alors réunis en Suisse, fussent dispersés par la persécution, Mazzini résolut de déposer dans leur esprit le germe de cette alliance des peuples qu'il entrevoit comme certaine dans l'avenir, et de préparer le chemin à « la seule idée qu'il croyait assez puissante pour relever le peuple écrasé, à l'idée de la nationalité ».

Le *carbonarisme*, comme l'Internationale de nos jours, avait cherché à étendre son action sur tous les pays, et il recevait dans ses rangs des hommes de toutes les nationalités. « Son erreur, et c'est aussi celle des associations récentes, consiste dans le fait d'être une association cosmopolite au sens philosophique du mot. Il ne reconnaît que la race humaine et les individus. Une fois initiés, les adhérents cessent d'être Français, Italiens ou Allemands, pour devenir uniquement des carbonari.... rien de plus. »

« Si, dit Mazzini, nous entendons par *cosmopolitisme* la fraternité entre tous les hommes, l'amour pour tous, la destruction de ces barrières qui créent un antagonisme d'intérêts entre les peuples : alors nous sommes tous des cosmopolites. » Mais il faisait remarquer que « la vraie question est de savoir comment les peuples pourront triompher de la ligue des gouvernements fondés sur le privilège. »

Ce but ne peut être atteint sans une organisation, et tout système d'organisation exige un *point d'appui* et un but final. Pour mettre un levier en mouvement, il ne suffit pas de posséder le levier, mais il faut savoir à quel objet on veut l'appliquer. Aussi Mazzini pensait-il que la première chose à faire pour user de ce levier, — les peuples, — en faveur de l'humanité, c'était de leur donner comme point d'appui la Patrie.

« Les cosmopolites en renonçant volontairement à un pays se privaient du point d'appui indispensable pour agir sur l'humanité. »

Selon lui, si quelques réformateurs ont été opposés à l'idée de la nationalité, c'est parce que ce mot sacré a trop souvent été profané, et que les rois et les familles privilégiées, dans leurs traités et leurs alliances, ont constamment opprimé les peuples en son nom. Les souverains ne songeaient qu'à leur intérêt personnel, et des individus sans véritable mission signaient, dans le secret des cabinets d'État, des traités où le peuple n'était pour rien et que n'inspirait aucune grande conception humanitaire. Que pouvait-il y avoir de sacré en eux ? Les rois n'avaient pas d'autre patrie que leur famille, leur dynastie, leur race. Leur but était de s'agrandir aux dépens des autres et leur doctrine pouvait se résumer dans cet axiome : *affaiblir les masses pour affermir et augmenter leurs intérêts privés*.

Ce qu'ils appelaient traité n'était que des compromis faits avec la nécessité.

Leur paix n'était qu'une trêve, leur *équilibre des pouvoirs* une mesure dictée par la crainte, pour éviter les attaques dont ils étaient incessamment menacés.

Cette méfiance se fait jour dans tous les agissements de la diplomatie. Elle détermine ses alliances et se révèle clairement dans ce traité de Westphalie, qui résume encore aujourd'hui une partie des lois internationales européennes et dont l'idée fondamentale est d'affirmer et de garantir la légitimité des *races royales*.

Était-il possible qu'une Europe monarchique pût concevoir ou réaliser l'idée d'une pacifique alliance des peuples?

Le premier devoir des réformateurs était donc de rendre leur pays natal libre et indépendant, car des nations libres pouvaient seules fonder une alliance de familles européennes qui ne reconnût ni « homme roi, ni peuple roi. »

Mazzini croyait fermement que cette alliance se ferait dans un avenir lointain, lorsque chaque famille européenne, au prix de luttes et de sacrifices, aurait établi un gouvernement représentatif fondé sur une constitution en harmonie avec la volonté nationale.

Les nations séparées, ainsi constituées, conserveraient leur autonomie, mais chacune d'elles serait responsable d'une mission à remplir dans l'intérêt de tous. Elles enverraient leurs représentants à un conseil international européen, lequel serait chargé d'établir une constitution et des lois internationales. Dans cette nouvelle alliance des peuples libres, « la loi

du Devoir largement reconnue remplacerait cette tendance à l'usurpation qui, jusqu'à nos jours, a caractérisé les gouvernements des rois et provient en grande partie de la peur. L'idée dominante des hommes d'État ne serait plus *de chercher à affaiblir son voisin, mais au contraire de pousser à l'amélioration de tous par le travail commun, d'encourager le progrès de chacun pour le profit de tous* ».

Ce fut afin de répandre ces idées qui devaient germer plus tard, que Mazzini groupa les exilés, Allemands, Français, Italiens et Polonais, qui l'entouraient et fonda une association secrète sur le modèle de la « Jeune Italie », à laquelle il donna le nom de « Jeune Europe ». A cet effet, il rédigea une déclaration de principes basée sur la foi dans le progrès de l'humanité, déclaration qui devait être mise en action par l'association des peuples libres, et sous l'inspiration de la loi morale universelle.

L'énergie et la persévérance avec lesquelles Mazzini ne cessa de prêcher des principes si abstraits, et dont la réalisation semblait si lointaine, lui valut, de la part d'une majorité faible et mesquine, le titre d'utopiste et de rêveur. Mais ceux qui le jugeaient ainsi ne le connaissaient pas, et ils mesuraient avec moins de justesse que lui la distance qui nous sépare de la « Terre promise. » La conviction qu'il ne la verrait pas de son vivant s'imposa de bonne heure à son esprit, mais ne changea rien à sa conduite. Les espérances et les joies personnelles n'étaient à ses yeux que « des fleurs qui poussent ici et là sur le sentier du devoir,

mais qui ne doivent jamais nous détourner de notre chemin. « Du jour où, pour la première fois, l'idée confuse que les Italiens pouvaient et devaient lutter pour la liberté de leur pays se fit jour dans son esprit, elle ne le quitta plus, et, bien qu'il ne fût alors qu'un jeune garçon, il résolut de renoncer à son goût pour la littérature et l'art et de consacrer sa vie à la solution de ce problème : *Devons-nous avoir ou non une patrie?* Dans son renoncement, il trouvait quelque consolation à se dire que, s'il réussissait, l'art italien fleurirait sur sa tombe. Toute sa vie, il fut fidèle à cette manière de voir. Une fois qu'une vérité ou qu'un devoir s'était posé clairement devant son esprit et sa conscience, il mettait à son service tous les moyens en son pouvoir. Un ange, en effleurant ses yeux de son aile, lui eût-il découvert un horizon plus vaste, avec ce triste et inflexible sourire que ses amis connaissaient si bien il eût tranquillement continué sa route. Après son premier emprisonnement, comme il parlait un jour avec tristesse du recul moral de l'Italie sous l'influence corruptrice de la monarchie, et que l'un de ses amis faisait valoir cet argument, pour l'engager à prendre quelque repos avant de recommencer la lutte, il lui répondit : « Plus lointain est le but, plus pressante est la nécessité de marcher en avant sans hâte, mais sans repos. »

En fondant l'association de la « Jeune Europe », Mazzini ne pouvait pas espérer arriver à un résultat prochain. La Suisse, effrayée par les menaces de ses puis-

sants voisins, poussait les exilés à chercher un refuge ailleurs. Le moment de la dispersion approchait, et c'est pour cette raison que Mazzini désirait préparer ses amis à la tâche de répandre ses idées dans tous les pays où le sort les pousserait, afin de frayer la voie à la démocratie européenne. Il fallait qu'un jour vînt où les peuples qui se soulèveraient contre une tyrannie domestique ou étrangère trouvassent les autres peuples de l'Europe prêts à les aider, sinon par l'action, du moins par la sympathie. « Je savais bien, dit-il, qu'une pareille organisation embrassait une sphère trop vaste pour produire un résultat pratique immédiat et qu'il faudrait du temps et de dures leçons avant que les peuples comprissent la nécessité d'une véritable fraternité européenne, mais néanmoins j'essayais de répandre l'idée de cette future alliance des peuples, persuadé que le bon grain une fois semé porte toujours son fruit en son temps. » Si ce bon grain eût porté des fruits précoces, si les peuples eussent compris cette leçon de fraternité morale avant 1848-49, nous n'aurions pas vu la nouvelle République de Rome écrasée par la République française et la Hongrie eût été libre dès cette heure. Elle avait battu son tyran, l'Autriche, et si les peuples eussent compris leurs devoirs réciproques ils n'auraient pas permis à la Russie de lever de nouveau les chaînes que les Hongrois avaient brisées. L'instinct de la défense personnelle, si développé dans les gouvernements despotes, les rendit plus clairvoyants que les peuples, et ils se gardèrent bien de permettre

au rêveur utopiste d'enseigner ses rêves à leurs sujets exilés. Toutes les puissances de l'Europe, mais surtout la France et l'Italie, lançaient en Suisse des notes officielles qui demandaient l'expulsion de Mazzini. Cependant le petit canton dans lequel il vivait lui était favorable, et, pour justifier leurs mesures injustes, les ambassades française et italienne fabriquèrent un complot imaginaire et accusèrent Mazzini d'être complice d'intentions régicides. Cette basse intrigue fut démasquée par quelques-uns des exilés italiens, qui s'emparèrent de l'agent du gouvernement et le forcèrent à livrer ses papiers et ses instructions. Tous les détails de cette scandaleuse affaire sont relatés dans « l'Histoire de dix ans » de Louis Blanc. Je n'en parle ici que pour avoir l'occasion de citer les sévères remarques de Mazzini sur ce sujet.

« Toute cette troupe de gens qui s'intitulent *diplomates, ambassadeurs, secrétaires de légation*, etc., vivent et respirent dans une atmosphère de mensonge comme dans leur élément naturel. Cependant les politiques de nos jours se font honneur de leur société et s'efforcent d'en obtenir un sourire ou une poignée de main.

« Pour moi, je croirais souiller la mienne en touchant la leur. Le plus élevé d'entre eux est au-dessous de l'honnête ouvrier qui dit brutalement la vérité et qui rougit s'il est convaincu de fausseté. »

Lorsque Mazzini fut banni de la Suisse par les ordres du Conseil Fédéral, il se contenta de « hausser

les épaules et resta, bien qu'on le cherchât de tous côtés ». Le souci de la santé d'un de ses amis exilés, qui vivait avec lui, le décida seul à partir, et il se rendit en Angleterre en janvier 1837. Cette année fut marquée pour lui par une crise de souffrances morales que je crois devoir raconter puisque, dans ces pages, mon but est de vous faire connaître l'âme de ce grand homme, plutôt que ses actions. Je ne saurais mieux faire que de citer ses nobles et pathétiques paroles :

« Dussé-je vivre un siècle je n'oublierais pas la fin de cette année, ni la tempête morale qui passa sur moi et faillit m'engloutir. C'est avec répugnance que j'en parle aujourd'hui, mais je le fais pour l'amour de ceux qui pourraient être condamnés à souffrir ce que j'ai souffert. Peut-être que la voix d'un frère, brisé et meurtri, mais dont l'âme rassérnée a échappé au naufrage, pourra les aider à trouver le chemin du salut.

« Je veux parler de la tempête du doute qui s'abat, une fois au moins, sur tous ceux qui ont consacré leur vie à une grande entreprise, sans que leur âme soit desséchée et flétrie par quelque sèche formule intellectuelle, mais qui sont restés tendres et aimants. Mon cœur avait soif d'affection ; il était aussi jeune qu'aux jours où le sourire de ma mère suffisait pour l'épanouir. L'espérance pour les autres, si ce n'était pour moi, n'avait rien perdu de sa vivacité. Mais, pendant ces mois néfastes, un tel ouragan de chagrin, de désillusions, de déceptions, assombrit mon horizon, que

mes yeux semblaient voir à l'avance dans sa désolante nudité, la vicillessce de mon âme solitaire, privée de tout secours au milieu d'un monde désert. Ce n'était pas seulement l'espoir pour l'Italie qui semblait fuir dans un lointain sans fin, la dispersion des meilleurs de nos amis, la persécution qui nous avait rejetés hors de la Suisse, l'épuisement de nos ressources, l'accumulation d'obstacles presque insurmontables entre moi et la tâche que je m'étais proposée, mais c'était la ruine de cet édifice moral de foi et d'amour où j'avais jusqu'alors puisé ma force pour le combat, c'était le scepticisme qui se dressait autour de moi, les défaillances de ceux qui s'étaient engagés à marcher fermement à ma suite dans ce chemin que nous savions dès le début être encombré de douleurs, et la méfiance que je remarquais chez mes meilleurs amis à l'égard des intentions et des motifs qui me poussaient à soutenir cette lutte inégale. A cette époque, comme toujours, l'opinion de la majorité m'importait peu, mais me voir soupçonné d'ambition ou de mobiles moins nobles encore, par quelques-uns des êtres sur lesquels j'avais concentré toute la force de mes affections, jetait mon esprit dans un désespoir profond. Ce fut au moment même où, assailli de tous côtés, j'éprouvais plus fortement que jamais le besoin de me retrouver dans la communion des âmes que j'avais cru capables de comprendre mon silence et de deviner mes souffrances que je me vis abandonné par elles.

« Lorsque je me sentis bien seul au monde, seul, n'était ma pauvre mère qui souffrait au loin, à cause

de moi, je me détournai avec effroi du vide que j'entrevois. Alors dans ce désert moral, le doute s'abattit sur moi. Peut-être me trompé-je et le monde avait-il raison? Peut-être mon idée était-elle en effet un rêve? Peut-être avais-je été conduit non pas par une idée, mais par *mon* idée, par l'orgueil de mes propres conceptions, par le désir de la victoire, plutôt que par le but de la victoire, par un égoïsme intellectuel qui desséchait chez moi les impulsions innocentes et spontanées en m'éloignant de la sphère limitée des modestes vertus et des devoirs faciles.

« Le jour où mon âme fut ravagée par ces doutes, je ne me sentis pas seulement inexprimablement malheureux, je me sentis un criminel, conscient de sa faute et incapable de l'expier. Les ombres de ceux qui avaient péri à Alexandrie et à Chambéry¹ se dressaient devant moi, comme le fantôme du crime avec son remords éternel.

« Je ne pouvais pas les rappeler à la vie. Ah! combien de mères n'avais-je pas fait pleurer! Combien pleuraient encore si je persistais dans ma tentative de soulever la jeunesse de l'Italie pour un noble but, d'éveiller chez elle le désir d'une patrie commune. Et si l'idée de cette patrie était en effet une illusion? Si la Providence condamnait l'Italie, épuisée par deux périodes de civilisation, à être désormais sujette de na-

¹ Selon l'habitude des gouvernements et des partis de l'ordre dans tous les temps, les prisonniers faits à l'expédition de Savoie furent fusillés de sang-froid lorsque l'insurrection était déjà apaisée.

tions plus jeunes et plus vigoureuses, sans un nom, sans une mission qui lui fût propre? Qui me donnait le droit de juger de l'avenir, de pousser des centaines, des millions d'hommes à se sacrifier et à sacrifier ce qu'ils avaient de plus cher au monde?

« Je ne veux pas m'arrêter longtemps sur les effets de ces doutes; je dirai seulement que mes souffrances furent telles que je côtoyais la folie. Parfois je m'éveillais brusquement la nuit et je courais à la fenêtre en délire croyant entendre la voix de Jacopo Russini qui m'appelait. D'autres fois une force irrésistible me poussait à me lever, et j'allais en tremblant dans la chambre voisine me figurant que j'y trouverais un ami que je savais cependant être en prison ou à des centaines de lieues de moi.

« Le moindre incident, une parole ou un son, m'émuait au point de me faire pleurer. La nature au milieu de laquelle je me trouvais, et qui à cette époque était couverte de neige, me semblait revêtue d'un suaire qui allait m'envelopper aussi. Je croyais voir sur le visage de ceux qui m'entouraient une expression de pitié, mais plus souvent aussi de blâme. Si cet état d'esprit s'était prolongé plus longtemps, je serais certainement devenu fou, ou j'y aurais mis fin par la mort égoïste du suicide. Un de mes compagnons logeait dans une chambre peu éloignée de la mienne, et un jour que je luttais et succombais ainsi sous ma croix, je l'entendis répondre à une jeune fille qui, soupçonnant mon triste état, l'engageait à se rendre vers moi : « *Laissez-le tran-*

quille; il est dans son élément, il conspire, il est heureux. »

« Ah! comme les hommes sont incapables de deviner ce qui se passe dans l'esprit de leur prochain, à moins qu'ils ne regardent, — ce qui est rarement le cas, — à la lumière d'une profonde affection.

« Un matin, je me réveillai tranquille et calme, comme quelqu'un qui a passé au travers d'un grand danger. L'heure du réveil avait toujours été très pénible pour moi; c'était ma rentrée dans une existence presque exclusivement douloureuse, et, pendant la crise dont je viens de parler, cet instant m'apportait l'avant-goût de toutes les exprimables souffrances que je devais traverser pendant la journée. Mais le matin dont je parle, il me sembla que la nature me souriait d'une manière consolante et que la lumière du jour ravivait mon pauvre corps brisé. La première pensée qui traversa mon esprit fut celle-ci : « *Tes souffrances sont les tentations de l'égoïsme et proviennent d'une fausse conception de la vie.* »

« Me sentant alors capable de le faire avec calme, je passai en revue mes propres pensées et les circonstances qui m'entouraient, et je bâtis à nouveau l'édifice de ma philosophie morale. En réalité, que l'on s'en rende compte ou non, la grande question d'une conception vraie ou fausse de la vie est le fondement de toute philosophie.

« Les anciennes religions de l'Inde ont donné de la vie cette définition : une *Contemplation*; de là l'inertie, l'immobilité, l'annihilation du soi en Dieu que

l'on trouve dans la famille des Ariens. Le christianisme en a fait une *Expiation*; de là cette manière de considérer les chagrins de la terre comme des épreuves qu'il faut supporter avec résignation, avec joie même. La terre est un lieu de souffrance, et l'émancipation de l'âme doit s'accomplir par l'indifférence et le mépris des choses *terrestres*.

« Le matérialisme du dix-huitième siècle retourna de deux mille ans en arrière pour prendre la définition payenne de la vie, une *recherche du bonheur*; de là cet esprit d'égoïsme qui s'infiltre dans le cœur des hommes sous des prétextes divers, de là ce hideux spectacle de classes entières qui se lèvent pour faire la guerre au nom du bonheur de tous les hommes, puis se retirent et abandonnent leurs alliés dès qu'ils se sont assurés du *leur*; de là cette instabilité, cette inconstance dans les plus généreuses impulsions, ces désertions soudaines quand l'espérance s'est envolée, ce terrible découragement qui suit le premier revers; de là la prépondérance accordée aux intérêts matériels sur les principes, et tous les maux qu'engendre cette fausse théorie: — toutes ces conséquences durent encore aujourd'hui.

« Je découvris que, bien que tous les instincts de ma nature se révoltassent contre cette fatale et ignoble définition de la vie, cependant, je n'étais pas complètement affranchi de son influence. Je l'avais inconsciemment subie par suite de mes études françaises et de l'admiration que j'éprouvais pour ceux qui avaient prêché cette doctrine. A cela se joignait encore un sen-

timent instinctif d'opposition contre ces gouvernements et ces castes qui refusent aux masses le droit au bonheur, pour mieux les tenir en esclavage. J'avais combattu le mal chez les autres, mais pas assez en moi. Comme pour me mieux séduire, cette fausse définition de la vie ne s'appuyait chez moi sur aucun désir matériel, mais cherchait son centre dans le sanctuaire inviolable des affections.

« Je les recherchais comme un droit ou une récompense, au lieu de les considérer comme des bénédictions de Dieu, qui réjouissaient parfois ma triste vie. Sans m'en rendre compte, j'avais fait de l'affection la condition de l'accomplissement de mes autres devoirs. Je n'avais pas su saisir le véritable idéal de l'amour, — l'amour sans espoir terrestre. — A mon insu l'objet de mon culte n'avait pas été l'amour lui-même, mais les joies de l'amour. Aussi, lorsqu'elles s'évanouirent, je désespérai de tout comme si les joies ou les tristesses que je rencontrais sur mon chemin pouvaient en rien changer le but que je m'étais proposé. Comme si de l'obscurité ou de la sérénité du ciel dépend la raison ou la nécessité du voyage! J'avais été infidèle à cette foi dans l'immortalité de la vie et dans une série progressive d'existences qui, pour le croyant, transforme nos souffrances d'ici-bas en simples difficultés sur la route de celui qui gravit la montagne au sommet de laquelle se trouve Dieu, une série d'existences qui s'enchaînent les unes aux autres en développant graduellement ce qui sur la terre n'est encore que germe ou promesse. J'avais douté du soleil

parce que je ne pouvais pas allumer ma faible lampe à ses rayons. J'avais été un lâche sans m'en douter. En transportant le *Ego* dans des sphères plus élevées et plus pures que celles où la majorité des hommes l'adore, je n'en avais pas moins cédé à l'égoïsme.

« La vie est une mission; toute autre définition est fausse et égare ceux qui l'acceptent. La religion, la science, la philosophie, bien que variant sur beaucoup de points, s'accordent à dire que chaque existence est par elle-même un but. S'il n'en était pas ainsi à quoi servirait le mouvement et le progrès que tous commencent à accepter comme la loi de la vie? Et ce but est *un*: — développer et mettre en action toutes les facultés constitutives qui dorment dans la nature humaine, les combiner harmonieusement pour arriver à la découverte et à l'application de cette loi. Mais cependant, suivant le temps et les conditions dans lesquelles ils vivent, les individus ont des buts variés et secondaires qui tendent au développement progressif, à l'union des forces et des facultés collectives en vue du but suprême et permanent. Pour l'un, ce but secondaire sera de travailler au développement moral et intellectuel de ceux qui l'entourent. Pour l'autre, doué de facultés supérieures ou placé dans des circonstances plus favorables, il sera de concourir à la formation d'une nationalité, de réformer les conditions sociales du peuple, de résoudre une question politique ou religieuse. Dante comprenait bien cela, lorsque, il y a plus de cinq siècles, il parlait de la *grande mer de l'Être* sur laquelle toutes les existences passent con-

duites par une puissance divine en se dirigeant vers *differents ports*. La race humaine est jeune encore; soit en connaissance, soit en pouvoir, et nous sommes dans une terrible incertitude à l'égard des différents buts vers lesquels nous devons nous diriger. Néanmoins la certitude logique de leur existence doit nous suffire. Si nous devons vivre et non pas seulement végéter, n'est-ce pas assez de savoir que, pendant les quelques années que nous passons sur la terre, le devoir de chacun est de travailler à purifier et à transformer le milieu dans lequel il vit, à le mettre en harmonie avec le grand but final.

« La vie est une mission, et le devoir sa loi la plus élevée. De l'accomplissement de cette loi dépend le progrès futur; *c'est là qu'est le secret de l'existence à laquelle nous serons initiés en quittant celle-ci*.

« La vie est immortelle, mais les conditions de temps et d'évolution à travers lesquelles elle doit passer dépendent en partie de nous.

« Nous devons purifier notre âme comme un temple et l'affranchir de l'égoïsme.

« Chacun de nous doit étudier avec le sérieux que cette étude réclame le problème de sa propre vie. Nous devons rechercher quels sont les besoins les plus pressants des hommes qui nous entourent, et, dans la mesure de nos forces et de nos facultés, travailler sans relâche à y satisfaire. Cet examen ne doit pas se faire avec un esprit d'analyse seulement, qui ne saurait nous révéler la vie, et *qui est toujours impuissant, sauf lorsqu'il complète quelque syn-*

thèse fondamentale ou qu'il en découle. Nous devons le faire en écoutant la voix de notre propre cœur, en concentrant toutes les facultés de notre esprit pour éclairer le problème, en un mot, en nous inspirant des intuitions d'une âme aimante et pénétrée de la solennité de la vie.

« Jeunes frères, lorsque vous aurez compris et accepté votre mission, que rien ne vous en détourne. Travaillez de toutes vos forces, soit que vous soyez soutenus par l'amour, ou éprouvés par la haine, soit que vous soyez fortifiés par l'association avec les autres, ou seuls dans ce désert qui entoure presque toujours les martyrs de la pensée. Le chemin est clairement tracé devant vous, et vous seriez lâches et infidèles si vous ne le poursuiviez pas jusqu'au bout en dépit des chagrins et des désillusions.

.....

« Je ne puis raconter ici, et cela serait d'ailleurs inutile, par quelle suite de luttes morales je dus passer lorsque, revenu à ma foi première, je résolus de poursuivre de nouveau et malgré les échecs le grand but que j'avais entrevu dans ma prison de Savona : l'Unité républicaine de mon pays. A cette époque je fis un résumé de l'histoire de mes luttes et des pensées qui m'avaient soutenu ; mon intention était de le publier en gardant l'anonyme sous le titre de « Souvenirs d'un Inconnu ». Je le perdis dans mon voyage de Rome en France.

« Aujourd'hui il me serait impossible de retrouver l'impression de mes sentiments d'alors.

« Ce fut sans aucun secours humain, mais à l'aide d'une croyance religieuse dont je cherchai les preuves dans l'histoire, que je revins à ma meilleure nature. De l'idée de Dieu je descendis à celle du progrès, de celle du progrès à une vraie conception de la vie à la foi dans une mission dont la conséquence logique est le devoir, règle suprême de la vie.

« Lorsque je fus arrivé à cette foi, je me jurai à moi-même d'y rester inébranlablement attaché.

« Ce fut, comme dit Dante, le passage du martyr à la paix, « une paix froide et désespérée ». Je ne niais pas la douleur, car la tristesse m'enveloppait comme un manteau, mais cependant c'était la paix, car j'appris à souffrir sans révolte et à vivre en bonne harmonie avec moi-même. Je dis un long et triste adieu à toute espérance terrestre. Je creusai de mes propres mains la tombe, — non pas de mes affections, Dieu m'est témoin que sous mes cheveux blancs elles sont aussi vivaces qu'autrefois, — mais de tous les désirs, de toutes les exigences, de toutes les douceurs ineffables de l'affection ; et je jetai une poignée de terre sur cette tombe, afin que nul ne se doutât du moi qui y était enseveli.

« Pour des raisons dont quelques-unes sont apparentes et d'autres inconnues, ma vie a été, est et sera toujours douloureuse ; mais jamais depuis cette époque je ne me permis un seul instant de supposer que mes chagrins personnels pussent en rien influencer mes actions. Je rends grâce à Dieu le père pour les joies de l'affection, les seules que j'aic jamais con-

nues, qu'il m'a accordées dans les dernières années de ma vie. C'est en elles que je puise la force nécessaire pour lutter contre le retour de ces moments de lassitude. Mais lors même que ces consolations me seraient refusées, je crois que je resterais ferme. Que le soleil luisse avec la sereine splendeur d'un matin italien, ou qu'il nous apparaisse comme un pâle cadavre à travers les brumes du Nord, je ne vois pas que cela change en rien notre devoir. Dieu habite au-dessus des cieux terrestres, et les saintes étoiles de la foi et de l'amour ne brillent pas moins dans nos âmes, parce que leur lumière se consume sans se réfléchir, comme celle de la lampe sépulcrale ».

Il est remarquable de voir que, tandis que Mazzini parle avec une émotion aussi profonde que pleine de dignité, de ses luttes morales, il semble considérer avec une grande indifférence les difficultés matérielles qu'il eut à surmonter au début de son exil en Angleterre, et ne les cite que pour encourager ceux qui pourraient avoir à passer par les mêmes épreuves. Il n'explique pas non plus, et c'est un trait caractéristique de sa nature, les causes qui amenèrent cet état de pauvreté. Cette omission délicate peut être aujourd'hui réparée. Lorsqu'il arriva en Angleterre, il était accompagné par trois exilés italiens qu'il aimait beaucoup, et qui dépendaient absolument de lui, au point de vue pécuniaire. La petite pension que sa mère lui envoyait n'aurait pas pu couvrir ses dépenses personnelles si, dès le début de sa vie de dévouement, il n'eût pris des habitudes d'une simplicité toute spartiate. A plus forte

raison, était-elle insuffisante pour quatre jeunes gens vivant dans un pays dont ils ne connaissaient ni les mœurs, ni le langage. De plus, deux d'entre eux étaient l'opposé de leur généreux ami, soit pour les habitudes, soit pour le caractère, et augmentaient beaucoup ses chagrins et ses difficultés par leur révolte égoïste et leurs plaintes incessantes, chaque fois qu'il fallait faire un sacrifice, ou supporter une privation.

Mazzini portait si loin le sentiment de la fraternité, qu'il n'aurait jamais consenti à accepter pour lui seul quoi que ce fût; aussi sa mère, forcée de fournir des vêtements pour quatre enfants au lieu d'un, en était réduite à employer les étoffes les plus grossières, sachant bien que si elle envoyait à son fils un costume de plus de valeur, il serait immédiatement vendu pour en acheter quatre plus simples. Aujourd'hui, que tous ceux que ces révélations concernent sont morts, il est permis de dire quelle noble part la mère prit dans la vie de silencieuse abnégation du fils. La première fois que Mazzini fut banni, son père lui refusa tout secours, dans l'espoir de l'amener à se soumettre aux tyrans italiens. Sa mère, qui comprenait mieux les motifs élevés de la conduite de son fils, mais ne pouvait cependant pas changer la résolution de son mari, continua à lui envoyer secrètement une petite pension, et, par une de ces saintes ruses qui doivent faire sourire les anges dans le ciel, elle lui laissa ignorer au prix de quelles privations cette somme était réunie et l'envoya toujours sous le nom du père. Sa fille Francesca, qui était son grand appui dans toutes ces

dificultés, supportait gaiement n'importe quel sacrifice pour le cher exilé. On remplirait un volume avec l'histoire des secrètes privations, au moyen desquelles la mère et la fille continuèrent à pratiquer cette touchante et pieuse fraude. Bien des années plus tard, lorsque le secret n'était plus de rigueur, la noble femme racontait ces faits au milieu de larmes entremêlées de rires, en recommandant, que le bien-aimé, objet de tant de soins et de dévouement, ne sût jamais les épreuves souffrées pour l'amour de lui et la dureté paternelle qui en fut la cause.

Voici comment Mazzini décrit lui-même cette période de pauvreté :

« À la crise morale que j'avais traversée en Suisse, succéda une période de pauvreté absolue, qui dura de 1837 jusqu'au milieu de l'année 1838. Cette situation était causée en partie par des obligations que j'avais dû contracter pour les affaires d'Italie, qui avaient absorbé tout l'argent que mes parents m'envoyaient, et secondement par d'autres dépenses que j'avais dû faire.

« J'aurais pu me tirer de ces difficultés en faisant connaître ma situation à mes parents, qui eussent certainement fait un sacrifice pour moi; mais ils avaient déjà tant souffert à mon sujet que je crus de mon devoir de la leur cacher.

« Je luttai en silence. Je mis en gage, sans espoir de jamais les retirer, les quelques chers souvenirs qui me venaient de ma mère ou de mes amis. Puis vint le tour des objets de moindre valeur, jusqu'à ce que,

enfin, je me trouvai un jour forcé de porter un vieil habit et une paire de bottes dans la boutique d'un prêteur sur gages, où se pressaient chaque samedi soir les pauvres et les malheureux qui venaient chercher de quoi payer leur nourriture du dimanche.

Quelques-uns de mes compatriotes voulaient bien me cautionner. Je dus me traîner tour à tour dans toutes ces sociétés de crédit qui tirent la dernière goutte de sang du pauvre et le dépouillent souvent de tout ce qui lui reste de dignité, en lui arrachant le 40 ou le 50 pour cent sur une somme qu'il devra rendre par payements réguliers, effectués à certaines heures dans quelque cabaret ou maison borgne, au milieu d'une foule d'ivrognes et de débauchés.

« Je dus traverser une à une toutes ces épreuves, amères dans tous les temps, mais surtout lorsqu'elles sont infligées à un être qui est seul, sans conseils, perdu dans l'immense solitude d'un pays inconnu où la pauvreté, surtout lorsqu'elle se rencontre chez l'étranger, est une raison de méfiance souvent injuste et cruelle. Je ne souffris cependant pas de ces choses plus qu'elles n'en valaient la peine, et ne m'en sentis ni écrasé, ni rabaisé. Si je fais allusion à des épreuves de cette nature, c'est seulement dans la pensée que ceux qui ont à en supporter de pareilles et qui seraient enclins à se sentir humiliés seront peut-être encouragés par mon exemple. Je désire rappeler à toutes les mères que, dans l'état actuel de l'Europe, aucun de nous n'est certain de rester l'arbitre de sa propre destinée, ni de celle de ceux qui lui sont le plus chers. Je

voudrais leur faire comprendre qu'en donnant à leurs enfants une éducation plus sévère qui les prépare à toutes les situations de la vie elles feront plus pour leur bien-être futur, leur véritable bonheur et le bien de leurs âmes, qu'en les entourant d'un luxe qui énerve les caractères, tandis que la fatigue et les privations dans la jeunesse les auraient aguerris. J'ai vu de jeunes Italiens que la nature avait doués de tout ce qui peut faire la noblesse de la vie glisser misérablement dans le crime ou s'affranchir par le suicide d'épreuves parcellaires à celles que j'ai traversées le sourire sur les lèvres, et dans mon cœur j'en ai rendu leurs mères responsables. Ma mère, avec cet amour profond et clairvoyant qui devine l'avenir, m'avait préparé à demeurer ferme au milieu de toutes les infortunes. »

Une fois que Mazzini eut surmonté cette première crise de pauvreté, il commença à se tirer d'affaire et à aider ses amis en écrivant des articles dans les revues anglaises. Il choisissait de préférence des sujets qui avaient rapport à l'Italie, de manière à attirer l'attention des Anglais sur ce pays et à préparer la voie pour la campagne qu'il entreprit en Angleterre après 1845, et à laquelle il attribua avec raison la sympathie croissante de ce pays pour l'unité italienne. Nous sommes fier de pouvoir citer ici le témoignage qu'il rendait à la fin de sa vie de la sincérité et de la fidélité de l'amitié anglaise.

« Les amitiés une fois formées (en Angleterre) se traduisent en actions plutôt qu'en paroles, même entre ceux qui diffèrent d'opinion. plusieurs de mes idées

paraissaient alors impossibles à réaliser ou même dangereuses à quelques Anglais, mais la sincérité de mes convictions, prouvée par ma vie, a suffi pour me gagner le cœur de quelques-uns des esprits les plus distingués de l'Angleterre. Tant que je vivrai, je ne prononcerai jamais sans un sentiment de reconnaissance le nom d'un pays qui est devenu pour moi une seconde patrie, où j'ai trouvé quelque consolation à la fin d'une vie empoisonnée par les désillusions et dépouillée de toute joie. »

Pendant le séjour de Mazzini en Angleterre, deux jeunes patriotes italiens concurent le projet d'une expédition armée contre Naples. Ils en firent part à Mazzini qui le blâma et s'y opposa, convaincu que cela ne serait qu'occasionner une effusion de sang inutile. Je cite ce fait parce qu'il donna lieu à cette violation de correspondance perpétrée par ordre du gouvernement anglais, et qui amena la découverte de plusieurs autres procédés qui ne font point honneur aux chefs aristocratiques de ce pays.

Les meneurs de l'insurrection projetée étaient sujets autrichiens⁴, et ce fut à la requête des gouvernements d'Autriche et de Naples que des hommes d'état anglais, « pratiquant l'art de Talleyrand et de Fouché », ouvrirent secrètement les lettres de Mazzini et en transmirent le contenu aux princes étrangers.

Les deux patriotes subirent la peine de mort et, comme dit Mazzini, « les ministres anglais furent com-

⁴ Les frères Baudiera.

plices de ce meurtre. » Dans le volume intitulé « Sa vie et ses œuvres », on peut voir tous les détails relatifs à la manière dont cette affaire fut découverte et portée à la chambre des Communes, grâce au courage et à la persévérance de Thomas Duncombe. Les deux chambres nommèrent des commissions d'enquête, et leurs rapports, bien que « rédigés dans un langage qui cherchait à voiler le mal plutôt qu'à l'étailler dans toute sa laideur, prouvèrent que depuis l'année 1806 jusqu'en 1844 tous les ministres successivement s'étaient abaissés au point d'employer de pareils moyens pour obtenir les renseignements qu'ils désiraient.

« Non seulement mes lettres, ajoute Mazzini, et celles d'autres exilés avaient été ouvertes, mais le secret de la correspondance fut également violé à l'égard de plusieurs Anglais et de membres du parlement eux-mêmes, et *le crime fut dissimulé au moyen d'artifices qui relèvent des lois criminelles*¹, falsification de cachets, timbres imités, etc. ; mes lettres furent visitées pendant quatre mois de suite. »

Je ne m'arrête pas sur les détails de cette trahison, le mensonge proféré en plein parlement par lord Aberdeen, « sur son honneur », les calomnies insinuées contre Mazzini par sir James Graham, qui dut plus tard les retracter publiquement. A ce propos Mazzini écrivit dans les journaux anglais que « lorsque

¹ Pour tous ceux qui ne sont pas les serviteurs irresponsables du peuple.

des hommes d'état descendant jusqu'au rôle de menteurs et de faussaires, il n'y a pas lieu de s'étonner s'ils deviennent aussi des calomniateurs. » Si j'ai fait brièvement allusion à ce déshonneur infligé à l'Angleterre par des chefs aristocrates, c'est que cela nous donne un exemple frappant et terrible des maux qu'engendre ce système de diplomatie secrète qui est un des remparts de la monarchie. Le fait de mettre un roi au sommet de l'édifice social produit comme conséquence la nécessité de rechercher l'appui des monarchies étrangères, de leur « faire des concessions » et de « respecter la diplomatie », dont les agissements doivent forcément être cachés aux masses, puisque son but, soit à l'intérieur soit à l'extérieur, est de « réprimer l'élément populaire. »

Dans la monarchie constitutionnelle elle-même, la politique extérieure ou intérieure et les faits et gestes du ministère sont très souvent cachés aux représentants du peuple.

« Toute la théorie aristocratique sur laquelle se fonde la monarchie constitutionnelle, dit Mazzini, cessera de prédominer parmi nous lorsque l'esprit de ce mot *Démocratie* que nous avons toujours sur les lèvres aura pénétré dans nos cœurs, lorsqu'il nous aura appris à sentir que l'honnête ouvrier n'est pas moins noble que le descendant d'une génération de rois et qu'il n'y a pas plus d'honneur à toucher la main de l'un qu'à serrer celle de l'autre, lorsque nous comprendrons que *le gouvernement de l'État doit être dirigé exactement comme les affaires privées des*

individus et être confié à des gens intelligents et probes, quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent.

« Tous les gouvernements fondés sur le privilège absurde du pouvoir héréditaire, qui mettent à leur base des formules de cette espèce : *La tête de l'État règne mais ne gouverne pas, la vraie méthode du progrès est de maintenir un équilibre durable entre les pouvoirs, etc., seront tôt ou tard entraînés dans l'immoralité.* Au lieu de chercher leurs inspirations dans l'action de la conscience collective sur la conscience individuelle, ils les tirent de lois imaginaires, qui s'appliquent à une fraction privilégiée de la société, et par conséquent se trouvent constamment en lutte plus ou moins ouverte avec les classes non privilégiées. Toute existence qui porte en soi un vice radical d'immoralité ou de fausseté s'égare loin de la vérité et loin de cette communion avec l'humanité qui conduit à la vérité. Il arrive alors que des hommes d'état naturellement bons et honnêtes, mais qui ont appris à respecter les formules factices inventées pour soutenir une conception artificielle (la monarchie), s'éloignent de la nature vraie et intime des choses et perdent graduellement la justesse de ce sens moral qui produit en nous l'idée de *l'unité de la vie*. Ces mêmes hommes sont alors entraînés à commettre comme *hommes d'état* des actions qui leur eussent inspiré une horreur profonde, s'ils avaient agi comme *individus privés*.

« Si la majorité des hommes de nos jours n'étaient

pas esclaves des usages monarchiques, qui font que l'on regarde moins à l'homme qu'à l'habit, *s'ils répudiaient cette distinction immorale entre l'homme politique et l'homme privé, s'ils comprenaient que le premier, précisément parce qu'il occupe la haute situation de conducteur et d'instituteur de la nation, est tenu à une honnêteté d'autant plus scrupuleuse*, lord Aberdeen aurait été sévèrement puni par ses collègues. Si, du jour où il avait menti, la porte de ses amis se fût fermée sur lui, comme sur un homme déshonoré, la leçon eût été fort utile, pour ses successeurs du moins, mais le *prestige* de l'aristocratie et des hauts emplois l'emporta sur le sens moral des Anglais et le pays, tout en blâmant l'abus, permit à ceux qui l'avaient commis de rester au ministère.

« La conséquence de ceci est que le secret de la correspondance est violé aujourd'hui comme en 1844, quoique plus rarement peut-être. »

La tendresse de Mazzini pour les pauvres, que nous avons signalée chez lui dès son enfance, se manifesta en Angleterre comme en Italie.

« La conséquence logique de mes opinions, dit-il, devait me conduire à travailler non seulement *pour* le peuple, mais *avec* le peuple. Je fus beaucoup soutenu dans mes tentatives par le désintéressement et la loyauté de quelques-uns des ouvriers italiens que je rencontrais à Londres, et c'est avec empressement que je saisissais cette occasion d'étudier ce précieux élément d'une nation : la classe ouvrière.

« Mon étonnement et mon chagrin furent grands, lorsque j'appris dans mes conversations avec les jeunes garçons qui errent dans les rues de cette grande ville en jouant de l'orgue le système de trafic pratiqué par quelques spéculateurs, véritable traîte des blancs, qui est une honte pour le gouvernement italien, car il aurait pu l'empêcher. J'essayai de soulager les souffrances de ces pauvres enfants en fondant une association pour les protéger, et une école gratuite où ils pussent apprendre quelque chose sur leurs devoirs et leurs droits, de manière à être en état de donner de bons conseils à leurs camarades lorsqu'ils retourneraient dans leur pays. Je citai plusieurs fois devant la justice anglaise ceux des exploiteurs qui se rendaient coupables de violence, et, lorsqu'ils se virent surveillés, ils devinrent de moins en moins cruels. »

Cette école resta ouverte de 1841 jusqu'en 1848, époque à laquelle Mazzini quitta l'Angleterre. Elle fut soutenue presque complètement par lui, et il s'associa aussi aux devoirs de l'enseignement. Voici ses propres paroles sur ce sujet :

« Pendant ces sept années, plusieurs enfants qui vivaient dans un véritable état de sauvagerie reçurent chez nous une instruction morale et intellectuelle. Au début, ils se montraient craintifs et la curiosité seule les poussait à entrer dans notre modeste salle (5 Hatton Garden). Petit à petit, grâce à la bonté et à la douceur des maîtres, ils s'apprivoisèrent, se civilisèrent tout à fait, et en vinrent à éprouver un sentiment

de juste fierté à l'idée de retourner dans leur pays en possession d'une bonne éducation.

« Ils arrivaient ordinairement entre neuf et dix heures du soir avec leurs orgues sur le dos. Nous leur enseignions la lecture, l'écriture, l'arithmétique, la géographie et les éléments du dessin. Le dimanche soir nous faisions une lecture sur l'histoire d'Italie, sur la vie de nos grands hommes et sur les préliminaires de la philosophie naturelle. En un mot nous traitions tous les sujets qui paraissaient de nature à développer ces esprits informes, obscurcis par la pauvreté et par l'abject assujettissement dans lequel ils vivaient. Presque chaque dimanche pendant deux ans je leur parlai moi-même de l'histoire de l'Italie et de l'astronomie élémentaire, sujet éminemment religieux et qui, traité sous une forme populaire, est de nature à purifier les esprits et devrait être rangé parmi les éléments les plus utiles à l'éducation de l'homme.

Cette époque, qui fut la seconde période de nos labours fraternels, fortifia mon cœur et celui de plus d'un exilé attristé, en nous réunissant dans une même pensée et dans un même but sérieux. Notre œuvre était vraiment sainte et saintement accomplie. Tous ceux qui nous vinrent en aide le firent gratuitement.

Le 10 novembre de chaque année (anniversaire de l'ouverture de notre école), nous invitons tous nos élèves, environ 200, à une distribution de prix, suivie d'un modeste souper servi par nous-mêmes et égayé par des chants patriotiques et des improvisations. Une seule de ces soirées exerçait une influence mo-

rale aussi grande qu'une année entière d'instruction. Ces malheureux garçons, que leurs maîtres traitaient comme des esclaves, apprirent à sentir qu'ils étaient des hommes, nos égaux, des âmes vivantes. Plusieurs de nos amis anglais des deux sexes venaient assister à cette fête et s'en retournaient émus et fortifiés. Comme je l'ai dit, cette école me procura l'occasion d'être en relation avec les ouvriers italiens à Londres. Je choisis les meilleurs d'entre eux pour m'aider dans une œuvre dont le but était plus directement national. Nous fondâmes une association ouvrière, qui publia un journal sous le titre de *l'Apôtre populaire*, avec cette devise : « *Travail et salaire proportionné*. » On peut juger de la tendance de ce journal par les « *Devoirs de l'Homme*¹. » Cette association fut le point de départ de toutes celles qui se fondèrent plus tard sous la direction de Mazzini ou par son influence indirecte. Aujourd'hui il y a pas une ville importante de sa patrie qui ne puisse se vanter de posséder une association ouvrière.

¹ On trouvera ce travail à la fin du volume.

CHAPITRE IV

LES RÉVOLUTIONS ITALIENNES (1848).

Tout en cherchant un peu de repos dans des œuvres charitables, Mazzini ne cessait pas de travailler à l'éducation politique du peuple italien, et il réussit à éveiller chez lui un esprit indomptable d'indépendance nationale.

En publiant de longs comptes rendus des exploits de Garibaldi dans le sud de l'Amérique, il fit à ce général cette brillante réputation qui prépara le peuple à l'accepter comme chef, lorsqu'il arriva en Europe en 1848.

Lorsqu'en 1846 Pie IX monta sur le trône, les Italiens, séduits par ce spectacle nouveau d'un pape qui inaugurerait son règne par l'amnistie politique, lui accordèrent trop rapidement leurs sympathies patriotiques, et commirent l'erreur de le croire capable de se mettre à la tête du mouvement en faveur de l'indépendance. Mazzini fut plus d'une fois sollicité de donner l'appui de son nom au parti qui proclamait Pie IX « l'initiateur des destinées futures de l'Italie. » Trop clairvoyant et trop logique pour mettre sa con-

fiance dans des princes, il répondit que, aussitôt que le pape agirait, il serait le premier à suivre son drapeau. « Mais où donc est-il ce drapeau que vous me demandez de défendre? Le seul que je reconnaisse c'est celui de la nation, l'Unité, et je ne saurais y renoncer sans être infidèle à Dieu, à mon pays, à mon âme. J'appelle inutile et malfaisante toute politique qui ne commence pas et ne finit pas par le mot Unité.... Quant au pape, je le considère comme un homme bien intentionné, mais qui hésite entre l'influence de l'Autriche et ses propres tendances, et qui n'a pas de programme vraiment italien. Si j'ai tort, que les faits me le prouvent, je ne demande pas mieux. » Néanmoins, il adressa au pape une lettre dans laquelle il exposait la grande mission religieuse et nationale qui lui était confiée, et il publia sa lettre afin que ses compatriotes pussent faire une comparaison entre le devoir du pape et la conduite qu'il tiendrait. Six mois plus tard, la bulle parut : le pape cessait de jouer le rôle de patriote italien pour prendre son vrai caractère de Prêtre-Roi.

Lors même que nous n'aurions pas d'autre source d'information sur cette période que les documents contenus dans le Livre Bleu de l'Angleterre (1848-1849), cela suffirait pour nous prouver que chaque pas fait vers l'Unité fut le résultat des enseignements et de l'influence de Mazzini sur ses compatriotes. S'ils eussent suivi ses directions au lieu de se laisser éblouir et égarer par les brillantes promesses du roi de Piémont, selon toute probabilité l'Unité italienne

eût été faite à cette époque. Dans le *Plan pour la pacification de l'Italie*, discuté en Conseil des ministres à Vienne et envoyé à lord Palmerston, les hommes d'État autrichiens déclarent que le mouvement insurrectionnel de 1848 est le résultat des dix-sept années d'apostolat de Mazzini. Ce document parle du « germe de la nationalité italienne longtemps enseveli, mais ressuscité par les efforts de la Jeune Italie, et qui a produit les événements actuels. Le cri de « mort aux Autrichiens » s'est élevé non seulement de la Lombardie et de la Vénétie (provinces soumises à l'Autriche), mais aussi des profondeurs de la Sicile que l'Autriche n'avait jamais gouvernée ; il a traversé la péninsule pour arriver jusque dans le Tyrol italien¹, qui jusqu'alors avait paru être sincèrement attaché à la monarchie² ».

Le Prince de Metternich, qui, comme tous les despotes et les serviteurs des despotes, appelait le peuple « une faction », avait grand peur du sentiment de nationalité, et il écrivait déjà le 16 août 1847 : « Les factions cherchent à faire un mouvement qui ne se bornera ni aux États de l'Église ni à ceux dont l'ensemble forme la péninsule italienne. Les factions cherchent à réunir ces états en un seul corps politique³. »

¹ Le lecteur ne doit pas oublier que le territoire appelé Tyrol italien par l'Autriche appartenait aux jours où l'Italie était libre, à la République de Venise.

² Voir le *Livre Bleu* (Correspondance relatives aux affaires d'Italie 1849).

³ Correspondance relative aux affaires d'Italie, 1849.

Le prince ne se trompait pas en parlant de ce sentiment national « ressuscité » par Mazzini dans le cœur de ses concitoyens. La tentative faite par les frères Baudiera pour soulever Naples contre les Bourbons, en 1844, était un sacrifice volontaire, accompli pour l'amour de l'idée de la nationalité. On en trouve la preuve dans leurs lettres à Mazzini¹. Ces jeunes gens, pénétrés de la vérité des idées proclamées par la JEUNE ITALIE, étaient impatients de s'y dévouer. « L'Italie vivra lorsque les Italiens apprendront à mourir, disaient-ils noblement, et cela ne s'apprend que par l'exemple. » Cependant, Mazzini, désireux de conserver ces précieuses vies pour un plus vaste mouvement, qu'il croyait prochain, lutta avec désespoir pour les engager à vivre. Peut-être eût-il réussi, si les gouvernements napolitain et autrichien, effrayés par les renseignements que leur transmit le ministère anglais², n'eussent pas « jeté le poids de leur coquinerie dans la balance. »

Les victimes furent trahies de propos délibéré par de fausses informations fournies par les espions du roi de Naples, et fusillées de sang-froid.

Malgré le découragement qui suivit cette exécution, on s'aperçut bientôt que l'exemple avait porté des fruits.

Les manifestations contre l'Autriche se multiplièrent; chaque province fournit des compagnies de

¹ Les lettres ouvertes à la poste anglaise.

² Voir *Blue Book*, pages 64 et suiv.

volontaires. Les princes durent céder à l'élément populaire, et le grand-duc de Toscane, qui était lui-même un prince d'Autriche, se vit forcé de déclarer la guerre à son pays pour sauver son trône¹.

Moins d'un mois après l'insurrection de Milan, l'Autriche n'avait plus que 50,000 hommes en Italie, et encore étaient-ils épuisés et désorganisés. Les événements de ces années prouvérent la justesse des vues de Mazzini. Tandis que les insurrections de 1821 et 1833 échouèrent, parce que les chefs n'avaient pas appelé les masses, les révoltes de 1847, 48 et 49 réussirent, parce qu'elles étaient l'œuvre du peuple, arraché de son sommeil par la JEUNE ITALIE.

« Ils marchent tout droit à la République », écrivait le clairvoyant homme d'État autrichien (Metternich). Les neuf dixièmes de ceux qui moururent pour la liberté de leur pays, en 1848 et 49, appartenaient à la classe populaire. Cependant, les ennemis du peuple commençaient à se grouper autour du roi de Piémont, et organisaient ce « parti modéré », qui détourna graduellement le peuple italien de sa marche vers la République. C'est à propos de l'influence corruptrice et anti-nationale de ce parti, que Mazzini dut livrer cette lutte des principes contre les expédients, de l'honnêteté, contre la diplomatie, du devoir contre l'intérêt ; lutte qui devait durer autant que sa vie.

¹ Avec l'autorisation de l'auteur, nous laissons de côté quelques-uns des détails de cette période révolutionnaire, qui n'auraient pas un intérêt très grand pour le lecteur français. (Note du traducteur.)

« Le nom même qu'ils choisirent, dit-il, est significatif. Ils s'intitulaient *modérés*, » comme si, dans l'état de démembrément où se trouvait l'Italie, alors que la question en jeu était sa vie ou sa mort, il pouvait y avoir un terme moyen à prendre. Ces modérés n'étaient que des royalistes qui voulaient bien accepter une teinte de liberté, tout juste ce qu'il en fallait pour rendre la monarchie tolérable. Ils voulaient bien affirmer leurs droits, exprimer leurs opinions et siéger dans l'Assemblée constituante, mais non point étendre cette liberté aux masses, de peur d'éveiller chez elles l'idée de droits qu'ils détestaient et de devoirs pour lesquels ils n'avaient aucun respect.... Le problème qu'ils voulaient résoudre était la *rénconciliation des impossibilités*, l'union de la liberté avec la royauté, de la nationalité avec le démembrément, de la force avec l'hésitation.

Plusieurs de leurs chefs ne désiraient pas l'unité; aucun ne la croyait possible.... L'alliance entre les petits souverains était l'idéal de tous les penseurs, depuis Balbo jusqu'à Cavour¹. Lorsqu'ils voyaient ces trônes insignifiants tomber, ils rêvaient alors la créa-

¹ Il faut noter ici que Cavour n'apprit rien par l'expérience. Un an seulement avant sa mort, alors que la révolution était déchaînée en Sicile et que Garibaldi méditait sa descente sur Naples, Cavour, qui peu de temps auparavant avait appelé l'unité italienne « une utopie », complotait avec Louis-Napoléon et le roi Bomba une triple alliance, dans le but d'assurer le royaume du Sud à ce monarque sanguinaire et de placer le cousin du généreux allié sur le trône du centre.

tion de trois royaumes; un royaume du nord, (agrandissement du Piémont); un royaume du sud (sous les Bourbons); et une principauté papale agrandie, dans le centre.

Mazzini écrivait à cette époque :

« Maintenant que le pape a échoué, ils vont s'engouer du *Premier Capitaine de l'Italie*, et, lorsqu'il échouera, ils s'engoueront du grand duc, ou Dieu sait de qui. »

Et, quand on lui demandait de se joindre à ceux qui adoraient le roi après avoir adoré le pape, il répondait: « Malgré l'aversion que j'éprouve pour Charles-Albert, comme bourreau de mes meilleurs amis, malgré le mépris que j'ai pour sa faible et lâche nature, malgré toutes les aspirations démocratiques de mon cœur, si je pouvais croire qu'il eût assez d'ambition pour faire l'Italie *une* à son profit, je dirais *amen*. »

Les modérés ne désiraient pas l'unité; ils n'étaient pas prêts à prendre part au mouvement national. L'insurrection de Milan, en 1848, fut entièrement l'ouvrage de l'élément populaire. Celle de Venise s'accomplit avec une grande rapidité. Mazzini écrivait : « L'insurrection de Milan a sonné le tocsin de l'insurrection italienne. »

Les modérés comprirent bientôt que la cause de la monarchie serait perdue en Italie si l'on n'entraînait pas les princes dans la lutte. Le peuple avait appris la première leçon enseignée par la « JEUNE ITALIE » : arracher le pays à l'usurpateur. Laissé à lui-même il aurait senti sa force, mis en pratique la se-

conde leçon des droits populaires, et proclamé la République. Les modérés effrayés envoyèrent des messagers à Charles-Albert le suppliant de prendre la direction du mouvement sous peine de « voir la République proclamée ». Tant que l'issue de la lutte lui parut douteuse, le roi ne répondit rien, mais lorsqu'il fut certain que la révolution serait victorieuse à Milan il offrit le secours de son armée pour continuer la guerre dans les provinces, « à condition que l'on formerait un gouvernement provisoire qui prépareraient un traité d'après lequel la Lombardie serait donnée à la couronne de Piémont. » Le comte Martini, « ce voyageur de commerce des modérés », comme l'appelle Mazzini, fit cette proposition à l'un des chefs républicains¹ en lui disant : « Ne savez-vous pas que l'on n'a pas tous les jours la chance de rendre un pareil service à un roi ? » « A un roi, répondit Mazzini faisant allusion à ce fait : « le plus humble des ouvriers qui se bat joyeusement sur les barricades pour le drapeau de l'Italie, sans se demander qui recueillera les fruits de la victoire, est plus digne aux yeux de Dieu et sera plus digne un jour aux yeux de l'Italie que cinquante rois couronnés. »

Des déclarations du roi aux cours étrangères, ainsi que des rapports officiels des agents anglais à lord Palmerston, il ressort clairement que l'intention de Charles Albert en déclarant la guerre à l'Autriche était de détruire l'œuvre accomplie par JEUNE ITALIE.

¹ Cattaneo.

Les citations suivantes en sont une preuve évidente : « Tout le pays qui entoure les États de Sa Majesté le roi de Sardaigne est en flammes... Grâce à l'esprit de nationalité, si puissamment excité, il règne dans les provinces et dans la capitale une telle agitation que l'on peut craindre d'un moment à l'autre de voir éclater une révolution qui mettrait le trône en danger. La proclamation de la République en Lombardie est imminente. La situation du Piémont est telle, que si la République était proclamée en Lombardie un mouvement semblable serait à craindre dans les États de Sa Majesté¹. »

Les agents du gouvernement anglais furent chargés de faire savoir à lord Palmerston de la part des ministres du Piémont que, « si le roi avait commencé les hostilités, c'était dans le but de maintenir l'ordre sur un territoire laissé sans maître par suite des événements et poussé par le peuple qui menaçait de se révolter et d'attaquer l'Autriche malgré le gouvernement². Celui-ci avait des raisons de craindre que les associations politiques de la Lombardie et le voisinage de la Suisse n'amènassent la proclamation de la République, ce qui aurait été fatal à l'auguste dynastie de Savoie. En conséquence, le gouvernement et le roi n'ont pas hésité à agir à leurs risques et périls pour la sécurité de tous les états monarchiques³. » Telles fu-

¹ Correspondance relative aux affaires d'Italie.

² Correspondance relative aux affaires d'Italie, 1849.

³ Correspondance relative aux affaires d'Italie, 1849.

rent les raisons qui poussèrent les modérés et l'*Épée de l'Italie* à déclarer la guerre. Le langage qu'ils tenaient au peuple était naturellement bien différent. Le roi disait dans sa proclamation qu'il « venait prêter au peuple de la Lombardie l'assistance qu'un frère peut attendre de son frère » et, dans le but de calmer les républicains, le gouvernement provisoire publia un manifeste qui contenait ces mots : « Nous avons solennellement déclaré qu'*après la lutte* le peuple prononcera sur ses propres destinées. Nous attendons que le sol de l'Italie soit entièrement affranchi ; lorsque toutes ses provinces seront libres, toutes parleront. » Mazzini accepta ce programme éventuel et le respecta fidèlement. Il ne se doutait pas alors de la trahison du roi et il estimait que « le devoir des républicains est de donner l'exemple de l'obéissance à la volonté nationale. »

Aussi, employa-t-il toute son influence pour engager le parti républicain à se rallier autour du gouvernement provisoire, à s'abstenir de toute propagande politique pendant la guerre et à concentrer toutes ses forces pour affranchir le pays de la domination étrangère. Alors seulement la nation, librement consultée, choisirait la forme de gouvernement qu'elle voulait adopter pour l'avenir. Aucune époque de la vie de Mazzini n'a été plus faussement représentée par la presse vénale du parti monarchique et moins comprise en Angleterre que cette période de noble abnégation, durant laquelle il fut d'abord trahi, puis calomnié par les modérés. Ces hommes qui s'étaient

engagés à céder la Lombardie à la couronne du Piémont s'imaginaient naïvement que, pour se tirer d'embarras, il fallait laisser le roi faire seul cette conquête, de telle sorte que le peuple fût forcé de choisir entre son gouvernement ou la domination détestée des Autrichiens. A propos de chaque escarmouche, le gouvernement provisoire affichait sur les murs de Milan des proclamations qui parlaient d'importante victoire, si bien qu'au milieu de la campagne lorsque, grâce à l'incapacité des généraux du roi, les Autrichiens étaient devenus menaçants, les pauvres citoyens les croyaient presque entièrement exterminés. Les volontaires dont le roi se défiait parce qu'ils étaient républicains furent rappelés des passages des Alpes, qu'ils occupaient alors, et débandés. Grâce à cette faute, le général Radetsky put ravitailler et renforcer son armée à son aise. Lorsque les Autrichiens se furent emparés de Modène, le gouvernement provisoire frappé de terreur appela Mazzini dans son conseil, au milieu de la nuit. Il s'agissait de savoir comment apprendre au peuple, si longtemps trompé, que l'heure approchait où il devrait se soumettre à ses anciens maîtres ou chercher le salut dans un suprême effort patriotique. Mazzini supplia le gouvernement d'avouer immédiatement toute la vérité, et donna le conseil de faire une *levée en masse* et d'engager les volontaires à se reformer en corps à Milan, à la condition que son nom fût porté en tête de leur liste. L'acquiescement à ce plan fut immédiatement voté, mais retiré, peu de temps après, à la suite d'une déclaration du

secrétaire du roi disant que « son maître ne voulait pas avoir une armée d'ennemis sur ses derrières. » Mazzini persistant à affirmer que si les choses restaient ainsi la défaite serait certaine, le roi lui fit faire des propositions magnifiques pour l'engager à garder le silence. On lui offrait de patronner le plan royal, d'après lequel la Lombardie serait donnée à la couronne, en le chargeant, s'il acceptait, de rédiger lui-même la constitution du « royaume du nord. » En outre le roi lui demandait une entrevue et lui proposait la place de premier ministre de la couronne. Le but de la vie de Mazzini était l'unification de l'Italie, et, comme il le dit à l'envoyé du roi¹, il était prêt à sacrifier à ce but tous les points secondaires. Mais la question actuelle était *la guerre à l'Autriche*; or il croyait que la création d'un royaume du Nord lui serait fatale. Un pareil agrandissement du Piémont fournirait un juste prétexte à la jalousie de tous les autres princes italiens et, d'autre part, l'abandon de l'idée nationale éteindrait l'enthousiasme et la sympathie des populations. La seule chance de réussite était de transformer la guerre en une guerre de libération pour la nation entière. Si le roi voulait risquer sa couronne piémontaise pour une couronne italienne, et devenir réellement *l'Épée de l'Italie* selon l'expression des Modérés, s'il voulait rompre ouvertement avec tous les gouvernements de l'Italie, se rallier autour des patriotes depuis les Alpes jusqu'à la mer et

¹ Castagneto.

prouver ainsi qu'il était sincère, alors Mazzini à son tour ferait tous ses efforts pour pousser et rallier les éléments révolutionnaires. L'envoyé du roi lui ayant demandé quelle garantie il exigerait, Mazzini écrivit quelques lignes qu'il le chargea de faire signer au roi. Le monarque refusa. Castagneto dit en parlant de Mazzini « qu'il s'était aperçu qu'il n'y avait rien à faire de ce côté-là. »

Les succès répétés des Autrichiens mettaient les modérés dans la nécessité de réclamer de nouvelles subventions d'hommes et d'argent. En même temps, ils déclarèrent au peuple de la Lombardie que si, se confiant dans le roi, ils votaient la cession de leur province à sa couronne, des milliers d'hommes et de francs se trouveraient dans son royaume. C'est ainsi que ce vote fut traiuscement arraché au peuple. Tout danger de la République étant éloigné pour l'instant, les modérés triomphèrent, et un précédent (style diplomatique) fut acquis à la maison de Savoie. Le véritable mobile qui dicta la conduite du roi ressort encore du fait suivant. Au moment où les mêmes artifices étaient employés pour décider les Vénitiens à suivre l'exemple des Milanais en s'abandonnant au roi, deux ambassadeurs royaux venaient prendre possession de la ville au nom de Charles-Albert, bien que celui-ci l'eût cédée secrètement à l'Autriche, dans un traité passé deux jours auparavant.

Cependant le peuple finit par comprendre qu'il était le jouet d'une intrigue, et le mot trahison circula de bouche en bouche. « Plus d'une proposition me fut

faite pour renverser le gouvernement provisoire et sauver le pays. Avec d'autres hommes, dit Mazzini, la chose eût été facile, mais dans quel but la tenter? Un brusque changement de gouvernement à Milan n'aurait fait qu'allumer la guerre civile, sans délivrer le pays des Autrichiens, et aurait été, aux yeux des masses aveuglées, une tache sur le drapeau républicain. Le vote qui avait cédé la Lombardie à la couronne aurait donné au roi le droit d'envoyer des troupes sous prétexte de *maintenir l'ordre et de protéger son gouvernement*, nous aurions croisé le fer avec nos frères italiens, et l'Autriche eût profité de nos discordes. Je fis plus, j'empêchai l'attaque. A nos yeux le sort des armes était décidé, l'armée royale devait inévitablement succomber. Il n'y avait pas besoin de l'intuition du génie pour prédire le cours que prirent les événements, et qu'aucune puissance humaine n'aurait pu arrêter. »

L'espace me manque pour dire la trahison royale, les troupes du roi vaincues de tous côtés, leur retraite sur Milan qui ressembla à une fuite. Les modérés eux-mêmes reconurent, mais trop tard, leur erreur, et dans leur détresse ils s'adressèrent à Mazzini qu'ils avaient osé calomnier en l'appelant « l'allié de l'Autriche », parce qu'il cherchait à éclairer les populations. Mazzini organisa en hâte un comité de défense, espérant, dit-il, « que l'attaque de Milan par les Autrichiens transformerait en géants le peuple des barricades » et rallumerait la guerre en Lombardie. Il employa toutes ses forces à préparer la défense de la ville. Au moment

du danger son influence sur les populations était plus grande que jamais. « Le spectacle qu'offrit le peuple pendant ces journées, » dit-il, « était une complète condamnation de la guerre royale et du système des modérés. Le peuple rappelé à une vie sublime se préparait à la défense, il *flairait* sa propre bataille et la saluait avec joie. Cependant tout l'espoir que l'on pouvait fonder sur une guerre populaire fut anéanti à la nouvelle que le roi arrivait avec quarante mille hommes pour défendre la ville. Les envoyés royaux qui le précédèrent s'emparèrent du pouvoir exécutif en vertu du vote de fusion. « Je les vis, dit Mazzini, j'entendis les discours qu'ils tenaient à la foule rassemblée sous les fenêtres de leur palais.... Je parcourus les rues de Milan, étudiant les visages, recueillant les paroles et je désespérai. *Le peuple se croyait sauvé, il était donc irrévocablement perdu.* Je quittai la ville, Dieu seul sait avec quelle douleur dans l'âme, et je rejoignis la troupe de Garibaldi à Bergame. »

Toute l'histoire de cette période prouve que le roi prit l'épée, non point contre les ennemis de l'Italie, mais contre les sentiments républicains et nationaux que Mazzini avait réveillés chez le peuple. Le jour suivant, le roi entra dans la ville et promit de la défendre, bien qu'il eût déjà signé un armistice avec Radetski, par lequel il s'engageait à rendre la ville.

Il harangua le peuple de la fenêtre de son palais, jurant que lui et ses fils se battraient jusqu'à la mort, puis il s'enfuit la nuit par un chemin détourné, retira son armée des murailles et abandonna la ville aux

troupes autrichiennes, qui y entrèrent immédiatement.

Garibaldi était alors à Bergame à la tête d'une petite troupe de volontaires républicains. Croyant que le roi, avec ses 40,000 hommes, tiendrait parole et défendrait Milan, il conçut le hardi projet de pousser en avant pour appuyer les opérations qui pourraient être tentées de la ville.

Le colonel Medici raconte en ces termes l'arrivée de Mazzini parmi les volontaires, son fusil sur l'épaule, et demandant à entrer dans leurs rangs en qualité de simple soldat : « Une acclamation générale salua le grand Italien, et à l'unanimité la légion lui confia son drapeau qui portait ces mots : *Dieu et le peuple....* La marche fut fatigante,... la pluie tombait par torrents ; nous étions mouillés jusqu'aux os. Bien que Mazzini fût habitué à une vie sédentaire et peu préparé à supporter le violent exercice de ces marches forcées, sa fermeté et sa sérénité ne l'abandonnèrent pas un seul instant et, malgré nos conseils, car nous craignions pour ses forces physiques, il ne consentit jamais à rester en arrière ou à quitter la colonne. Son attention ayant été attirée sur un des plus jeunes volontaires qui était vêtu de toile et par conséquent sans protection contre la pluie et le froid, il le força d'accepter son manteau.

« A Monza, nous attendait la fatale nouvelle de la capitulation de Milan et nous y apprîmes aussi qu'un gros corps de cavalerie autrichienne marchait sur nous. Garibaldi, qui ne voulait pas exposer sa petite troupe à une défaite inutile et certaine, donna l'ordre de reculer et plaça ma colonne à l'arrière-garde pour couvrir la

retraite. Poursuivie par l'ennemi, et menacée à chaque instant d'être détruite par des forces supérieures, la colonne ne broncha pas et tint l'ennemi en respect jusqu'à la fin. Dans cette marche pleine de dangers et de difficultés, la force d'âme, l'intrépidité, la décision que Mazzini possédait à un haut degré ne l'abandonnèrent jamais et firent l'admiration des plus braves d'entre nous. Sa présence, ses paroles, l'exemple de son courage animaient nos jeunes soldats, qui étaient fiers de partager de tels dangers avec lui. Sa conduite a prouvé qu'il joignait aux plus grandes qualités de l'homme civil le courage et l'intrépidité du soldat.¹ »

Milan tombée, la Lombardie succomba. Les volontaires de Garibaldi résistèrent aussi longtemps que cela fut humainement possible et cédèrent les derniers, écrasés par le nombre. Mazzini et quelques autres lutèrent encore, espérant ranimer l'insurrection dans les montagnes, mais leurs efforts furent rendus inutiles par les intrigues des modérés qui, « incapables de faire essayèrent de défaire, et travaillèrent à dissoudre, comme ils le font encore aujourd'hui². »

Parmi quelques écrits que Mazzini publia un peu plus tard en Suisse se trouve une adresse à la jeunesse d'Italie, dans laquelle il résume pour son instruction les causes morales qui amenèrent la chute de la Lom-

¹ Celui qui a écrit ces lignes est maintenant général au service du roi. C'est lui qui, en qualité de gouverneur de Palerme, arrêta et emprisonna son ancien chef en 1870.

² Écrit en 1861.

bardie par suite de la substitution des doctrines d'*expédient et d'opportunisme* aux grands principes. La première page portait cette épigraphe d'Euclide : « *La ligne droite est la plus courte entre deux points donnés.* » L'auteur rappelait avec tristesse et indignation aux Italiens que « les nations ne peuvent pas être régénérées par le mensonge. »

Pendant que Mazzini prévoyait la fin désastreuse de la guerre royale, une pensée d'espoir soutenait encore son cœur : cet espoir était Venise. « Le drapeau républicain flottait encore sur Venise et je pensais que lorsque l'imbécillité et la trahison auraient fini leur œuvre en Lombardie, les yeux des Italiens, délivrés de visions trompeuses, se fixeraient sur ce drapeau. Venise deviendrait alors un nouveau centre de résistance, une nouvelle tête pour diriger la guerre du peuple. Malheureusement Manin, qui était l'âme de la défense dans Venise, manquait d'énergie. Il n'était pas de force à continuer la guerre après la trahison du roi et la signature de l'armistice, en vertu duquel les Autrichiens entrèrent peu de temps après dans la ville. « La trahison et l'imbécillité » avaient trop bien fait leur œuvre et Mazzini, voyant que tout était perdu en Lombardie, se rendit en Toscane en passant par la France.

« Nous, républicains », dit-il, « nous nous sommes loyalement offerts pour alliés du camp royal, mais nous n'avons jamais déclaré que ce fût notre camp. Nous avons cessé de prêcher nos principes, afin de ne pas arriéner une désunion qui aurait pu compromettre le succès de l'entreprise, mais nous n'avons

jamais parlé en faveur des principes opposés. Je dis cela à l'adresse de ceux qui, hier encore, étaient des républicains ardents, et qui aujourd'hui se disent monarchistes, et non point parce qu'ils ont vraiment changé de conviction, mais uniquement par suite de ce qu'ils appellent *tactique*, mais qui n'est pas autre chose que l'absence de toute croyance. Ils jettent le présent et l'avenir de leur pays aux pieds de la monarchie et acceptent *sans* condition une institution qu'ils ont attaquée peu de temps auparavant.

« Le peuple qui assiste à ce mouvement de rotation machiavélique prend une leçon d'immoralité et de méfiance non moins fatale.

« Ceux qui, en 1848, restèrent fidèles au drapeau républicain montrèrent qu'ils savaient respecter la volonté nationale souveraine, même lorsqu'elle se trompe, et ne se souillèrent par aucun compromis.

« Et, si j'insiste sur ce fait, c'est que la majorité, toujours sous l'influence des calomnies qui ont été répandues sur nous, se figure encore aujourd'hui que c'est notre républicanisme intempestif et trop ardent qui a semé des germes de discorde et fait échouer l'entreprise contre l'étranger. »

Cet aperçu, quelque rapide qu'il soit, a pu faire comprendre au lecteur par qui les semences d'anarchie furent réellement jetées. L'influence corruptrice des tendances des *modérés* envahit toute l'Italie et la lutte que Mazzini eut à soutenir contre l'ennemi intérieur fut bien plus dure que celle qu'il livrait à l'étranger. Le peuple italien a perdu ses vertus et son

énergie de 1848 et 49. Entraînés par la monarchie, il a quitté le chemin de l'honneur et de la dignité par lequel Mazzini l'aurait conduit à l'indépendance et à la liberté sociale et politique. Il s'est cependant souvenu de la première leçon qui tomba des lèvres du grand patriote, sur le droit et le devoir de chaque peuple d'arracher à l'étranger et de conserver la demeure que Dieu lui a donnée, sur l'amour sacré de l'Italie. Les générations futures recueilleront précieusement les principes religieux sur lesquels se fondait sa foi républicaine, cette foi pour laquelle il travailla, malgré sa santé chancelante, jusqu'au moment où la mort le délivra en 1872.

CHAPITRE V

LA RÉPUBLIQUE ROMAINE.

NOUVELLES INSURRECTIONS. GUERRE FRANCO-ITALIENNE.

INSURRECTION DE SICILE (1849 A 1859).

Le pape, terrifié par le mouvement national, s'était enfui sous un déguisement. Rome était libre de se gouverner elle-même et l'on pouvait croire que Venise tiendrait longtemps encore. Une révolution sanglante avait éclaté en Toscane ; le Grand-Duc était en fuite

et la reddition de Milan avait jeté du discrédit sur la monarchie. Mazzini croyait que le mot de République, prononcé par l'Assemblée nationale, pourrait encore dans ce moment de fermentation (Naples n'avait pas succombé) servir morallement l'Italie. Cependant l'Assemblée romaine, comme ces prisonniers nouvellement délivrés de leurs chaînes, semblait incapable de faire un pas. Ils hésitaient, temporisaient, envoyoyaient au Pape des messagers pour demander ses instructions et, dans ce premier moment de liberté, comme Mazzini le leur écrivit franchement, « ils offraient un spectacle moitié triste, moitié ridicule.

« Je ne crois pas, ajoutait-il, que la Providence ait jamais donné plus clairement à une nation ce commandement : *Tu n'auras pas d'autre dieu que Dieu, d'autre interprète de sa loi que le peuple.*

« Nous avons pour princes une race d'insensés et de traîtres, et nous persistons à vouloir régénérer notre pays par eux. »

Il leur rappelait que le Pape était un fugitif volontaire, que sa fuite équivalait à une abdication ; qu'étant un prince *élue* et sans dynastie, il n'y avait plus d'autre autorité dans Rome que le peuple. Rome était de ce fait une République, mais elle était tenue, aussitôt que la situation de l'Italie le permettrait, de réunir une Assemblée Constituante, composée de délégués de toutes les provinces, pour décider quelle forme de gouvernement la nation voulait adopter.

Le 9 février 1849, le parlement Romain ayant enfin compris sa vraie situation, proclama la République.

Mazzini, déclaré citoyen romain, et élu membre de l'Assemblée, se hâta d'arriver à Rome. A son passage en Toscane, il somma le gouvernement provisoire de faire un premier pas vers l'Unité de l'Italie en alliant la Toscane à Rome. Le peuple, dit-il, « avec son instinct si sûr, comprit de suite l'idée. Il vota pour la République et l'Union avec Rome, mais le gouvernement provisoire refusa de ratifier le décret. »

Voici en quels termes Mazzini raconte ses impressions au moment où il entra dans la ville sainte :

« Rome avait été le rêve de mes jeunes années, l'idée régénératrice de toutes mes aspirations, la clef de voûte de mon édifice intellectuel, la religion de mon âme ; aussi, lorsque j'entrai dans la ville un soir du mois de mars, un profond sentiment de respect et je dirai presque d'adoration s'empara de moi. Rome était pour moi, ce qu'elle est encore aujourd'hui malgré sa dégradation, le temple de l'humanité. C'est de Rome que partira un jour la transformation religieuse qui, pour la troisième fois, fera l'unité morale de l'Europe.

« Je m'acheminai vers la cité sainte, le cœur triste jusqu'à la mort en songeant à la défaite de la Lombardie, à mes récentes déceptions en Toscane et au démembrément de notre parti républicain. Et cependant lorsque je passai sous la *Porta del Popolo* (la Porte du Peuple), un courant électrique traversa mon être et une nouvelle vie sembla jaillir en moi.

« Je ne reverrai plus jamais Rome, mais son souvenir se confondra dans mon dernier soupir avec la

pensée de Dieu et de tous mes bien-aimés. Quel que soit le lieu où reposeront mes os, je crois qu'ils tressailleront encore comme alors, le jour où le drapeau républicain, gage de l'Unité de notre Italie, flottera sur le Vatican et le Capitole. »

Les quelques détails publiés à cette époque dans les journaux ont pu donner aux Anglais une idée de la glorieuse histoire de cette trop courte République, si malheureusement étouffée dans le sang par la France. Ce peuple romain, qui avait été si longtemps corrompu et dégradé par un système infâme, déploya cependant sous la République les plus nobles vertus du citoyen et du soldat. Il se sentait animé par la présence de celui qui l'aimait, le respectait, mettait sa confiance en lui et semblait être lui-même l'incarnation du sacrifice et du dévouement. Je n'ai pas l'intention de raconter en détail ce splendide épisode de la carrière de Mazzini, trop brillant pour que la calomnie ait pu l'atteindre. Les hommes savent toujours voir la lumière lorsqu'elle brille sur la colline. Je passe donc rapidement sur le triomphe remporté par ses principes mis en action, afin de jeter quelque jour sur le rôle trop mal connu que joua le triumvir exilé pendant les tristes années qui succédèrent à la chute de sa ville sainte.

Mazzini, qui considérait que le premier devoir d'un état libre est d'aider ses voisins à s'émanciper, mit tous ses soins à préparer la guerre contre l'Autriche.

Il était persuadé que l'Autriche attaquerait la première mais, « lors même qu'elle n'attaquerait pas,

dit-il, notre devoir est d'attaquer. Nous ne pouvons gagner l'Italie à la République qu'en l'émancipant, en la créant et en montrant au pays par nos *actes* que ce que la monarchie ne pouvait pas ou ne voulait pas faire, la République le fera. Tel était mon plan. »

En conséquence, il proposa l'élection d'un *comité de la guerre*; le nombre des troupes fut porté à 45 000 et les volontaires affluèrent dans Rome. Ces vigoureux préparatifs de la petite République forcèrent le roi Charles-Albert à faire un effort pour retrouver sa popularité en déclarant la guerre à l'Autriche.

Cette guerre se termina brusquement par la honteuse bataille de Novare, dans laquelle les troupes du roi furent si clairement trahies que le roi, pour apaiser l'indignation populaire, dût se servir du moyen généralement employé par les princes dans de pareilles occasions. Il choisit un bouc expiatoire parmi ses généraux, l'accusa de trahison et le fit fusiller. L'opinion publique cependant désignait une tête plus proche du trône que celle-là. A la suite de ces événements, Charles-Albert abdiqua, et son fils Victor-Emmanuel lui succéda. Lorsque la nouvelle de ce nouveau triomphe de l'Autriche arriva à Rome, l'assemblée croyant la guerre imminente décrêta que trois citoyens seraient revêtus du pouvoir exécutif absolu¹. Mazzini fut la vie et l'âme de ce triumvirat. Il n'eut pas plus d'un mois pour organiser les forces de la ville avant que Louis Napoléon n'envoyât une armée pour écraser

la République. Lorsque les Français arrivèrent à *Civita Vecchia* (le port de Rome), l'assemblée à son honneur vota la résistance. Mazzini avait plus d'une raison pour prendre cette décision, et en particulier celle qui était « intimement liée au but de sa vie, » la fondation de l'unité nationale. Rome était le centre naturel de cette unité, et il y avait une grande importance à attirer les yeux et le respect des Italiens sur elle. Mazzini seul croyait que le peuple romain oserait résister à la France. Lorsque cette question fut agitée, les premiers officiers de la garde nationale lui dirent tristement que le corps principal de la garde refuserait de défendre la ville. « Il me semblait, dit Mazzini, que je comprenais le peuple romain beaucoup mieux qu'eux. Je donnai l'ordre de faire défilier le matin suivant tous les bataillons devant le palais de l'assemblée, afin de poser la question aux troupes. Un cri général de « la guerre » s'éleva de tous les rangs et étouffa en un instant les doutes timides des chefs. »

L'espace me manque pour raconter au long le siège de Rome par les troupes de Louis Napoléon. Il était alors Président de la République française, mais il « méditait déjà le couronnement de la tyrannie en France. Son but était d'un côté : habituer ses soldats à se battre contre le drapeau républicain et de l'autre, gagner la faveur du clergé catholique et, de la portion du peuple français qui était sous son influence. »

Les rois et les gouvernements de l'Europe, effrayés du brillant exemple que la République romaine donnait à leurs sujets, se rangèrent joyeusement autour

¹ Mazzini, Saffi et Armellini.

du plus vulgaire des despotes pour bombarder la ville, et rendre à celui qui s'intitulait grand vicaire du fils du charpentier, un trône affermi par les corps des citoyens romains et cimenté de leur sang.

Après deux mois de siège, pendant lesquels les Italiens firent des prodiges de valeur, les Français s'emparèrent des hauteurs qui entourent Rome, et se préparèrent à détruire la ville au moyen de leur artillerie. L'Assemblée déclara que la résistance était impossible, et chargea le triumvirat de traiter avec le général français. Mazzini refusa, disant qu'il avait été élu « pour défendre la République, et non pas pour la détruire », et il envoya sa démission. Ses deux collègues suivirent son exemple.

Le lendemain, il adressa une protestation à l'Assemblée, afin qu'il restât un document écrit comme preuve que, « si l'Assemblée avait désespéré du pays, le peuple ne l'avait pas fait. » Il s'exprimait ainsi : « Vous avez reçu un double mandat de Dieu et du peuple qui vous ordonne de résister aussi longtemps que possible à l'oppression de l'étranger, et de respecter le principe dont l'Assemblée est l'incarnation vivante, afin de prouver au monde qu'il n'y a pas de compromis possible entre le juste et l'injuste, entre le droit éternel et la force brutale, et que, si les monarchies fondées sur l'égoïsme et l'intérêt peuvent capituler, les républiques fondées sur la foi et le devoir ne capitulent jamais, et meurent en protestant. »

Il faisait ensuite remarquer que le peuple était prêt à se défendre, mais qu'en prononçant le mot

impossible, l'Assemblée avait en effet rendu la défense impossible. Il leur rappelait que permettre à l'armée française d'entrer dans Rome c'était décréter la chute de la République, et ajoutait :

« Au moment suprême et décisif, alors que vous auriez dû vous élever au-dessus de la fortune, vous avez manqué à votre mission, vous avez trahi, sans vous en douter, la grande idée italienne, représentée par Rome. Comme mandataire du peuple, je proteste solennellement devant vous, devant le peuple et devant Dieu. »

L'indifférence de Mazzini à l'égard de tout danger personnel était telle qu'après l'entrée des Français il resta plus d'une semaine dans Rome, errant dans la ville avec deux amis, nourrissant encore des pensées de résistance. Toutes les facultés de son esprit étaient absorbées par une seule idée, se révolter coûte que coûte contre la force brutale, qui s'était jetée sur nous sans provocation, pour détruire une République au nom d'une autre.

Bien que tout projet fût impossible à exécuter, il avait encore une raison pour rester dans Rome. La presse, catholique et française, avait publié nombre de faits mensongers sur la *terreur* qu'il avait soi-disant exercée pendant le siège, et il voulait prouver la fausseté de ces assertions en s'offrant comme victime à celui qui pourrait se croire en droit de se venger ou désirer le vendre à l'ennemi.

« En outre, dit-il, je n'avais pas le courage de quitter Rome. C'est l'âme pleine d'un sentiment pareil à celui que doit éprouver l'homme qui contemple les funé-

railles de sa bien-aimée que j'assistai à la dispersion de l'Assemblée et au départ des membres du gouvernement chassés en exil. Je vis les hôpitaux, où nos pauvres blessés souffraient plus encore du sort de la ville que de leurs blessures, envahis par l'ennemi. Je vis les tombes encore fraîches de nos braves soldats foulées aux pieds et profanées par le conquérant étranger. Comment se fait-il que, ni les prêtres, ni les Français ne profitèrent de l'occasion que je leur offrais pour me tuer ou me mettre en prison? c'est un mystère pour moi. Je me souviens comment *** et *** me supplierent de quitter Rome, et de me réserver pour de meilleurs jours. Ah! si, ne songeant qu'à moi-même, j'avais pu prévoir l'ingratitude et l'abandon qui m'attendaient, je leur aurais dit : « *Si vous m'aimez, laissez-moi mourir avec Rome.* » Mazzini a cependant le droit de déclarer avec un juste orgueil que « la page d'histoire prophétique, écrite par Rome pendant ces deux mois, vivra et enseignera aux hommes, devenus plus sages, tout ce qui peut être accompli par un noyau d'hommes ayant foi dans un principe et résolus à le mettre en action. »

Après avoir fait allusion aux miracles de valeur, de dévouement, d'ordre et de discipline accomplis par le peuple dans ces jours de danger, à cette union entre le peuple, l'assemblée et le triumvirat qui formaient un tout indivisible, se fortifiant l'un l'autre par une foi et une confiance sans borne, si bien qu'ils gouvernaient, « sans avoir besoin de tribunaux et de prisons », il ajoute :

« Toutes ces choses furent le résultat de l'institution républicaine, des nobles instincts de notre peuple mis au jour par un gouvernement *populaire*, de la formule, *Dieu et le peuple*, qui éveilla dans le cœur de chaque homme le sentiment de son devoir et de son droit, de notre foi et de notre confiance dans les masses, et de leur foi et de leur confiance en nous¹.

Notre monarchie, avec 45 000 soldats et des réserves, ne trouva pas d'autre moyen de salut que la trahison. Et aujourd'hui encore, pendant que j'écris ces lignes, (1865) avec un million d'hommes sous les armes, troupes, garde nationale mobilisée, volontaires, avec de grandes ressources pécuniaires et un énorme matériel de guerre, avec vingt-cinq millions d'Italiens enfin qui demandent Venise, elle a peur d'attaquer les troupes autrichiennes qui campent sur le sol italien. Je ne sais pas si les Romains se souviennent encore de 1849, mais je sais que, si les mères romaines ont fait leur devoir, si elles ont appris à leurs enfants à vénérer la mémoire des martyrs républicains qui moururent pour leur patrie, si elles leur ont mon-

¹ Cette confiance du peuple peut être attribuée à ce fait que celui qui était l'âme du gouvernement se montrait aussi fraternel et démocratique en pratique qu'en théorie. La petite chambre occupée par le Triumvirat, au Quirinal, était accessible à toute heure aux plus humbles citoyens. Les ouvriers des deux sexes y entraient librement comme les personnes les plus élevées et recevaient le même accueil cordial, le même serrlement de main. Mazzini dinait à un restaurant de 2^e classe à 2 francs par jour. Son seul luxe était une gerbe de fleurs de choix qu'une main inconnue lui apportait chaque jour.

tré le lieu où tomba le poète du peuple, Goffredo Mameli, la place où Masina blessé attaqua à la tête de 19 camarades une position défendue par 300 François, l'endroit où périrent Daverio et Ramorino qui, refusaient de se rendre, bien qu'ils ne fussent que vingt contre cent, la villa Corsini, la villa Valentini, il Vascello, la villa Pamfili, chaque pierre autour de Rome, enfin, sanctifiée par le sang d'un patriote qui tomba le sourire sur les lèvres au cri de vive la République, alors notre Rome naissante ne sera pas longtemps profanée par la monarchie. »

Lorsque Mazzini quitta enfin Rome, ce fut sans passe-port ni papiers d'aucune sorte.

Il s'embarqua sur un petit steamer, commandé par un Corse, qui consentit à courir le risque de le conduire à Marseille. Le voyage se fit sans encombre et Mazzini se rendit alors en Suisse. Avant de quitter Rome, il avait organisé une association secrète, afin de pouvoir établir des relations entre les romains, de nouveau esclaves, et le parti national dans le reste de l'Italie¹. Cette association entretint l'esprit populaire pendant bien des années, mais, à la fin, les chefs furent découverts et arrêtés, la presse clandestine saisie, et le dernier lien de Mazzini avec Rome brisé; le charme exercé par son nom fut rompu, et ses con-

¹ L'âme de cette association fut Giuseppe Petroni de Bologne. Sa persévérance et ses vertus républicaines résistèrent à vingt ans de prison dans les donjons de Rome. A peine en liberté, il se joignit de nouveau à Mazzini pour publier un journal républicain intitulé : *La Rome du peuple*.

seils devinrent impuissants. Les agents du roi de Piémont firent leur œuvre. Ils répandirent des bruits de fausses promesses de la part du roi et engagèrent le peuple à se tenir tranquille en attendant la grande bataille de l'indépendance, que le prince menteur devait toujours livrer. Un peuple qui consent à rester dans les chaînes, par raison politique, n'a guère besoin de conseils pour demeurer dans cette honteuse attitude. Soit paresse, soit crainte, les Romains retombèrent graduellement dans l'indolence et la corruption, conséquence logique de l'esclavage.

Pendant ce temps, Mazzini, fidèle à sa tâche d'éducateur, disait que : « celui qui veut être libre doit porter le coup lui-même ; » mais, impuissant du côté de Rome, il fut forcé de diriger ses efforts ailleurs.

Les conspirations contre l'Autriche se multiplièrent. Une vaste association ouvrière dont les ramifications s'étendaient dans toutes les villes de la Lombardie, médita une tentative formidable du côté de Milan. Le plan était admirablement conçu, mais il échoua par suite d'une erreur et d'une trahison.

Treize ouvriers milanais furent pendus, sans forme de procès, par ordre des autorités autrichiennes. Au milieu de la confusion causée par la découverte de la conspiration et par ces arrestations, Mazzini réussit à prévenir la plus grande partie des conspirateurs, qui eurent ainsi le temps de s'échapper¹.

¹ Voyez appendice A.

Je déclarerai ici une fois pour toutes, à propos des insurrections organisées ou aidées par Mazzini qu'à une seule exception près il se trouva toujours sur le lieu de l'action, et partagea les dangers des mouvements qu'il avait lui-même encouragés, aussi bien que de ceux qu'il avait déconseillés comme prématurés et peu judicieux. Je n'insulterai pas à sa mémoire en croyant nécessaire de répondre aux calomnies répandues contre lui par la presse monarchique de l'Europe, mais j'affirme la vérité absolue des faits que j'avance, pour l'instruction de ceux qui seraient dans l'ignorance à ce sujet.

Cette vérité n'est que trop connue de ses amis personnels qui plus d'une fois durent paraître ignorer les dangers qu'il courait, et parler du cher absent avec sérénité, tandis qu'au fond de leur cœur ils tremblaient pour ses jours.

Mazzini poussa toujours à ces « petits mouvements, » que blâmaient ceux qui ne connaissaient pas la véritable situation de l'Italie, dans la conviction que la résistance contre l'injustice dans son propre pays est un devoir absolu. Il n'oubliait pas, d'ailleurs, que chaque échec était une leçon pour le peuple italien et une brèche faite dans la citadelle de l'oppression. Son intention était de renouveler une tentative avant la fin de l'année 1854, mais il fut entravé dans son projet par l'arrivée de vaisseaux de guerre anglais et français devant Naples et par la trahison de quelques agents piémontais, qui avaient feint de se joindre à la conspiration.

Les persécutions incessantes du roi de Piémont contre Mazzini étaient motivées par son irritation au sujet des conseils qu'il donnait à son peuple. Mazzini ne cessait de leur dire qu'étant libres eux-mêmes leur devoir était de travailler à l'affranchissement du reste de l'Italie, que les devoirs sont en proportion des moyens, que le Piémont devait user de ses moyens pour le bien du pays commun, sous peine d'être indigne de les conserver.

Mais la « patrie des rois est leur propre famille. » Les intérêts de Victor Emmanuel se trouvaient intimement liés à ceux des autres princes de l'Europe et il n'était nullement disposé à remplir un devoir qui aurait pu irriter ses « royaux cousins », ni à permettre à son peuple d'agir par lui-même et de découvrir ainsi sa propre force. En conséquence, pendant que les agents monarchiques étaient payés pour prêcher au peuple la facile doctrine de « chacun pour soi », Mazzini, qui enseignait la leçon moins attrayante du devoir, avait à lutter contre de continues difficultés; ses écrits étaient saisis et, la liberté de la presse n'existant pas de fait en Piémont⁴, il dut fonder un nouveau journal

⁴ Le journal *L'Italie et le peuple*, organe du parti libéral, fut saisi cinquante fois entre le mois de février et le mois de septembre de la même année et quatre des éditeurs furent mis en prison. Le fait suivant prouve dans quel esprit les persécutions étaient conduites :

Un journaliste qui avait déjà fait deux mois de prison préventive fut acquitté; l'avocat de la couronne s'écria avec colère : *Vous pouvez l'acquitter; mais Dieu lui-même ne peut pas faire qu'il n'ait pas subi déjà deux mois de prison.*

« Pensée et Action » qui s'édita à Londres d'abord, puis en Suisse.

Une tentative sur Naples dirigée par l'ami de Mazzini, Carlo Pisacane, et les insurrections de Gênes et de Livourne en 1857 prouvèrent que les incessants efforts de Mazzini continuaient à porter des fruits. Ces mouvements, au sujet desquels la presse modérée répandit tant de calomnies, furent défendus par Mazzini dans un écrit où il dit :

« La question qui se posait n'était pas celle de la République ou de la Royauté, mais de l'action ou de l'inertie. Je suis républicain et presque tous ceux qui m'ont prêté leur concours pendant cette lutte de vingt cinq années le sont aussi;... mais nous affirmons que nul n'a le droit de substituer sa volonté ou celle de son parti à la volonté nationale. »

Mazzini et ses partisans ne voyaient dans le Piémont que la partie la plus libre de l'Italie et par conséquent la plus responsable vis-à-vis du pays. Il ne s'agissait pas de reconnaître le Piémont, la Toscane ou Naples, mais l'Italie. Gênes, affranchie de l'étranger, était indigne de la liberté si elle n'usait pas de ses moyens pour secourir les autres provinces asservies. Aux yeux de Mazzini les modérés n'étaient pas des Italiens. Satisfaits dans leur petit pays, ils oub liaient la vraie, la grande patrie : l'Italie. Lorsque les agents de la monarchie et les journalistes disaient au peuple de se contenter de donner aux provinces qui souffraient du despotisme *l'exemple d'un gouvernement constitutionnel*, Mazzini s'écriait : « Que parlez-vous

d'exemple ! Et à qui, je vous prie ? A des hommes sur la tête desquels on a placé *le bonnet du silence*¹, à des hommes qui, cernés par les baïonnettes étrangères, n'ont pas le droit de se réunir cinq à la fois,.. de se donner des conseils par le moyen de la presse?... C'est l'exemple d'un homme qui verrouille sa porte pendant que l'on assassine au dehors.... Agissez, au nom de Dieu, et nous vous suivrons, sinon nous agirons nous-mêmes et nous vous pousserons dans l'arène pour chercher *cette occasion* que vous prétendez attendre. »

Ce n'est pas sans raison qu'il parlait ainsi. Le Piémont était libre depuis dix ans ; il possédait une armée et une marine bien organisées ; son trésor et ses arsenaux étaient pleins, et cependant il n'avait pas conquis un pouce de terrain sur les oppresseurs étrangers. Les modérés cherchaient à étouffer les bons instincts du peuple, en lui disant que chaque tentative de sa part contrecarrait « de plus vastes projets que la monarchie nourrissait prudemment », en sorte que, peu à peu, « la crédulité des ignorants, le prestige d'une force qui n'était que fantôme, l'égoïsme conscient ou inconscient des amateurs de repos avaient créé », dit Mazzini, « une population de dupes qui persistaient à s'en remettre, pour le salut de l'Italie, à des protocoles acceptant la domination de l'Autriche en Lombardie, aux propositions de ces ministres *Libérateurs*² qui poussent leur maître à empêcher l'unité,

¹ Système de torture alors en usage dans les prisons de Naples.

² A cette époque les modérés faisaient frapper des médailles en l'honneur de Cavour comme le *libérateur de l'Italie*.

à des guerres en Crimée pour lesquelles on recherche l'alliance de l'Autriche, à une médiation anglo-française qui ne réussit pas même à obtenir la mise en liberté de quelques prisonniers, aux ténébreux projets de l'homme qui, après avoir étouffé dans le sang la liberté en France et à Rome, est fatallement destiné à vivre et à mourir en tyran. »

L'héroïque tentative de Piscane sur Naples échoua ; il périt lui-même dans une lutte corps à corps contre plusieurs ennemis¹ et ses compagnons furent jetés dans les donjons de Naples. Les mouvements de Gênes et de Livourne ne réussirent pas mieux. Les modérés ne manquèrent pas de dire que Mazzini les avait encouragés dans le but de renverser la monarchie et d'établir la République. Leurs journaux rivalisaient de calomnies contre lui et déploraient la « fatale influence » qu'il exerçait sur le peuple. Mazzini leur répondit :

« Si je dois vous croire, depuis vingt-six ans je suis fatal à la cause italienne ; je n'ai commis que des fautes et plus d'une fois on m'a traité d'homme usé, nul et sans conséquence. Néanmoins, vieilli par les années et les soucis, sans ressources, poursuivi par les espions et les gendarmes de tous les gouvernements de l'Europe, si bien que, l'Angleterre exceptée, il n'y a pas un pouce de terrain où je puisse poser légalement

¹ Les agents du gouvernement napolitain persuadèrent aux habitants du village de Sapri, où il avait abordé, que lui et ses hommes étaient des bandits en fuite, afin d'obtenir leur aide par ce mensonge.

ment le pied, j'apparaîs de nouveau, non point comme un agitateur sans conséquence, mais comme un homme redouté par des puissances qui ont pour elles des armées, de l'or et, au dire de leur presse, l'opinion publique.

Et pourquoi cela ?

Je vais vous le dire.

Parce que je suis une voix qui crie : Action ! et l'état de l'Italie crie : action ; les meilleurs hommes de l'Italie réclament l'action, le peuple de ses villes soupire après l'action ;... la verge et le bonnet du silence à Naples nous poussent vers l'action. Les glorieux souvenirs de 48, la honte présente de ce peuple, à qui ses conducteurs consciellent de chercher un vain espoir d'amélioration dans les protocoles des conférences et dans les memorandum de ministres demi-libéraux, tout cela nous crie que notre devoir absolu est l'action.... Aussi longtemps que vous proposerez de guérir l'Italie par des calmants,... par l'immobilité et l'opportunisme, les âmes qui ont soif d'action se tourneront vers moi.... vers nous qui, lorsque le sud nous a demandé d'envoyer un navire à Ponza, avons trouvé les moyens pour le faire, tandis que vous vous contentiez de lui adresser quelques paroles de pitié ! Voulez-vous détruire mon influence fatale ? Eh bien ! agissez plus vite et mieux que moi. Tandis qu'abandonné de vous je ne puis travailler que sur une petite échelle, comme vous le dites, unissez-vous et travaillez sur une grande échelle ... N'êtes-vous pas aussi des Italiens ?... Remuez le Piémont jusqu'à ce qu'il s'éveille au

sentiment de son devoir. Donnez de l'argent et des fusils à vos frères du sud, du centre et du nord. »

Le roi répondit à ces paroles par une condamnation à mort, et le ministre Cavour déclara au parlement que « la monarchie existait en vertu de traités qu'elle respectait¹. » Les peuples ne devraient pas oublier que toutes les monarchies de l'Europe se fondent sur la même base, le respect pour des traités et des alliances contractés dans l'intérêt des despotes.

Cependant Mazzini, qu'aucun échec ne pouvait ébranler, continua tranquillement à renouer le fil brisé du parti national, et travailla par le moyen de sa vaste correspondance et de ses publications à italieniser le Piémont, afin de préparer la voie en vue d'une action future. Cavour, dans l'intention de contre-carrer « sa fatale influence », fonda une association sous le titre de « Société nationale », dont le but avoué était de se préparer à la guerre contre l'Autriche. Cette idée de guerre ramena la majorité des républicains à la monarchie, et le plan d'une alliance avec la France n'eut pas plus tôt transpiré que les modérés proclamèrent hautement Victor Emmanuel et Cavour les « unificateurs de l'Italie. »

Le peuple, toujours facilement trompé, accourut de toutes les provinces pour s'enrôler sous l'étendard royal, et les princes du centre se hâtèrent de nouveau de prendre la fuite.

¹ Les traités qui assuraient la Lombardie à l'Autriche, la Toscane à Léopold d'Autriche et Naples aux Bourbons.

Cavour avait deux buts en proposant la guerre contre l'Autriche : faire échec à Mazzini, dont l'influence risquait toujours de mettre le trône en danger, en poussant le peuple à livrer sa propre bataille sous la direction d'un chef républicain, et gagner pour son maître la riche province de la Lombardie, qu'il convoitait depuis longtemps¹.

Napoléon III, qui croyait utile de distraire son armée et son peuple par le déploiement d'une vaine gloire militaire, profita des dispositions de Cavour et, avec une avidité toute princière, cet Empereur plébéien exigea un traité secret par lequel Victor-Emmanuel céderait à la France, en échange de son alliance, les deux provinces limitrophes de Nice et de la Savoie. Si l'on jette un coup d'œil sur la carte de l'Italie, on verra que ce procédé ressemble assez à celui d'un propriétaire qui chasserait un volceur de son champ avec l'aide d'un bandit, et lui donnerait en échange les clefs de la porte de sa maison. Trois choses sont à remarquer à propos de ce traité : l'indifférence avec laquelle ce royal Esaü, Victor-Emmanuel, vendit son droit de naissance savoyard pour le potage de la Lombardie ; le fait que, selon l'usage dans les arrangements de la monarchie, on ne tint nul compte des sentiments et des désirs des populations qui passaient ainsi de main en main ; enfin la folie du peuple, qui, toujours trompé, salua Napoléon comme son ami

¹ Le lecteur n'a pas oublié le précédent créé par l'acte de fusion en 1848.

désintéressé et son « magnanimité allié. » En vain Mazzini, qui connaissait la vérité, essaya-t-il de rappeler les Italiens à leur bon sens en publiant, six mois avant que l'événement ne s'accomplit¹, les conditions secrètes du traité entre Cavour et Napoléon, dans lesquelles on stipulait le *prix qui serait payé* au « magnanimité allié » pour l'exécution d'une idée toute autre que celle du peuple italien. « Napoléon, écrivait-il, veut Nice et la Savoie pour lui, le trône de Naples pour Murat et celui du centre pour son cousin. *Cavour a accepté ces conditions*. Dans le cas où l'Autriche résisterait jusqu'au bout, ce plan s'accomplirait en entier. Si, au contraire, après les premières défaites, elle offre d'abandonner la Lombardie afin de s'assurer de Venise, *ils accepteront, et les conditions qui concernent l'agrandissement de la maison de Savoie seront seules remplies*; le reste de l'Italie sera abandonné à la vengeance de ses maîtres². »

Il prédit aussi « une paix brusque et ruineuse, fatale aux insurgés et qui serait conclue peu après le début de la guerre.... Louis Napoléon, par peur de voir les peuples se soulever si la guerre se prolonge, forcera la monarchie de Sardaigne à se retirer en lui accordant une certaine portion de territoire, suivant les circonstances, et en abandonnant les pro-

¹ Le 15 décembre 1858.

² Voyez son journal *Pensée et action* (*Pensiero e azione*). Teubner, Londres. Lausanne, Suisse.

*vinces vénitiennes trahies, et une partie de la Lombardie à l'Autriche*¹.

Cependant le peuple, ébloui par les proclamations de l'Empereur qui disait que « l'Italie serait libre des Alpes à la mer », oublia que ce même homme avait étranglé la liberté en France et que ses baïonnettes soutenaient le trône pourri du pape; il oublia le rôle que Victor-Emmanuel avait joué dans la trahison de Milan et la comédie de Novare; il oublia en un mot cette vérité brutalement exprimée par l'un des hommes les plus sages et les plus nobles du parti national², que « *celui qui voyage bras dessus, bras dessous, avec le diable n'arrivera jamais au Ciel.* »

Les volontaires continuèrent à se grouper autour de l'étendard royal, malgré les conseils de la presse modérée qui les engageait à ne pas *embarrasser le gouvernement*, attendu que les troupes régulières étaient plus que suffisantes pour délivrer l'Italie. Bien qu'on les décourageât de toutes manières, ils continuèrent à arriver, en sorte que le gouvernement se trouva bientôt *embarrassé* de 60 000 hommes, dont 4000 seulement furent acceptés de mauvaise grâce et placés sous les ordres de Garibaldi³.

¹ *Pensée et action.*

² *Quadrio.*

³ On choisit de préférence les jeunes gens les moins aptes au métier militaire; Garibaldi les surnomma « les Invalides ». Les autres furent expédiés dans des dépôts militaires lointains ou disséminés parmi les régiments en garnison. La raison de cette mesure

Tout le monde connaît les événements de cette guerre. Les troupes alliées remportèrent victoire sur victoire. La défaite de Solférino paralysa l'Autriche ; la Lombardie fut acquise à l'Italie, et tout portait à croire que, si la guerre se prolongeait, l'émancipation de l'Italie serait un fait accompli. Mais cette paix « brusque et ruineuse » que Mazzini avait prédite vint tromper les espérances du peuple. Elle fut encore plus fatale à l'honneur et à la sécurité du pays qu'il ne l'avait prévu. En effet, les propositions qui, d'après le traité secret, devaient être acceptées *dans le cas où l'Autriche les ferait*, furent imposées par l'Empereur des Français lui-même. « La paix est conclue entre l'Empereur d'Autriche et moi, » put dire « l'Allié magnanime » ; le roi ne fut pas même nommé dans l'arrangement. Les quatre forteresses qui séparaient la Lombardie vénitienne de la basse Lombardie furent laissées aux mains des Autrichiens. Venise leur échut aussi. Les ducs de Modène et de Toscane rentrèrent dans leurs droits ; Bologne fut rendue au pape et l'on parla de former une Confédération italienne qui aurait le pape à sa tête. Napoléon dans ses proclamations avait dit que le peuple italien serait « libre d'exprimer ses désirs légitimes. »

est facile à deviner. Ces jeunes volontaires représentaient l'élément révolutionnaire de leurs provinces. Bien organisés, ils auraient pu rendre de grands services en harcelant les derrières de l'armée autrichienne, qui se retira sans être inquiétée après la défaite de Magenta ; mais ils auraient pu aussi rallumer l'insurrection à la suite de la paix honteuse qui se conclut bientôt.

Bologne et la Toscane refusèrent d'accepter leurs anciens maîtres. Dans le premier moment de leur indignation, à la suite de cette paix honteuse, les populations penchèrent pour séparer le centre du reste de l'Italie. Plusieurs républicains sympathiques à cette idée se tournèrent vers Mazzini. Celui-ci prêchait plus que jamais le devoir d'unir les provinces au Piémont, ce qui lui valut l'accusation de « renier sa foi aux pieds du roi. » Les fédéralistes qui, heureusement pour l'Italie, étaient un parti aussi insignifiant que peu scrupuleux, déclarèrent que les écrits de Mazzini, en poussant le peuple à chercher l'unité de préférence à tout autre bien, avaient préparé la voie à ce culte servile de la monarchie, qui dégradait alors l'Italie. D'un autre côté, la presse monarchique affirmait que cette hostilité des républicains était l'œuvre de Mazzini et l'accusait de conspirer contre la monarchie. Insensible à la moquerie et aux calomnies, il continuait à prêcher l'unité comme la chose la plus nécessaire pour l'Italie, parce qu'une nation forte et unie est seule capable de s'affranchir d'une domination étrangère et de fonder la République si telle est la forme de gouvernement qu'elle choisit. Grâce à cet instinct de l'unité qu'il avait si puissamment éveillé chez le peuple, les projets de Louis Napoléon et des séparatistes échouèrent, et Bologne et la Toscane persistèrent à s'offrir au Piémont. Napoléon, qui poursuivait toujours l'idée de mettre son cousin sur le trône de Toscane, ordonna à Cavour de refuser ces offres. Le ministre obéit.

Cependant, les manifestations anti-françaises qui eurent lieu lors de la visite du cousin de l'Empereur furent si significatives que le plan dût être forcément abandonné.

Bologne et la Toscane commencèrent par être indépendantes, mais un peu plus tard le roi fut autorisé à accepter ce qui ne pouvait plus être évité et ces deux joyaux de sa couronne lui furent *imposés*, comme tout « le reste de sa grandeur. »

Toute l'énergie de Mazzini se porta alors sur la pensée d'*italianiser* la guerre. Il supplia tous les partis de mettre de côté les questions intérieures afin de poursuivre tous ensemble ce grand but. « Au nom de l'honneur de l'Italie, disait-il, « ne faisons qu'un. » Il adressa au roi une lettre magnifique, dans laquelle il lui disait que la guerre n'avait fait que commencer et il lui promettait s'il voulait se mettre à la tête de la nation pour unir l'Italie l'appui loyal des républicains. « Les partis disparaîtront ; disait-il, il ne restera plus en Italie que le peuple et vous. »

L'excitation produite par cette lettre fut telle qu'il devint impossible au roi de l'ignorer. La popularité de Cavour avait été ébranlée par cette paix ignominieuse, et le ministère Rattazzi qui lui succéda fut forcé de coqueter avec le parti de la guerre, de caresser Garibaldi et de feindre la sympathie pour le vœu populaire. Brofferio, le célèbre historien piémontais porta la lettre de Mazzini au roi. Celui-ci lui dit qu'il en avait déjà eu connaissance et que son désir était de voir « l'Italie exister à n'importe quel prix. » Il char-

gea Brofferio de demander une entrevue à Mazzini. Mazzini répondit qu'il vaudrait mieux parler clairement de part et d'autre avant de se rencontrer. Convaincu que la majorité désirait Victor-Emmanuel pour son roi, il s'inclinait devant la volonté nationale, et promettait au roi de l'aider de tout son pouvoir, si le roi s'engageait à se mettre à la tête du peuple pour conquérir les provinces encore en esclavage, et à ne pas remettre son épée dans le fourreau jusqu'au jour de la victoire. « Je ne puis pas accepter une unification progressive, disait-il, pas de compromis. Je ne veux pas me battre aujourd'hui pour les duchés, demain pour une autre province, puis attendre la mort du pape et renvoyer de deux ou trois ans la guerre d'émancipation pour Venise. Le fait d'aujourd'hui est la révolution du centre. C'est là qu'est le point d'appui du levier. Le roi doit faire cause commune avec le centre et s'unir à l'Italie ; sinon, il n'y a rien à faire. Ma proposition se fonde sur la conviction que le Piémont et la révolution italienne sont de force à mener cette entreprise. Soulever le sud est chose facile¹. Cela fait, avec l'armée de Naples, les troupes de Sicile, du Piémont, de la Lombardie et du centre, le roi se trouverait à la tête de 500,000 hommes et d'une marine, sans parler de l'enthousiasme que cette attitude du souverain exciterait parmi les populations. Si la monarchie n'a pas parmi ses partisans quelqu'un

¹ Quelques mois plus tard les faits prouvent la justesse de ce point de vue.

qui comprenne cela, alors toute action en commun est impossible, et chacun de nous agira de son côté; — l'entreprise du sud est aisée; sans avoir besoin de l'aide du Piémont, nous la conduirons nous-mêmes. »

Il ajoutait que, si le roi désirait vraiment l'unité, il devait intimer aux petits gouvernements du centre¹ l'ordre de cesser leurs persécutions contre les exilés italiens, et faire savoir à Garibaldi (directement ou indirectement) que, s'il passait les frontières fictives qui séparaient les États romains de Naples, il aurait l'approbation tacite du gouvernement et son appui positif dans le cas où l'Autriche interviendrait. Si le roi acceptait loyalement ces propositions, Mazzini lui promettait le secret absolu.

« Aussitôt que Garibaldi aura atteint les Abruzzes, ajoutait-il, l'insurrection de Naples éclatera; cette province s'offrira alors au Piémont (à moins que le parti national ne lui donne des instructions opposées) et le roi devra accepter immédiatement. Le Piémont aura ainsi conquis toute l'Italie et le roi deviendra

¹ Les gouvernements provisoires organisés dans les duchés, le centre et quelques parties des états du pape qui s'offraient à la couronne de Piémont. Dans ce nombre se trouvait la dictature de Cipriani (bonapartiste) à Bologne, à laquelle succéda celle de Farini qui s'étendit sur les Romagnes, Modène et Parme, et celle de Ricasoli en Toscane. Ces deux derniers étaient des créatures du roi de Piémont et gouvernèrent dans son intérêt jusqu'à ce que le roi, qui était lui-même sous la dépendance de Louis-Napoléon, reçut la permission de céder au vœu des populations et de s'annexer ces provinces.

l'homme du siècle. Si le roi accepte ces propositions nous pouvons conclure de suite, sinon toute entrevue est inutile, et je suis absolument décidé à maintenir mon indépendance. »

Celui qui parlait ainsi était sous le coup d'une sentence de mort et forcé de se cacher dans les états du roi auquel il faisait de pareilles conditions. Pendant que Victor-Emmanuel hésitait et n'avait pas le courage d'agir, Cavour revint aux affaires et commença à comploter avec Bomba de Naples et le « magnanime allié » cette division de l'Italie en trois royaumes dont nous avons parlé plus haut. Les négociations avec Mazzini furent abandonnées. Le sentiment populaire en faveur de la guerre était cependant si fort que le gouvernement n'osa pas donner l'ordre de licencier les brigades de Garibaldi. Mazzini, sachant qu'il n'y avait plus rien à attendre du roi, essaya d'arriver à une entente avec le général patriote. Nous ne raconterons pas les détails de ces pourparlers qui ne purent aboutir, mais, ceux qui en ont eu connaissance savent jusqu'à quelle hauteur s'éleva le désintéressement, le dévouement et la grandeur d'âme de Mazzini, dans des circonstances où son cœur dut cruellement souffrir. Indifférent à tout ce qui lui était personnel, il supporta sans se plaindre les persécutions des uns, les trahisons des autres et l'ingratitude du peuple. Une expression de tristesse plus profonde sur son visage et dans son sourire furent les seuls signes qui révélèrent à ses amis les souffrances de son âme.

Garibaldi, qui avait d'abord refusé de se joindre

au mouvement du sud qu'il appelait un « rêve mazzinien », apprenant que Rosalino Pilo et Quadrio, deux républicains dévoués, allaient agir en Sicile d'après le plan de Mazzini, promit à Pilo de le rejoindre à Palerme s'il tenait au moins huit jours. Le jeune patriote partit avec quelques milliers de francs, et des armes que Mazzini lui avait fournies. Retardé par le mauvais temps, il n'arriva à Palerme que le 11 au lieu du 3 avril. Le soulèvement qui avait eu lieu au jour fixé était déjà réprimé dans la ville, mais le peuple des campagnes tenait encore. Rosalino Pilo se mit à sa tête, réveilla l'enthousiasme des populations, battit les troupes royales en plusieurs rencontres, et soutint l'insurrection, non pas huit jours seulement, mais six semaines. Blessé mortellement, il expira le sourire sur les lèvres en apprenant que Garibaldi venait d'aborder en Sicile.

CHAPITRE VI

RÉVOLUTION NAPOLITAINE. INTRIGUES ROYALES.

APPEL EN FAVEUR DE VENISE. NOUVELLES INTRIGUES ROYALES. GUERRE AVEC L'AUTRICHE.
MENTANA. LETTRES DE MAZZINI. TRAHISON. GAËTE.
MORT DE MAZZINI.

Cavour et les modérés avaient ouvertement blâmé l'insurrection de Sicile. Ils avaient tenté de s'opposer au départ de Garibaldi qui se rendait auprès de Rosalino Pilo, et lorsque le général et ses « mille » eurent débarqué en Sicile ils firent tous les efforts possibles pour obtenir de lui la promesse de ne pas se rendre à Naples. Mais les circonstances furent les plus fortes. Après une série de victoires en Sicile, Garibaldi se dirigea sur Naples, le roi Bomba s'enfuit à son approche et le général entra dans la capitale du sud aux acclamations de la population. Les modérés changèrent alors de tactique et cherchèrent à faire croire que ce mouvement avait été secrètement préparé par Cavour¹.

¹ Garibaldi affirme dans des lettres qui furent publiées plus tard que, non seulement il ne reçut aucun secours du parti monarchi-

Des agents furent envoyés à Naples pour préparer l'annexion de ce royaume à la couronne de Piémont.

Pendant ce temps, Mazzini, qui continuait à demeurer secrètement en Italie, travaillait sans relâche à procurer des armes, des munitions et des hommes à la Révolution. Son amour embrassait toute l'Italie ; il ne songeait pas seulement à Naples, mais à Venise, au Trentin et aux états du pape. Dans la pensée que l'enthousiasme des populations, exitées par le prestige de Garibaldi, suffirait pour assurer la liberté du sud, il songea à employer les forces qu'il venait de préparer, conjointement avec le comité de la guerre à Gênes, du côté des états du pape. Ce plan fut entravé, et trois fois il dut, à contre cœur, diriger ses hommes et son matériel vers le sud, soit par suite des objections du gouvernement, soit pour céder à l'entraînement des volontaires, qui préféraient se joindre au héros populaire plutôt que de tenter un nouveau mouvement sans lui. Les 20 000 hommes que Mazzini avait réunis, « seul, sans le secours du gouvernement mais en faisant appel au patriotisme des hommes et des femmes de l'Italie, furent envoyés à Garibaldi. » Alors, pour la quatrième fois, il recommença ses efforts et équipa un corps de 8000 hommes qu'il comptait jeter sur les

que, mais que celui-ci mit tous les obstacles possibles sur sa route. Voyez sa *lettre aux électeurs de Sardaigne* (*Unità Italiana*, n° 10, 1869), qui contient des accusations explicites et terribles contre les ministres du roi. Celui-ci n'est pas nommé, mais il y a un proverbe italien qui dit : « Celui qui n'ose pas frapper le cheval tape sur la selle. »

états romains si le peuple, bien que sans armes, était prêt à se soulever pour seconder ce mouvement.

Garibaldi, que les Napolitains enthousiastes avaient proclamé dictateur, approuva ce plan, et, sur la promesse faite par les chefs militaires que le drapeau républicain ne serait pas mis en avant, les hommes influents du parti modéré, les autorités de Toscane et de Gênes, le ministre de l'intérieur et le roi lui-même s'y rallierent. Le succès paraissait certain, car il était peu probable que les troupes du général Lamoricière, fort mal organisées, fussent de force à résister. Une fois la victoire gagnée et le pape en fuite, comme on pouvait le supposer, on aurait laissé aux Romains le soin de défendre leur liberté, et Garibaldi, à la tête de ses volontaires, se serait jeté sur Venise.

Le roi avait consenti à tout, puis, deux heures plus tard, il envoya aux chefs militaires et aux autorités une lettre, qui devait être *montrée et non pas livrée*, par laquelle il s'opposait au mouvement. Le gouverneur de Toscane¹, qui avait autorisé le recrutement des volontaires et leur école aux environs de Florence, s'opposa subitement à leur départ et, dirigeant le canon des troupes royales contre eux, les força de s'embarquer pour Naples. Le roi qui voyait qu'en effet après les succès de Garibaldi il était impossible d'arrêter le mouvement populaire, se décida simplement à le faire tourner à son profit et envoya ses généraux Médici, Bixio et Cosenz pour prendre la direction de la

¹ Ricasoli.

guerre. Comme Mazzini le déclara une fois publiquement, la politique de Victor-Emmanuel consistait à « empêcher les *mouvements* populaires, mais à profiter de chaque *victoire* du peuple pour agrandir ses états. » Ricasoli chercha à se justifier en disant que d'après des renseignements qu'il avait reçu le but réel de Mazzini en armant les volontaires n'était pas de délivrer les états romains, mais de faire une révolution en faveur de la République. « Agissons, écrivait Mazzini dans une lettre adressée aux monarchistes. De quoi donc avez-vous peur? de la République? Non; nous vous avons dit que lors même que nous croirions de notre devoir de conspirer pour la République nous ne le ferions pas sans vous prévenir loyalement de nos intentions. De notre ambition personnelle? Non; vous savez bien que lorsque l'unité de l'Italie sera faite, fût-ce par la monarchie, nous retournerons volontairement en exil. De nous voir réclamer notre part de gloire? Non; vous savez bien que nous avons toujours travaillé dans l'ombre sans même faire connaître nos noms.... Mais si vous persistez à recevoir des ordres de Louis-Napoléon, alors sachez quelle est notre résolution.

« Nous ne céderons jamais. Nous sommes forts et résolus. Le sentiment du peuple est pour nous. Si vous nous écrasez dans un lieu, nous nous relèverons dans un autre. Nous voulons l'unité de l'Italie. Voulez-vous la faire? Si oui, nous sommes avec vous; si non, nous serons avec l'Italie. Telle est notre suprême résolution. Vous pouvez saisir nos écrits; vous serez assez lâches

de l'heure...!

pour saisir *celui-ci*. Alors nous enseignerons au peuple son devoir par la presse clandestine. Vous pouvez nous jeter en prison; d'autres prendront notre place. Lorsque les temps sont mûrs pour l'accomplissement d'une mission, Dieu fait sortir de la prison ou de la tombe d'un chef un autre chef plus puissant que le premier. Nous aurons notre pays! Vous ne pourrez jamais empêcher ce qui est voulu de Dieu et du peuple. »

*abol
à Cava*

Le mouvement insurrectionnel qui avait éclaté dans les États romains et les cruautés commises à Pérugia et ailleurs par les troupes de Lamoricière excitérent une agitation telle que le roi en fut alarmé. Garibaldi céda aux cris des populations trahies et il fit une proclamation dans laquelle il annonçait son intention de marcher sur Rome. Le gouvernement comprit la nécessité d'agir. Il n'y avait plus à hésiter. Le roi devait s'emparer lui-même des provinces insurgées ou les voir délivrées par le peuple. La presse modérée saisit cette occasion de louer les tendances italiennes du roi, pendant que celui-ci, à l'exemple de son père (en 48), informait les têtes couronnées de l'Europe de ses véritables intentions. Les journaux européens rivalisèrent avec les modérés Italiens dans l'expression de leur admiration pour cette courageuse « Épée de l'Italie, » dont le courage n'était que de la peur. « Si nous ne sommes pas dans les États catholiques avant Garibaldi, disait Cavour au ministre français (Talleyrand), nous sommes perdus. La révolution envahira le centre de l'Italie, nous sommes

l'heure...!

force d'agir¹. » La circulaire du ministre français (Thouvenel) déclare que « Signor Farini a expliqué à l'Empereur (à Chambéry) la position extrêmement dangereuse et embarrassante dans laquelle le triomphe de la révolution risquait de placer le gouvernement de Sa Majesté de Sardaigne. Garibaldi est sur le point de traverser librement les États romains en soulevant les populations sur son passage, et, aussitôt qu'il aurait passé la frontière, il deviendrait impossible d'empêcher une attaque sur Venise, (le plan de Mazzini). Il ne reste plus qu'un moyen à employer pour le cabinet de Turin, c'est d'entrer dans la Marche et l'Umbria, aussitôt que l'arrivée de Garibaldi aura occasionné du trouble, de rétablir l'ordre sans toucher à l'autorité du pape, et, si l'occasion s'en présente, de livrer bataille à la révolution sur le terrain napolitain, puis de réunir immédiatement un congrès qui fixera la situation de l'Italie². »

Mazzini, qui savait ces choses, écrivit à cette époque à Garibaldi : « Si vous n'êtes pas en route pour Rome et Venise avant trois semaines, votre initiative sera inutile³. Il quitta la Toscane et se rendit en toute

¹ Dépêche du 10 septembre 1860. Documents de la collection française officielle (Paris).

² Circulaire Thouvenel, 18 octobre 1860. Documents de la collection officielle (Paris).

³ Il est bon d'ajouter ici que plusieurs patriotes italiens bien connus (Madrio, Cattaneo, Saffi, Bertani, etc.) essayèrent vainement de décider Garibaldi à poursuivre l'entreprise nationale ou bien de tout laisser entre les mains des monarchistes. Peut-être

hâte à Naples, mais ses efforts furent vains. Garibaldi ne pouvait plus rien faire. Il était déjà circonvenu par le parti du roi qui excitait les populations ignorantes contre Mazzini, appelant son plan pour la délivrance de Rome un trompe-l'œil, et disant que son but secret était de renverser le dictateur et d'établir la République, ce qui amènerait l'intervention des puissances, le rétablissement de Bomba sur le trône, etc., etc.

Un des membres distingués du parti monarchique¹, fort aimé des Napolitains parce qu'il s'était autrefois révolté contre le tyran détroné, usa d'un moyen d'attaque plus méprisable encore. Il écrivit une lettre à Mazzini par l'entremise de la presse, dans laquelle il l'assurait qu'il ne l'accusait d'aucune intention lâcheuse, mais que son nom étant intimement lié à l'idée de la République sa seule présence au milieu d'eux était une source d'anarchie et de danger. Il le suppliait de prouver son patriotisme en retournant volontairement en exil pour le bien de son pays. La bassesse du procédé consistait surtout dans le fait que, bien que cette lettre s'adressât à Mazzini, elle était en réalité un appel aux autorités pour les engager à le chasser de l'Italie. Le décret qui, dans tous les états, condamnait Mazzini à mort n'avait jamais été révoqué et ce n'est que par le fait de la chute du

aurait-il cédé à leurs conseils si, pour une raison ou une autre, il n'avait pas toujours objecté à agir d'accord avec Mazzini. « J'agirai seul, je ne veux pas voir Mazzini, » disait-il encore en 1869 à un jeune patriote piémontais, l'un des nombreux messagers qui vinrent lui proposer une entrevue.

¹ Giorgio Pallavicini.

roi de Naples qu'il pouvait circuler ouvertement dans cette partie de son pays. Il répondit néanmoins à Pallavicini qu'il ne quitterait pas Naples, ajoutant : « J'ai fait le plus grand sacrifice que je pus faire lorsque, par amour pour l'unité et la concorde, j'ai renoncé à prêcher ma propre foi et j'ai accepté la monarchie, non par respect pour le roi et ses ministres, mais par soumission à la volonté de la majorité, quelque trompée qu'elle fût. Je me suis déclaré prêt à donner mon concours à la monarchie aussi longtemps qu'elle travaillerait à fonder l'unité italienne, ajoutant que, si jamais ma conscience me poussait à lever de nouveau notre vieille bannière, je déclarerai franchement et publiquement mes intentions à mes ennemis comme à mes amis. Je ne ferai pas volontairement d'autre sacrifice. Si des hommes honnêtes, comme vous, croient à ma parole, leur devoir est de chercher à convaincre, non pas moi, mais mes ennemis, et de leur montrer que leur propre intolérance est la seule cause d'anarchie. S'ils ne croient pas un homme qui, pendant trente ans, n'a désiré que le bien de son pays, qui le premier a appris à ceux qui l'accusent aujourd'hui à prononcer le nom d'unité et n'a jamais menti à âme qui vive, la faute en retombera sur eux¹. »

Après avoir répondu ainsi à Pallavicini, il continua

¹ Quelques mois plus tard il reçut une adresse pleine de dignité et de respect de la part de ses compatriotes de Gênes. Il leur répondit de son lit de malade, les suppliant de mettre de côté toute question personnelle pour ne penser qu'à leur pays; de le rendre libre et digne de remplir le rôle auquel il le croyait appelé

tranquillement sa course faisant son devoir et se fiant à Dieu pour le reste. Sur les murs de la ville il pouvait lire ces mots : mort à Mazzini! mais rien ne le troublait. Son cœur ne contenait aucune amertume à l'égard du peuple, car il ne le rendait pas responsable de son inconsciente injustice. Il continuait à prêcher que Naples étant libre et forte devait aider les autres provinces à s'affranchir, que Garibaldi, ce chef choisi par le peuple, devait marcher sur Rome pour proclamer la liberté religieuse au foyer même du despotisme religieux. Son génie et son éloquence produisirent leur effet habituel. Quelques Italiens furent frappés de ces vérités ; des journaux se fondèrent pour soutenir ses idées et sa chambre était remplie la nuit de volontaires désireux de servir la cause. Si Garibaldi avait su profiter alors de l'enthousiasme du peuple et de sa confiance en lui pour marcher sur Rome, l'unité eût été faite ; mais il trompa les espérances des patriotes les plus éclairés et retarda l'avènement de la liberté religieuse en Italie pour un temps indéfini, en offrant au roi Victor-Emmanuel les provinces napolitaines ; après quoi il se retira dans l'île de Caprera. On peut se demander si le soldat victorieux avait le droit de disposer ainsi d'une province qui était une partie intégrante de l'Italie et si son devoir n'eût pas été de défendre sa liberté jusqu'au jour où le pays tout entier serait maître de ses destinées. Les admirateurs

dans l'avenir. « Dieu, disait-il, vous a chargés de la grande mission de créer l'Europe des nationalités. Que je meure en exil et que mon nom s'efface de vos coeurs pourvu qu'en quittant ce monde je vous voie marcher vers le but. »

de Garibaldi ont dit pour son excuse que Victor-Emmanuel lui aurait secrètement promis de conduire lui-même l'armée à Rome ; mais, comment croire qu'il eût oublié le passé au point de se fier à de telles promesses. Mazzini, voyant que tout espoir était perdu pour le moment, partit avant l'entrée du roi dans Naples.

Les instincts du peuple italien sont éminemment nobles et vrais ; leur réponse héroïque à Mazzini pendant les deux mois de la République romaine en font foi. Mais il avait été corrompu par de longues années de servitude, et l'aurore de la liberté le trouva faible et incertain comme le prisonnier qui sort de ses chaînes. Il se laissait facilement entraîner à se fier à tout ce qui avait une apparence de force et à se reposer sur les autres pour l'accomplissement de son devoir. Bien que les dix-sept années de propagande de la JEUNE ITALIE eussent produit le magnifique élan de sentiment national de 1848, il avait été plus facile d'éveiller chez le peuple l'instinct de l'unité que de lui inspirer assez de persévérance pour conquérir lui-même sa liberté. Néanmoins, comme le temps passait et qu'il devenait de plus en plus clair que Victor-Emmanuel n'avait pas l'intention de remplir sa mission nationale, les Italiens commencèrent à comprendre qu'ils avaient été de nouveau trompés par les princes, et ils se souvinrent de celui qui leur avait dit de ne mettre leur confiance qu'en « Dieu et le peuple. » Des démonstrations et des émeutes recommencèrent dans les principales villes de l'Italie (1861) et Turin, la capitale du royaume de Victor-Emmanuel, prit une attitude si menaçante que le

parlement effrayé adopta un vote qui décrétait que Rome deviendrait la capitale de l'Italie. Aucune mesure ne fut cependant prise pour mettre ce vote à exécution ; les ministres se contentèrent de dire qu'ils se rendraient à Rome avec le consentement de Louis Napoléon. L'excitation populaire ne fut apaisée que pour peu de temps. Garibaldi, poussé par ses vieux compagnons d'armes, quitta Caprera au commencement de l'année 1862, et prépara un corps de volontaires napolitains, dans l'intention de tenter cette expédition sur Rome, qu'il eût pu accomplir victorieusement alors qu'il était à la tête de toutes les forces militaires, de la marine et des ressources financières du royaume de Naples.

Mazzini, qui pensait bien que le roi ne permettrait pas à Garibaldi de le compromettre aux yeux de Louis Napoléon, en préparant dans ses possessions une expédition contre le pape, penchait plutôt pour une tentative sur Venise. Dans l'espoir d'amener le général à adopter ce plan, il renouvela l'offre désintéressée qu'il lui avait faite en 1859. Un de ses amis fut chargé de lui exposer ses idées. Naples appartenant à Victor-Emmanuel, il ne permettrait certainement pas d'y faire aucun préparatif révolutionnaire. Venise au contraire était à l'Autriche, et le roi serait impuissant pour empêcher la révolution vénitienne. « Laissez-nous commencer l'insurrection en faveur de Venise, disait-il ; donnez-nous l'appui de votre approbation, ou tout au moins ne nous affaiblissez pas en prêchant l'entreprise romaine pour le moment. Si nous réuss-

sissons, vous vous joindrez à nous comme vous l'avez fait pour le mouvement en Sicile, et le prestige de votre nom transformera notre insurrection en un mouvement national. Vous serez le maître à Venise comme vous l'avez été dans le Sud et nous nous contenterons d'être de simples soldats dans vos rangs. Si nous échouons, votre nom et votre autorité ne seront pas compromis; je prendrai sur moi toute la responsabilité de l'idée et le discrédit qui pourra suivre l'échec, comme je l'ai fait tant d'autres fois. »

Garibaldi persista cependant dans son plan sur Rome et Victor-Emmanuel lui fit savoir par lettre autographe, dit-on, que bien qu'il n'osât pas lui-même risquer d'offenser les souverains catholiques de l'Europe en renversant le pouvoir temporel du pape, il fermerait volontiers les yeux si quelqu'un d'autre s'en chargeait. Garibaldi, oublicieux du passé, se laissa tromper à tel point que, lorsque les troupes royales envoyées pour lui barrer le passage furent en vue, il défendit à ses soldats de tirer, croyant qu'elles venaient en amis. Le chef des troupes, qui connaissait bien l'esprit de son maître, ordonna de faire feu au moment où Garibaldi s'avancait pour parlementer. Le général blessé et prisonnier fut transporté dans la forteresse de Varignano et le roi éleva l'officier qui avait commis le crime au grade de général. La fureur du peuple s'exhala comme toujours en vaines démonstrations. Ces mouvements sans entente et sans organisation, qui amenèrent une effusion de sang inutile, furent arrêtés par des charges de cavalerie

dans les rues et un grand déploiement de forces militaires. Lorsque la terreur eut fait son œuvre, on joua la comédie de l'amnistie dont Mazzini fut exclu bien entendu. Comme Garrison l'a dit : « Si quelqu'un pouvait regarder Mazzini comme un visionnaire et un faiseur de théories, ce n'était certes pas les despotes de l'Europe qui l'accusaient de pousser ou de participer à toutes les conspirations, qui le frappaient d'extradition, le pourchassaient d'un royaume dans l'autre, le condamnaient perpétuellement à l'exil et soudoyaient des espions pour surveiller chacun de ses pas. »

L'insurrection de la Pologne, en 1863, offrit à Mazzini une nouvelle occasion d'engager ses compatriotes à remplir leur devoir en attaquant l'Usurpateur autrichien dans Venise, ce qui pouvait aider la cause des insurgés. Selon son principe, que « la base de toute religion est la communion de l'humanité dans le droit et la justice », il lutta pour pousser les Italiens à un acte d'intervention pour le bien, au lieu de cette éternelle intervention pour le mal qui a toujours fait partie du système monarchique. « Le programme des mauvais gouvernements qui pèsent comme un cauchemar sur l'âme des nations c'est dit-il, « l'alliance pour opprimer. Que le nôtre soit l'alliance pour émanciper. » La monarchie prussienne intervient en faveur du tzarisme Russe; aucun gouvernement ne veut intervenir en faveur de la Pologne. Et il ajoutait prophétiquement : « C'est peut-être parce que l'Empire français veut saisir

maintenant cette occasion longtemps cherchée d'une contestation avec la Prusse, afin d'usurper les provinces Rhénanes, comme il a usurpé Nice et la Savoie : — après quoi il se retirera de la lutte en promettant à la Pologne quelques réformes. Les gouvernements d'aujourd'hui sont athées, pas un seul d'entre eux ne refusera de tendre la main à l'ambassadeur du tsar. A ce cri qui s'élève autour de nous : Caïn, Caïn, qu'as-tu fait de ton frère, ils répondent comme le premier criminel : « Sommes-nous les gardiens de notre frère? Malheur à la Pologne si elle se fie à eux! Mais nous, Italiens, qui partageons la foi pour laquelle la Pologne se bat, nous pour qui la nationalité n'est pas un simple fait, mais un principe sacré, nous dont le salut dépend du triomphe de ce principe en Europe, nous qui avons vus des Polonais se battre dans nos rangs pour notre cause, nous qui sommes 20 000 000 qui possédons une armée, des ressources, une forte position stratégique, ne ferons-nous pas autre chose pour la Pologne que de lui envoyer l'expression de notre stérile admiration et quelques milliers de francs pour venir en aide à des exilés qui seront probablement arrêtés bien avant d'atteindre nos frontières? Je vous pose ces questions avec un cœur ému.

A Venise! A Venise! 100 000 Autrichiens y violent un territoire qui nous appartient, une terre qui recouvre un volcan de haine et de vengeance populaires. Les régiments qui forment cette troupe de 100 000 hommes, sont pleins de Hongrois et de

Polonais qui sont prêts à vous suivre, si seulement vous poussez ce cri qu'ils nous ont enseigné : Pour votre liberté et pour la nôtre.

Bien qu'aucune réponse immédiate ne suivît cet appel, les protestations des Italiens contre le démembrement de leur pays et contre l'insolente occupation de leur capitale par Louis-Napoléon, sous le nom du pape, ne cessèrent pas. Il fallait trouver un nouveau moyen de calmer ces élans populaires. En conséquence, au mois de novembre de cette même année, Mazzini reçut du roi un message dont le sens était celui-ci :

« Le roi ne pouvait pas comprendre nos conspirations incessantes, ni la divergence de vues qui existait entre le gouvernement et le parti de l'action sur des sujets où leur intérêt était le même. Le roi désirait Venise autant qu'eux; il avait foi dans leur sincérité et dans la loyauté de leurs intentions. Pourquoi donc ne pas former un tout compact et poursuivre notre but commun? »

Mazzini savait parfaitement que, pour conquérir Venise, il ne faudrait pas moins de toutes les forces de la nation et de l'action réunie de l'armée, de l'insurrection et des volontaires. Arracher le territoire italien à l'usurpateur, sous n'importe quel drapeau, tel était le but, et il aurait considéré comme coupable de mêler la question républicaine à la question nationale de l'émancipation de Venise. Il déclara cependant au roi que la conquête de Venise devait être faite de manière à éveiller l'Italie au sentiment

de sa propre dignité; l'armée devrait donc être secondée par l'initiative populaire, par les volontaires sous la direction de Garibaldi, etc. Lui-même (Mazzini) ne voulait être lié par aucun contrat et disait au roi : « Il y a plus d'un an, après Aspromonte, j'ai déclaré publiquement que je reprenais mon indépendance et qu'à l'avenir je n'obéirais qu'aux ordres de ma conscience, considérant cette décision comme un devoir vis-à-vis de moi-même et du parti libéral. J'ai dit aussi que je n'aurais jamais confiance dans celui qui suivrait les inspirations de l'empereur des Français, car je prévoyais que, dans le cas où Louis-Napoléon deviendrait favorable à l'Autriche, la disposition guerrière du gouvernement serait aussitôt glacée par un télégramme de Paris. La politique nationale ne devait pas être sujette à de telles variations, en sorte que je croyais plus sage de n'entrer dans aucun arrangement. En outre, dans quel but passer un contrat ? On savait bien que je considérais l'union de toutes les forces du pays comme indispensable à la réussite de l'entreprise. On savait bien que je ne songeais pas à lever le drapeau républicain à Venise. On savait bien que, si par conscience et dignité, notre parti refusait de se joindre au cri de *Victor Emmanuel* et se bornait à celui de *guerre à l'Autriche, secours à nos frères*, — cependant nous laisserions le choix du programme aux Vénitiens qui, ayant besoin de l'armée, réclameraient certainement la monarchie.

« Si le roi désire Venise autant que nous, pourquoi

ne nous a-t-il pas laissés libres d'agir, en se préparant lui-même à saisir l'occasion que nous n'aurions pas manqué de lui donner ? Le système qu'indiquaient les circonstances était bien simple : *Laisser les Vénitiens prendre eux-mêmes l'initiative et commencer une insurrection à laquelle le peuple et les volontaires répondraient, ce qui motiverait l'intervention du gouvernement*. Le roi faisait savoir aux Vénitiens par l'entremise de ses agents qu'il agirait dans le même esprit que nous, adoucirait l'action du gouvernement à notre égard, cesserait d'envoyer des cordons aux frontières et de saisir nos armes, qu'il tiendrait l'armée et la marine prêtes à tout événement.

« De notre côté nous agirions avec la plus grande prudence, mais le roi devait bannir de son esprit toute idée d'intervention française en Italie, et toute intention d'appuyer la France dans le cas d'une tentative du côté du Rhin. Il laisserait Garibaldi agir librement à la tête de ses volontaires et comprendrait enfin qu'une entreprise nationale ne peut être que mal dirigée par un ministère discrédiété aux yeux du pays et hostile à notre parti. Je ne raconterai pas tous les détails des pourparlers qui eurent lieu. Il me répugne de révéler les paroles ou les desseins des autres, quels qu'ils soient. J'affirme néanmoins, et si quelqu'un peut me contredire, qu'il le fasse, que jamais aucune lettre de moi n'a contenu une syllabe qui ne fût pas d'accord avec cette lettre du 15 novembre.

« J'ai conservé mon indépendance au point de

R
rejecter certaines offres conditionnelles de secours pé-
cuniaires, disant qu'une aide de cette espèce établit
un lien entre celui qui donne et celui qui reçoit, et je
demandai que cette bonne volonté fût reportée sur les
Polonais et les Hongrois du parti libéral.

« Le 25 janvier 1864, fatigué des hésitations con-
tinuelles contre lesquelles je me heurtais et désireux
de parler franchement, je dis : le langage du gouver-
nement et des circulaires ministérielles est lâche et
plein d'artifice, bien plus fatal à la monarchie qu'à
nous-mêmes. Nous sommes prêts à faire effort sur
effort, mais, si l'on nous met dans l'impossibilité
d'agir, je reprendrai mon apostolat républicain. — Je
répétais encore une fois que la première chose à faire,
c'était de donner le *mot d'ordre* pour l'action à Venise,
et de déclarer aux gouvernements étrangers, comme
Charles-Albert l'avait fait en 1848, que le gouver-
nement était *forcé* d'agir.

« Lorsque j'appris la saisie d'armes faite à Brescia
et à Milan, je déclarai que je ne comptais me laisser
mystifier ni par les princes, ni par qui que ce fût; je
demandai que ces armes fussent rendues ou rem-
placées, que Spaventa¹ fût mis à la retraite, afin que
nous eussions quelque sécurité pour l'avenir, faute
de quoi je considérerais que les intentions du roi nous
étaient évidemment hostiles et je cesserais tout rap-
port avec le gouvernement.

« Enfin le 25 mai j'écrivis :

¹ Le ministre qui avait saisi les armes des volontaires.

« Il est clair que nous ne pouvons pas nous en-
tendre. On a commencé par me dire qu'il n'était pas
possible de prendre une initiative *extérieure*. J'ai ré-
pondu qu'il s'agissait d'une initiative *intérieure*. On
m'a dit ensuite qu'un mouvement *antérieur* en Galli-
cie était indispensable. J'ai répondu que, bien qu'op-
posé à ce changement de plan et de langage de la
part de nos alliés, je tâcherais cependant d'arranger
la chose.

« Maintenant on demande un mouvement en Hon-
grie, demain ce sera en Bohême, et l'on finira par
exiger la dissolution de l'empire d'Autriche avant de
l'attaquer.

« En attendant, dans un an, la Pologne sera égor-
gée, le mouvement en Galicie ne sera plus possible,
la question danoise sera vidée et la Hongrie tombera
aux mains du parti de la conciliation¹.

« Cette politique n'est pas italienne, c'est la poli-
tique de la peur, indigne d'un peuple qui compte
20 millions d'âmes et qui possède une *armée* de
400 000 hommes. On ne doit pas traiter des ques-
tions aussi vitales sans fixer une limite de temps. On
me dit : *ces choses ne pourront se faire qu'au mo-
ment opportun*, mais c'est précisément parce que je
trouve le moment opportun que je voudrais le saisir.

¹ Dans une note ajoutée à la publication de cette lettre Mazzini
dit : « Toutes ces prédictions ne se sont que trop réalisées et le
rouge de la honte monte à mon front lorsque je pense à toutes les
occasions favorables que l'Italie a laissé échapper et à toutes les
promesses faites et violées à l'égard de la malheureuse Pologne. »

TR

Vous auriez dû me dire pourquoi le moment est inopportun ou me prévenir que vous ne comptiez agir qu'à *telle ou telle époque*. Mais affirmer que *lors même que les Vénitiens se soulèveraient, nous ne pourrions pas les aider*, c'est à peu près avouer que le gouvernement est décidé à prendre parti pour l'Autriche. »

Cette lettre, qui fut publiée dans les journaux italiens, se termine par ces mots : « Je renonce donc à toute entente. Je reste libre, ne relevant plus que de ma conscience. Sur ce terrain les rois et les citoyens sont égaux. »

Malgré le don qui lui avait été fait du riche royaume de Naples, le roi n'eut pas le courage de faire son devoir. Il resta l'humble vassal de la France, et en 1864 il fit une convention avec Louis-Napoléon, d'après laquelle l'empereur devait retirer avant deux ans ses troupes de Rome, à la condition que Victor-Emmanuel se chargeât de maintenir le pape sur son trône, contre la volonté du peuple romain, et payât à l'empereur une forte somme d'argent pour l'indemniser des frais de l'occupation de Rome pendant ces treize années. Cette partie de la convention fut publiée, car on pensait que le peuple l'accepterait, dans sa joie d'être délivré de l'occupation française. D'autre part, pour répondre au cri de « Rome capitale », un article stipulait que Florence serait élevée à cette dignité. Le roi et « l'allié magnanime » pensaient que cet avantage matériel engagerait l'Italie centrale à reconnaître les droits imaginaires du prêtre-roi.

Mais la convention contenait un protocole secret¹ qui cérait à la France une grande partie du Piémont et garantissait les droits monstrueux que l'Autriche avait usurpés sur Venise en 1815.

Le succès de l'intrigue monarchique eût été complet sans la vigilance incessante de Mazzini, qui eut connaissance du protocole secret et publia son contenu. L'indignation fut telle que le ministre qui avait signé la convention (un renégat de la *Jeune Italie*, nommé Visconti Venosta), jugea prudent de s'en tirer au moyen d'un mensonge, méthode généralement employée par la diplomatie dans les cas difficiles. Il déclara solennellement à la Chambre que l'affirmation de Mazzini était fausse, et la presse monarchique se donna le mot pour répéter ce mensonge et entasser des calomnies sur la tête du vénérable exilé qui avait « osé dire la vérité à la barbe du diable ».

Après cette trahison volontaire de la part du roi, Mazzini sentit que le moment était venu de reprendre

¹ Par cette clause, Victor-Emmanuel s'engageait, non seulement à s'abstenir de toute tentative pour s'emparer de Venise, mais encore à agir énergiquement pour empêcher le « parti de l'action » de le faire. Il était de plus convenu que si par la force des choses (l'action du peuple) Victor-Emmanuel se trouvait dans l'impossibilité de tenir les engagements de ce traité frauduleux et que Rome et Venise revinssent à l'Italie, cela donnerait lieu à une *rectification des frontières françaises* qui attribuerait à la France toute la partie du Piémont située entre Savone, sur la côte de Ligurie, et la rivière Sesia. Un coup d'œil sur la carte montrera que cet arrangement cérait à la France tous les passages des Apennins de Savone à Acqui et jusqu'au passage des Alpes du petit Saint-Bernard.

la ligne de conduite qu'il considérait être son devoir, et de lever de nouveau le drapeau républicain. Selon la promesse qu'il avait faite, il annonça publiquement ses intentions par ces mots : « Le plébiscite, le gouvernement, le parlement et le pays se sont tous engagés à faire de l'Italie une seule nation, avec Rome pour capitale. La convention a annulé ce décret. Le peuple se souviendra que des arrangements violés par l'une des parties contractantes deviennent nuls pour l'autre partie. Les républicains s'étaient soumis à la volonté nationale, mais la convention leur rend leur liberté. Nous avons juré de faire l'Italie une, *avec, sans ou contre* le pouvoir existant. Si la convention s'accomplit, les deux premières méthodes d'action ne sont plus possibles; nous serons forcés d'adopter la troisième. »

Dans une lettre publique adressée à un républicain renégat¹, il déclarait que désormais le seul moyen pratique de faire l'unité de l'Italie, c'était de séparer la cause de ceux qui n'en prenaient que le nom pour servir leurs intérêts personnels, et de montrer au peuple le seul chemin qui pouvait conduire à l'unité, la révolution. Il fallait faire cause commune contre l'Autriche avec les autres nations qui souffraient de son joug et l'attaquer dans Venise. Il fallait conquérir Rome au nom du droit italien, proclamer la liberté de conscience au centre du despotisme religieux, et préparer un pacte national (une constitution) qui serait la vérité

¹ Crispi.

table expression de la volonté nationale, et sa sauvegarde dans l'avenir.

« Faites ceci, coûte que coûte : crieait-il au peuple, renversez tous les obstacles que vous rencontrerez sur votre route et si, parmi ces obstacles, se trouve la monarchie, alors, au nom de Dieu et de l'Italie, ne craignez pas un fantôme, et que la République soit. »

Cette lettre donna lieu à une circulaire menaçante du ministre de Napoléon¹, adressée au gouvernement italien. On lui enjoignait d'étouffer tout symptôme populaire qui aurait pu donner à penser que le roi n'était pas assez fort pour faire respecter la convention, et de dire au peuple que le choix de Florence pour capitale était *définitif*, et ne devait nullement être considéré comme un pas vers Rome. Le roi était informé que, s'il ne savait pas garder ses sujets en paix avec le pape, la France et toutes les puissances catholiques de l'Europe se tourneraient contre lui, etc., etc.

Cette circulaire motiva de nouvelles persécutions contre le parti national. Les Siciliens, qui étaient toujours les premiers en fait de sentiment italien et républicain, s'étaient de plus en plus détachés de la couronne, et ce ne fut que grâce à l'appel que Mazzini leur adressa, dans l'intérêt de l'unité, qu'ils abandonnèrent l'idée de faire une révolution cette année-là.

Il est bon de rappeler encore une fois que la politique antinationale, poursuivie par le gouvernement italien, n'aurait pas pu se soutenir sans ce système

¹ Drouyn de Lhuys.

immoral de la *diplomatie secrète*, qui est le boulevard de la tyrannie dans toutes les cours de l'Europe. La presse ministérielle et tous ces gens qui s'intitulent *diplomates, ambassadeurs, secrétaires de légation*, etc., trompèrent le peuple de propos délibéré sur les intentions du gouvernement, jusqu'à ce que, la dignité nationale une fois compromise aux yeux de toutes les puissances, il n'y eut plus d'autre alternative possible que la soumission ou la révolution.

En 1865, les citoyens de Messine protestèrent contre la sentence de mort, qui était toujours suspendue sur la tête de Mazzini en l'élisant pour leur représentant au Parlement italien.

Il refusa parce que, disait-il, lors même qu'on l'autoriseraît à rentrer en Italie, sa conscience ne lui permettait pas de jurer fidélité à la monarchie.

Il ajoutait que, trente-quatre ans auparavant, il avait juré fidélité à l'Italie une et républicaine.

Par sentiment du devoir, il s'était soumis à la volonté nationale lorsque le peuple avait décidé de faire l'unité sous le drapeau monarchique, et jamais il n'avait manqué à son serment. Mais maintenant que le roi avait violé le *plébiscite* qui décrétait Rome capitale, signé une convention reconnaissant la souveraineté du pape, et licencié une armée formée aux frais du Trésor public dans le but de libérer Venise, lui, Mazzini ne voulait pas jurer fidélité à une constitution élaborée par une seule des provinces italiennes¹.

¹ Le Piémont. La constitution qui existait alors en Italie avait été faite à la hâte par Charles-Albert, à une époque où tous les

et qui ne représentait en aucune manière la volonté du peuple.

« De plus en plus convaincu, disait-il, que le roi est incapable de faire une Italie une, libre, grande et prospère, je ne puis prêter ce serment sans donner un exemple d'immoralité politique à mes frères italiens, ce qui me causerait un remords éternel. » Les signes évidents d'une lutte prochaine entre l'Autriche et la Prusse, 1866, ne permirent pas à la monarchie italienne de résister plus longtemps au cri populaire qui demandait la guerre. La situation difficile dans laquelle se trouvait l'Autriche offrait clairement cette occasion favorable, que le roi prétendait attendre avec impatience. Ne pas en profiter, c'était laisser le mouvement aux mains du peuple et perdre peut-être sa couronne.

Mazzini publia plusieurs lettres remarquables au sujet de la guerre. Il mettait les Italiens en garde contre une intervention française, qui n'aurait pas manqué de leur coûter une portion de territoire et protestait contre une alliance avec la Prusse. Il leur rappelait que l'Italie n'avait pas le droit de reconquérir ses anciennes provinces au prix d'une alliance avec un tyran qui avait pris part au démembrément de la Pologne et étouffé dans le sang le cri de ses sujets qui demandaient la liberté.

Une alliance pareille serait un crime qui amènerait sa propre punition en nécessitant l'abandon de Trieste princes de l'Italie trouvaient nécessaire de faire des concessions à leurs sujets pour ne pas perdre leur couronne.)

et du Trentin, par égard pour les prétendus « droits » de la Confédération germanique. Le devoir des Italiens était d'attaquer eux-mêmes l'Autriche, et de ne s'allier qu'aux peuples qui souffraient de son joug. Ceux-ci seraient indifférents à une guerre de rois qui n'aurait d'autre but que l'agrandissement de leurs possessions, tandis qu'une guerre nationale exciterait leur sympathie. Les Hongrois, les Bohémiens, les Serbes, les Roumains et les populations slaves du Sud, qui sont morcelées entre l'Autriche et la Turquie, ne manqueraient pas de se rallier à une cause de ce genre.

Afin de bien indiquer le caractère national de la guerre, le peuple devait joindre son action à celle des troupes royales en formant de grands corps de volontaires, etc., etc.

Le journal qui donna la reproduction des lettres de Mazzini fut immédiatement séquestré par le gouvernement. Néanmoins, l'enthousiasme fut tel que 95 000 volontaires vinrent offrir leurs services au ministre de la guerre qui s'écria avec terreur : « Nous ne pouvons pas permettre cela, c'est une levée en masse ! » Il renvoya immédiatement le plus grand nombre d'entre eux, et presque tous ceux que l'on accepta furent licenciés plus tard, sous prétexte que l'armée royale suffisait à l'entreprise¹. La ville de

¹ Le petit nombre de ceux qui furent enrôlés sous les ordres de Garibaldi furent expédiés mal armés et mal équipés dans les positions des Alpes les plus exposées, sans aucune possibilité d'être secourus par l'armée régulière.

Messine profita de cette occasion pour protester de nouveau contre l'exil de Mazzini en l'élisant encore pour son représentant au Parlement. L'élection fut annulée par la majorité monarchique de la Chambre.

Cependant l'état des esprits força le roi — qui s'était auparavant lié avec la Prusse — à déclarer la guerre à l'Autriche (juin 1866).

On a lieu de s'étonner que Victor-Emmanuel n'ait pas eu à cette époque le courage de défier la France et de poursuivre la guerre. Il est à croire qu'il fut retenu par la peur qu'une décision de ce genre n'aménât dans l'arène l'élément populaire qu'il craignait encore plus que l'Autriche. Le général Mediçi, victorieux dans le Trentin, fut subitement rappelé au moment où ses troupes n'étaient plus qu'à quelques milles de Trente, et l'héroïque population des Alpes, qui avait fourni tant de volontaires à la cause de la liberté, retomba sous la domination autrichienne¹.

Cependant le succès de la Prusse mettait Louis-Napoléon dans l'impossibilité de faire tourner la guerre à son avantage, en lui permettant de s'emparer des Provinces Rhénanes : aussi voulut-il y mettre fin.

Le général en chef (La Marmora) et le grand amiral (Persano) durent se laisser tranquillement battre à Custoza et à Lissa. Ces défaites furent si honteuses et si inexplicables que le cri de trahison s'éleva de toutes parts, en sorte que la vérité des assertions de

¹ Garibaldi et ses volontaires furent rappelés au même moment.

Mazzini au sujet du protocole secret devint évidente pour tous ceux qui ne fermaient pas volontairement les yeux. Elles furent plus tard complètement confirmées par les révélations du comte Bismarck. Il affirma que l'idée d'une guerre de libération, « des Alpes à la mer », n'avait été de la part du gouvernement Italien qu'une comédie royale, attendu qu'il avait été convenu entre Louis-Napoléon et le roi qu'après les premières défaites de la Prusse (regardées comme certaines) Victor-Emmanuel romprait son alliance avec ce pays, laisserait le chemin ouvert pour l'accomplissement du plan sur le Rhin, et s'emparerait de Venise pour payer sa trahison et calmer le peuple italien.

Grâce à celui dont la vigilance incessante avait démasqué les intrigues royales et mit le peuple sur ses gardes, il ne fut pas possible de mener le complot jusqu'au bout. Napoléon n'osa pas s'approprier le morceau du Piémont qu'il avait marchandé, tant que l'armée italienne fut en campagne et le peuple sur le qui-vive.

Il n'avait pu jouer que le premier acte de la pièce et n'avait par conséquent aucun intérêt à poursuivre la guerre. L'Autriche, abîmée et hors du combat, céda Venise, non pas à l'Italie, mais à Napoléon, qui la jeta au peuple italien, « comme on jette un os pour apaiser un chien affamé. » Malheureusement le chien tout en grommelant se contenta de l'os et les héroïques populations du Trentin furent de nouveau livrées à leurs anciens maîtres. Mazzini fit des efforts inouïs

pour engager le peuple à forcer le roi de continuer la guerre ou à la continuer malgré lui. La majorité de la Chambre, la presse monarchique, toutes les forces vénales de l'Italie réussirent à étouffer le cri du Trentin trahi et à amasser de nouvelles calomnies sur celui qui parlait de devoir national. L'Italie porta aux nues le « magnanimité allié » et « l'épée de l'Italie, » et déclara que l'unité était faite par la *conquête* de Venise.

Dans le vain espoir de faire taire la voix sévère de l'Exilé, un décret royal lui accorda l'amnistie. Mazzini, aussi insensible à la clémence qu'à la haine, continua de rappeler au peuple que les Alpes, ces clefs de l'Italie, étaient encore dans la poche du voleur et à prêcher le devoir de regagner chaque pouce du sol italien. Ce n'est qu'à la fin de l'une de ses lettres qu'il daigna dire : « Je viens d'apprendre tout à l'heure que l'on m'accorde l'amnistie. Aucun de ceux qui me connaissent ne s'attend à me voir mentir à mon passé et souiller les quelques années qui me restent à vivre, en acceptant une offre d'oubli et de *pardon* pour avoir aimé l'Italie par-dessus toutes choses terrestres et lutté pour son unité, alors que tous désespéraient d'elle. Et, lors même que je le ferais, je n'aurais pas le courage de revoir l'Italie, si elle peut accepter froidement le crime et le déshonneur. »

Le crime et le déshonneur furent acceptés et Mazzini déclara publiquement que l'expérience qui devait prouver si la monarchie pouvait faire l'unité, était terminée. « Depuis 1859, dit-il, les républicains ita-

liens n'ont pas cessé d'aider et de soutenir le gouvernement.

« Avec une abnégation digne de tout éloge, ils ont renoncé à leur apostolat personnel, et attendu patiemment le résultat de l'expérience monarchique. Ils étaient prêts à supporter bien des erreurs de la part du gouvernement plutôt que de lui fournir un prétexte pour ne pas accomplir la promesse qu'il avait faite de prendre l'initiative *d'une guerre dans le but de reconquérir notre territoire et nos frontières*, guerre qui était la condition suprême de la sécurité et de l'honneur de l'Italie, et qui eût pu sauver le pays si elle eût été dirigée à un point de vue vraiment national.

« Pour préparer cette guerre, la monarchie a eu, cinq ans, des subsides illimités, un parlement complaisant et, les faits l'ont prouvé, l'Italie tout entière prête à tous les sacrifices. Quel a été le résultat de tout cela? Notre monarchie, après avoir commencé la campagne avec 350 000 hommes de troupes régulières, 100 000 de garde nationale mobilisée, 50 000 volontaires sous Garibaldi, et la nation entière prête à agir, a brusquement arrêté la guerre sur un signe de la France, après les inqualifiables désastres de Custozza et de Lissa, abandonnant honteusement notre véritable frontière, le Trentin, et recevant Venise comme une aumône que l'homme du 2 décembre nous jetait dédaigneusement à la face. »

Tout espoir de voir la monarchie remplir le devoir national étant désormais perdu, Mazzini déclara que

la seule ligne de conduite à suivre pour ceux qui désiraient par-dessus tout l'unité et la liberté de leur pays, c'était de prêcher la République.

Une insurrection éclata à Palerme dans cette même année, mais cette noble initiative ne fut suivie par aucune autre province. Le roi envoya des forces considérables pour bombarder la ville et « rétablir l'ordre. »

Il est inutile de raconter ici les discussions qui éclatèrent dans le parti national à la suite des hésitations de Garibaldi et de ses malencontreuses tentatives pour libérer Rome avec une poignée de volontaires mal équipés. L'activité de Mazzini, ses appels incessants dans la presse libérale avaient ravivé le sentiment de l'honneur national et mis la question romaine en première ligne dans l'ordre des préoccupations politiques. Il est à croire que si le soldat populaire eût franchement uni son influence à celle de Mazzini, un puissant mouvement national eût encore pu forcer le roi à reprendre le rôle de patriote pour défendre sa couronne. Mais Garibaldi, quelles que fussent ses raisons, ne consentit jamais à transformer la question politique en question nationale, ni à rallier le peuple autour de lui au nom du droit et du pays. Il persistait à enrôler ses volontaires au nom de ce roi, qui avait accepté la charge de maintenir l'autorité du pape, et qui donnait chaque jour au saint-père de nouvelles assurances de son dévouement filial. Il est vrai de dire que Garibaldi racontait tout bas à ses partisans la vieille histoire : le roi était de cœur avec eux, il n'opposerait qu'une résistance illusoire, tout

juste ce qu'il fallait pour ne pas offenser l'empereur des Français. Mais l'expérience des trahisons passées éveillait la méfiance des masses, et les républicains ne se souciaient pas de risquer leur vie pour ajouter un nouveau joyau à la couronne de Savoie. La division du parti populaire rendait donc impossible tout mouvement puissant et bien combiné. Le roi, qui voyait la faiblesse des volontaires de Garibaldi, sembla donner raison aux propos du général, en l'autorisant à enrôler une petite troupe d'hommes dévoués qui étaient destinés à être massacrés par les « merveilleux » chassepots français ; puis, il joua le rôle du gendarme, en arrêtant Garibaldi au moment où il repassait la frontière et en l'emprisonnant dans la forteresse d'Alexandrie. La presse monarchique ne manqua pas d'affirmer que cette malheureuse expédition, que Mazzini avait vivement déconseillée, était son œuvre.

L'histoire de l'année qui suivit n'est qu'une suite de visites domiciliaires, d'arrestations, de conspirations, — quelques-unes réelles mais la plupart imaginaires, — de suppression des journaux libéraux, de saisies d'armes qui prouvent que, tant que Mazzini vécut et en dépit de l'influence corruptrice du gouvernement, l'esprit de nationalité et d'unité demeura vivant dans le cœur du peuple italien. Le gouvernement, incapable de détruire sa « fatale influence », eut de nouveau recours à l'arme de la calomnie. Il l'accusa de préparer une vaste conspiration dans un but d'assassinat et de pillage, et demanda au gouvernement suisse son expulsion. Mazzini répondit par

une lettre publique qui portait ces mots en tête : « À mes ennemis ». Il disait : « Les nouvelles accusations que vous lancez contre moi dans vos journaux prouvent que vous êtes à la fois immoraux, lâches et imbéciles. Immoraux, parce que vous les lancez, sachant qu'elles sont fausses. Lâches, parce que vous, qui possédez l'autorité, des ressources financières et une armée qui vous est dévouée, dites-vous, vous employez cependant contre nous les armes déloyales de l'espionnage et de la calomnie, ce qui prouve votre impuissance à agir autrement. Imbéciles, parce que vous vous figurez que ce pays, que vous avez trompé pendant de longues années, ajoutera naïvement foi à vos accusations et nous croira capables, mes amis et moi, de soudoyer des assassins et de pousser à la violation de la propriété et au pillage.

« Le pays, et je n'entends pas par là les quelques centaines d'intrigants qui vous servent aujourd'hui pour de l'argent, comme ils nous serviraient demain si nous pouvions accepter le concours des pareils hommes, le pays vous connaît et commence à nous connaître aussi. Ces millions d'Italiens vous ont vus quitter le pouvoir, gonflés de richesses, et ils nous ont vus l'abandonner plus pauvres qu'auparavant.

« Ils savent combien des nôtres sont morts dans la misère et l'exil, et ils ont compris que si nous sommes, comme toute créature humaine, sujets à des erreurs intellectuelles, nous n'avons ni vice, ni basse envie à satisfaire aux dépens de la propriété des autres ou de notre pays. »

Il expliquait le mécontentement général et l'agitation continue qui alarmait le parti monarchique par le fait que le peuple italien avait sous les yeux le « spectacle d'un gouvernement arbitraire, de pouvoirs publics accordés au privilège de l'argent ou de la naissance, de la corruption qui se répandait d'en haut, du travail arrêté à chaque instant, soit dans la production, soit dans la circulation, de l'ignorance encouragée dans les masses, parce qu'elle est un instrument de servitude, tandis que, d'autre part, le droit de porter les armes et les franchises était refusé à la majorité. Toutes ces causes produisaient nécessairement des révoltes périodiques, fatales à la paix, à l'industrie et au commerce, mais inévitables, lorsque les devoirs et les droits étaient systématiquement niés. » Puis, faisant allusion à la dernière tentative d'insurrection à Milan, dont on l'accusait faussement d'être le promoteur, il dit : « Puisque votre persistance à m'accuser de tout ce qui vous alarme me force à parler de moi, je ne vous cacherai pas que je suis votre ennemi irréconciliable. Vous avez crucifié l'honneur de mon pays à la face de toutes les nations; vous avez fait tout ce qui était en votre pouvoir pour retarder l'avènement d'un avenir dont Dieu a confié la réalisation à l'Italie, un avenir dont l'espoir seul suffisait pour m'engager à lui sacrifier mon cœur, ma vie et mon âme. Cependant, ni mon amour pour l'Italie, ni ma violente colère contre ceux qui la diffament, la corrompent et la trompent, ne me pousseront jamais à employer des

armes déloyales contre vous, à descendre jusqu'à vous accuser sans conviction et à vous refuser l'épreuve de l'expérience que vous réclamiez il y a quelques années, en nous faisant des promesses hypocrites. En 1848, vous avez déclaré solennellement que la monarchie entrat en campagne contre l'Autriche pour accomplir son devoir à l'égard de l'Italie et vous vous êtes engagés à laisser le pays arbitre de ses destinées lorsque la guerre serait terminée.

« En 1859 et 1866, vous avez dit, par la bouche de vos dictateurs : la monarchie possède une armée, un trésor, des ressources bien organisées, et par conséquent vous donnera tout ce que vous pouvez désirer, Rome, les Alpes, l'indépendance extérieure et la liberté intérieure à moins de frais et plus certainement que vous ne pourriez l'obtenir vous-mêmes. Bien qu'incredule, je respectai la volonté du pays qui se confiait en vous et trouvai juste de vous donner la possibilité d'accomplir vos promesses ; je ne parlai pas de la République ; je fis de mon mieux pour vous aider dans la guerre et pour favoriser votre annexion au centre et au sud. Je m'abstins de toute menée secrète, de tout ce que vous auriez pu appeler conspiration ; j'attendis que le temps nous fit connaître vos intentions et je vous promis que si jamais je croyais de mon devoir de reprendre ma première ligne de conduite je vous en avertirais. Alors, vers la fin de l'année 1866, je levai de nouveau ce drapeau républicain qui porte dans ses plis les destinées de l'Italie, et au nom de tous ceux qui croient à

ce drapeau, je vous dis : Vous voulez la guerre, eh bien ! ce sera la guerre!

« Qui de nous est déloyal ?

« Est-ce nous, qui avons attendu patiemment jusqu'à ce que tout moyen d'entente fût épuisé, et qui ne nous sommes séparés de vous qu'après l'insuccès de vos expériences et la trahison de nos espérances? ou bien vous, qui vous traînez sur la route que le sang de nos martyrs avait préparée, qui profitiez de notre silence et des illusions de tout un peuple pour vous asseoir dans votre puissance, sur le corps de l'Italie en lui disant :

« Nous appartenons, non pas à vous, mais à la dynastic. Puis vous nous jetiez à la face ces paroles infâmes : vous êtes des voleurs et des assassins.

« Vous aviez le prestige d'un nom sacré parmi les peuples, — Rome. Les souvenirs historiques de ces deux époques de la civilisation étaient un gage du respect et de l'amour du monde. En protestant du contraire, vous avez détruit ce prestige, abandonné Rome au santôme papal et souffert en silence qu'un ministre français vous dit que Rome ne serait jamais à vous.

« Notre long apostolat, le sang et les sacrifices de notre parti avaient implanté dans le cœur des masses un culte de l'unité qui, par lui-même, était une force, un lieu d'amour et le gage d'une mission commune. Et vous, par votre mauvais gouvernement, par votre timidité, vous avez étouffé le pauvre germe d'unité que nous possédions et vous avez créé un esprit de fé-

déralisme qui, s'il durait, serait fatal à notre pays. Une magnifique tradition historique vous indiquait la manière de rendre l'unité durable en développant les deux éléments inséparables de la vie italienne, — la nation et la commune. Et qu'avez-vous fait ? En restreignant le suffrage, et grâce à l'administration tyannique des présets, des délégués et des gendarmes, vous avez étouffé toute activité dans nos communes. D'autre part, en refusant à ce suffrage la qualité de pacte national, en le garrottant dans un *statu quo* (la constitution) formulé avant que l'unité ne fût seulement commencée, dans un moment de terreur et par le roi qui avait trahi Milan, vous avez tué la vie nationale.

« Je ne veux pas user le peu de vie qui me reste sur une question politique dans le but de hâter de quelques années la fondation des institutions républiques. La République est inévitable en Italie à bref délai; je laisse au temps et à vos erreurs le soin de travailler pour nous. Mais si pour une question de liberté et de finance on peut s'en remettre au lent développement des idées progressives, il n'en est pas de même pour une question d'honneur. Le déshonneur est la gangrène des peuples. Lorsqu'elle n'est pas soignée à temps, elle devient fatale à la vie nationale. Un peuple qui se résigne aux insultes de l'étranger, qui consent à végéter dans une apparence de liberté, selon le bon plaisir des autres, lorsqu'il est assez fort pour être libre et maître de ses destinées, abdique sa puissance et son avenir. Nous publierons et repu-

blierons dans la presse (libre ou clandestine suivant vos persécutions) ces paroles que mon ami Lamennais, un des hommes les plus vertueux de notre parti et trop oublié, adressa au peuple peu de temps avant sa mort :

« Il faut encore que vous sachiez ceci : Lorsque « l'excès de la souffrance vous inspire la résolution de « recouvrer les droits dont vos oppresseurs vous ont « dépouillés, ils vous accusent de troubler l'ordre, ils « vous traitent de rebelles. Rebelles à qui ? Il n'y a « de rébellion possible que contre le véritable souve- « rain, contre le peuple, et comment le peuple serait- « il rebelle au peuple ? Les rebelles, ce sont ceux qui « se créent à ses dépens des priviléges iniques, qui, « de ruse ou de force, parviennent à le soumettre à « leur domination ; et, quand il brise cette domina- « tion, il ne trouble pas l'ordre, il le rétablit, il ac- « complit l'œuvre de Dieu et sa volonté toujours juste. »

« Le peuple est-il avec vous ? A côté de vos forces bien organisées et du prestige d'un long passé, si puissant sur la plupart des esprits, avez-vous la majorité du pays pour vous ? Alors pourquoi nous calomnier ? pourquoi trembler de colère devant notre apostolat ? Donnez-nous le droit de l'exercer ; accordez-nous la liberté de la presse, la liberté d'association, une liberté individuelle qui ne soit pas violée par des visites domiciliaires, par la prison préventive et là violation du secret de la correspondance. Donnez à celui qui écrit ces lignes la permission d'aller de ville en ville, de convoquer des réunions où il exposera la doctrine ré-

publicaine à ceux qui désirent la connaître. Quand vous aurez fait cela, nous nous engagerons à nous absenter de toute organisation secrète, de toute mesure que vous pourriez considérer comme une rébellion mais qui, en réalité, ne serait que le droit d'initiative rendu au peuple pour qu'il puisse accomplir lui-même sa transformation sociale.

« Pourquoi n'osez-vous pas faire comme l'Angleterre qui a admis l'inviolabilité de la pensée ? Pourquoi sairez-vous cette lettre ? Pourquoi accusez-vous vos soldats de crime parce qu'ils lisent nos journaux ? Pourquoi dites-vous à la Suisse de me bannir ? La Suisse vous a-t-elle jamais demandé de bannir aucun de ses enfants dans la crainte qu'il ne se fit l'apôtre de la monarchie ? Non, vous ne ferez rien de tout cela ; vous ne le pourriez pas alors même que vous le voudriez. Vous n'êtes pas un gouvernement national ; vous ne régnez que par la force. Libre à vous de le faire tant que vous posséderez cette force. Mais alors ne vous plaignez pas, si après avoir opposé apostolat à apostolat, le jour vient où au nom de Rome trahie, de notre honneur italien violé, de notre indépendance foulée aux pieds de l'étranger, de nos provinces dont vous avez honteusement trahi, des finances de notre pays ruinées, de notre armée avilie et dégradée, de notre vie nationale qui ne peut pas trouver son expression dans la Constitution, nous opposerons la force à la force.

« Non, vous n'êtes pas un gouvernement national. C'est là qu'est votre sentence, le secret de l'état actuel des choses et notre droit éternel.

« Je crois de mon devoir de vous parler ainsi, ajoute-t-il en terminant, et de vous exposer votre destinée, afin que vous sachiez bien quelles sont mes convictions et à quel point je méprise vos accusations. Moi et mes meilleurs amis, nous nous sommes vivement opposés à la malheureuse tentative qui vient de vous remplir de terreur; mais en le déclarant, mon intention n'est pas de me défendre à vos yeux. Aussitôt que j'aurai quelque raison de croire que je puis aider à vous renverser, je penserai qu'il est de mon devoir, comme Italien, de le faire, et je le ferai avec une conscience calme et joyeuse. »

En jetant un coup d'œil sur la carrière de Mazzini, on croit assister à la lutte du génie de l'Italie personnifié en lui, contre le mauvais esprit du privilège personnifié dans la monarchie. Lorsque, en 1848 le peuple inspiré par lui se leva au nom de son devoir et de ses droits, il fut partout victorieux sans le secours des armes étrangères; mais, enivré de la victoire, au lieu d'assurer sa liberté intérieure, il se jeta aux pieds de Charles-Albert, qui (il l'a lui-même avoué aux princes ses frères) n'entra dans la lice que pour éteindre l'esprit républicain réveillé par les victoires du peuple. La nation abdiqua ses droits en sa faveur et en fut récompensée en retombant sous le joug de l'ennemi étranger. Dix ans plus tard, lorsque Mazzini rama le souffle populaire, Cavour, qu'il a défini ainsi : « un homme qui ne possède aucun génie créateur, mais qui a le talent de s'approprier celui des autres », jugea bon de faire jouer à son maître la farce patri-

tique sur une plus vaste échelle et se mit à feindre de conduire le mouvement pour empêcher les autres de le diriger. Voici dans quels termes Mazzini s'exprime à son sujet : « Il ne voulait pas employer les forces populaires de l'Italie, mais désirait s'assurer un allié contre elles pour l'avenir. Il acheta par des contrats coupables l'alliance du despote qui avait assassiné Rome aux pieds du pape, et força notre drapeau national à suivre la politique tortueuse de la France impériale. »

Lorsque Louis-Napoléon termina brusquement la guerre, le comédien royal « s'arrêta à mi-chemin dans sa course, décidé à ne pas faire un pas de plus sans y être forcé. » Ce fut Mazzini qui se chargea de l'y forcer, et si la guerre de 1866 eut lieu, c'est que le roi ne put pas faire autrement. Nous savons comment cette guerre se termina sur un signe de l'empereur des Français et comment le roi consentit à recevoir en qualité de *don* les plaines de la Lombardie vénitienne encore rouge du sang de l'armée et du peuple.

Un an avant sa mort, Mazzini écrivait :

« Ceux qui servent la royauté et persistent à regarder les conséquences et non les causes des événements peuvent dire ce qu'ils veulent aujourd'hui. L'histoire et la conscience de l'Italie sont là pour affirmer que le peuple voulait l'unité à l'époque où notre monarchie complotait une confédération avec l'Autriche, les Bourbons et le pape; que le plan français d'un royaume bonapartiste, au centre, avait été accepté par le parti royal et renversé par nous au moyen du plébiscite;

que l'émancipation du sud a été l'œuvre des volontaires et du peuple ; que l'invasion monarchique des États du pape était une nécessité causée par nos préparatifs du côté de la Toscane et de Gênes et par l'attitude de Garibaldi ; que Venise n'a pas été conquise, mais jetée comme une aumône ; que sans la terreur excitée par les guérillas de la Calabre, du centre, les tentatives de Plaisance, de Pavie, et sans la soudaine proclamation de la République à Paris, notre monarchie ne serait pas encore dans Rome. » (1871.)

En 1870 Mazzini sentit qu'il était de son devoir de quitter l'Angleterre pour se rendre en Sicile. L'abaissement graduel de ses concitoyens sous l'influence de la maison de Savoie avait versé dans sa coupe de douleur cette dernière goutte d'amertume, le sentiment de la honte. Mais si, d'un côté, il avouait tristement « qu'un peuple de vingt-quatre millions d'âmes qui a accepté tranquillement le déshonneur pour lui, pour son armée et pour ses volontaires, le mérite en réalité », il était trop juste pour oublier que c'est « dans la nature des masses de regarder en haut et de conformer leur conduite à l'exemple qu'elles reçoivent des autorités ». Il comprit que le peuple italien n'avait nullement conscience de sa force et de sa mission, et que, en dépit de la quasi-unité matérielle de son pays, « la grande âme de l'Italie était toujours ensevelie dans la tombe creusée pour elle trois siècles auparavant, par la papauté et l'empire ; mais il fallait en chercher la cause, disait-il, dans l'immoralité et la corruption des gouvernements ». Depuis quelque temps

déjà les fréquentes émeutes et la désaffection croissante de la Sicile, et surtout de Palerme à l'égard de la couronne, avaient alarmé le gouvernement italien et l'on avait cru nécessaire de nommer le général Medici pour gouverneur de Palerme. Cet homme était craint et haï plus qu'aucun de ceux qui avaient assujetti la Sicile, car on savait qu'il ne reculerait devant aucune sévérité pour maintenir l'autorité du roi.

Les Siciliens avaient déjà plus d'une fois demandé à Mazzini de donner son appui à une insurrection qui aurait eu pour but de séparer la Sicile du reste de l'Italie et d'y proclamer la République, mais il s'était toujours opposé à ce projet au nom de l'unité de l'Italie. Pendant quelque temps son influence prévalut, mais à la fin le parti révolutionnaire lui fit savoir que la date du soulèvement était fixée et qu'on agirait avec ou sans lui. Il répondit en les suppliant de se soulever non pas au nom de la Sicile, mais au nom de l'Italie, et il se décida à se joindre à eux pour jeter tout le poids de son influence et de son autorité dans la balance de l'unité. Mazzini ne croyait cependant pas au succès de cette insurrection et quelques-uns de ceux qui l'approchaient à cette époque crurent deviner chez lui un espoir inavoué de mourir dans la lutte.

Le Judas qui le trahit lui avait souvent été dénoncé comme espion. Il avait toujours éprouvé pour lui une répugnance et une méfiance instinctives, contre lesquelles sa nature généreuse luttait, mais cependant il ne surmonta jamais assez ce sentiment pour lui confier des secrets qui concernaient la vie des autres.

« Il a toujours eu connaissance de mes voyages dans le temps où j'étais condamné à mort, disait-il, et cependant j'ai circulé en sécurité. Tant que le danger sera pour moi seul, j'en courrai la chance. » Mazzini se trompait deux fois en le jugeant ainsi. Son cœur était trop noble pour se rendre compte de la bassesse du reptile qui le mordait et pour comprendre que si le traître l'eût livré, alors qu'il était condamné à mort, l'espion aurait gagné un capital, mais perdu un revenu. Il touchait en effet une somme d'argent chaque fois qu'il dénonçait les mouvements de Mazzini à temps pour que l'on pût les prévenir. Mazzini fut arrêté sur mer et conduit à Gaète sur un vaisseau de guerre.

Il se retrouva de nouveau en prison entre le ciel et l'onde dans la tour la plus élevée et la plus inaccessible de la forteresse située sur l'immense rocher qui s'avance dans la mer.

Lorsque le chétif prisonnier passa sous la porte de la prison, toute la péninsule rocheuse sur laquelle s'élève la forteresse retentit du bruit du canon; des troupes l'occupaient et cinq vaisseaux de guerre stationnaient auprès.

L'arrestation de Mazzini avait eu lieu par les ordres du général Medici et, sachant qu'il avait demandé des renforts, les révolutionnaires durent renoncer à l'insurrection. Une fois le danger passé, le gouvernement se trouva fort embarrassé de son prisonnier. Il craignait surtout pour sa santé, persuadé que, s'il lui arrivait malheur, on l'attribuerait à la malveil-

ance. Aussi deux mois plus tard on saisit avec empressement l'occasion de la naissance d'un prince pour ouvrir les portes de Gaète et offrir de nouveau au prisonnier « le pardon et l'oubli pour avoir aimé son pays par-dessus toutes choses ». Mazzini, qui voulait éviter toute démonstration en son honneur de la part de ceux qui avaient oublié l'honneur de l'Italié, quitta Gaète à l'aurore. Il fut accompagné dans son voyage à travers la campagne de Rome¹ par la seule personne qui ait obtenu l'accès de sa prison. Elle le connaissait assez pour garder le silence, dans ces heures amères où il contemplait pour la dernière fois la ville qui avait été « le rêve de ses jeunes années, la religion de son âme ». Pendant le voyage il fut très calme. Son visage avait une expression de foi dans le dévouement qui racontait toute l'histoire de sa vie, une expression que n'oubliera jamais celle qui le considérait avec un respect pour la première fois mêlé d'une sorte de crainte, tant il rappelait, dans cet instant, l'image solennelle de ce « type éternel des martyrs du génie et de l'amour ».

Néanmoins que ta volonté soit faite et non la mienne.

J'ai dit que son intention était de ne pas entrer dans Rome. Il aimait mieux ne pas la revoir que de la voir « profanée par la monarchie ». Cependant comme le train n'allait pas plus loin ce soir-là et

¹ Appendice B.

qu'il n'était pas possible de trouver un hôtel hors des portes de la ville, il dut y entrer pour passer la nuit dans le premier logis venu où il demeura incognito sous un faux nom.

Mazzini passa quelques jours à Gênes, retiré dans la maison d'un ami. Après avoir visité la tombe de sa mère pendant la nuit, il partit pour l'Angleterre où il comptait passer quelques mois auprès de ses amis dont il a dit, et ce sera leur éternel honneur, « que leur affection a été sa meilleure compensation à la privation d'un foyer dans son pays natal ». Cependant il renonça bientôt à ces consolations de sa vieillesse, comme il avait renoncé aux joies de la jeunesse pour le service de son pays, et il quitta l'Angleterre pour se rendre à Lugano, où il voulait diriger la publication d'un journal républicain sous le titre de *La Roma del popolo*⁴. Il avait autrefois espéré publier ce journal à Rome le jour où la République y aurait été proclamée.

La veille de son départ, il écrivait : « Les illusions et les erreurs des dix dernières années, la fausse route sur laquelle notre nouvelle Italie a été conduite par des chefs incapables et corrompus, m'ont prouvé, à mon grand chagrin, que l'éducation politique de mes concitoyens est moins avancée que je ne l'avais espéré. La question italienne que je croyais être déjà une question d'action et d'actualité est encore une question d'éducation. » C'est à cette éducation qu'il

⁴ *La Rome du peuple.*

résolut de consacrer le reste d'une vie si usée et éprouvée par la souffrance physique. Son journal de propagande républicaine serait conduit, disait-il, « par des hommes qui n'avaient jamais renié leur foi, ni renoncé à poursuivre leur idéal, malgré les tentations, les désillusions, les chagrins, l'exil et la prison. Leur programme, — l'unité de l'Italie, — date de plus d'un quart de siècle, et quoique parfois, et à leur grand regret, ils aient dû s'abstenir de l'énoncer publiquement, par respect pour les illusions monarchiques du peuple, ils ne l'ont jamais renié. Aujourd'hui, plus convaincus que jamais de sa vérité, ils lèvent de nouveau ce drapeau qui date de quarante ans. »

Mazzini comprenait que si le peuple avait cédé à la tentation des facilités apparentes que semblait lui accorder la monarchie, au lieu de suivre la route du sacrifice, seul moyen de régénération sociale, c'est que, bien que républicain d'instinct, il n'avait pas accepté la foi en la démocratie comme un principe. Une fois de plus il se donna la tâche d'enseigner à ses compatriotes « ce républicanisme, affirmation de la loi divine du progrès et qui est par conséquent invincible ». Il disait : « Par un décret de la Providence qui se révèle glorieusement dans l'histoire progressive de l'humanité, non seulement l'Italie, mais l'Europe entière marche rapidement vers la démocratie. La forme logique de la démocratie est la République; par conséquent la République est un fait qui se produira inévitablement dans l'avenir. Mais pour

que ce fait soit durable, il faut qu'il soit fondé sur une base de foi.

« La République doit se fonder sur une nouvelle conception du progrès, considéré, non point seulement comme une théorie philosophique, mais comme la *loi divine de la vie* qui règle providentiellement la destinée humaine par l'intermédiaire, *du travail de l'homme*. La méthode qu'elle devra employer est l'application la plus large du principe de *l'association* entre homme et homme, peuple et peuple. Son but doit être l'accomplissement par le plus grand développement possible de la liberté, de cette *loi d'égalité* entre âme et âme qui, visiblement ou non, se trouve à la racine de toutes les grandes synthèses reliant l'homme à Dieu. La République ainsi fondée ne sera pas seulement un fait politique, mais un immense fait religieux. » Mazzini travailla un an durant sans relâche dans son journal, « *La Rome du peuple* ». Ce n'est que par un miracle de volonté qu'il put accomplir sa tâche, car il avait à lutter contre des souffrances physiques aiguës. Pendant un moment de répit, il écrivit à ses amis d'Angleterre pour leur annoncer son intention d'aller passer auprès d'eux l'époque d'un anniversaire cher. Il n'avait jamais manqué de le faire chaque fois que les dangers et les difficultés de sa vie agitée le lui permettaient. Le grand désir qu'il avait d'accomplir ce projet l'entraîna à traverser les Alpes dans une saison bien dangereuse pour un homme d'une si faible santé. Il fut pris par une attaque de pleurésie aiguë et mourut à Pise

le 10 mars 1872. Ses dernières pensées furent pour son pays. Son nom était encore sur ses lèvres au moment de quitter une vie qui, selon ses propres expressions, avait toujours été dirigée par « l'idée sacrée, inexorable et dominante du devoir », une vie qui avait été le type de « la seule vertu, pure, sainte et efficace, — le sacrifice dont l'auréole couronne et sanctifie l'âme humaine ».

Son corps fut porté à Gênes, à travers les Apennins, dans une sorte de procession triomphale. Quatre-vingt mille de ses concitoyens suivirent les restes de celui qu'ils avaient laissé mettre en prison quelques mois auparavant, lorsque son noble cœur était encore tout plein de vie et d'amour pour eux.

Quelques-uns de mes lecteurs ont peut-être vu le magnifique tableau de Delaroche, « un Martyr chrétien sous le règne de Dioclétien ». Le corps de l'un des croyants qui a accepté la mort plutôt que d'être infidèle à sa nouvelle religion flotte sur les eaux sombres du Tibre. Les cordes impuissantes de l'ignorance et de la tyrannie lient encore les membres satigusés de la victime, mais le visage porte l'expression de l'ineffable sérénité d'un esprit délivré. L'auréole dorée dont les premiers chrétiens entouraient la tête de leurs saints flotte au-dessus de la dépouille terrestre, et, frappés de cette lueur, quelques soldats romains debout sur le rivage se disent l'un à l'autre à voix basse : « *En vérité c'était un saint.* »

Dans ce symbole on peut lire toute l'histoire de Mazzini, — l'histoire de tous les martyrs de l'hu-

unité depuis le temps de Jésus jusqu'au nôtre. La foule peut voir le diadème vulgaire de la royauté qui couronne une tête vivante, mais l'auréole qui illumine le front du martyr ne flotte que sur la vague solennelle qui emporte sa forme terrestre loin de nous.

Dans ces quelques lignes qu'il écrivit sur le Dante, Mazzini s'est peint lui-même inconsciemment mieux qu'aucune autre parole ne pourrait le faire.

« Sa vie a été en vérité une vie tragique, tragique par les maux réels qui l'ont constamment assailli, — par la pensée solitaire qui dévorait son âme sans qu'il pût réussir à l'inspirer à d'autres.

« Celui qui portait en lui-même l'âme de l'Italie fut méconnu de toute la nation. Cependant il ne succomba pas, il lutta noblement avec le monde extérieur et finit par le conquérir. Si, dans de rares instants, on put croire qu'il allait être emporté par la fureur de l'ouragan, ce ne fut que pour se relever plus grand qu'auparavant. Il trouva un refuge dans sa conscience, sous la cuirasse d'une pureté qui se sent forte. Il fut fidèle à son Dieu, à son but et à lui-même. Rien ne put plier ou corrompre son âme. Elle était comme le diamant qui ne peut être attaqué que par sa propre poussière. Doué d'une immense force de volonté et d'une patience à toute épreuve, inflexible par conviction et froidelement résolu, il était de ceux qui ne reconnaissent pas d'autre loi que celle de la conscience et ne cherchent de secours qu'auprès de Dieu. Son âme était naturellement aimante. Supérieur à tous ses contemporains, ce qu'il aimait, c'était la *race humaine*,

L'HOMME tel qu'il sera un jour car il ne pouvait avoir aucune communion intime avec les hommes qui l'entouraient et que, à peu d'exception près, il n'estimait pas. La grande pensée d'une responsabilité mutuelle qui unit en un seul faisceau la race humaine flottait toujours devant ses yeux; il avait un sentiment intime du lien qui existe entre ce monde et le monde futur, entre une période de la vie et la suivante.

« L'existence ne lui était pas assez douce et chère pour qu'il attachât une grande importance à ce qui lui était personnel, mais il aimait la justice et haïssait le mal. Il regardait la mort en face, sans crainte égoïste, mais sans espoir égoïste.... il trouvait plus important d'accomplir sa mission sur la terre que de méditer sur l'heure inévitable qui, pour chaque homme, marque le commencement d'une nouvelle tâche. Il ne pensait ni à la longueur ni à la brièveté de la vie, mais au but pour lequel elle est donnée, car il sentait Dieu en elle et savait quelle force créatrice il y a dans l'action. Il écrivait comme il aurait agi, et dans sa main la plume devenait une épée. C'était un de ces hommes qui passent droit, ferme et sans que rien les atteigne, au milieu des circonstances les plus graves et les plus périlleuses et ne plient jamais le genou, sauf devant le pouvoir qui travaille au dedans de l'être humain. Il traversa toutes les étapes qui marquent la croissance d'une idée, depuis le moment où, pour la première fois, elle se dresse à l'horizon de l'âme, jusqu'à celui où c'e[st] le s'incarne dans l'homme, prend possession de toutes ses facultés et lui crie :

« Tu es à moi ! » Alors elle devient *la poussière du diamant*, la souffrance secrète et mystérieuse du génie, si réelle et cependant, par sa nature même, incompréhensible pour la foule; ce tourment d'avoir entrevu et compris l'idéal et de se sentir impuissant à le mettre en action dans sa vie, — le rêve titanique d'une Italie directrice de l'humanité, ange de lumière parmi les nations, et, en face de tout cela,... la réalité.... »

Dur et exigeant, comme un stoïque à l'égard de lui-même, doux et compatissant comme une femme à l'égard des autres, beau, non pas seulement par la régularité des traits, la proportion de la forme, mais par l'expression mobile de ses yeux profonds et par la douceur ineffable de son sourire, Mazzini possédait un charme personnel inexprimable dont la magie enchantait les jeunes comme les vieux. Pour ceux qui ne l'ont pas connu, ce simple récit contribuera à dissiper les brouillards qui ont entouré l'ensemble de sa vie. Pour ceux qui l'ont connu, mon plus grand espoir est que ces pages atteignent leur cœur, comme si leur ami bien-aimé, en terminant l'étape terrestre du voyage, se fût arrêté un instant au dernier sommet où leurs yeux en pleurs peuvent encore l'apercevoir et, tournant son visage vers eux, leur eût fait de la main un signe d'encouragement.

ESSAIS DE MAZZINI

PENSÉES SUR LA DEMOCRATIE EN EUROPE

PUBLIÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS DANS
LE JOURNAL *Le Peuple*
(1847).

I

La tendance démocratique de notre époque, le mouvement des classes populaires, qui réclament leur part de la vie politique, n'est plus désormais une utopie ou un vain rêve. C'est un fait, un grand fait européen, qui occupe tous les esprits, qui pèse dans la balance des gouvernements et qui défie toute opposition; quel que soit le jugement que l'on porte sur ce fait, personne de nos jours ne songe à le nier. La voix, de plus en plus forte, des nations qui se lèvent et demandent à poser les fondements d'un avenir meilleur, le cri des races opprimées qui réclament leur place au soleil ne sont pas le rêve d'un écrivain, ou la parole insensée qu'un agitateur quelconque jette au hasard dans la foule. Non, il y a là quelque chose de plus sérieux; c'est une page de l'histoire du monde écrite, par le doigt de Dieu, dans le cœur de ces générations dont le mouvement nous précé-

pète en avant. C'est le développement de cette loi dont nous ne sommes que les agents, — la loi du progrès incessant, — sans lequel il n'y aurait ni vie, ni mouvement, ni religion, car il n'y aurait pas de Providence. Tous, amis ou ennemis, commencent à le reconnaître; mais, tandis que les premiers accueillent ce fait avec des chants de joie, les seconds persistent à le considérer comme anormal, comme un fléau véritable contre lequel l'esprit humain doit lutter incessamment. Ils sont dans l'erreur, dites-vous, ils n'obéissent qu'à l'égoïsme; cela est vrai pour plusieurs, mais parmi eux il y a aussi beaucoup d'hommes probes, de cœurs généreux qui subissent le joug de convictions fausses. Dans le camp de la démocratie on trouve aussi des hommes qui ne se mêlent pas à l'œuvre sans hésitations, et qui parfois semblent saisis d'une vague terreur. On dirait qu'ils entendent encore résonner à leur oreille ce cri d'effroi qu'un homme d'Etat poussa, il y a dix ans, en parlant des classes ouvrières : *Les barbares sont à nos portes*.

B'où vient cela? Est-ce que nous n'applaudissons pas tous comme les Romains à ces mots prophétiques : « *Homo sum, humani nihil a me alienum puto*¹ » alors qu'à travers les arcanes de l'histoire nous voyons l'esclavage tomber devant cette parole sacrée de Jésus : « *Tous les hommes sont enfants de Dieu?* » Est-ce que nous ne saluons pas, comme une des grandes conquêtes de l'Esprit divin qui ferment dans le sein de l'humanité, cette autre époque de l'histoire où, par suite de la doctrine chrétienne qui dit, — *nous sommes tous frères*, — la féodalité disparut pour faire place aux Communes libres? Pourquoi donc au lieu de se réjouir, lorsque des millions de nos frères demandent à se joindre à nous pour accomplir l'œuvre

¹ Je suis homme, et rien de ce qui est humain ne peut m'être étranger.

du monde, plusieurs d'entre nous pâlissoient-ils de terreur à la vue des signes précurseurs de l'avenir? Est-ce qu'ils ne se disent pas chrétiens? Est-ce qu'ils ne répètent pas, comme formule de leur foi, ces paroles de la seule prière que le Christ nous ait enseignée : « Que ton royaume vienne, que ta volonté soit faite sur la TERRE comme elle est faite au Ciel! »

Et qu'est-ce donc, je vous le demande, que le mouvement actuel si ce n'est une tentative pour mettre en pratique cette prière? Nous travaillons afin que le développement de la société humaine soit, autant que possible, à l'image de la société divine, à l'image de la patrie céleste où tous sont égaux, où il n'y a qu'un seul amour et qu'un seul bonheur pour tous. Nous cherchons, sur la terre, les sentiers du ciel. Nous savons que ce monde est comme un atelier où nous devons nous exercer, mais que de là on peut s'élever au Ciel. Nous savons que nous serons jugés selon ce que nous aurons fait, selon le nombre de pauvres que nous aurons assistés, de malheureux que nous aurons consolés. La loi de Dieu n'a pas deux poids et deux mesures; Christ est venu pour tous, il a parlé à tous, il a donné sa vie pour tous. Serait-il logique de déclarer que les enfants de Dieu sont égaux devant lui mais inégaux devant les hommes? Nous ne pouvons pas accepter que notre esprit immortel renonce à ce don de la liberté qui est la source du bien et du mal, et dont le bon ou le mauvais emploi fait l'homme vertueux ou criminel aux yeux de Dieu. Nous ne pouvons pas désirer que le front, qui se lève vers le Ciel se prosterne dans la poussière devant n'importe quelle créature humaine, que l'âme qui doit aspirer au Ciel se corrompe sur la terre dans l'ignorance de ses droits, de sa puissance et de sa noble origine. Nous ne pouvons pas admettre qu'au lieu de s'aimer comme des frères, les hommes soient divisés, hostiles, égoïstes, jaloux les uns des autres, de ville à ville, de nation à nation.

Aussi nous protestons contre toute inégalité, contre toute oppression, partout où elle existe, car pour nous il n'y a pas d'étrangers. Nous ne reconnaissions que deux choses : le juste et l'injuste ; que deux partis : celui des amis et celui des ennemis de la loi de Dieu. Cette définition est l'essence même de ce que les hommes ont convenu d'appeler le mouvement démocratique, et si une chose m'étonne profondément c'est de voir que tant de personnes n'ont pas encore compris le caractère éminemment religieux de ce mouvement, caractère qu'il faudra bien reconnaître un jour ou l'autre. Je le demande donc encore une fois : d'où vient cette désiance instinctive, je dirais même cette hostilité qui se manifeste, ici et ailleurs, à chaque pas fait en avant ? Je crois qu'elle provient, en partie, de la terreur qu'inspire le passé, et, en partie, de l'anarchie du présent, mais par-dessus tout, de la théorie fausse, ou tout au moins très imparfaite, que le parti démocratique lui-même a trop souvent prise pour point de départ de son activité.

Il y a des hommes qui, aussitôt qu'ils entendent prononcer le mot de démocratie, croient voir le fantôme de 93 se dresser devant leurs yeux. Pour eux la démocratie signifie la guillotine surmontée d'un bonnet rouge. C'est absolument la même chose que si nous devions juger de la monarchie par les horreurs que le gouvernement austro-hongrois a commises en Galicie, ou du christianisme par la Saint-Barthélemy et par les cruautés de l'Inquisition. D'autre part on nous cite les agitations incessantes des petites démocraties italiennes du moyen âge, comme s'il y avait l'ombre d'une analogie historique entre la démocratie représentative de l'avenir, loi fondamentale dont le développement et l'application seront confiés à des interprètes responsables, ou la démocratie de ces villes qui n'appliquaient le principe que dans l'élection des chefs, qui ne possédaient pas de constitution et où, par conséquent, l'insurrection était le seul remède contre l'abus du pouvoir. L'union du

principe démocratique avec le Gouvernement représentatif est un fait entièrement moderne, qui rejette de la discussion tous les précédents que l'on pourrait invoquer. Il n'y a de commun que le mot, la chose est absolument différente. Quant aux horreurs qui ont signalé le point de départ de la démocratie en France, car ce n'était que son point de départ et non pas son organisation, ce sont des faits d'exception qui ne peuvent pas se renouveler. Sans parler du progrès qui a été accompli pendant les cinquante dernières années et du caractère complètement différent des hommes qui soutiennent maintenant la cause de la démocratie, il y avait alors un système féodal à détruire dont les traits caractéristiques n'existent plus, sauf dans le nord de l'Europe. Une lutte, qui est aujourd'hui terminée, se livrait alors entre le fédéralisme et le principe de l'unité nationale, et, chose impossible de nos jours, l'Europe entière s'était liée contre le pays qui avait levé le premier le drapeau de la démocratie.

A l'époque où nous sommes, ce qui entrave les progrès du principe c'est l'anarchie qui règne dans le camp de ses apôtres. Le parti démocratique est peut-être le seul en Europe qui n'aït pas de gouvernement, qui n'aït pas de directeur, qui n'aït pas de centre moral. Nous sommes des croyants sans temple. Le passé nous inspire une telle terreur de l'autorité, nous avons si peur d'être enrégimentés, que chacun se jette dans un sentier de traverse, au grand risque de se perdre. La liberté, qui devait être un moyen, est devenue un but. Nous avons déchiré la grande et belle devise de la Démocratie : Le progrès de tous par tous, sous la direction des meilleurs et des plus sages. Chacun en arrache un lambeau qu'il promène glorieusement, comme si c'était le drapeau entier, et il refuse de reconnaître les autres morceaux. Celui-ci s'est emparé d'une idée politique à laquelle il s'attache exclusivement ; il regarde avec dédain, ou hostilité, toute autre proposition qui peut être bonne en

elle-même, mais qui risquerait de détourner l'attention du public, de son plan favori. Celui là n'a saisi que le côté économique de la question, il mesure le progrès au nombre de chemins de fer qui se font, de vapeurs qui se construisent, de nouveaux marchés ouverts à l'industrie nationale; il s'intitule homme *pratique* et rit des questions politiques et de la chasse aux idées. Un troisième, dégoûté de l'organisation sociale actuelle, comme l'enfant qui brise son jouet parce qu'il s'est blessé la tête en tombant dessus, voudrait supprimer, détruire tout ce qu'il trouve mauvais. Il a construit dans son cerveau un modèle de république, et il engage toute la race humaine à bâti[r] selon ce modèle. D'autres, des esprits élevés, qui ont l'intuition de la vérité, mais qui ne se font pas souci de l'inculquer aux masses, éprouvent un grand dédain pour tout cela et disent : « L'homme est malade, avant tout il faut qu'il se guérisse. Il est égoïste, il n'a qu'à devenir bon et dévoué. Il est sceptique, il a perdu la lumière de la foi, il faut qu'il la retrouve aussitôt que possible, sous peine de mourir. Quand il aura recouvré la santé et la vie tout ira bien. » Et ainsi de suite. Au-dessous il y a le peuple, qui n'a pas le temps de comparer, d'étudier, de choisir entre tant d'idées opposées et qui prend l'habitude de douter. Pour lui, ce qui est certain c'est sa misère, et le sentiment de défiance et de révolte qu'elle produit chez lui, sentiment qui est loin de diminuer à la vue du spectacle que lui donnent ceux qui le dirigent.

Parmi toutes ces fractions de partis, il n'y en a pas une qui ait complètement tort, pas une qui ait complètement raison; ce sont des fragments de la Démocratie, mais non pas la Démocratie. Donnez le suffrage à un peuple qui n'est pas en état de l'exercer, qui est gouverné par des passions haineuses, il en sera un mauvais usage. Il mettra l'instabilité dans toutes les parties de l'État, il rendra impossible la combinaison des grandes vues et la prévision de

l'avenir, qui font la vie d'une nation puissante et progressive. Développez les intérêts matériels taut que vous voudrez, si le progrès moral ne marche pas de front, il est probable que vous ne ferez qu'augmenter les richesses, déjà trop grandes, du petit nombre, tandis que la masse des producteurs ne verra pas sa condition s'améliorer. Peut-être même que vous développerez l'égoïsme, que vous étoufferez sous les jouissances physiques ce qu'il y a de plus noble dans la nature humaine. Le progrès matériel seul pourrait produire une société Chinoise. Quant aux utopistes, ils oublient que nous sommes placés ici-bas non pas pour créer la nature humaine, mais pour la faire progresser; ils oublient que tous les éléments de la nature humaine, la propriété individuelle, les richesses, etc., ne sont en eux-mêmes ni bons ni mauvais, mais seulement des instruments au moyen desquels nous pouvons faire le bien ou le mal. Nous ne devons jeter l'anathème sur aucun d'eux, mais chercher à les diriger du bon côté. Quant aux moralistes, ces écrivains philosophiques, qui voudraient commencer par transformer l'homme intérieur, ils oublient que l'ouvrier qui travaille quatorze ou seize heures par jour pour gagner seulement son pain, n'a pas le temps de penser ou de lire, — alors même qu'il saurait lire, — il boit et il dort. On aura de la peine à trouver le *ubi consistat*¹ du levier de Carlyle, d'Emerson et de tous les nobles esprits de cette espèce, capable d'agir sur le tisseur de Glasgow, le canut de Lyon, ou le serf de Galicie.

Et cependant le suffrage, le progrès de l'industrie, l'augmentation du bien-être, l'association du travail, de l'intelligence avec le capital, toutes ces choses sont bonnes et doivent se produire dans l'avenir, soit comme application, soit comme conséquence de la grande idée démocratique qui dirige le monde. Le mal est que chacun n'ayant vu

¹ Centre de gravité.

qu'un côté du problème humain veut le substituer au tout et que nous persistons à vouloir réformer les détails, sans nous soucier du principe qui les gouverne.

Le temps est venu, aujourd'hui, de rappeler aux hommes qui désirent le bien général quelques-uns des principes fondamentaux les plus simples, et qu'ils sont en danger d'oublier en se laissant entraîner par des questions secondaires et par les écarts de l'esprit de parti.

Le suffrage, les sécurités politiques, les progrès de l'industrie, l'organisation sociale, toutes ces choses, je le répète, ne sont pas la Démocratie; elles ne sont que des moyens, des applications partielles ou des conséquences d'un principe. Le problème dont nous cherchons la solution, est un problème d'éducation, c'est le problème éternel de la nature humaine; seulement, à chaque grande époque, à chaque pas que nous faisons, notre point de départ change et un nouvel objet plus lointain se présente à nos yeux.

Nous désirons que l'homme soit *mieux*. Nous désirons qu'il ait plus d'amour, plus le sentiment du beau, du grand et du vrai, qu'il poursuive un idéal plus pur et plus divin, qu'il sente sa propre dignité et qu'il respecte davantage son âme immortelle. Nous désirons que, dans une foi librement adoptée, il ait un Pharos pour guide et que ses actions soient en harmonie avec cette foi.

Ce but admis, la Démocratie nous dit : « Si vous voulez l'atteindre faites que l'homme soit en communion intime avec le plus grand nombre possible de ses semblables. » Elle développe ces paroles de Jésus : *Lorsque plusieurs d'entre vous seront assemblés en mon nom, l'esprit de vérité et d'amour descendra sur eux.* Elle nous crie : « Cherchez à vous unir; que tous soient conviés au banquet de la vie. Renversez les barrières qui vous s'parent, supprimez les priviléges qui créent l'hostilité ou l'envie, ne conservez que ceux de l'intelligence et de

la moralité. Soyez égaux dans la mesure où cela est possible. Et cela, non pas seulement parce que la nature humaine a partout les mêmes *droits*, mais parce que vous ne pouvez éléver *les hommes* qu'en élevant L'HOMME, qu'en élevant notre conception de la vie, qui tend à se rabaisser sous l'influence de l'inégalité. »

Toute inégalité amène à sa suite une certaine mesure de tyrannie. Là où il y a un esclave il y a aussi un maître, et tous les deux faussent et corrompent chez ceux qui les voient l'idée de la vie. Cette idée ne peut être pure et complète que si elle est considérée sous tous ses aspects, alors elle ne contiendra rien d'abject, rien de vicieux, rien d'inutile. Les Spartiates ont détourné l'éducation de son vrai but et ont définitivement condamné leur République à mort le jour où, pour enseigner à leurs enfants la tempérance, ils leur ont montré un Grec ivre; de même que nous la détournons de son but lorsque, pour enseigner l'inviolabilité de la vie, nous montrons à notre jeunesse un assassin que la société fait périr sur l'échafaud. Quand, par l'éducation et l'action de l'État, les hommes seront arrivés à s'entendre sur le respect de la famille et de la propriété, la patrie et l'humanité deviendront choses saintes. Lorsque les bras du Christ se détacheront de la croix pour embrasser la race humaine dans une seule étreinte, lorsqu'il n'y aura plus de parias, de brahmines, de serviteurs et de maîtres, mais seulement des *hommes*, nous adorerons le grand nom de Dieu avec plus d'amour et de foi que nous ne le faisons maintenant. Telle est la démocratie dans ses caractéristiques fondamentaux, tout le reste n'est que misérable révolte et réaction, assez forte peut-être pour détruire, mais impuissante à construire. Je ne pense pas qu'il y ait quelqu'un d'assez hardi ou d'assez corrompu pour protester contre un pareil programme. Mais si ce programme est celui de la vraie démocratie, est-il celui de

(Mao)
l'heure

la majorité des démocrates ? D'une manière générale leur point de départ et leur but sont-ils à la hauteur de leur cause ? Je ne le crois pas, et je me propose de le prouver en passant en revue les principales écoles qui sont à la tête du mouvement. Il sera peut-être utile, après cinquante années de luttes, de martyrs et de sacrifices, de voir un peu où nous en sommes, de reconnaître le terrain, et d'examiner si nous ne risquons pas de nous égarer.

II

Si l'on considère sérieusement les idées qui se sont agitées dans le camp de la démocratie, on peut les classer en deux doctrines qui se résument par ces deux mots : — les *Droits* et les *Devoirs*. Leurs variétés sont nombreuses, leurs apparentes variétés plus nombreuses encore. Des écoles, parties du même point et poursuivant le même but, sont arrivées, les unes à un despotisme nouveau, les autres à l'anarchie, plusieurs au rétablissement de formules de foi absolues, d'autres encore à de vagues et mystiques aspirations vers un avenir indéterminé. Mais toutes, d'une manière ou de l'autre, se relient à la doctrine qui se fonde sur les *droits de l'individu*, ou à celle qui dérive d'une idée supérieure aux individus, supérieure à la société elle-même.

La première de ces doctrines règne encore dans les rangs de la Démocratie. Elle a été jusqu'à ce jour toute-puissante en Angleterre et en Amérique et acceptée de tous, à l'exception de quelques écrivains éminents qui n'ont pas encore beaucoup de partisans¹.

¹ Carlyle en Angleterre ; Emerson en Amérique.

Le lecteur ne doit pas oublier que ces pages ont été écrites il y a plus de trente ans.

La seconde, plus récente et plus faible au point de vue du nombre de ses adhérents, a cependant gagné à elle depuis 1830 les esprits les plus purs et les plus élevés sur le continent. Je crois qu'elle est destinée à triompher et à organiser la démocratie sous son drapeau, parce qu'elle part d'un point de vue religieux inaccessible à la première.

Cette déclaration est suffisante pour indiquer dans quel esprit ces pensées sont écrites.

J'aurai besoin de toute la tolérance et de l'esprit de libre discussion qui distingue l'Angleterre, car, en étudiant l'École qui se fonde sur les *droits individuels*, j'attaquerai plusieurs idées acceptées par la majorité des démocrates, et je me mettrai en opposition avec des hommes illustres dont les principes sont généralement considérés comme inattaquables. Mais la question est trop sérieuse pour que l'on puisse lui refuser le droit d'être examinée et discutée librement sous toutes ses faces. J'ai dit que la Démocratie est avant tout un *problème d'éducation*, et comme la valeur de toute éducation dépend de la vérité du principe sur lequel elle se fonde, tout l'avenir de la Démocratie est engagé dans cette question. Personne ne peut désirer qu'elle soit traitée légèrement. Personne ne peut nier l'importance qu'il y a à passer en revue les idées adoptées, depuis les quinze dernières années, par les hommes les plus éclairés de la France, de l'Italie et de l'Allemagne. Ce n'est que par un exposé clair de toutes les pensées, de toutes les solutions, de toutes les aspirations qui existent dans notre parti, que nous pouvons espérer arriver à la vérité.

(1830)
eu

La doctrine qui prend pour point de départ les droits individuels a joué, surtout dans les soixante dernières années, un rôle important et infiniment utile à l'humanité. Elle a apparu, ou, pour parler plus exactement, s'est formulée à une époque où la vie religieuse des nations dé-

pendait en grande partie des collèges de prêtres de toutes nuances, où leur vie intellectuelle était gouvernée par des censeurs et leur activité industrielle par des receveurs officiels, et elle a renversé, détruit, ou miné toutes ces forces. Elle a conquis, — moralement ou de fait, peu importe, car la seconde conquête suit inévitablement la première, — la liberté de conscience, les droits politiques, la liberté de la presse, et enfin récemment le libre échange. On ne peut pas nier que ce ne soit cette doctrine qui ait écrit cette grande et noble page de l'histoire du monde.

Mais cela suffit-il? Toutes ces conquêtes sont-elles le *but* ou ne sont-elles pas plutôt les *moyens* qui doivent nous aider à atteindre le *but*? Et s'il en est ainsi, est-ce que le principe du *Ego du droit individuel*, pris comme base de notre éducation morale et politique, est une force suffisante pour diriger l'homme, pour unir les hommes et les faire marcher à des conquêtes futures? Voilà la question. Qui-conque l'examinera sérieusement s'apercevra bientôt que la doctrine des droits individuels n'est, dans son principe, qu'une grande et sainte protestation en faveur de la liberté humaine contre toutes les oppressions. Par conséquent sa valeur est purement négative. Elle peut détruire, elle ne peut pas fonder. Elle sera puissante pour briser des chaînes, mais n'aura pas la force de tisser des liens de coopération et d'amour.

Supposez que vous avez devant vous des hommes libres, émancipés, qui ont conscience de leurs facultés et de leurs droits, et qui voient l'univers de Dieu ouvert devant eux. Quel usage feront-ils de leur liberté? De quelle manière emploieront-ils leurs facultés? de quel côté se dirigeront-ils? Cette question n'est-elle pas la question vitale pour la créature humaine? Et cependant elle n'a pas encore été étudiée. La doctrine des *droits* a mis les hommes en état d'agir, mais quelle sera maintenant leur action? Ce pro-

bon bien. (Come Promozion.)

blème n'est-il pas celui que nous cherchons à résoudre? Supposez que vous ayez devant vous des nations fortes et grandes, libres de toutes les chaînes que les préjugés, les intérêts de caste ou les ambitions des familles régnantes ont resserrées autour d'elles.

Quel usage feront-elles de leur liberté d'action?

Vont-elles fonder leur nationalité sur une grande et active sympathie pour la vérité, la beauté et la justice, ou s'enfermer dans un sentiment de *nationalisme étroit*? Chercheront-elles à empiéter sur les droits des autres, à absorber, à monopoliser le pouvoir?

Comprendront-elles que la vie nationale et internationale doit être la double manifestation d'un même principe: l'*amour du bien*? En un mot, prendront-elles pour devise ces mots: *l'affaiblissement de tout ce qui n'est pas nous*; ou ceux-ci: *l'amélioration de tous par tous, le progrès de chacun au profit de tous*? Telle est la question que la démocratie doit résoudre, car la démocratie n'est pas seulement la *liberté* de tous, mais un *gouvernement librement accepté par tous et agissant pour tous*. Quoi que l'on en dise, le monde aujourd'hui a soif d'*une autorité*. Toutes les insurrections sont dirigées, non pas contre l'idée du pouvoir, mais contre la parodie de cette idée, contre un fantôme d'autorité, une forme sans vie et par conséquent stérile et impuissante. Nous voulons être *guidés*, mais nous désirons que ce soient les meilleurs et les plus sages parmi nous qui soient nos guides. Nous voulons une association, aussi intime que possible, dans la poursuite d'un but commun, mais nous désirons que cette union soit librement acceptée et que le but ne soit pas incomplet, ne soit pas l'objectif d'une seule classe, d'un seul parti. Bien loin d'aspirer à l'anarchie comme beaucoup de personnes le croient, ou prétendent le croire, la Démocratie, de même que le monde dont elle est aujourd'hui le moteur, a soif d'unité. Mais, instruite par une amère expérience, elle dé-

clare que, désormais, aucune unité n'est possible là où règne l'inégalité artificielle, où d'un côté l'esprit de domination, et de l'autre un esprit de méfiance et de réaction entravent toute communion d'idées et morcellent l'humanité en différentes classes, par la séparation de leurs intérêts.

La doctrine des droits individuels, comme je viens de le dire, est si impuissante à résoudre la question qu'elle est terrifiée à l'idée d'un gouvernement. Ses partisans considèrent le gouvernement comme un inconvénient nécessaire auquel il faut se soumettre, à condition de lui donner le moins de puissance possible. D'après eux le gouvernement, dont les fonctions seront presque réduites à celles d'un agent de police, n'a pas d'autre mission que *d'empêcher*. Il est chargé de réprimer le crime et la violence, d'assurer à chaque individu l'exercice de ses droits contre les attaques brutales de ses voisins, rien de plus. Et dans la crainte que, séduit par les douceurs du pouvoir, le gouvernement ne tente d'outre-passer ces limites étroites, on l'entoure de soupçons, de méfiance et de pouvoirs locaux hostiles, on s'applique à organiser un système de garanties contre ses empiétements possibles. Il n'y aura plus, à proprement parler, de société, mais seulement une agrégation d'individus unis dans le but de rester en paix et poursuivant chacun leurs objets individuels. *Laisser faire, laisser passer*, voilà la formule de cette école. Tel n'est point l'idéal que nous cherchons. Non, certainement, ce n'est pas pour atteindre cet ignoble et immoral *chacun pour soi* que tant de grands hommes, tant de saints martyrs de la pensée ont répandu, de siècle en siècle, les larmes de leurs cœurs, les sueurs et le sang de leurs corps. Êtres de dévouement et d'amour, ils ont travaillé et souffert pour quelque chose de plus élevé que l'individu, pour cette humanité qui devrait être l'objet de tous nos efforts et devant laquelle nous sommes responsables. En face d'une

génération qui les méprisait et les persécutait, ils ont énoncé avec calme leurs pensées prophétiques. Les yeux fixés sur l'horizon des temps futurs ils se sont adressés à cet être *collectif* qui vit toujours, qui s'instruit sans cesse, et *chez lequel se réalise progressivement l'idée divine*; ils ont travaillé pour cette cité de la race humaine¹ qui seule, par l'association de toutes les intelligences, de tous les amours et de toutes les forces, pourra accomplir le plan providentiel pour lequel nous avons été créés. Nous sommes tous responsables les uns des autres. *Nous vivons tous pour les autres*, l'individu pour sa famille, la famille pour le pays, le pays pour l'humanité. Nous cherchons tous la Loi de notre vie, et pour nous, comme pour tout ce qui existe, la loi de l'individu se découvre par la loi de l'espèce. Nous faisons tous l'ascension d'une pyramide dont la base repose sur la terre, et dont le sommet atteint Dieu. La montée est lente et pénible, et nous ne pourrons la faire qu'en nous donnant la main, qu'en réunissant nos forces, qu'en serrant nos rangs, comme la phalange des Macédoniens, chaque fois que l'un de nous tombe épuisé de fatigue. C'est cette nécessité qui légitime la démocratie, ses aspirations à l'émancipation, à l'élévation, à la coopération de tous. C'est là aussi que se trouve le secret de sa force, inévitable comme les desseins de Dieu.

Mais si de ses hauteurs où tous les désirs de l'humanité se purifient, où nos efforts reçoivent une consécration religieuse, vous faites descendre la démocratie dans l'arcane étroite des tendances individuelles, vous ne lui donnez pour but qu'une simple théorie de liberté sans une règle de conduite plus élevée; alors vous transformez sa nature, faite pour tout embrasser et tout sanctifier, en quelque chose de réactionnaire et d'hostile, vous dénaturez sa pen-

¹ *Civitas generis humani*; ainsi ont dit tous les grands hommes de Tacite à Dante, (*De monarchia*) et de Dante à Bacon.

sée fondamentale, ses instincts éminemment sociaux, son besoin de croyance, d'éducation, d'unité, pour y substituer une sorte d'anarchie paisible et sans nom. Alors l'homme commence par le culte de l'individualité pour tomber, de degré en degré, dans les abîmes de l'égoïsme. Et, pendant ce temps, vous excitez et justifiez, dans une certaine mesure les terreurs et les répugnances d'une société que vous désirez gagner à vos idées; vous semez inconsciemment la haine; vous nous alienez des esprits supérieurs¹ qui pensent que la démocratie est stérile, incrédule et par conséquent impuissante.

Je sais que plusieurs de ceux qui adoptent la doctrine que je réfute seront étonnés des conséquences que j'en déduis. Ils rêvent un même avenir que moi. En sondant leur cœur ils trouvent qu'ils sont prêts à se dévouer à leur prochain, à l'humanité, au développement des instincts sociaux, à tout ce que j'ai déclaré être le but final de la démocratie. Ces hommes sont meilleurs que leur doctrine; leur cœur vaut mieux que leur tête; ils *sentent* la vie collective de l'humanité et ce sentiment les entraîne dans une pratique qui est contraire à leur théorie. Mais quelle garantie ont-ils que les autres feront comme eux? Il ne s'agit pas ici de juger des actions des individus, mais d'éprouver la valeur d'un *principe* qui doit être notre guide dans l'éducation générale. Nous devons rechercher quelle influence ce principe peut exercer sur des hommes plus ou moins corrompus par l'éducation qu'ils ont reçue dans l'état des choses que nous voulons abolir, ou par une absence totale d'éducation.

On me dira peut-être : Vous parlez d'unité de croyance et par conséquent d'unité dans l'éducation; vous condamnez notre méfiance, notre système de garanties, notre

¹ Thomas Carlyle, démocrate d'instinct, nie l'avenir de la démocratie parce qu'il la confond avec l'école que j'attaque.

théorie de la liberté. Voudriez-vous donc confier l'éducation nationale aux pouvoirs existants? Voudriez-vous confier aux sociétés fondées sur le privilège l'initiative du progrès futur? Et devrions-nous, par peur de l'anarchie, courir le risque du despotisme?

Dieu m'en garde! La lutte pour la liberté est aussi sacrée que l'individualité humaine, soutenez-la jusqu'au bout. Lorsqu'un Gouvernement corrompu ou arriéré ne peut pas remplir une véritable mission éducative, gardez-vous de lui en donner une; entourez-vous de toutes les garanties possibles tant que vous ne pourrez pas faire mieux, mais ne formulez pas dans une théorie finale ce qui n'est qu'une triste nécessité temporaire; ne donnez pas comme seule limite au problème le renversement des obstacles. Nous nettoyons le terrain pour élever un nouvel édifice. Nous avons besoin de la liberté, aussi bien pour remplir un *devoir* que pour exercer un *droit*. Si vous donnez à votre éducation politique un principe plus élevé, la liberté deviendra ce qu'elle doit être réellement, la possibilité de choisir entre les différents moyens de faire le bien; tandis que si vous l'exaltez seule, à la fois comme *moyen* et comme *but*, elle deviendra, ce que quelques jurisconsultes qui ont copié le paganisme l'ont appelée, — le droit d'user et d'abuser —, et ainsi la société ira d'abord à l'anarchie, puis au despotisme que vous craignez.

Supposez que les droits d'un individu soient temporairement opposés à ceux d'un autre, comment voulez-vous les réconcilier si ce n'est en faisant appel à quelque chose de supérieur à ces droits? Étant donné que chacun a le droit d'augmenter sa richesse, comment résoudrez-vous la grande et éternelle question qui se pose entre l'ouvrier et son patron sans en appeler à un autre principe? Supposez un individu qui se révolte contre les liens de la société; il sent sa force; ses inclinations et ses facultés l'appellent

dans un chemin différent de celui que suit la foule ; il a le droit de développer ces facultés et il déclare la guerre à la communauté. Songez-y bien ! quel argument pourrez-vous lui opposer qui soit conséquent avec la doctrine des droits ? Quel droit avez-vous, par le seul fait que vous êtes la majorité, de lui imposer l'obéissance à des lois qui ne sont pas en harmonie avec ses droits individuels et ses aspirations ? Les droits sont égaux pour tous, la société ne peut pas en avoir plus que l'individu. Comment donc prouverez-vous à cet homme qu'il doit unir sa volonté à la volonté de ses frères ? Par la prison ? Par l'échafaud ? C'est-à-dire, partout où la société n'a pas donné l'éducation, par la violence. Supposez une de ces crises solennelles qui menacent la vie d'un pays et font appel au dévouement de tous ses fils, une invasion étrangère, une tentative violente pour substituer la tyrannie aux lois fondamentales de l'État, quelque grande et indispensable conquête à faire pour les classes qui souffrent, est-ce au nom de leurs droits que vous convieriez les citoyens au martyre ? Le premier des droits n'est-il pas le droit à la vie ? Vous avez dit à l'homme que la société a été constituée dans le seul but de lui assurer ses droits, et maintenant vous lui demandez de les sacrifier tous, de souffrir et de mourir pour le salut de son pays, pour le progrès d'une classe à laquelle il n'appartient peut-être pas. Non, il calculera les chances de succès et les risques à courir et il agira en conséquence, ou bien il déclarera qu'il est cosmopolite ; il dira, — comme on l'a dit souvent : — *Ubi bene, ibi patria !*¹ Sa patrie sera là où se posent ses pieds, et vous n'aurez pas le droit de lui faire un seul reproche. Cet homme a simplement été logique, il a été conséquent avec le principe d'éducation que vous lui avez inculqué.

¹ Là où je suis bien, là est ma patrie.

Hélas ! quel commentaire historique je pourrais faire, moi citoyen d'un pays esclave, sur les paroles que je viens d'écrire ! Combien de dévouements n'ai-je pas vu s'évanouir au souffle de l'adversité pendant les quinze dernières années ! Avec quelle amertume j'ai répété, en contemplant ces ruines vivantes, le vers de Shakespeare :

Oh what a noble mind is here o'erthrown !¹

Des jeunes hommes se sont levés, brillants de jeunesse et de fierté. Ils ont secoué avec indignation les chaînes qui liaient leur intelligence, leur conscience et leurs facultés, et ils ont juré de lutter et de souffrir jusqu'à la fin pour la cause nationale. Mais comment auraient-ils pu tenir leur promesse lorsqu'ils ne croyaient pas fermement au devoir de se dévouer à la cause générale, lorsqu'ils n'avaient aucune conception religieuse de la vie humaine, lorsqu'ils étaient poussés bien plus par un esprit de réaction et par le sentiment de leurs droits violés, que par une véritable inspiration sociale ? Deux ou trois années de luttes ont suffi pour briser ces sortes résolutions. Au lieu de lui donner la sainte consécration du malheur, l'exil et la persécution ont enlevé à leur drapeau toutes ses brillantes couleurs. L'espérance déçue les a remplis d'une stérile tristesse, et à chaque nouvelle désillusion, à chaque désertion ils se sont dit : *Pourquoi lutterions-nous pour des êtres aussi corrompus ?*

Il ne voyaient pas que c'est justement parce que les hommes sont corrompus que nous devons lutter pour les changer. Peu à peu ils se laisseront influencer et diriger par l'atmosphère qui les entourait ; ils commenceront à récapituler ce qu'ils perdaient dans la lutte ; ils arriveront à trouver que, pour un gain incertain de quelques droits, ils risquaient de perdre leur carrière matérielle, leur vie

¹ Oh ! quel noble esprit est enfoui ici.

elle-même, source de tous les droits. Le scepticisme les saisit et les entoura de ses replis de serpent. Puis, une fois qu'il les eut vaincus, il se transforma en égoïsme. Alors, oh tristesse des tristesses! je les vis mourir de la mort de l'âme.

Et ceux-là seuls qui avaient pris la croix de la souffrance et de la lutte, qui avaient froidement dit adieu à la vie individuelle, à ses joies, à ses rêves, à ses espérances azurées, tristes mais résignés, flétris mais non pas écrasés par la tempête, ceux-là seuls demeurèrent debout.

Et dites-moi, lorsque vous considérez les nations qui jouissent de plus ou de moins de liberté, dites-moi, oh mes compagnons de souffrance! d'où vient cette plainte incessante et toujours grandissante du peuple, des classes laborieuses, de ces millions d'êtres qui travaillent et qui souffrent? N'y a-t-il pas là une énergique protestation contre l'impuissance de cette doctrine incomplète qui fait à la fois de l'individu le moyen et le but?

Voyez la France, par exemple. Pendant soixante et soixante-dix ans cette doctrine y a eu ses philosophes, ses moralistes, ses apôtres, ses guerriers, ses triomphes; — 1789, 1830. — La liberté a été conquise. La doctrine des droits individuels s'est incarnée, on peut le dire, dans chaque créature humaine. Pourquoi un si petit nombre d'hommes peuvent-ils en profiter? Pourquoi les souffrances de la masse qui travaille sont-elles toujours à peu près les mêmes? Pourquoi les révolutions dirigées par la classe moyenne, par la bourgeoisie, n'ont-elles été productives que pour cette classe-là seulement? La bourgeoisie ne luttait que pour ses droits; elle a été fidèle à ses principes; une fois ses droits à elle conquis, elle n'a pas vu la nécessité de les étendre aux autres. Les masses ont été exclues de la conquête. A quoi servent les droits pour ceux qui n'ont pas le pouvoir de les exercer? A quoi bon la liberté de l'instruction pour ceux qui n'ont pas le temps d'apprendre,

le libre échange pour celui qui n'a ni capital ni crédit? Pour que la doctrine des droits ne devienne pas une amère ironie pour cet homme, et cet homme est million, les classes moyennes auraient dû penser à abréger les heures de travail, à éléver les salaires, à donner une éducation gratuite et uniforme aux masses, à mettre les instruments de travail à la portée de tous, à procurer du crédit à l'ouvrier habile et honnête. Elles n'ont pas pensé à cela. Et pourquoi l'auraient-elles fait? Pourquoi auraient-elles limité l'exercice de leurs droits au profit des autres? La lice est ouverte, que celui qui le peut tente la course. Aujourd'hui, en France, on appelle les hommes de 1830 des apostats, et l'on a tort.

Je le répète, ils ont été seulement logiques. Ils se sont loyalement élevés contre le gouvernement de Charles X, parce qu'il était en opposition avec la classe dont ils sortaient, avec leur liberté de conscience, avec leur droit de prendre part au gouvernement, droit qui devait leur être acquis par leur éducation, leurs talents, leurs professions.

Une fois ces droits conquis, ils se sont reposés. Pouvez-vous, d'après leurs principes, leur demander plus?

Un grand homme, un Anglais, qui résume dans sa personne tous les travaux de cette école a, par anticipation, répondu affirmativement à cette question. Il a donné à la doctrine des droits individuels l'appui d'un principe qu'il déclare être inhérent à la nature humaine et qui mérite d'être étudié spécialement.

III

Bentham, l'homme distingué auquel j'ai fait allusion, a donné à la doctrine que jc condamne, parce qu'elle réduit la démocratie à l'impuissance, l'appui d'un principe qu'il pensait être identique avec la nature humaine. Son génie critique, ses grands travaux, l'application universelle qu'il

fit de ce principe et la clarté de sa méthode, car tels sont dans mon opinion les grands mérites de Bentham, dont de lui, non pas le fondateur, mais le véritable chef de cette école. L'étude des nombreuses transformations qu'elle a subies fournit elle-même la résutation du principe et, de fait, les Saints-Simoniens, les Fouriéristes, les Ouvrières, les Communistes sont tous des disciples de Bentham. Ils diffèrent quant à l'emploi des moyens, quant à l'organisation qui doit assurer le triomphe du principe, mais ce principe est le même chez tous : l'utilité. L'homme a le droit d'être heureux ici-bas : le bien-être, la plus grande somme possible de bonheur, tel est l'objet de tout le travail social et individuel.

Je sais bien que la théorie des droits, du moins quant à son titre, est mal vue par Bentham, mais pour tous ceux qui s'attachent à l'esprit, et non pas seulement à la lettre, il est évident qu'il y a là une simple querelle de mots, ou, pour parler plus correctement, une querelle quant à la manière de comprendre la façon dont les droits étaient interprétés à l'époque où il commença à écrire. On en était aux temps de Blackstone. Le droit en question, quel que fût le nom dont on l'appelait, était quelque chose d'indéfini, de malléable, et que l'on identifiait à je ne sais quel contrat primitif, et non écrit, passé entre la nation, l'aristocratie et le souverain. Bentham, l'homme de la loi écrite, esprit précis jusque dans les plus petits détails, lui qui, avec raison, niait l'existence de ce contrat, et qui considérait la législation et l'organisation de la société comme radicalement mauvaises, s'irritait au mot seul de droit, et l'a appelé quelque part le plus grand ennemi de la raison. Mais si nous nous élevons jusqu'à une sphère supérieure à celle de Blackstone, ou à toute autre application temporaire du droit, les deux écoles que j'ai définies sous le titre de Droit et de Devoir se distinguent précisément par ce fait : que l'une prend pour point de départ l'homme *individuel*,

flot sol (le Féminisme), à faire l'idée de l'attribution des suffrages, croit au volontarisme... (2)

tandis que l'autre part d'une idée collective : l'idée de la mission qu'a l'humanité de tracer le chemin à l'individu.

Les écrits de Bentham ne reconnaissent aucune idée supérieure à l'individu, aucun point de départ collectif, aucune éducation providentielle de la race humaine, aucun progrès en vue de la réalisation d'un idéal de perfection.

Avec une intelligence plus capable de sonder les profondeurs d'une seule idée que d'en saisir plusieurs et de les considérer de haut, nourri dès sa plus tendre jeunesse des doctrines d'Helvétius, évidemment dépourvu de tout sentiment religieux et incapable, vu son mépris pour le passé, de sentir l'inspiration commune à l'humanité, comment aurait-il pu s'appesantir sur autre chose que les sensations, les sympathies et antipathies instinctives de l'individu ? Bentham, considéré dans ses tendances générales, appartient donc à cette philosophie de la dernière moitié du dix-huitième siècle qui, au nom des sentiments et des droits individuels, s'est élevée contre les mensonges d'une société momifiée. Elle a pu détruire ce qui existait et semer des promesses pour l'avenir, mais elle ne saurait les tenir.

L'homme est donc un être susceptible d'éprouver le plaisir et la peine. Chercher l'un, éviter l'autre, c'est la loi de son être, bien calculer, voilà sa sagesse. La société peut lui faciliter et lui garantir beaucoup de plaisirs, elle peut lui éviter beaucoup de souffrances ; son but doit être d'organiser toutes choses en vue de réaliser la plus grande somme de bonheur possible pour tous. Dans ce sens l'intérêt public s'identifiera avec l'intérêt privé. Les actes qui procurent la plus grande somme de plaisir seront vertueux, ceux qui produisent le plus de souffrance seront mauvais.

Tel est, si je ne me trompe, l'énoncé, sec et brutal, mais fidèle, de la doctrine de Bentham dans son essence, doctrine qui est adoptée par les deux tiers des démocrates

de nos jours. Je ne parlerai pas de son insuffisance quant à la connaissance de la nature humaine, de l'omission qu'elle fait des capacités les plus nobles et les plus élevées de notre âme¹, dé l'oubli dans lequel elle laisse la loi suprême du monde collectif et le progrès continual de la pensée, du vague de ce mot *utilité* qui est diversement interprété suivant les individus, les temps et les lieux. L'impuissance du principe à produire la transformation sociale qu'il espère est le point sur lequel je désire attirer l'attention de mes compagnons de travail. Une appréciation complète d'un homme comme Bentham ne peut se faire en deux ou trois pages.

Je puis bien comprendre qu'en face d'une société fondée sur le privilège, organisée de telle sorte qu'elle accorde un monopole de jouissance à la minorité, on proteste en disant : *Non, la société doit s'occuper du bien-être de tous.* C'est la gloire de Bentham d'avoir dit cela hardiment et sans réserve. Mais dire à un parti qui aspire à fonder l'avenir, qui a déjà secoué le privilège et le monopole, qui demande à ses chefs un principe éducatif pour la génération future, dire à un tel parti : *Enseignez l'utilité, l'amour du plaisir, l'horreur de la souffrance,* j'avoue que je ne puis le comprendre.

Comment donc ! nous voulons être un parti réformateur et rénovateur ; nous sommes tenus d'être plus nobles, plus élevés, plus vertueux, car cela seul peut rendre nos efforts légitimes, que les hommes du parti opposé ; nous nous plaignons de rencontrer à chaque pas l'égoïsme ; nous déplorons la lutte systématique à laquelle la société se trouve réduite, par suite d'une concurrence sans frein et sans principe régulateur plus élevé ; nous parlons sans cesse de fraternité, d'association et d'amour ; — et pour remédier à ces maux, pour atteindre un idéal supérieur à celui qui

¹ Voyez Bentham, *Table of the Spring of Action.*

existe aujourd'hui, nous prenons nos armes dans l'arsenal de l'ennemi ; nous disons : *Prenons le drapeau sous lequel le cœur des classes privilégiées s'est retrécí, flétrí et est devenu stérile, nous l'agrandirons de manière à ce qu'il puisse nous mettre tous à son ombre !* Non, pour atteindre notre but nous devons retourner aux principes ; nous devons ramener les nations, qui errent au hasard, aux lois du progrès, à l'humanité, à Dieu ; nous devons éléver le sens moral qui est tombé, raviver le sentiment du devoir dans le cœur de ces hommes qui sont devenus des machines à calculer ; nous devons proposer à cette jeunesse intelligente, née au milieu des ruines d'une société, et qui tombe si vite dans le doute et le découragement, un objet digne d'elle ; nous devons reconstituer la vie morale de l'homme, par l'enthousiasme et l'amour ; le passé, fondé sur le privilège et l'inégalité n'est plus que poudre et cendre. Eh bien, je vous le demande, pouvons-nous prétendre atteindre un tel but et engager les hommes à nous suivre en leur disant : *Mettez dans la balance le plaisir et la douleur et puis choisissez ?*

Voyons un peu : c'est dans le présent que nous devons chercher notre point de départ. Nous n'avons pas à instruire une nouvelle génération née sous le manteau de Bentham, pleine de ses bonnes intentions et réchauffée par ses sentiments de philanthropie utopienne. Non, c'est au monde qui s'agit autour de nous que nous devons nous adresser ; à cette foule qui souffre, qui jouit, qui lutte, qui convoite, qui envie, à la société actuelle faite de maîtres et de serviteurs, des gens qui possèdent et des gens qui n'ont rien. Vous avez d'un côté une minorité qui, par droit d'héritage, et de traditions aristocratiques, possède tous les éléments du bien-être, — terres, capital et machines, — de l'autre une majorité qui n'a que ses bras et sa force pour travailler, et qui est réduite à les engager, aux conditions qui lui sont imposées par la première, sous peine de mourir de faim. Et

vous, qui songez à transformer la société, vous présentez à ces deux classes ce mot : utilité, et cette idée : le plus grand bien-être possible. Comment voulez-vous concilier ces intérêts opposés ? Pour le propriétaire, l'utilité c'est de vendre son blé le plus cher possible ; pour le manufacturier de produire au meilleur marché possible. Ce qui convient à l'un c'est le monopole, le système protectionniste ; ce qui convient à l'autre c'est l'augmentation des heures de travail et la diminution des salaires. Comment voulez-vous, sans sacrifices et sans privations, concilier ces deux utilités avec celle de l'ouvrier, qui est non-seulement de réclamer un salaire suffisant et quelques heures de liberté pour développer son intelligence, mais de chercher à obtenir progressivement une plus grande part des bénéfices de son patron ? Il n'y a évidemment là aucune question de balance, aucune corrélation d'intérêts. Il s'agit de concessions et de privations d'une part, et de gain de l'autre. Par quel argument convaincerez-vous les premiers que l'utilité pour eux consiste à sacrifier une partie de leurs jouissances ? Sera-ce en leur expliquant la sécurité qu'ils retireront de ce sacrifice, car, s'ils ne le font pas, ils courront le risque de tout perdre par une crise commerciale, par la famine ou par une insurrection des classes ouvrières ? Je le sais bien, mais croyez-vous vraiment que l'incertitude de l'avenir ait une grande part dans les calculs de l'individu ? Croyez-vous que la vague pensée de l'échafaud ait arrêté beaucoup d'assassins ? Croyez-vous que l'idée d'une révolution future entre pour beaucoup dans les calculs des hommes d'Etat qui soutiennent un gouvernement despote ?

Avons-nous jamais vu la peur de l'encombrement empêcher les commerçants de jeter leurs marchandises sur de nouveaux marchés ? Non, l'homme en général calcule l'utilité d'après la durée de sa propre vie ; il est assez disposé à répéter ces mots célèbres : Après moi le dé-

luge ; ou bien, si sa prévision va jusqu'à remarquer un point noir à l'horizon, il dit : « Attendons de voir si l'orage vient, il sera temps alors de s'en occuper. » TB

Un autre exemple qui a déjà été cité mais qui me paraît frappant est celui-ci : « Vous avez un héritage à partager. » La doctrine, par la voix de Bentham, vous dit : Partagez-le de manière à ce que la subsistance de la génération qui s'élève soit assurée, à ce qu'il n'y ait point d'attente déçue et que le principe de l'égalité des fortunes soit promulgué. Comment faire, je vous pric ? Quelle mesure prendre pour que dans le pays où j'écris (l'Angleterre), il n'y ait de désappointement ni pour le fils ainé, ni pour les plus jeunes ?

Comment faire pour que, dans un pays, il n'y ait d'attente déçue, ni du côté de la génération qui passe, ni du côté de celle qui vient ?

Je sais que l'on va s'élever hautement contre moi : l'utilité que nous recherchons, dira-t-on, c'est l'utilité générale, elle embrasse les générations futures. Le propriétaire et le manufacturier doivent comprendre qu'il ne s'agit pas de leur propre intérêt, mais de l'intérêt de tous. Le premier n'a pas à être déçu parce que l'on n'aura pas commis une injustice ; l'homme, autant que possible, devrait désirer non pas son propre bien-être, mais l'égalité du bien-être pour tous. Devrait ? Et pourquoi ? Ne voyez-vous pas que vous enappelez à un autre principe ? — à un principe religieux ? — ne voyez-vous pas que vous invoquez quelque chose de supérieur à toutes les individualités qui constituent votre société, quelque chose de supérieur à toutes les lois que vous pouvez classer sous le titre d'utilité — la justice ? TB
111

On me dira encore : la Justice et l'Utilité sont identiques, la Justice est l'idée, l'Utilité est le symbole, le signe extérieur. Par conséquent, en prêchant le second, nous prêchons de fait le principe. Oui, la Justice et l'Utilité

sont identiques pour le *monde*, mais pas pour l'*agent* : dans leur fin, mais non dans leurs résultats intermédiaires. Pour tous ceux qui ont la pénétration des grands faits historiques les Croisades ont frappé le premier coup contre la féodalité, elles ont été providentiellement dirigées pour favoriser le progrès de l'humanité. Cela prouve-t-il que les milliers de Croisés qui succombèrent à la famine et à l'épée de la Hongrie et de la Grèce, avant de pouvoir baiser la terre sainte, recueillirent aucun avantage terrestre sur leur chemin ? De même, la chute de l'Empire romain a été un pas providentiel dans le progrès des races. C'était la seule manière de les rapprocher, de mettre en contact le nord et le sud de l'Europe et, par ce choc, de préparer la voie pour un monde plus vaste que le monde latin. Pouvons-nous dire cependant que les millions d'Italiens écrasés, pillés, enchaînés, par ceux que l'on appelait alors des Barbares, n'auraient pas eu le droit de protester, au nom de l'Utilité, contre cette loi des circonstances qui les condamnait au martyre ? L'Utilité, ce degré le plus élevé du bien-être matériel et moral, est toujours la dernière conséquence d'une grande révolution, d'un grand acte de justice accompli, mais que de larmes, que de sang versé, que de sacrifices pour y arriver !

Le sentiment de la responsabilité humaine, l'instinct de la justice peuvent pousser un peuple à sacrifier une ou deux générations sur les champs de bataille ou à leur imposer le martyre, plus lent et moins brillant, des luttes civiles et des souffrances morales, mais qui lui dira : *Au nom de ton propre intérêt sacrifice-toi ! au nom de ton bien-être, meurs !* Il est étonnant de voir avec quelle obstination des hommes peuvent s'attacher à une idée, ou à un mot, une fois qu'ils l'ont adopté. On pourrait dire que, pareil au marin naufragé qui dans l'immensité de l'Océan se cramponne à un morceau de bois comme à

une planche de salut, ainsi l'esprit humain, frappé de terreur à l'idée de tomber dans le gouffre du scepticisme, cherche à faire de ce mot, de ce fragment d'idée un moyen de salut. J'ai connu des âmes éminemment religieuses, dont chaque sentiment était empreint de la poésie de la foi, chaque pensée une aspiration vers l'infini et qui persistaient, par opposition au Dieu que les sectaires leur présentaient, à nier Dieu et à faire de ce bel et grand univers une machine sans vie, un corps colossal sans âme, qui flotte sur l'abîme du néant entre la Chance et la Fatalité. J'ai souvent rencontré des utilitaires en théorie, sincères, ardents, enthousiastes, qui acceptaient notre croyance au devoir, au sacrifice, notre foi dans une marche collective sur le grand chemin du progrès et qui me disaient : *Voilà ce que nous désirons*, sans se rendre compte que, logiquement, ils n'en avaient pas le droit, qu'ils ne pouvaient pas passer de la théorie de l'avantage individuel à celle de l'utilité générale sans introduire dans leur système un troisième terme supérieur aux deux autres, et dont la seule présence suffisait pour renverser toute leur doctrine. Leur cœur les instruisait mieux que leur intelligence, ou plutôt leur intelligence, à son insu, avait depuis longtemps abandonné une théorie trop légèrement adoptée, ils n'en avaient gardé que le mot, et ce mot les gênait et les fascinait tour à tour. Ce mot les persécutait comme le ministre de Frankenstein, il leur demandait une âme et ils auraient bien voulu lui donner la nôtre. Ils auraient volontiers mis Platon, cet homme « qui dit des bêtises », dans Bentham. Ces gens-là agissaient comme les Néo-Catholiques qui cherchent à introduire la liberté sous la mitre infaillible de la Papauté romaine.

Laissez-moi vous conjurer, mes amis, de penser à ce que vous faites. Il ne s'agit pas seulement de vous, mais de tous, de ceux qui vivent aujourd'hui en cédant à leurs

inclinations corrompues, et qui n'ont aucune force morale, de ceux aussi dont la vie est pareille à une page blanche sur laquelle aucun caractère n'est encore tracé et qui vous demandent un principe d'éducation. Or, ce principe ne peut pas être autre chose qu'une *définition de la vie humaine*. La vie est-elle une succession de sensations, ou une manifestation finie de l'Idée Éternelle qui se développe progressivement à travers des formes temporaires ? Est-elle un *sai* simple, sans antécédents et sans conséquence, ou bien un *devoir à remplir* ? La recherche du bonheur ou l'accomplissement d'une mission, la réalisation successive d'un idéal, d'une pensée divine qui a présidé à notre naissance et à la naissance de ces milliards de mondes qui roulent harmonieusement autour de nous ?

Direz-vous à la jeunesse, direz-vous à vos enfants : *Calculez les plaisirs et les souffrances*, ou leur répétez-vous ces belles paroles de l'un des nôtres : *Il n'y a qu'une seule vertu au monde, le sacrifice éternel de soi-même*¹ ? Confierez-vous à leurs jeunes esprits cette formule stérile et creuse de l'intérêt, ou leur expliquerez-vous cette grande parole de Jésus : *Que celui d'entre vous qui veut être le premier se fasse le serviteur de tous* ? C'est là-dessus qu'il faut vous prononcer. En le faisant, *oubliez-vous vous-mêmes*, sachiez voir les hommes tels qu'ils sont. Ne croyez pas, parce que *vous vivez de votre vie propre*, parceque, sans vous en douter, vous respirez la brise matinale du jour qui va venir, que tout ce qui se trouve au fond de votre cœur monte spontanément au cœur des masses. Ne croyez pas, parce que *vous êtes prêts à trouver votre utilité dans le martyre*, que l'ouvrier et son patron, que le laboureur et le propriétaire, que l'enfant du mineur et celui qui le frappe pour l'em-

¹ George Sand.

pêcher de s'endormir, ne trouveront pas la leur ailleurs.)
Le martyre ! Voilà ce qui manque à votre théorie. Et comment pourriez-vous l'imposer à l'individu au nom de son bien-être ? Votre doctrine ne comprend pas Jésus, et, si elle est conséquente, elle ne verra dans Socrate qu'un feu sublime, comme d'autres ont vu dans Platon *un diseur de bêtises*. Et, croyez-le bien, au fond de la coupe où Socrate but la ciguë il y avait quelque chose de plus qu'un *calcul de plaisir*, ou qu'une attente déçue. Ce que je vais avancer ne paraîtra pas très scientifique, mais je voudrais que chacun cherchât la solution du problème dans les paroles que toute bonne mère dit à son enfant. Là, dans cette instruction primitive, dictée par l'amour, et où Dieu se révèle par des illuminations soudaines qui en disent plus que des volumes, là, je le crois, on trouvera la condamnation du principe d'utilité comme base de l'éducation. Les mères savent, et nous savons aussi, que si le bonheur ici-bas est le but de la vie, notre monde n'est qu'une triste ironie.

La vie de l'homme est un voyage dont le terme est ailleurs. Pareille à la fleur, elle a sa racine dans la terre et doit faire son chemin à travers cette matière pour fleurir dans un élément plus subtil : l'air. La souffrance et le plaisir, le bonheur et le malheur sont les incidents du voyage. Le vent souffle, la pluie tombe, le voyageur serre son manteau autour de lui, enfonce son chapeau sur sa tête et se prépare à la lutte. Bientôt l'orage passe, un rayon de soleil perce les nuées et réchauffe ses membres engourdis ; le voyageur sourit et rend grâces à Dieu. Le soleil ou la pluie ont-ils changé le but du voyage ?

Bentham et son école ont pris l'incident pour l'objet. Pour parler plus correctement, ils ont pris une des conséquences du principe et ils ont dit : « C'est le principe lui-même. » Ils ont remarqué qu'à chaque grand progrès moral de l'homme, à chaque conquête de l'esprit d'asso-

c. Mar
with felix
A.J.

ciation et de fraternité correspondent, tôt ou tard, une amélioration matérielle, une augmentation de bien-être. Puis de cette conséquence providentielle qui n'est *qu'une des preuves du progrès humain* et qui, je le répète, se produit presque toujours lorsque son agent immédiat a disparu, ils ont conclu que nous n'avions qu'à faire du fait la base et le but de la vie. Ils ont commencé le problème par la fin et tenté de poser la pyramide sur son sommet. Leur manière de procéder ressemble à celle de cet enfant qui soutenait que ces deux expressions : *manger pour vivre et vivre pour manger*, sont identiques.

Comment n'ont-ils pas compris qu'en substituant le fait au principe ils se privaient de ce qui seul peut produire le fait? que, partant de l'intérêt privé, ils devaient arriver ou à faire des égoïstes, ou à accepter cette proposition absurde que l'intérêt privé des individus s'accomplit par l'intérêt de ceux qui vivront après lui? enfin que l'on peut bien donner une pomme ou un gâteau comme récompense à l'enfant qui a bien employé sa journée, mais que si on lui dit : *Ton but est le gâteau et la pomme*, on court grand risque de le pousser à voler dans la boutique ou le jardin du voisin, lorsqu'il aura l'espoir de ne pas être découvert.

Non, ce n'est pas en parlant d'intérêt et de plaisir que la Démocratie remaniera le Globe. Ce n'est pas par la théorie de l'utilité que nous ferons sentir à ceux qui sont bien logés, bien vêtus et bien nourris, les souffrances des classes pauvres et la nécessité d'y porter remède. Peut-être trouveront-ils que votre théorie est très ingénueuse, mais entre cela et *agir*, entre cela et *le dévouement* il y a un abîme que vous ne pourrez jamais combler. Quelqu'un a dit : « L'homme est tout prêt à admirer le savoir, mais à la condition que cela ne dérange pas un cheveu de sa tête. » Il est si doux d'être en paix près du foyer paternel, entouré de visages souriants, tandis que la tempête se

déchaîne au dehors et que la pluie bat contre les solides carreaux de la croisée!

Il y avait aussi des utilitaires à l'époque de la chute de l'Empire romain. Leur formule était¹, *panem et circenses*, et, sous le règne de cette formule acceptée par le peuple, Rome, rongée par la gangrène de l'égoïsme, tomba en pourriture et périt. Jésus apparut. Il ne chercha pas à sauver par l'analyse un monde qui croulait. Il ne parla pas d'intérêt à des hommes que l'intérêt avait dégradés. Il énonça, au nom de Dieu, quelques axiomes inconnus, et ces axiomes changèrent la face du monde. Une seule parole de foi détermina, ce qu'aucune des écoles de philosophie n'avaient cru possible, — un progrès dans l'éducation de la race humaine.

IV

Le saint-simonisme ne doit plus compter parmi les écoles qui divisent notre camp démocratique. Depuis quelques années (et à une époque où la vie est si ardente, et court si rapidement vers le but, une année peut compter pour un quart de siècle), il est mort, enterré et oublié. Et cependant il a été la manifestation la plus importante et, je dirai même, la plus avancée du nouvel esprit qui anime cette époque. Il a semé dans notre terrain plus de vérités, plus d'idées larges et productives que toutes les écoles socialistes que j'ai déjà citées. De plus, dans mon opinion, c'est la tentative la plus sincère et la plus hardie que les hommes aient faite, jusqu'à ce jour, pour mettre en pratique le principe fondamental du système de Bentham, et pour organiser la société au point de vue de l'*Utilité*.

¹ Du pain et des plaisirs.

Lorsqu'il succomba, perdu par ces contradictions dans lesquelles la logique devait inévitablement le pousser, cela fut une preuve que, comme je l'ai dit, on ne saurait produire le bien-être général en faisant des droits et des agréments individuels le but de la vie. Le saint-simonisme a donc été utile par sa mort aussi bien que par sa courte mais brillante existence. S'il s'est parfois attiré un blâme sévère, jamais il n'a mérité l'indifférence. Ceux qui, pendant son règne, n'ont eu pour lui qu'un sourire de mépris et, après sa chute, l'ont jeté dans le plus profond oubli ne me semblent pas avoir compris ce qu'il y a de sacré dans toute conviction sérieuse et ne voient ni les signes des temps, ni les besoins réels de l'humanité. Quoi donc ! dirait-on, — l'utilitarisme et le saint-simonisme ! Bentham et le père Enfantin ! quelle association ! Comment pouvez-vous mettre sur le même rang, et accoupler dans une union discordante, l'esprit pratique et positif de l'un avec le vague mysticisme de l'autre ; une prétendue religion et une sorte de jurisprudence ; une théorie de liberté et un despotisme dogmatique ? Je vais vous le dire. Mais d'abord, laissez-moi vous indiquer en quelques mots l'importance qu'il y avait dans la manifestation saint-simonienne. Maintenant que le danger est passé apprécions froidement le bon et le noble côté de cette école. Les conséquences que je tirerai de sa chute n'en seront que plus frappantes. Dans ces essais, dont le premier objet est de considérer aussi sérieusement que possible la question de l'époque, question qu'il appartient à la démocratie de résoudre, je ne puis pas passer sur les tombes de ceux qui ont donné leur vie pour nous, sans leur adresser quelques paroles de reconnaissance, sans affirmer que leur œuvre est unie à la nôtre, et qu'ils survivent en nous dans ce qui a été la meilleure partie d'eux-mêmes.

De nos jours, on passe trop facilement d'une admiration exagérée à l'ingratitude. Nous acceptons trop souvent, sans

examen, les systèmes qui vivent ou paraissent vivre, et nous n'étudions pas du tout les systèmes tombés. À nos yeux la mort équivaut à une condamnation. Cette doctrine est morte, disons-nous, par conséquent elle n'avait pas le droit de vivre. Il y a une part de vérité là dedans ; mais pourquoi ne dirions-nous pas aussi : cette doctrine a vécu, par conséquent elle avait le droit de vivre ? elle représentait un besoin, elle détruisait une erreur, elle posait une question essentielle, quoique sans la résoudre ? Sur cette terre tout meurt, mais rien ne meurt. Les formes tombent pour ne plus se relever, mais il y a toujours quelque chose d'immortel dans l'idée, dans l'esprit qui a produit ces formes. Et c'est ce quelque chose qui constitue le grand stock du savoir humain, l'arsenal d'où nous tirons nos instruments pour frayer notre chemin. Le *vixit, obiit*, (il a vécu, il est mort), ne nous satisfait plus. Comment a-t-il pu vivre ? Pourquoi est-il mort ? Voilà ce que nous devons savoir, sous peine d'être condamnés à l'isolement et au doute sur tout ce qui nous a précédé dans ce monde. Le saint-simonisme, fondé sur une sorte de conviction religieuse, nous offre un spectacle extrêmement rare, je dirai presque unique, celui d'une harmonie entre les pensées et les actions d'une vaste association composée d'hommes intellectuels, de commerçants et de simples ouvriers. A une époque où la distinction immorale entre la *théorie* et la *pratique* était trop souvent la règle de la vie, où les hommes de *pensée* et *d'action* se tenaient soigneusement éloignés les uns des autres, alors que la question philosophique et religieuse et la question politique faisaient leur chemin sur deux lignes parallèles, les saints-simoniens se levèrent et dirent : « Nous croyons ce que nous disons et par conséquent nous ne nous contenterons pas de le prêcher, mais nous le mettrons en pratique. » Ils compriront que l'homme n'est pas complet sans l'unité de la pensée et de l'action, que la pensée est le germe de l'action, l'arbre qui étend au loin

ses branches afin que les générations puissent s'abriter à son ombre. Au milieu d'une race sceptique accoutumée aux expédients jésuitiques, qui se moquait des élans d'enthousiasme et résuait trop souvent une idée par une épigramme, ils affrontèrent hardiment la persécution et, ce qui est plus terrible, le ridicule ; ils n'eurent pas peur du rire moqueur que leurs costumes, leurs rites, leur vie privée, excitaient chez les voltaïens de Paris ; ils prononcèrent même des paroles de paix lorsque la populace catholique du sud de la France leur jetait des pierres. C'était un grand et beau spectacle qui, je l'avoue, excita mon admiration au plus haut point et me poussa plus d'une fois à les défendre contre les accusations lancées à la légère contre eux, par des hommes qui n'avaient pas seulement pris la peine de lire leurs écrits. C'est là aussi que se trouve, en grande partie, le secret de leur force et des progrès qu'ils firent de 1830 à 1832. Le peuple trouvait en eux ce qu'il ne rencontrait nulle part ailleurs, ce qui est rare de nos jours : des convictions et des actes, des *livres vivants* si je puis m'exprimer ainsi, le germe d'une Église et non pas seulement une *secte* de philosophes.

Comme je l'ai dit, ils saisirent l'homme en entier, en théorie et en pratique. Ils le comprirent aussi, — et c'est là la seconde raison de la profonde impression qu'ils firent, — dans tous les besoins qui l'agitent.

Aujourd'hui, à force d'analyser, de diviser, de subdiviser l'unité de l'homme a presque entièrement disparu. De même que, avant que l'unité de Dieu fut révélée par Moïse, le polythéisme payen l'avait morcelé en différentes parties, faisant ainsi du seul Créateur autant de divinités séparées, ainsi l'analyse matérialiste des temps modernes, de quelque nom qu'on la nomme, a brisé et morcelé l'être humain en facultés diverses. Religion, art, production, politique, toutes ces choses procèdent séparément, indépendamment les unes des autres, et souvent par des chemins opposés. L'un dirai :

J'ai le ciel, que m'importe votre terre ? Entendons-nous, répondra l'autre, sur les affaires terrestres, quant au ciel, que chacun croie ce qu'il veut.

L'homme est un être productif, dit l'économiste, et il se posera le problème unique et exclusif de l'augmentation de la production ; que l'*agent* meure à force de travail, peu importe, pourvu que la chose soit faite. L'homme, s'écrie le socialiste, est un être qui consomme, et il ne s'occupera que de la distribution des richesses. Pour arriver plus vite à l'égalité absolue, il supprimera tout ce qui stimule l'homme à augmenter de plus en plus le fond commun, sans se douter qu'il court le risque d'arriver à l'égalité dans l'indigence, au lieu de l'égalité dans la richesse. Quelques-uns organisent, au nom de la liberté humaine, la guerre du fort contre le faible ; d'autres, au nom de la supériorité de ce qu'ils appellent un principe religieux, permettent le progrès dans quelques-unes des branches du développement humain, et affirment l'immobilité dans les autres. De tout ceci résulte une société qui se déclare indifférente, collectivement, et *croyante*, dans chacun de ses membres, qui maintient son droit de punir et abdique son droit d'éduquer, qui prêche le sacrifice dans ses religions et la jouissance dans sa politique, qui confie le développement collectif de l'association uniquement à la liberté individuelle. Les saints-simoniens comprirent le vice radical de cette société. Ils sentirent que l'homme est complexe, religieux artistique, producteur et consommateur, un être à la fois, libre et social. Ils virerent que l'unité de sa vie dépend de la supériorité d'un principe dominant qui dirige toutes ces facultés, toutes ces forces actives et que, s'il existe un moyen de le faire avancer, c'est en faisant avancer l'homme en entier. Ils résolurent la question religieuse aussi bien que la question sociale, industrielle et artistique. Sous quelques rapports cette solution était incomplète, sous d'autres fausse, mais l'idée de la solution de la question totale était

juste. Cette vérité, affirmée au milieu d'hommes et de doctrines qui mutilaient la nature humaine à leur gré, était un grand pas fait vers l'avenir. Et en effet, ceux qui acceptèrent les solutions du saint-simonisme se sentirent plus calmes, plus satisfaits, plus dévoués que les partisans des autres écoles. Ils n'éprouvèrent pas ce vide pénible qui tourmente l'esprit des hommes de nos jours, et les empêche de se consacrer à ces réformes de détail que leur intelligence comprend.

En outre, le saint-simonisme contient le principe démocratique aussi bien que le principe d'association, le premier, il est vrai, à la base plutôt qu'au sommet du système, le second, violé par le fait d'une distinction trop marquée entre les classes hiérarchiques, mais cependant tous deux sont là. Le progrès moral, intellectuel et matériel de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre était explicitement proposé comme but de la doctrine, en sorte que le programme, uniquement politique, du parti libéral se transformait en un programme social dans lequel tout était arrangé pour le peuple. L'association des forces et des capacités remplaçait cette théorie impossible de la concurrence libre et sans limite qui cause les guerres et conduit inévitablement à la victoire de ceux qui ont sur ceux qui n'ont pas. Les saints-simoniens furent les premiers à attaquer sérieusement un système économique que l'on persiste à regarder comme une doctrine, tandis qu'au début il n'était que l'exposition scientifique d'un fait par rapport à un progrès futur. Le père Enfantin ne se trompait pas lorsque, proclamant la dissolution de sa société, il disait aux novateurs : « *Maintenant, vous vivrez tous sur des fragments de nos idées.* »

Il y a beaucoup de saint-simonisme, avoué ou non, dans l'économie politique enseignée aujourd'hui en dehors de l'école officielle. La formule à chacun selon ses capacités, et à chaque capacité selon le travail accompli était cer-

*Les anciens savants ont été écartés à jamais de la science
matérialiste, déf. R. Est-ce digne d'une vraie
PENSÉES SUR LA DÉMOCRATIE EN EUROPE. 223*

tainement supérieure à toute autre jusqu'alors connue. L'emploi donné au mérite et suivant la nature spéciale du mérite, la récompense proportionnée à l'importance et à la difficulté du travail, tel est certainement le point vers lequel nous tendons par une transformation lente et progressive. La société, telle qu'elle existe aujourd'hui, est en général gouvernée par cette formule : à chacun selon la classe à laquelle il appartient, à chaque classe selon les moyens et les capitaux qu'elle possède. Elle ne s'occupe ni de la justice, ni de l'avantage collectif. Elle substitue, pour ainsi dire, la matière à l'esprit, et elle disparaîtra inévitablement devant la puissance croissante de l'intelligence plus également répandue.

G'est à cela, je crois, que se borne le bien contenu dans la doctrine de Saint-Simon, et c'est assez pour mériter notre reconnaissance. C'est par cela que cette doctrine est unie au progrès qui a été accompli depuis cette époque. Voyons, maintenant pourquoi elle est morte, morte comme doctrine et comme tentative d'organisation sociale.

Le saint-simonisme n'a pas péri, comme on le pense généralement, par suite de l'exposé que fit Enfantin de ce qu'il appelait sa moralité. Cette moralité était radicalement vicieuse dans son principe et hideuse dans ses détails. Mais le déclin avait commencé avant cette exposition. Plusieurs désertions avaient déjà eu lieu et, en outre, si le germe de mort n'avait pas existé au cœur même de la doctrine, les saints-simoniens auraient pu répudier l'étrange révélation d'Enfantin comme une aberration individuelle, et sauver leur société par un changement dans la hiérarchie. La vraie cause de la mort du saint-simonisme fut son organisation sociale. Sortie du mouvement démocratique de 1830, — car avant 1830 les saints-simoniens ne formaient qu'un petit noyau d'écrivains philosophes, — cette doctrine était fausse quant à ses origines. Elle péchait contre la liberté

dont le souffle lui avait donné la vie. Issue d'un principe, *le bien de tous*, elle se substitua petit à petit à ce principe. Au lieu de dire, *tout par le peuple*, elle se contenta de dire, *tout pour le peuple*. Après avoir imaginé une certaine forme, pour la réalisation de ce principe, elle finit par confondre la forme avec le principe lui-même, et eut la prétention de forcer l'humanité à entrer dans cette forme comme dans un cadre. Elle prit la société dans ses bras, si je puis m'exprimer ainsi, et chercha à la transformer en la transportant dans un autre *milieu élaboré*, non pas par la société elle-même, mais par le système. Cette erreur est celle de tous les socialistes. Ils oublient que nous sommes ici-bas pour continuer l'humanité, et non pas pour la créer, et l'humanité qui désire marcher sur ses propres pieds se venge en passant outre et en retirant son souffle de vie des faiseurs d'utopies. Ils meurent, ou mourront tous, d'inanition spirituelle, enfermés dans leurs couvents modèles.

Ainsi mourut le saint-simonisme, bien heureusement pour nous. Je dis heureusement, car sa mort nous prouve, une fois de plus que l'avenir est à nous, à nous dont le seul désir est de placer le peuple dans des conditions qui lui permettent de marcher lui-même sur le chemin du progrès, sous le regard de Dieu.

Comment les saints-simoniens ont-ils pu en venir là? Je répondrai brièvement à cette question en me guidant dans ce qui suit sur l'opinion exprimée quelque part par un ami que j'estime et que j'aime, M. Pierre Leroux. Je partage entièrement ses vues sur ce point, et son opinion m'est doublement précieuse parce que c'est celle d'un homme qui était un ardent saint-simonien avant le schisme provoqué par la moralité d'Enfantin, et parce que mon but est de donner à mes lecteurs non seulement mes propres idées mais, aussi souvent que l'occasion s'en présente, celles des principaux démocrates du continent.

Bentham a été le principal inspirateur de Saint-Simon. L'utilité, ce principe du plus grand bonheur possible, tel était son point de départ, la conciliation entre les intérêts individuels et l'intérêt général, son but. Les premiers partisans de la doctrine de Saint-Simon n'usèrent pas de ce mot un peu vague, *utilité*, se piquant au contraire de progrès, ils le remplacèrent par le mot *production*. Leur première revue périodique s'appelait le *Producteur*, elle parut avant 1830.

Néanmoins *l'utilité* était leur but, la production leur moyen. A l'exemple de Bentham, les écrivains du *Producteur* concentrèrent principalement leur attention sur les intérêts matériels, à son exemple aussi, la tendance de leurs premiers écrits fut plutôt irréligieuse et dépourvue d'idéal. Plus tard, lorsque cette tendance changea, l'utilité ou la production ne demeura pas moins l'idée dominante du système. Leur religion était une religion de jouissances; ils désiraient faire le ciel sur la terre, plutôt que d'élever la terre jusqu'au ciel, leur dogme tout entier est dans cette idée. L'idée de Bentham, plus ou moins déguisée, perce dans tout leur système, dans ce qu'ils appellent brutalement la *réhabilitation de la chair*, dans leur appréciation de l'art et des artistes, dans leurs théories sur la femme et l'amour, dans leur évaluation de l'ouvrage accompli qu'ils n'estiment pas suivant la pureté des motifs, le travail, ou la souffrance de celui qui l'a fait, mais suivant le degré d'utilité qui en a été le résultat. Je suis persuadé que ceux qui étudieront sérieusement le saint-simonisme ne me contrediront pas.

Aussi longtemps que les saints-simoniens restèrent dans la sphère des écrits théoriques leur tâche fut facile; aucune difficulté pratique ne venait démentir leurs assertions ou anéantir leurs espérances philanthropiques. Les choses changèrent lorsque, emportés par le mouvement de 1830, ils tentèrent de devenir les conquérants

et les réorganisateurs de la société ; alors toutes les difficultés se dressèrent devant eux, impérieuses et menaçantes. A celles qui procédaient des besoins moraux, de ces aspirations vagues mais inséparables de l'homme et qu'aucune théorie économique ne peut satisfaire, ils répondirent en essayant de s'élever à la hauteur d'une religion. Mais l'impossibilité où ils étaient de concilier les intérêts généraux et particuliers, au point de vue de *l'utilité*, les entraîna dans un chemin diamétralement opposé à celui qu'ils avaient adopté au début et les égara bientôt loin du courant de l'humanité. Après diverses tentatives ces hommes, dont l'intelligence était certainement puissante, compriront que s'ils donnaient pour mobile aux hommes, tels qu'ils étaient, leur intérêt *individuel*, ils produiraient l'égoïsme d'où découlerait, tôt ou tard, l'usurpation, la guerre, l'inégalité, qui amèneraient à leur tour des crises, des insurrections et l'anarchie. Ils sentirent qu'en mettant *l'utilité collective* à la base de leur édifice ils se trouveraient souvent forcés de sacrifier les droits de l'individu, de le pousser, pour ainsi dire, à un suicide au profit de la société, et par conséquent d'établir un *despotisme au nom de l'intelligence*.

Placés dans cette situation ils firent un choix hardi et prirent carrément le second chemin.

D'après leur manière de considérer *l'histoire*, que je trouve très défectueuse, ils la divisent en périodes d'unité, qu'ils appellent périodes *organiques*, et en périodes *critiques*, ou périodes de liberté. Ils avaient déjà éliminé l'élément éternel du progrès et n'accordaient à la liberté qu'une activité dissolvante, ce qui équivalait à la sacrifier. Selon la méthode de Platon, (*la République*), qui classe les hommes en hommes d'appétits, hommes de cœur, hommes d'intelligence, ils eurent leurs *savants*, leurs *prêtres*, leurs *artistes*, leurs *industriels*, dont ils firent les trois classes, j'allai dire les trois *castes*, de leur société,

oubliant que, au-dessus de cette trinité, il y a une unité : *l'homme*, composée d'intelligence, de cœur et d'appétits. Ayant conçu *eux-mêmes* cette idée, ils se crurent les seules personnes capables de la mettre en pratique et en conséquence s'adjugèrent, et à leurs successeurs après eux, le premier rang dans la direction de la société. Ils oublièrent que, si l'initiative des grandes choses vient souvent d'en haut, l'impulsion part d'en bas, que, s'il existe réellement par droit divin des capacités supérieures et s'il est bon que ces capacités gouvernent, c'est à la condition qu'elles représentent, additionnent et élaborent la pensée obscure et confuse qui anime les masses. Ils oublièrent que le signe visible de cette communion de pensée ne se trouve que dans le *suffrage*, dans le droit d'élection accordé aux masses et ils brisèrent ce lien d'union en organisant une hiérarchie de haut en bas. Ils se dirent : nous sommes les ministres de Dieu, les plus capables le seront de même après nous et ils gouverneront, — c'était là toute leur démocratie, — pour le bien du plus grand nombre. Les capacités inférieures, artistiques et industrielles appliqueront *leur* pensée dans le rang qui leur sera assigné¹. De là à une papauté infaillible il n'y avait qu'un pas ; ils étaient trop logiques pour ne pas le faire et ils le firent. En effet parmi les capacités supérieures il y en avait nécessairement une supérieure à toutes. Ils élirent donc un *grand prêtre*, un *père* *Enfantin* et un collège autour de lui. Ce fut une répétition du pape, et des cardinaux du catholicisme. L'humanité qui avait cessé de croire au pape et aux cardinaux n'avait aucune envie de recommencer, elle passa outre et les saints-simoniens après s'être enfermés dans un couvent à Ménilmontant disparurent pour toujours de la scène.

Bientôt les derniers des fidèles, les quarante qui

¹ Rodriguez. *Lettres sur la religion des Saints-Simoniens*.

accompagnèrent Enfantin dans sa retraite ne retinrent plus du saint-simonisme que cette devise : l'utilité appliquée aux intérêts matériels. Aujourd'hui ils sont presque tous des serviteurs zélés du gouvernement de Louis-Philippe. Michel Chevalier écrit dans *les Débats*, Enfantin dirige je ne sais quelle affaire de chemin de fer¹.

L'homme ne se soucie pas que personne pense pour lui, mais il veut que le chemin de la pensée lui soit ouvert afin d'y marcher tout seul. Il demande des instituteurs, mais il repousse, et il repoussera toujours, des tuteurs, d'où qu'ils viennent. Les saints-simoniens sont tombés pour avoir oublié cette simple vérité. Nous avons vu quelles sont les difficultés qui les ont poussés à cette chute. Nous verrons comment ces mêmes difficultés ont jeté les écoles socialistes qui leur ont succédé dans des erreurs plus nombreuses encore.

V

J'ai montré comment les saints-simoniens, après avoir levé le drapeau de l'utilité et pris le principe du plus grand bonheur possible comme fin et but de notre vie terrestre, s'étaient trouvés placés en face de deux intérêts, l'intérêt *individuel* et l'intérêt *collectif*, et, forcés d'accorder à l'un une prépondérance sur l'autre, avaient choisi l'intérêt collectif. J'ai expliqué comment, d'une conclusion à l'autre, entraînés par le despotisme de l'autorité et la négation de la liberté humaine, ils avaient fini par disparaître, désavoués de l'humanité qui ne vit que par le progrès, et conséquemment par la liberté.

A peu près à la même époque, et comme s'il eût fallu que

¹ Écrit en 1847.

radical
Y auverg

la démonstration de l'impuissance de ce principe fut complète, Charles Fourier élevait le même drapeau dans un esprit diamétralement opposé. Pour lui aussi, le *bonheur* était le *but final* de la vie humaine, la *souffrance* le signe de l'erreur, le *plaisir* le signe de la vérité, l'*intérêt* le grand levier de la réorganisation sociale. Cet homme qui possédait peu de science, qui était dépourvu de toute poésie du cœur, et incapable de sentir la sainteté du progrès collectif de la race humaine, finit par ne plus voir dans le monde que *l'individu*. Il adora la liberté en elle-même et posa comme seul problème de la vie, la possibilité de donner à l'individu pleine et entière satisfaction. Il importe peu qu'il ait constamment parlé d'unité, qu'il ait inscrit, comme devise, en tête de ses ouvrages cette *loi de l'attraction* que Newton réduisit à une formule, et dont la possibilité d'application au monde social fut révélée par Saint-Simon¹. Tous ceux qui étudieront sa doctrine à fond, découvriront que son unité n'est pas autre chose que l'application de sa théorie de *l'individu* à *tous* les hommes. Son *attraction* n'est pas, ce qu'elle est pour nous, un signe mis par Dieu dans nos cœurs, pour nous enseigner que c'est *seulement* par le travail harmonieux de toute la grande famille humaine s'avancant vers un but supérieur à la vie actuelle, que nous pouvons comprendre et appliquer notre loi; elle n'est pour lui qu'un moyen et une nécessité pour le *plaisir* présent. L'idée d'une mission sociale, d'un *devoir* de progression morale et par conséquent d'une autorité est absolument étrangère à Fourier. Elle n'existe nulle part dans l'édifice qu'il a construit avec tant de soins et de travaux. Chez lui, aucun *gouvernement* réel; ses *omniarques*, ses rois, ses empereurs, ses déesses² ne sont

¹ Lettres de Genève 1802. La *Théorie des quatre mouvements* n'apparut pas avant 1808. Les nombreux plagiats de Fourier ont été prouvés par le bel ouvrage de Pierre Leroux.

² Voir la *Théorie des quatre mouvements*.

que des fantômes, une simple satisfaction donnée à la passion de l'ambition. Il ne connaît aucune religion. « Les philosophes ont toujours cherché le bien social dans des innovations administratives et religieuses ; » Fourier s'applique au contraire à le chercher « dans des opérations qui n'ont aucun rapport quelconque avec ces choses et par des méthodes industrielles. » Il ne poursuit aucun idéal de vertu, il vous dira que, « quant aux hommes politiques et aux moralistes », (disciples d'une *science incertaine*, comme il les appelle, ceux que Bentham décorait du titre de *diseurs de bêtise*), « leur dernière heure a sonné. »

Et maintenant que reste-t-il pour base de la société ? Que reste-t-il à cet homme qui, dans l'ivresse de ce qu'il appelle sa découverte, renonce si légèrement à tout ce qui a fait jusqu'alors le sujet des travaux de l'humanité ? Il lui reste le *bonheur*, le bonheur de l'individu ; et savez-vous ce qu'il entend par bonheur ? « Le bonheur consiste à avoir beaucoup de désirs et beaucoup de moyens de les satisfaire. » Plus tard il vous dira que, « il consiste surtout dans la possession des richesses. Après tout, les richesses ne sont-elles pas le moyen qui donne à l'individu la possibilité de satisfaire ses désirs ? »

Et ainsi de pas en pas, de déduction en déduction, Fourier, fasciné, aveuglé par sa soif de bonheur, seul but qu'il reconnaîsse à notre carrière terrestre, et par l'adoration de son *idole*, la *liberté*, seul instrument par lequel l'homme peut selon lui atteindre le bonheur, en vient à des *découvertes*, à des règles d'organisation sociale que ses *disciples*, moins hardis que lui, essayent de nous faire oublier. Je n'ai pu lire cela sans que le rouge m'en montât au front, je ne pourrais pas le répéter sans souiller ma plume.

La première partie du Faust de Goethe contient une scène que tous les critiques ont dit être inintelligible, c'est celle qui représente la cuisine des sorcières. On y voit des

singes mâles et femelles, des créatures impures et sans nom qui font rouler une balle, qui se chauffent auprès de l'âtre, qui brisent une couronne et chantent des chœurs d'orgie. Toute la scène se déroule autour d'un chaudron. Ils le surveillent et enlèvent l'écume en disant qu'ils font le *bouillon des mendians*. Au centre Méphistophélès, le génie du mal, trône comme un roi au milieu de sa cour. C'est l'image du *bonheur* de Fourier. C'est le triomphe de la matière ; la terre n'est qu'une proie pour les appétits égoïstes ; la vie est réduite aux proportions des instincts et des tendances animales. Je ne relis jamais cette scène sans penser à la théorie morale d'Helvétius et aux chapitres de Fourier : *premières périodes ou les sectes confuses, désorganisation des sectes, tribut à neuf groupes, etc.*, qui en sont le développement pratique. Lui aussi pourrait dire qu'il prépare le *bouillon des mendians*. Dans son système chaque homme mange, si je ne me trompe, neuf fois par jour. *Chaque homme doit consommer une masse de nourriture égale au vingtième de son poids* ; il doit travailler quelques heures à un emploi de son choix, agréable et varié ; le reste de son temps sera rempli par les plaisirs. Si tel est son goût il peut passer d'une femme à l'autre, ce qui s'appelle la *papillonne* ; s'il est né conspirateur il intriguera dans le *composite* ; sa seule loi sera cette *fantaisie otaheitienne*, comme il l'appelle, qui possédera et traversera son cerveau, sans contrôle, sous l'influence du sensualisme. Désire-t-il le luxe ? le phalanstère avec sa population de trois mille millions d'âmes lui en fournira autant que n'importe quel richard en possède de nos jours. En veut-il davantage ? il n'y a qu'à réduire les trois mille millions à deux, c'est ce que Fourier appelle le *petit complet* (la totalité réduite) du monde ; et, si la majorité le sanctionne, il vous en fournira les moyens. Il réduira, par des moyens artificiels, les deux tiers des femmes à la stérilité. C'est Malthus couronné de roses, pressant le jus de

la grappe. Vous dites : tout cela est horrible : c'est vrai, mais c'est en même temps parfaitement logique.

Fourier a la prétention de résoudre le problème de la vie et, envers et contre tout, j'accorderai qu'il y est poussé par l'amour de son prochain. Il a le sentiment juste que l'homme n'est pas né pour souffrir éternellement et que, s'il accomplit sa loi, le bonheur doit être sa destinée. Mais comme il est dépourvu de tout sentiment religieux, comme il ne croit pas au progrès de l'être humain, sauf ici-bas, il ne lui reste que la terre pour accomplir la destinée humaine et atteindre le bonheur. Placé entre les intérêts *colelectifs* et *individuels*, prendra-t-il les premiers pour base de ses travaux? D'autres l'ont fait. Fourier a compris qu'en faisant comme eux, il arriverait tôt ou tard au triomphe absolu de l'autorité, à la violation de la liberté humaine. Cette liberté est sacrée à ses yeux, il veut la défendre à tout prix; aussi prend-il pour point de départ la liberté de l'*individu*. Cependant il a besoin pour se guider d'un lien qui l'attache à quelque point de la nature humaine, d'un principe philosophique, d'une pierre de touche, d'un critérium de la vérité. Où le trouvera-t-il?

Il y a trois choses, trois vies, si je puis m'exprimer ainsi, dans l'homme. Il y a ce quelque chose par lequel il est uni à l'humanité et communie avec elle, sa participation à la vie *collective*, sa place, sa valeur dans l'histoire de notre race; il y a ce qui le relie à lui-même, quelquefois à Dieu, son *Ego*, son individualité, sa conscience; il y a enfin ce qui le relie au monde physique, son corps, ses instincts, ses besoins, ses appétits, ses désirs. Il est évident qu'en adoptant pour son critérium la première de ces trois manifestations de la vie humaine il se trouvera de suite entraîné par cette volonté universelle, par cette autorité qu'il répudie. Prendra-t-il la conscience pour son critérium? Mais qu'est-ce que la conscience des hommes, si ce n'est le produit de cette éducation qui leur a été léguée par tous les

travaux antérieurs de l'humanité, et du *milieu* dans lequel ils ont vécu? Qu'est-ce que leur *Ego* (individualité), si ce n'est le résultat des influences corruptrices de cette époque que Fourier condamne à mort? Pour retrouver l'inspiration de la conscience individuelle il faut qu'il remonte au delà de la période historique, jusqu'à l'origine de notre espèce, A cette époque où l'individu, dont la nature morale était à peine développée, se révélait seulement par ses sensations. Et par ce procédé que lui restera-t-il, si ce n'est la troisième manifestation humaine, — le corps, la sensation, la perception de la souffrance et du plaisir? Ici il s'arrête forcément. Il mutile l'homme en lui ôtant la tête et le cœur et puis il se met à étudier, à disséquer ce qui reste. Sous son scalpel il trouve des besoins, des instincts, des appétits n'est-ce donc pas là la clef des intentions du pouvoir créateur? Il jette un regard dédaigneux sur l'histoire du monde; partout, dans tous les temps, il voit les tendances animales à l'œuvre, et partout, dans tous les temps, les législateurs, les moralistes et les religieux cherchent à les enchaîner, à les réprimer, à les mortifier. « Voyez, se dit-il, voilà l'erreur capitale. Ces gens annihilent une œuvre de Dieu, ils nient un des éléments éternels de l'humanité! » Son indignation est pour lui comme un rayon de lumière; il a découvert le monde! « *J'ai détruit*, s'écrie-t-il, *vingt siècles d'imbécillité politique*, et il prend les appétits de l'homme pour principe directeur de ses recherches. Il ne se demande pas si ces *tendances* ne sont pas uniquement des instruments qui n'agissent pas par eux-mêmes, mais qui dépendent d'une puissance supérieure, et qui produisent le bien lorsqu'ils sont dirigés par le *dévouement* et le mal lorsqu'ils sont dirigés par l'*égoïsme*. Il ne voit pas l'esprit supérieur; l'*homme* absorbe toute son attention. Il prend le point de départ et les moyens pour le but et il se dit : « *L'homme est un animal qui a certaines inclinations*, ou plutôt : *ces inclinations constituent*

Yane
Lys

id.

l'homme, elles sont sacrées, notre mission consiste à leur donner pleine et entière satisfaction. » Vous avez là toute la théorie de Fourier. « Elle se borne, dit-il, à utiliser les désirs que la nature donne » et sans chercher en aucune manière à les changer. Cela dit, tout est dit. L'Otahéitanisme de Fourier n'est plus qu'une affaire de détails que l'on peut prévoir. Tout est permis, tout est légitime dans un monde plein d'impureté, sans éducation, sans moralité, sans foi commune, sans martyrs, sans autels et sans Dieu.

Oui, je le répète, Fourier est un puissant logicien. Tout en frissonnant d'horreur je lui ai souvent su gré de sa logique impitoyable, — que rien n'arrête, qui balaye tout devant elle, qui accepte tout, qui plonge dans les lieux les plus impurs pour trouver une conséquence du principe primordial. Il m'a enseigné où cette théorie du *bonheur*, qui reparaît dans l'histoire chaque fois que les convictions puissantes disparaissent, chaque fois que le lien entre le ciel et la terre est brisé, doit conduire ses disciples. Et si, pour repousser cette doctrine je ne pouvais pas appeler à mon aide l'histoire entière de la race humaine, l'enseignement théorique et pratique de ses saints, les immenses aspirations de l'âme, bien supérieures à tout ce que la terre peut donner, le monde que Fourier a déduit de son principe suffirait à le résuster.

Le monde aussi est conduit par la logique. Et vous, âmes pures et dévouées, si jamais vous étiez tentées, poussées par l'ardeur d'un amour peu judicieux, de jeter devant les générations d'aujourd'hui, faibles, énervées et hésitantes, comme toutes celles qui s'élèvent entre la tombe d'un système social et le berceau d'une autre, cette théorie du *bonheur* terrestre comme but de l'existence, sachez où elle les conduira.

Je vous le dis, elles iront tôt ou tard là où Fourier a été. Elles tueront les éléments les plus nobles de leur nature; elles se dégraderont à l'aise dans le culte des

intérêts matériels, les seuls que cette théorie puisse prétendre organiser; elles iront, comme Faust, chercher l'élixir de la vie dans la cuisine des sorcières. Nous aussi nous voudrions faire le *bouillon des mendians*. Nous voudrions que l'homme put se développer dans la plénitude de ses facultés morales, intellectuelles et physiques; mais nous savons que cela ne peut être qu'en plaçant devant lui pour but, comme dit Carlyle, non pas le plus grand bonheur mais la plus grande noblesse morale possible, en élevant l'idée de la dignité et de la mission de l'humanité, en rallumant chez lui par la foi et l'exemple du dévouement la flamme mourante du sacrifice, en lui apprenant à apprécier et à aimer de plus en plus la vie commune de tous ses frères en Dieu. Supprimez ce programme, ou mettez-le au second rang dans votre plan, et vous ne ferez rien. En prêchant le bien-être de tous vous ne réussirez qu'à faire des égoïstes qui, du moment où ils auront, par chance ou par capacité, arraché leur quantum de bonheur à la terre, se retrancheront dans une forteresse, prêts à faire feu sur tous ceux qui voudraient passer par le même chemin qu'eux. Vous pourrez obtenir la liberté du commerce, la liberté de la concurrence, mais vous n'empêcherez pas que le faible ne soit écrasé par le fort, l'ouvrier par le capitaliste. Vous pourrez fonder des *phalanstères* qui dureront tant que vous serez là pour les inspirer, parce que vos actions protestent à votre insu contre votre théorie, mais qui tomberont aussitôt que vous chercherez à les multiplier. Vous pourrez gorger votre homme de toutes les bonnes choses de la terre, vous pourrez lui ouvrir tous les chemins possibles pour que son travail soit récompensé par l'amour des femmes, il convoitera les bonnes choses qui sont la part de son voisin et la femme qui a engagé sa foi à un autre. Vous lui avez parlé de la légitimité de ses instincts et voici que ses instincts, excités par je ne sais quelle influence que vous

n'avez pas su prévoir, le dominant. Vous lui avez dit de *jouir*, vous ne pouvez pas lui dire ensuite : tu ne jouiras que de telle ou telle manière. Il préfère jouir à *sa manière* et satisfaire ses appétits qui sont *lui-même*. Voilà pour la masse. Les quelques âmes de choix, douées d'une puissance exceptionnelle d'amour et de souffrance, maudiront votre *bonheur*, amère ironie pour toute nature élevée. Elles fuiront loin de vous dans la solitude et la retraite, et pousseront ce long cri de douleur qui sortit du cœur de Byron, au commencement de notre siècle de calcul et de scepticisme, et que si peu de personnes ont encore compris.

Il faut distinguer deux choses dans le fourierisme et je me hâte de le dire avant de conclure, afin de ne pas être accusé d'injustice. Il y a premièrement une théorie de la vie et secondement la pratique qui en découle; c'est de ce second point que je me suis occupé ici. J'ai désiré prouver que lorsque la doctrine de *l'intérêt* part d'un point de vue *collectif*, elle tombe dans le *despotisme* de l'autorité et que, lorsqu'elle adopte le point de vue *individuel*, elle finit par l'anarchie des instincts matériels. Mais, d'autre part, il y a dans la doctrine de Fourier un système d'organisation pour l'agriculture, l'industrie et le travail de l'intérieur, fondé sur l'association, qui mérite d'être étudié à fond et qui, je n'en doute pas, fournira dans l'avenir des vues importantes et plus de détails pratiques qu'aucune autre école connue. L'examen de ce côté de la question ne rentre pas dans le programme de cet essai et, en outre, le moment ne me semble pas opportun pour apprécier les améliorations matérielles que les disciples de Fourier promettent à la société future. Je le répète, il faut d'abord constituer l'homme moral. Et si j'ai une plainte à faire à ces hommes dévoués et excellents qui travaillent à répandre les pensées de leur maître, c'est au sujet de la triste illusion qui les pousse à croire que lorsqu'ils auront

réussi, si jamais ils réussissent¹, à organiser un phalanstère ils auront, par ce fait, organisé l'humanité entière. Non, frères, serai-je tenté de leur dire, n'exagérez pas; ce n'est pas l'humanité c'est seulement la cuisine de l'humanité que vous aurez peut-être réussi à organiser, et je ne crois pas qu'aucun bon architecte commence un *chef-d'œuvre* par la cuisine.

Si je devais discuter le plan phalanstérien sur le terrain pratique je crois que je n'aurais pas beaucoup de peine à prouver son impuissance mais, comme je l'ai dit, cela sort de la question. L'homme est plus élevé que la terre qui le porte. Il vit à sa surface et non pas dans son centre. Ses pieds sont sur le sol mais son front se lève vers le ciel, comme s'il voulait y atteindre. Là haut, soit qu'elle brille dans des cieux sereins soit qu'elle disparaîsse derrière les nuages de la douleur, se trouve son étoile polaire. Des profondeurs de son âme il aspire à un avenir qu'il ne peut pas atteindre dans sa forme présente, mais qui est le but de l'activité de sa vie, le secret de son être, la garantie de son progrès. Chaque grande époque de l'humanité rend cette aspiration plus intense et jette une nouvelle lumière sur sa conception de l'avenir. De chacun de ces nouveaux rayons découle une rénovation sociale, une nouvelle terre à l'image de ce nouveau ciel. Je ne connais pas, je parle au point de vue historique, une seule grande conquête de l'esprit humain, un seul pas important fait du côté de la perfection de la société humaine, qui n'a pas eu sa racine dans une foi religieuse profonde. Et je dis que toute doctrine qui ne tient pas compte de cette aspiration, de cette suprême nécessité de la foi, de ce problème éternel de l'origine et des destinées de l'humanité est, et sera toujours, impuissante à réaliser

¹ Deux tentatives ont échoué, l'une à Condro (Vosges) l'autre à Citeaux.

Il faut
l'ame de
l'éducation

1847..

id.

la conception d'un nouveau monde. Elle réussira peut-être à créer des formes magnifiques, mais l'étincelle de vie que Prométhée arracha au ciel pour sa statue leur manquera toujours.

VI

Après le saint-simonisme qui, en recherchant le bonheur social, supprimait l'individualité, après le fouriériste qui, en poursuivant le bonheur de l'individu, détruisait l'idée d'une communauté dans la société et d'une mission du pouvoir, il ne restait qu'un pas à faire dans le chemin du matérialisme pour organiser la société, selon la méthode des abeilles et des castors, sur un modèle fixe et immuable et une base d'égalité absolue.

Ce pas a été fait et le communisme a paru. Le communisme, cette dernière fraction de la démocratie européenne, a un assez grand nombre de partisans en France, en Suisse et en Allemagne. La plupart appartiennent à la classe ouvrière dont l'intelligence peu développée, par le fait de l'isolement où les penseurs du parti l'ont laissée, a accueilli ce système comme le plus simple et le plus efficace pour soulager les maux immédiats dont elle souffre. Il a récemment pénétré en Pologne¹, mais il est bien évident que la police européenne et les ennemis du principe démocratique ont exagéré son importance. Quel que soit le nombre de ses partisans, le communisme ne pourra jamais aspirer aux honneurs d'une révolution, tout au plus à ceux d'une émeute.

¹ Je ne fais pas allusion ici au manifeste de Cracow qui ne doit sa réputation de communisme qu'aux mauvaises traductions et aux calomnies de M. de Metternich. Il est absurde de supposer qu'une insurrection nationale puisse jamais arborer le drapeau du communisme.

L'intelligence seule peut produire une révolution, et le communisme ne compte pas un seul penseur sérieux dans ses rangs. Son existence est due, je le répète, à cette ligne fatale de démarcation qui existe dans notre camp entre les hommes de la pensée et les hommes d'action, à la solitude dans laquelle les hommes intelligents de la démocratie ont tenu les classes ouvrières. Le jour où les chefs se mêleront aux soldats, le jour où l'écrivain démocratique, au lieu de concentrer ses pensées dans des livres que les masses ne lisent pas, les répandra en conversations amicales dans l'atelier où ses frères souffrent et travaillent, le communisme disparaîtra.

En attendant il existe, il nous désunit, il attire des accusations injustes sur l'idée démocratique, il enrôle dans ses rangs des hommes de bonne foi, des hommes dont le cœur aimant, prêt à se dévouer, vaut mieux que leur tête et que la tête et le cœur de beaucoup de ceux qui affectent de les mépriser. L'esquisse que j'ai essayé de tracer des idées qui sillonnent le champ de la démocratie ne serait pas complète si je passais le communisme sous silence ; et d'ailleurs il y a toujours quelque chose qui a sa valeur dans ces ébullitions partielles d'un parti, quand ce ne serait que cette grande protestation contre un état social vicieux, quand ce ne serait que cet hommage rendu au principe, si longtemps méconnu, de la fraternité humaine et de l'association. Il ne faut pas oublier qu'à une autre époque de renovation, entre les dernières convulsions du paganisme et le premier chant chrétien, les tendances communistes influencèrent les nouvelles idées sociales des jeunes croyants.

J'ai dit que le communisme nie l'individu et la société. Il les nie tous deux dans les éléments vitaux qui les constituent, — la liberté, le progrès et le développement moral de la créature, — hésitant entre le saint-simonisme et le fouriériste, il emprunte au premier ses tendances

tyranniques, sa violation inévitable de la liberté individuelle, au second sa loi de la satisfaction des *inclinations* qu'il voudrait réduire aux *besoins*, mais en vain puisque toute sorte d'inclination constitue de fait un besoin pour celui qui la ressent. Le communisme dépasse les deux premières doctrines par son mépris absolu pour le passé, pour la tradition historique, pour toute manifestation de la vie antérieure de l'humanité.

Saint-Simon :
Le saint-simonisme, qui reconnaît au moins l'importance du problème *religieux*, offre sa doctrine comme une continuation de celle de Jésus. Le fouriéisme, dans son culte exagéré et exclusif de la liberté humaine, reconnaît au moins la sainteté de l'un des éléments essentiels de la créature. Le communisme abolit à la fois la religion par l'indifférence, et la liberté par l'absolutisme invariable de sa formule d'organisation. Tout ce qui, jusqu'à ce jour, avait été la vie et avait aidé au progrès de l'humanité est dépassé. Tous les grands problèmes qui ont agité la race humaine pendant des siècles sont devenus parfaite-ment inutiles. Le communisme répète la phrase d'Omar : « Ou bien ce que vous dites est dans le Koran, alors c'est inutile, ou cela n'y est pas et c'est dangereux, » et d'un trait de plume il annihile tous les éléments de l'humanité jusqu'alors reconnus, toutes les manifestations de la vie humaine depuis le commencement du monde.

Nasir :
Vous étudiez l'histoire des transformations successives de l'institution de la propriété ; vous êtes sur le point d'arriver, par l'expérience des temps passés, à cette conclusion que la propriété devrait être le signe du *travail* de l'homme, étude inutile ! puisque selon vous la propriété n'existera bientôt plus.

You parlez de patrie, vous cherchez à prouver que la nation n'étant plus désormais la propriété des rois et des dynasties princières, mais l'association la plus intime d'une fraction de l'humanité qui doit chercher par des moyens

spéciaux à arriver au but commun, toute hostilité, toute jalouse entre nations devraient cesser d'exister. Vous affirmez que, puisque ce but commun est le développement de toutes les puissances morales, intellectuelles et physiques de l'être humain, elles doivent toutes y concourir et que tous les pays devraient être unis par une sainte alliance, bien que s'organisant chacun selon leurs *tendances*, précisément de la même manière que nous cherchons à classer les aptitudes individuelles dans une fabrique. Travail inutile ! puisque vous estimatez que l'abolition de la patrie et de la nationalité est un fait, si non accompli, du moins décreté.

Depuis l'époque où le père avait droit de vie et de mort sur ses enfants jusqu'à la législation sortie en grande partie de la Révolution française, vous suivez le développement du principe d'égalité dans la famille et vous vous réjouissez en songeant au jour où, les droits de la femme étant reconnus, la mère et le père gouverneront sans distinction parmi leurs enfants et la famille deviendra une pépinière de citoyens pour l'État, lequel à son tour les transformera en ouvriers actifs de l'humanité. A quoi bon ? puisque sous le régime communiste il n'y aura plus de *famille* ; il n'y aura que des *femmes* qui mettront des *enfants* au monde, la communauté se chargera du reste. Tout cela est changé.

Je sais bien que beaucoup de communistes ne vont pas si loin que cela, et qu'après avoir démolie la patrie et la propriété ils s'arrêtent, saisis d'une sorte de pudeur, devant le seuil du sanctuaire de la famille. Ils manquent de courage ou de logique. Pourquoi, en effet, leur principe s'arrêterait-il devant le foyer plutôt que devant la borne qui marque la limite de la propriété individuelle, ou la forteresse qui défend la frontière d'un pays ? Pourquoi être sans pitié dans un cas et faible dans un autre ? N'y a-t-il pas entre ces trois termes : — la famille, la patrie, l'humanité — une relation étroite et indissoluble ? La famille n'est-

elle pas le germe de l'État, de la nation, comme l'État, la nation est le germe de l'humanité? Ces trois termes ne sont-ils pas les trois échelons de l'échelle qui monte de l'homme à Dieu, trois manifestations successives et progressives de la nature humaine, trois phases de la même idée, une réalisation, plus ou moins complète, du plan providentiel qui nous gouverne? Ou ces trois choses sont sacrées, ou aucune ne l'est. Chacune étant organisée en vue des autres vous ne pouvez supprimer l'une d'elles sans supprimer, du même coup, ce qui constitue l'essence de la vie de celle qui la précède dans l'ordre de la nature, et sans détruire le but pour lequel elle a été créée.

Et maintenant, dans ce désert aride d'où l'on a arraché tout ce qui causait les douleurs de l'humanité, mais aussi tout ce qui a été pour elle une source de gloire et de progrès, qu'est-ce que le communisme propose d'organiser? avec quoi veut-il donner le *bonheur* aux hommes?

Il y a plusieurs variétés de communisme mais, d'une manière générale, on peut le diviser en deux systèmes. Un gouvernement à la fois propriétaire, possesseur et distributeur de tout ce qui existe, fonds, capital, instruments de travail, produits; chaque individu travaillant, d'une manière ou de l'autre, pendant un certain nombre d'heures et recevant tout ce que réclament ses *besoins*; ou, selon le second système, recevant une part des produits égale à celle que recevra chacun de ses compagnons. Telle est l'essence de la théorie communiste, le reste n'est que détail.

Il est évident que le système d'*égalité* absolue dans la distribution du produit du travail est injuste, irréalisable et conduit inévitablement à ce qu'il prétend supprimer. Il détruit toute appréciation du talent, de la vertu, de l'activité, du dévouement, toute appréciation de la qualité du travail. Il suppose une égalité qui n'existe pas dans les produits de la terre et de l'industrie. Il est en outre impuissant à atteindre le but qu'il se propose, car celui

qui économise sur sa consommation d'aujourd'hui sera riche demain, et l'inégalité apparaîtra de nouveau.

La théorie de la distribution suivant les besoins n'est pas moins irréalisable. Quelque effort d'imagination que nous fassions pouvons-nous nous figurer un gouvernement qui estime exactement les besoins de tous les individus dont se compose la société, qui détermine sagement la vocation, les capacités de chacun, lui assigne son travail, sa fonction, dirige et surveille les ouvriers, rassemble et administre les produits de leur travail, à moins de supposer un nombre d'employés égal au nombre des travailleurs? A chacun selon ses besoins, dites-vous, mais qu'est-ce qui constitue un besoin? Est-ce ce que l'individu déclarera en être un? Il est bien évident que l'on trouvera moyen de se dispenser du travail sous prétexte de besoins fictifs comme celui de voyager, par exemple. Ou bien est-ce le pouvoir qui sera chargé de la définition? Pouvez-vous imaginer une tyrannie plus effrayante?

La tyrannie elle est à la racine et au sommet du communisme, elle le satire en entier. Ainsi que la théorie froide, sèche et imparfaite des économistes, il fait de l'homme une machine productive. Son libre arbitre, son mérite individuel, ses aspirations incessantes vers de nouveaux modes de vie et de progrès disparaissent entièrement. Dans une société qui n'est qu'une forme pétrifiée, réglée dans tous ses détails, l'individualité n'a plus de place. L'homme devient un chiffre, un, deux, trois. C'est la vie du couvent, sans la foi religieuse, c'est l'esclavage du moyen âge, sans espoir de se racheter, de s'émanciper par l'économie.

Les meilleurs des communistes vous disent : Il faut vous dévouer. Vous dévouer à qui? Ne demandez-vous pas à tous le sacrifice de leur liberté? Si ce n'est pas à tous, alors vous avez une caste de maîtres, de directeurs, et une caste de travailleurs? Ce mot, dévouement, est une fatalité pour

toutes les écoles qui prétendent que le but de la vie terrestre est le *bonheur*. Au début elles ont essayé de l'écartier, comme hostile aux tendances de la vie humaine, mais il a fatallement reparu à la fin de toutes leurs utopies de bonheur, comme le sentiment de l'infini, qui s'élève à l'horizon de toutes nos joies et de toutes nos douleurs. La conviction de leur impuissance les arâne l'une après l'autre, pour ainsi dire, à nos pieds, à l'idée profondément religieuse que nous prêchons et qu'elles ont tant à cœur d'éviter. Et cela est inévitable car, de deux choses l'une : ou bien elles foudrent leur communauté avec les hommes corrompus, égoïstes, envieux, qu'elles ont sous la main, en leur offrant l'appât du bonheur et de la satisfaction de tous leurs besoins, et alors vienne une sécheresse, une famine, un fléau quelconque, c'en est fait du rêve, il n'y a plus qu'une communauté de souffrance ; l'homme fort déclare la guerre à la société qui l'a trompé et le faible vole ; ou bien ils supposent qu'il est de l'essence de la communauté que chacun y arrive avec une idée de dévouement, une croyance qui le prépare à se sacrifier à ses frères, à comprendre qu'il n'est pas ici pour son plaisir mais pour accomplir une mission, pour exécuter une loi. Alors ne sont-ils pas obligés de venir à nous, de commencer par régénérer l'homme au moyen de l'éducation et par conséquent d'un principe supérieur à tous les individus qui composent la société ? Et qu'est-ce donc qu'un principe supérieur à tous les individus, si ce n'est pas un principe religieux ? Comment pourrions-nous engager les hommes à reconnaître le principe de la fraternité si nous ne remontons pas jusqu'à un père commun ? Comment faire appel à une loi supérieure sans en résérer à celui qui a fait la loi ?

Oui, il s'agit d'un problème d'éducation ; il faut régénérer l'homme dans ses idées et dans ses sentiments ; il faut éléver et élargir la sphère de sa vie. C'est dans l'oubli de cette idée, que se trouve l'erreur vitale du communisme, aussi

bien que celle de toutes les sectes qu'on appelle à tort socialistes, comme si le principe de l'association n'appartenait pas à toute la démocratie. Ses partisans prennent pour objet de leurs études le *monde* au lieu de l'*homme*, la maison et non pas l'être vivant qui l'habite. Ils raccommodent, replâtent ou rebâtissent. Notre terre et l'univers sont mal organisés, disent-ils ; il entre trop d'air d'un côté et trop peu de l'autre ; il y a trop d'ornements en haut et trop de pauvreté en bas, nous ferons mieux. Et les voilà qui se mettent à l'œuvre chacun avec son plan, son programme. Ils frappent de leur baguette magique, et voici que de somptueux palais, de magnifiques parcs, des galeries enchanteresses se dressent devant nos yeux. Hélas, hélas ! pour qui avez-vous bâti tout cela ? J'admire vos galeries, mais où est l'âme d'artiste qui en profitera ? Vos parcs sont du meilleur style, mais les sauvages que vous allez y mettre détruiront leurs beautés en un clin d'œil.

Le dernier des poètes saura bien imaginer des rêves aussi beaux que les vôtres, mais ils ne seront pas réalisables tant que l'homme ne sera pas élevé à leur niveau.

Je lis encore, avec admiration et respect, l'histoire de cette magnifique république que Platon rêvait au moment où les Grecs donnaient la ciguë à Socrate, mais qu'en est-il resté ?

C'est l'homme, c'est l'humanité qui bâtit ses demeures et transforme son milieu. L'organisation sociale du monde extérieur n'est qu'une manifestation de l'homme intérieur, des conditions morales et intellectuelles de l'humanité à une époque donnée, et par-dessus tout de sa foi. L'état social, tel qu'il existe aujourd'hui, est la conséquence de l'absence d'une foi commune, de l'anarchie qui règne parmi les intelligences et les intérêts, et de l'égoïsme qui résulte forcément de cette anarchie. Jusqu'à ce que tout ceci soit changé, par la promulgation de principes et par l'association des intelligences, vous ne ferez rien de durable ni d'efficace. Changez-le, et tout sera transformé en un clin d'œil.

L'homme n'aura plus besoin, pour perfectionner son habitation, de détruire la patrie, la propriété et la famille, comme le sauvage de Montesquieu qui coupait l'arbre pour en cueillir ses fruits, comme l'enfant qui brise le jouet avec lequel il s'est blessé. Il se contentera de transformer ces choses en les développant dans une bonne direction, en élargissant le cercle dans lequel elles se meuvent, en détruisant l'égoïsme qui les corrompt à leur source. Voilà ce que le monde a fait à toutes les époques et, je le répète, nous sommes placés ici pour continuer le monde, pour le transformer en le faisant progresser, et non pas pour le reconstruire.

Telle est la seconde grande erreur des communistes. Comment ne voient-ils pas que les choses qu'ils veulent abolir ne sont que des instruments, qu'elles ne contiennent pas plus par elles-mêmes le *mal*, qu'elles ne produisent le *bien*, mais qu'elles peuvent produire le bien et le mal suivant la manière dont elles sont organisées, et selon le but vers lequel elles sont dirigées. Je n'aime pas la famille égoïste qui établit le bien-être de ses membres sur l'antagonisme, ou seulement l'indifférence, à l'égard du bien-être des autres. Dans ces conditions le mystère de l'amour, me semble rabaisé au niveau de la brute. Mais qui pourrait ne pas aimer la famille qui accepte son rôle dans l'éducation du monde, qui se regarde comme le noyau de la nation, et qui murmure à l'oreille de l'enfant, entre les baisers de la mère et les caresses du père, la première leçon du citoyen? J'ai en horreur la nation usurpatrice, amie du monopole, qui ne conçoit sa propre force et sa propre grandeur qu'en supposant l'infériorité et la pauvreté des autres nations. Mais qui ne saluera pas avec enthousiasme et amour le peuple qui comprend sa mission dans le monde, qui fonde sa sécurité sur le progrès de tout ce qui l'entoure, qui est prêt à défendre la cause du droit et de la justice éternelle contre les oppresseurs? Certes, je ne vois pas avec plaisir la

propriété du paresseux s'augmenter par le travail d'un autre pendant que le vrai producteur meurt de faim, ni les priviléges politiques presque toujours exclusivement attachés aux propriétés, immobilières ou au capital, comme si argent était synonyme de vertu et d'intelligence; mais je crois que la propriété, en tant que signe et fruit du travail, est bonne et utile. J'y vois la représentation de l'individualité humaine dans le monde matériel; j'y vois non seulement le stimulant du travail, mais une garantie de l'amélioration du travail lui-même. Je vois une puissante influence morale, non pas dans le morceau de terre ou dans l'arbre lui-même, mais dans les sentiments qui mûrissent naturellement dans le cœur de l'homme pendant qu'il cultive le premier et voit grandir le second, dans les associations d'idées qui s'y rattachent, dans la valeur que l'affection met à son objet en sorte que, quelque détaché que je sois des biens matériels, je puis attacher un prix si grand à une petite fleur que je ne voudrais pas la céder à qui que ce fût. Pourquoi donc ne pas modifier l'organisation de ces choses, pourquoi ne pas les mettre en harmonie avec les grandes idées de dévouement, d'égalité, de progrès social et individuel, au lieu de vouloir brutalement les abolir? Et ne voyez-vous pas qu'en les supprimant, si jamais vous réussissiez à le faire, vous supprimeriez toutes les formes sous lesquelles l'activité humaine se manifeste, toute émulation, tout désir, toute impulsion vers le progrès, tout ce qui nous fait avancer, toute pensée de l'avenir, en un mot l'*homme* lui-même? Ne voyez-vous pas que dans votre société conventionnelle, stéréotypée, dénuée de sentiment, d'imagination, d'aspiration, il n'y aura plus place que pour l'animal, pour la satisfaction des besoins de la nature la plus inférieure, pour une activité monotone et stationnaire; et que malgré cela vous ne rapprocherez pas l'homme du bonheur. Vous lui laissez la tristesse et la mort dont la seule pensée suffira à empoisonner ses moindres jouis-

sances, lorsqu'il ne pourra plus l'étouffer dans une activité incessante ou la dominer par le sentiment de sa responsabilité dans le *progrès collectif*?¹

RÉPONSE AU *Journal du Peuple*.

« Je prie ceux de mes lecteurs sur lesquel la défense de Fourier présentée par M*** peut avoir fait quelque impression, et qui ne sont pas assez légers pour fonder leurs jugements sur de simples affirmations, de lire attentivement l'ouvrage de Fourier publié en 1808 qui a pour titre : *Théorie des quatre mouvements* et surtout de la page 78 à 250. Là, à propos des *sectes confuses*, de la *désorganisation des sectes*, la *tribu à neuf groupes*, la *méthode d'union des sexes en septième période*, la *vestalité*, *l'harmonie*, etc., ils trouveront tout ce que j'ai affirmé concernant sa doctrine, et plus encore.

Ceux qui en auront le courage pourront lire encore le second volume du *Traité de l'Association* et sa *Théorie des Accords* dans le premier volume. Pour ce qui concerne le sujet de la stérilité des femmes obtenue par quatre moyens artificiels et les *mœurs phanérogames*, la 399^{me} page du *Nouveau Monde Industriel* ajoutée à la *Théorie des Accords* suffira. Quant à la manière dont Fourier comprenait la question religieuse on en verra assez dans le chapitre sur la Franc-Maconnerie, contenu dans le premier des ouvrages cités.

¹ Lorsque Mazzini publia les articles précédents dans le *Journal du Peuple* ils occasionnèrent de violentes attaques contre lui, qui parurent dans le même journal.

Elles n'ont d'importance que par le fait qu'elles attirèrent la réponse de Mazzini que nous donnons ici.

Je me rends parfaitement compte des 1620 existences divisées en *intra mundane* et *ultra mundane*, les premières *très heureuses*, les autres qui ne jouiront que d'un *demi-bonheur*. J'apprécie tout à fait le *vêtement aromal* dont nous serons revêtus après notre mort. J'ai bien étudié les *plaisirs* des défunts qui, pour les résumer, « consistent dans une plus grande liberté accordée aux douze *passions radicales* qui correspondent au goût, à l'odorat, à la vue, à l'ouïe, etc., » Je me souviens même que cela n'empêche pas les *extra-mundane* d'être dans un état de *malheur relatif* par suite de la perte d'une infinité de plaisirs dont ils pourraient jouir si l'*Harmonie Sociéttaire* était établie. Mais dans cette confusion de choses, qui s'appliquent seulement à notre planète et qui constituent une vie variée mais toujours terrestre, je ne vois rien qui donne l'idée, je ne dirai pas de l'immortalité chrétienne, payenne, dc toute autre immortalité, mais de l'idée générale de l'immortalité consistant dans la notion d'un *progrès de l'âme vers Dieu*, dont cette existence terrestre est une phase. Je sais bien que Fourier se déclarait prêt à accepter toute autorité qui existerait de *fait*, pourvu qu'elle se prêtât à la fondation de ses phalanstères et c'est justement ce que *nous* ne ferons pas, quoi qu'en dise M***.

Il est évident que s'il avait considéré le ton général de mon article il aurait compris que je ne me sers du mot *d'autorité* que dans l'acception qui lui est donnée par tous les auteurs de philosophie politique, c'est-à-dire croyance dans une loi morale, *source des devoirs humains*, supérieure aux inclinations de chaque individu et représentée sous une forme visible dans la société. Mais Fourier ne croyait pas au devoir. Il dit dans l'ouvrage cité ci-dessus : « Tous les caprices philosophiques qu'on appelle devoirs n'ont aucune relation avec la nature humaine. Le devoir vient de l'homme, l'attraction vient de Dieu. »

Je suis un démocrate qui désire avancer, et faire avancer les autres, au nom de ces trois idées sacrées, la tradition, le progrès et l'association. Je crois à la grande voix de Dieu que les siècles m'apportent par la tradition universelle de la race humaine. Elle me dit que la Famille, la Nation, l'Humanité sont les trois sphères dans lesquelles l'individualité doit travailler en vue d'un but commun : son propre perfectionnement et celui des autres, ou plutôt son perfectionnement par les autres et pour les autres.

Elle me dit que l'institution de la propriété est destinée à être le siège de l'activité matérielle de l'homme, de sa participation dans le progrès du monde physique, comme le droit de suffrage indique sa participation dans l'administration du monde politique, et que c'est justement du bon ou du mauvais usage qui sera fait de ces droits dans ces sphères d'activité, que dépendra le mérite ou le démerite de l'individu devant Dieu et devant l'humanité.

Elle me dit que tous les éléments de la nature humaine se transforment, se purifient incessamment, se mettent de plus en plus d'accord avec l'idéal dont Dieu a donné le pressentiment à ses créatures, mais ne périssent jamais et que ces rêves du communisme, qui veut abolir et fusionner l'individualité dans le tout, ont été, à toutes les époques, des incidents transitoires dans la marche de la race humaine, incidents qui se reproduisent à chaque grande crise morale et intellectuelle et prouvent l'urgence d'une transformation, mais qui ne sauraient donner par eux-mêmes une solution pratique.

Je crois dans le progrès éternel de la vie, et par conséquent de l'intelligence et du sentiment, chez la créature de Dieu, dans le progrès futur aussi bien que dans le progrès passé de l'homme. Je crois que le problème que nous avons à résoudre ne consiste pas à définir les formes du progrès futur, mais à placer l'humanité dans des conditions où elle puisse le sentir et l'accomplir par le moyen

d'un développement moral, fruit d'une éducation religieuse. Je ne crois pas qu'il soit donné à aucun homme, quel qu'il soit, d'improviser à un moment donné un plan parfait pour l'organisation de l'humanité, et encore moins qu'il soit possible de rendre l'homme meilleur, plus noble, plus aimant, plus divin, ce qui est notre but sur la terre, en le forçant à entrer dans une forme absolue d'organisation matérielle, en le saturant de jouissances physiques, en proposant comme but à ses efforts cette ironie qu'on appelle le *bonheur*. Et lorsque je vois dans nos rangs des hommes au cœur généreux qui tentent ces expériences, je me dis tristement : voilà des coeurs qui se trompent, des têtes bien étroites et bien satisfaites d'elles-mêmes.

Je crois à l'Association, que je considère comme le seul moyen possible d'accomplir sur terre ce progrès auquel nous aspirons, non seulement parce qu'elle multiplie l'action des forces productrices, ce qui est très important quoique secondaire, mais parce que, en réunissant les manifestations diverses de l'âme humaine, elle élargit la vie de l'individu et la rend plus puissante par la communion dans la vie collective. Et je sais que ces associations ne sont productives qu'autant qu'elles existent entre individus libres, entre nations libres qui ont toutes conscience d'une mission spéciale à remplir pour l'œuvre commune.

Je désire aussi, comme chacun, la satisfaction régulière des besoins matériels pour ceux qui dépendent maintenant de la force arbitraire du capital, et qui sont les victimes d'une inégalité révoltaute, car il faut que l'homme mange et vive ; il ne faut pas que tout son temps soit absorbé par le travail matériel ; il faut qu'il puisse développer les facultés supérieures que Dieu lui a données ; mais c'est avec terreur que j'entends dire aux hommes : *La question pour vous est de vous procurer beaucoup à manger et à boire, le but de votre vie c'est la jouissance*, car je sais bien

qu'un pareil langage ne peut avoir d'autre résultat que de faire des égoïstes. Je sais que c'est par le culte des intérêts matériels que le gouvernement actuel de la France a réussi à étouffer, dans la corruption, les nobles tendances du peuple. Je sais que c'est par le même moyen que l'on essaye aujourd'hui de détourner mon pays des nobles idées qui l'ont sanctifiée et qui, un jour ou l'autre, feront de lui une grande nation.

Oui, voilà la grave question qui nous sépare et, je le déclare avec toute la force d'une profonde conviction, elle est immense. Fouriéristes, Saints-Simoniens, Communistes, je vous connais tous. Quel que soit le manteau dont vous vous couvrez, quelle que soit la formule de fraternité et d'amour universel que vous empruntez à la démocratie, et lors même que cette formule peut avoir un véritable écho dans vos coeurs, — car je n'attaque pas vos intentions mais seulement votre intelligence, — vous êtes tous des adorateurs de *l'Utilité*, vous n'avez pas d'autre *moralité* que celle de *l'Intérêt*, votre religion est une religion de matière. Vous avez trouvé le corps de l'homme déformé et appauvri par la misère et, dans votre zèle imprudent, vous avez dit : *Guérissons ce corps; lorsqu'il sera fort et gras et bien nourri, l'âme y viendra*. Et moi, je vous dis que vous ne pouvez guérir ce corps que par l'âme. *Là* est le siège du mal, les maux du corps n'en sont que les manifestations extérieures. Ce dont l'humanité se meurt aujourd'hui, c'est du besoin d'une Foi commune, d'une Pensée commune qui relie la terre au ciel, l'univers à Dieu. Dans l'absence de cette religion de l'esprit dont il ne reste qu'une forme vide et que des symboles sans vie, dans l'absence, par conséquent, de tout sentiment du devoir, de toute faculté de sacrifice, l'homme, pareil à un sauvage, s'est prosterné devant la matière, et il a élevé sur l'autel vide l'idole de l'intérêt. Les rois, les princes et les mauvais gouvernements ont été ses grands-prêtres. C'est d'eux

qu'est venue cette horrible formule de la *moralité* de l'intérêt : *Chacun pour les siens, chacun pour soi*. Ils savaient bien que de là découlerait l'égoïsme et que de l'égoïsme à l'esclavage il n'y a qu'un pas, qu'un peu d'habileté suffira à déterminer. Et vous, qui venez après eux, sans une forte conviction religieuse au nom de laquelle vous eussiez pu légitimement détruire leur hideux édifice, sans courage pour entreprendre un combat corps à corps, vous avez choisi les mêmes armes que l'ennemi, vous avez dit : *Ils prêchent l'intérêt de la classe, nous prêcherons celui du tout*. Rêve absurde et irréalisable, car, ou vous voulez rester fidèles au culte de la liberté, — c'est-à-dire de la personnalité humaine, — et, dans ce cas, vous ne pourrez jamais concilier l'intérêt général et l'intérêt individuel et la dernière conséquence de votre progrès matériel sera l'écrasement du faible par le fort, ou, pour éviter ce danger, vous serez forcés de renoncer à la liberté, c'est-à-dire à la seule garantie du progrès dans ce monde.

Vous serez forcés d'avoir une hiérarchie arbitraire de chefs qui auront la libre disposition de la propriété commune, qui seront les maîtres de l'esprit par le moyen d'une éducation exclusive, du corps par le fait qu'ils décideront du travail, des capacités et des besoins de chacun. Ces chefs, imposés ou élus peu importe, seront, pendant l'exercice de leur pouvoir, dans la situation des anciens maîtres d'esclaves et, sous l'influence de la théorie de l'intérêt qu'ils représentent, séduits par l'immense pouvoir concentré dans leurs mains, ils chercheront à le conserver, ils s'efforceront, par la corruption, de fonder à nouveau le pouvoir dictatorial et héréditaire des anciennes castes.

Le peuple sent cela instinctivement, aussi, bien qu'il souffre horriblement et que vous lui proposiez de transformer ses huttes en palais, il secoue la tête et écoute froidement votre chapelet de promesses et la description de votre panacée universelle. Il sent que ce n'est pas de vous que

Lui viendra le salut ; prêchez tant que vous voudrez, vous n'attirez que de petits groupes qui se disperseront bientôt. Il sent instinctivement, mieux que les petites intelligences falsifiées de nos jours ne le font, que, pourvu qu'il obtienne un coin du territoire de l'esprit, tout le reste viendra après. Il sentira cela de plus en plus, et il finira par comprendre que les grandes transformations sociales n'ont jamais été et ne seront jamais autre chose que l'application d'un principe religieux, d'un développement moral, d'une foi commune, forte et active. Le jour où la démocratie s'élèvera à la position de parti religieux, elle remportera la victoire, mais pas avant.

Il y a eu dans les premiers jours du christianisme des hommes bons, pieux et sincèrement enthousiastes qui crurent avoir trouvé l'idéal de la vie nouvelle, la communauté. Ce furent les moines. Eux aussi abolirent patrie, famille, propriété individuelle, fondèrent des communautés et se donnèrent la tâche de conquérir le monde.

Où sont aujourd'hui les moines, et où en est le monde ? Les moines sont, dans l'humanité, une secte imperceptible prête à être submergée. Le monde a passé sans s'arrêter devant la porte de leurs couvents. La patrie, la famille, la propriété tout cela a été modifié, rien n'a été aboli. La patrie s'est transformée, car ceux qui appartiennent aux autres pays ne sont plus considérés comme des *barbares*. La propriété s'est transformée, car il n'y a plus *d'esclaves*. La famille s'est transformée, car les enfants ne sont plus *des choses*; tous ceux qui reçoivent le symbole sacré du baptême deviennent des personnes.

Une transformation analogue se prépare aujourd'hui. Mais ici le Communisme ne jouera qu'un rôle éphémère et insignifiant, car il ne part pas d'une inspiration religieuse, mais uniquement d'une suggestion sensuelle.

VII

Les quelques penseurs qui se sont détachés des rangs de la grande armée démocratique afin de lever leur pauvre petit drapeau ne font que retarder le progrès commun. Ils créent des divisions dans le camp, entravent le développement normal de notre foi, sèment la défiance chez plusieurs de ceux qui, sans eux, se joindraient à nous et fournissent l'occasion de calomnies qui, bien qu'injustes, ont cependant quelque apparence de vérité. Aussi je considère comme un devoir de déclarer franchement notre croyance. Nous n'avons ni doctrines occultes, ni lien avec des sectes subversives, et pas d'autre drapeau que celui qui a été consacré par les actions glorieuses de Rome et de Venise, et dont la devise¹ affirme l'union entre l'idée religieuse et l'idée politique, entre la loi et son interprétation libre et harmonieuse, entre le but *collectif* et la mission de *l'individu*. Nous élevons cette bannière bien haut, afin que personne n'ait le droit de nous attribuer des idées ou des désirs qui ne sont pas les nôtres, et, que l'accusation partie des Encycliques Pontificales ou d'une presse soudoyée, notre parti pourra répondre : *Vous mentez, et vous le faites sciemment*.

En 1848 les espérances des classes ouvrières furent excitées par une modification apparente du Communisme, une tentative pour réconcilier la société, conçue par les faiseurs de systèmes, avec l'ordre actuel des choses. C'est ainsi que l'on peut considérer l'*organisation du travail*, suggérée par Louis Blanc et dont la substance est comme suit :

Le Gouvernement, directeur suprême de l'industrie du pays, de la production doit aider par des dons l'établissement de plusieurs manufactures ou ateliers sociaux pour les branches les plus impor-

¹ Dieu et le Peuple.

tantes de l'industrie nationale, rédiger des statuts et, pendant la première année, diriger la hiérarchie dans les divers bureaux.

Chaque ouvrier, dans ces ateliers, recevra une somme égale de cinq francs pour huit heures de travail ;

Les profits annuels seront distribués de la manière suivante : une partie ira à la réserve pour rembourser l'argent avancé par l'État ou par les capitalistes privés, et pour augmenter le capital inaliénable ; une autre partie servira à assister les malades et les viciliards et à aider d'autre branches d'industrie dans les temps de crise ; la troisième partie sera distribuée également parmi les membres de l'association ;

Les membres de chaque atelier seront libres de disposer de leurs gains, mais un désir naturel d'économie et d'autres avantages évidents, les pousseront graduellement à adopter un système de vie en communauté ;

De tels ateliers, soutenus par le gouvernement et stimulés par l'intérêt qu'ils ont à produire plus et mieux que les ateliers du vieux système, surpasseront infailliblement, selon Louis Blanc, les industries individuelles et les forceront d'adopter le nouveau système ;

L'association s'étendra graduellement à tous les ateliers de la même branche d'industrie, et un atelier central prendra la direction de tous les ouvriers et de tout l'ouvrage dans une sphère déterminée de travail.

Je ne dirai pas, comme plusieurs des accusateurs de Louis Blanc l'ont fait, que le système fut appliqué en 1848 et échoua. Les ateliers nationaux, imprudemment institués par le gouvernement de cette année, furent fondés sur des bases totalement différentes. Mais les considérations que j'ai fait valoir contre la communauté s'appliquent également à la formule de Louis Blanc. C'est une formule qui ne peut pas être mise en pratique et, le futelle, elle ne produirait pas le bien attendu. Pour être efficace, l'*Organisation du travail* devrait être adoptée non pas par une seule nation, mais par toutes les nations à la fois. Une augmentation de salaire, — que la production soit entre les mains des capitalistes ou des ouvriers associés,

— produit une augmentation du prix des marchandises. Les marchandises, dont le prix serait plus élevé, auraient à lutter sur les marchés étrangers avec d'autres marchandises d'un prix plus bas. De là la nécessité de les restreindre à la consommation intérieure, de résister à la concurrence étrangère et de mettre des droits prohibitifs très élevés sur les marchandises qui viendraient de l'étranger. Au lieu d'étendre le marché, ce qui est le but fondamental de toute réforme économique, ce système, limité à une seule nation, tendrait à le restreindre. La pratique d'un tel système suppose une organisation politique générale, une fédération des nations constituée sur des bases économiques uniformes, l'abolition de tous les droits de douane et une division du travail en Europe telle, que chaque pays s'abs-tiendrait de produire ce qu'un autre pourrait produire à meilleur marché. Mais, même limitée à la sphère d'un seul pays, la formation de chaque branche d'industrie en une seule et unique association est chose impossible. L'instinct de la liberté, si puissant chez les individus, suffirait pour la détruire.

« Il est possible (c'est un ouvrier français qui parle¹) de fonder des associations en commandite qui aient une force infinie. Dans ce cas les individus ne sont représentés que par leur argent, et l'argent n'a ni les défauts ni les qualités des hommes. Mais une association de personnes, c'est autre chose. Il y aura toujours des membres mécontents qui croiront, à tort ou à raison, que leurs intérêts sont sacrifiés, et qui chercheront à se retirer de l'association, soit pour en former d'autres, soit pour travailler séparément.

« Prenons par exemple la première association qui, d'après la théorie, formera le noyau de l'association universelle.

« Cette association aura naturellement un gouvernement,

¹ Tiré de l'*Atelier*. 1848.

les directeurs et les administrateurs sont des hommes et, comme tous les hommes auxquels on confie un gouvernement quelconque, sujets à des lenteurs, à l'inertie, à une tendance à rester stationnaires, à toutes les faiblesses inhérentes à ceux qui dirigent une entreprise. D'un autre côté il y aura parmi les membres de l'association des hommes actifs, ardents et ambitieux disposés à exagérer les torts du pouvoir directeur et convaincus, à tort ou à raison, qu'ils feraient beaucoup mieux; ceux-là deviendront les chefs de l'opposition et sèmeront, tôt ou tard mais sûrement, la discorde.... »

Le besoin qu'éprouvent tous les hommes de faire mieux ou différemment des autres, c'est-à-dire le besoin du savoir est si puissant, si inséparable de la liberté, qu'il sera toujours un obstacle invincible à la multiplication indéfinie du *personnel* de l'association et tendra au contraire à produire sa division en fractions.

Supposons cependant que l'association surmonte toutes les tendances de la nature humaine, qu'elle réussisse à concentrer en elle tous les individus qui appartiennent à une ville, à un pays, à un art, n'en résulterait-il pas un monopole des producteurs au détriment des consommateurs? Le prix des articles, ainsi produits, ne dépendrait-il pas de la volonté arbitraire de l'association, assurée qu'elle serait de ne rencontrer aucune concurrence? N'augmenterait-il pas en proportion de l'égoïsme, si sujet à surgir dans une corporation maîtresse absolue du marché?

Le gouvernement interviendrait dites-vous, alors le monopole passerait ainsi de l'association dans les mains des cinq ou six individus qui composent le gouvernement? Le gouvernement devra-t-il déterminer le prix de tous les produits, depuis le velours jusqu'aux bottes, aux souliers, au blé, aux bougies, à la pâtisserie?

L'idée de l'égalité des salaires a été rejetée, avec raison,

comme injuste, comme une violation du principe sacré que le travail fait doit être payé selon sa valeur, comme une négation de la bonne volonté, de l'intelligence, de l'honnête activité des individus et du sentiment de justice de l'ouvrier. Louis Blanc lui-même abandonna bientôt cette théorie immorale, mais pour la remplacer par une autre qui ne lui est supérieure ni sous le rapport de la moralité, ni sous celui de la pratique : *à chacun selon sa capacité*; *à chacun selon ses besoins*. Je ne montrerai pas comment cette nouvelle formule détruit tout stimulant de progrès, d'activité, d'invention, d'amélioration des méthodes. Mais, en outre, qui sera juge des capacités et des besoins de l'individu? si c'est lui-même, il diminuera le chiffre qui représente ses capacités et augmentera celui qui représente ses besoins, et cela au détriment de ses compagnons. Si le gouvernement ou l'association doit être juge, peut-on se représenter une tyrannie pareille à celle-là?

Par conséquent, ou l'association doit être volontaire et elle se dissoudra graduellement, ou elle doit être forcée et elle constituera un immense esclavage d'ouvriers. Ceux qui désapprouveront le jugement de la majorité n'auront ni ressource, ni possibilité de travail, toute erreur du gouvernement directeur sera irréparable, tout plan tyannique sera fatallement exécuté. Dans les deux cas le consommateur sera esclave de l'égoïsme du producteur, sous peine d'empêcher tout progrès fondé sur le stimulant de la concurrence.

VIII

Bentham, le saint-simonisme, Fourier, le communisme et Louis Blanc ont épousé toutes les phases de la doctrine qui a pour base la théorie des *droits* et pour *but* le bien-être de l'individu. L'impuissante ironie de Proudhon s'éleva alors comme pour compléter le cycle des systèmes matérialistes, et résumer logiquement les conséquences produites par la substitution des conceptions arbitraires de la pensée individuelle à la conception de la vie progressive de l'humanité. Son système est à la fois une négation de Dieu, de l'immortalité, de la société, de l'autorité, de l'éducation, et d'un but commun. Et pour remplir ce vide immense, Proudhon n'a pas autre chose à nous offrir qu'une banque de crédit. La vie économique, la vie de l'estomac, voilà selon lui le problème¹.

Et quel fut le résultat pratique de cette théorie.

Le 2 décembre, Louis-Napoléon, la mission de la France provisoirement entravée.

La bourgeoisie dans son égoïsme inintelligent s'effraya à l'idée des conséquences de ces systèmes. Des hommes de valeur s'y trompèrent et d'autres s'égarèrent en dehors

¹ Je ne trouve pas nécessaire d'examiner le système de Proudhon. Ses idées fausses pour la plupart, douteuses quant au reste et si complètement réfutées par lui-même dans ses écrits, ne constituent pas un véritable système. Proudhon n'est pas autre chose que le Méphistophélès du socialisme, puissant pour détruire, impuissant pour fonder. Doué d'une remarquable puissance d'analyse et plein de logique dans sa façon de déduire les conséquences d'une proposition, il fascine les lecteurs superficiels. L'erreur, qui passe inaperçue, se trouve toujours dans la première proposition qu'il présente hardiment comme un axiome.

Proudhon pose comme base fondamentale de toute fonction sociale le *contrat*, et ce prétendu principe, posé à la légère, l'entraîne dans

du bon chemin ou, découragés, se retirèrent de la vie publique et protestèrent dans la solitude alors qu'il était si urgent de lutter. Pendant ce temps la majorité, sans éducation, regardait la République d'un œil soupçonneux et rendait, à tort, le principe républicain responsable de ces orgies de matérialisme. D'un autre côté, les ouvriers des grandes villes s'habituerent à considérer toutes les questions comme secondaires à celle du bien-être matériel, ils s'irritaient contre tout gouvernement qui ne pouvait pas, ou ne voulait pas appliquer immédiatement ces théories socialistes; ils isolèrent leur vie de celle de la nation et commencèrent à regarder les grands principes avec indifférence, comme autant de formules vides, incapables d'améliorer leur condition économique. Lorsqu'un homme, fort d'un nom populaire, des artifices du mensonge, de l'or, et des baionnettes dit aux bourgeois :

Je vous protégerai contre les partis dangereux; et aux ouvriers : — Je vous donnerai le bien-être matériel, je serai l'empereur de la démocratie; — les premiers le salueraient comme un libérateur, les seconds croiseraient les bras et penseraient : Ce sera une expérience comme une autre. N'avaient-ils pas entendu dire à Saint-Simon, à Fourier et à d'autres communistes que la nature du pouvoir régnant importait peu, du moment qu'il améliorait leur condition?

Mais un peuple qui renie la liberté ne mérite pas le bien-être et ne l'obtiendra pas. Un peuple ne peut pas acquérir, ou garder longtemps, ce qu'il n'a pas conquis lui-

*une série de conséquences fatales; mais si vous déduisez, selon la vraie méthode, la valeur de la fonction et de celui qui la remplit d'un *but* préalablement établi, et si vous déduisez la notion de ce but non pas d'un contrat arbitraire, mais de la nature même des choses et de la loi morale révélée par la vie progressive de l'humanité et exprimée par la tradition historique, la série des conséquences logiques est toute autre. Proudhon est l'incarnation du sophisme, et une génération moins perverte que la nôtre sera un jour étonnée de l'importance que quelques contemporains mettent à ses écrits.*

même, ce qui n'est pas le résultat de son propre travail, de son activité, de ses sacrifices.

Premièrement la justice et le devoir, — le reste viendra après.

Sans la grande religion du devoir aucune grande transformation n'est possible. Toute transformation sociale suppose un développement plus grand et plus sérieux du principe de l'association. Or la notion des droits individuels ne peut partir que de l'intérêt individuel, et l'intérêt individuel ne crée pas l'association, il tend au contraire à la dissoudre.

Faire de la théorie du *bien-être* le but de la transformation sociale c'est déchaîner ces instincts de l'individu qui le poussent vers la jouissance, développer l'égoïsme dans les âmes et considérer les appétits matériels comme une chose sainte. Une transformation basée sur de tels éléments ne peut pas être durable, et c'est contre ces éléments que nous dirigeons aujourd'hui tous nos efforts.

Le *socialisme* que les *Français* ont déduit du principe de *Bentham* est la pire des formes que revête cette idée, que beaucoup des meilleurs esprits de la démocratie ont unie à la politique. Mais tout en évitant ces aberrations, n'oublions pas que le *socialisme* est un symptôme de la crise terrible qui ébranle encore, plus ou moins, toutes les nations de l'Europe et à laquelle il faut porter remède si nous ne voulons pas voir la société livrée à l'anarchie et à des guerres fratricides. La production est inférieure aux besoins du jour. Si on cherche à la distribuer impartiallement, on produira la pauvreté pour tous. Il faut donc l'augmenter et, dans ce but, il est nécessaire d'agrandir le cercle des producteurs. Tous doivent produire. Celui qui ne travaille pas n'a pas le droit de vivre. Il faut augmenter la puissance de la production chez chaque individu et ne pas oublier que le travail servile est très inférieur au travail libre. Il faut affranchir l'individu de toute do-

mination et de tout service qui diminue son activité et son énergie. Il faut comprendre que pour travailler il est nécessaire de *vivre*, et par conséquent abolir toutes les taxes qui limitent, non pas les *superfluïtés*, mais les *nécessités* de la vie. Il faut encourager l'ouvrier dans sa mission de producteur et par conséquent s'efforcer de faire revenir à lui la plus grande partie du fruit du travail. Il faut supprimer, ou diminuer, les dépenses intermédiaires occasionnées par la distribution et mettre le producteur en rapport direct avec le consommateur. Il faut que des associations d'ouvriers libres, spontanées et variées, fondées sur le dévouement, la vertu, l'amour et l'économie transforment graduellement l'organisation du travail et subsistent au système actuel du *salaire* le principe que la richesse de chacun devrait être proportionnée à son travail, de manière à annuler non pas les bienfaits mais les excès de la concurrence.

UNE ÉDUCATION MORALE ET UNIVERSELLEMENT RÉPANDUE, une transformation complète du système actuel des taxes, l'économie dans l'État, l'augmentation de la production, la suppression de tous les intermédiaires qui ne sont pas indispensables entre l'acheteur et le vendeur, l'union du capital et du travail au moyen d'associations ouvrières, — telles sont les conditions du problème économique que la démocratie républicaine est appelée à résoudre.

- (1) Coopération de l'industrie
(2) Rôle de l'État dans les travailleurs
Solutions législatives nécessaires

un peu de temps. Et alors, c'est lui, qui a l'oeuvre
de la révolution.

M. : ... à l'époque, l'Angleterre, c'est à dire

l'Angleterre d'Henry, qui fondait son régime
sur une classe ouvrière. Parce que l'Angleterre, c'est
Sachsen, un géant, d'avant-dernier état avancé,
qui n'a pas mal fait de choses.

M. : ... l'Angleterre, l'Angleterre, c'est à dire l'Angleterre ;
c'est à dire l'Angleterre, l'Angleterre, l'Angleterre.

M. : ... l'Angleterre, l'Angleterre, l'Angleterre.

M. : ... l'Angleterre, l'Angleterre, l'Angleterre,

Voyez !

DES DEVOIRS DE L'HOMME (1844).

PRÉFACE DE LA PREMIÈRE ÉDITION COMPLÈTE¹

AUX OUVRIERS ITALIENS

C'est à vous, fils et filles du peuple, que je dédie ce livre. J'ai cherché à exposer les principes au nom desquels vous pouvez, si vous le voulez, remplir votre mission en Italie, la mission du progrès républicain et de votre propre émancipation.

Que ceux d'entre vous qui sont capables de comprendre le sens profond de ces principes les expliquent à leurs frères dans le même sentiment d'amour qui remplissait mon cœur à la pensée de vos souffrances, de vos aspirations et de cette nouvelle vie que vous répandrez en Italie aussitôt que disparaîtront ces inégalités injustes, si fatales au libre développement de vos facultés.

Je vous ai aimés dès mes jeunes années. L'influence

¹ Les quatre premiers chapitres de cet ouvrage furent publiés dans *l'Apostolato popolare*, journal que Mazzini fonda pour les ouvriers italiens en Angleterre (1844). La suite parut dans le *Pensiero e azione* en 1858.

d'une mère dont les instincts étaient républicains m'a enseigné de bonne heure à discerner parmi mes camarades, non point l'homme riche ou grand, mais le véritable *Homme*, tandis que les vertus simples et modestes de mon père m'apprîrent à préférer ce tranquille esprit de sacrifice qui se rencontre si souvent parmi vous, à la soi-disant supériorité, toute extérieure, d'une demi-éducation.

Plus tard notre histoire nationale me révéla ce fait, que la véritable vie de l'Italie est la vie de son peuple. Je compris comment, pendant ce lent progrès des siècles, le choc des différentes races et les changements superficiels et épiphémères brutalement opérés par l'usurpation et les conquêtes, avaient été nécessaires pour élaborer et préparer notre grande unité nationale et démocratique.

Et depuis trente ans je me suis dévoué à vous.

Je vis que l'Unité de notre pays ne serait jamais fondée par une aristocratie sans force, sans initiative et sans vie collective, pas plus que par une monarchie sans mission spéciale qui ne comprenait ni l'unité ni l'émancipation, une monarchie qui s'était pour ainsi dire glissée parmi nous, au seizième siècle, à la suite de l'étranger. Je sentis que notre patrie italienne ne pouvait être fondée que par le peuple italien, et je l'affirmai hautement devant le monde entier.

Je compris combien il est nécessaire que votre classe s'affranchisse du joug du travail mercenaire et élève graduellement le travail, au moyen de l'association, jusqu'à ce qu'il devienne maître du sol et du capital. Cette vérité je l'ai affirmée, longtemps avant que des sectes françaises de socialistes eussent dénaturé la question.

Je compris qu'une Italie, telle que nos coeurs la rêvaient, ne pourrait pas exister avant que la papauté ne fut renversée au nom d'une loi morale reconnue comme supérieure à tous les soi-disant intermédiaires entre Dieu et le peuple, et je le dis.

✓

Accablé sous les coups de la calomnie, poursuivi par la raillerie, je n'ai cependant jamais trahi votre cause ni déserté le drapeau de l'avenir, alors même que vous, — égarés par les enseignements de ceux qui n'étaient pas des *croyants* mais des *idolâtres*, — m'abandonnâtes pour suivre des hommes qui trasquèrent de votre sang, puis vous oublièrent.

La chaleureuse et sincère poignée de main de plusieurs d'entre vous, fils et filles du peuple, m'a souvent consolé de bien des infidélités, de bien des désillusions amères sur des hommes que j'aimais et qui prétendaient m'aimer aussi. Je n'ai plus que quelques années à vivre, mais le lien qui m'unît à plusieurs d'entre vous demeurera intact jusqu'à mon dernier jour et ne se brisera pas même alors.

Pensez à moi, comme je pense à vous. Soyons unis dans l'amour pour notre pays. Son avenir dépend, en grande partie, de vous. Pour hâter son avènement il faut que vous vous débarrassiez de deux plaies qui empoisonnent les classes dirigeantes de notre pays et risquent d'enrayer le progrès de l'Italie, — le *machiavélisme* et le *matérialisme*. Le premier, travestissement odieux de la doctrine d'un homme grand et malheureux, vous détournerait de l'amour franc et courageux de la vérité; le second, par le culte de l'intérêt, vous entraînerait inévitablement dans l'égoïsme et l'anarchie.

Si vous voulez vous affranchir du gouvernement arbitraire et tyrannique de l'homme, vous devez commencer par servir Dieu avec justice. Dans la grande bataille qui se livre dans le monde entre les deux principes du bien et du mal, il faut vous enrôler ouvertement sous le drapeau du premier et ne pas cesser de combattre le second, en renonçant aux lâches compromis et à l'hypocrisie des moyens termes. Tant que je vivrai vous me trouverez toujours à vos côtés sous le premier de ces drapeaux. Je vous aime trop pour flatter vos passions ou pour vous bercer des rêves dorés par lesquels d'autres cherchent à gagner vos faveurs.

✓

Ma voix vous paraîtra parfois sévère, vous pourrez trouver que j'insiste trop sur la nécessité du sacrifice et de la vertu mais je sais, et vous le comprendrez bientôt, que la seule source de tout droit est dans le devoir accompli.

Adieu, croyez-moi maintenant et pour toujours,
Votre frère,

JOSEPH MAZZINI.

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION

Je vais vous parler de vos devoirs. Je vais suivre la voix de mon cœur et vous parler des choses les plus saintes, vous parler de Dieu, de l'humanité, de la patrie et de la famille. Écoutez-moi avec amour comme je m'adresserai à vous avec amour. Mes paroles seront l'expression d'une conviction mûrie par de longues années d'étude, d'expérience et de souffrance. Les devoirs que je vous indiquerai sont ceux que j'ai cherché à remplir, comme je le ferai encore tant que je vivrai. Je puis me tromper, mais l'erreur ne vient pas du cœur. Écoutez-moi donc avec un sentiment fraternel et jugez par vous-même de mes paroles. Si vous croyez que je suis dans l'erreur, quittez-moi, mais si vous croyez que je prêche la vérité, suivez-moi et agissez selon mes enseignements. Celui qui se trompe est malheureux et mérite d'être plaint, mais celui qui connaît la vérité et qui ne règle pas ses actions d'après ses enseignements est un criminel condamné par le ciel et par la terre.

Pourquoi donc vous parlerai-je de vos devoirs, avant de vous parler de vos droits? Pourquoi donc dans une société où tout tend à vous opprimer, volontairement ou involontairement, où l'exercice de plusieurs des droits qui appartiennent à l'homme vous est constamment refusé, où votre lot est la souffrance, tandis que le bonheur est pour les autres classes, vous parlerai-je de sacrifice plutôt que de conquête, de vertu, de progrès moral et d'éducation, plutôt que de bien-être matériel?

C'est une question à laquelle il faut que je réponde clairement avant d'aller plus loin, parce que c'est précisément le point sur lequel l'école à laquelle j'appartiens diffère de plusieurs de celles qui existent en Europe, mais aussi parce que cette question est celle que se pose tout naturellement l'ouvrier qui souffre.

Nous sommes de pauvres et malheureux esclaves du travail, parlez-nous de progrès matériel, de liberté, de bonheur. Dites-nous si nous sommes destinés à souffrir pour toujours, si nous ne jouirons jamais à notre tour. Prêchez le devoir à ceux qui nous emploient, aux classes supérieures qui nous traitent comme des machines, qui monopolisent toutes les sources du bien-être tandis que la justice veut qu'elles soient pour tous les hommes. Parlez-nous de nos droits, dites-nous comment nous devons les conquérir; parlez-nous de notre force. Attendez pour nous parler de nos devoirs que nous ayons une existence sociale et politique reconnue.

Ainsi parle un trop grand nombre d'ouvriers, et ils adoptent des doctrines et se joignent à des associations qui correspondent à ces pensées et à ces désirs. Ils oublient une chose, c'est que ces doctrines ont été prêchées pendant cinquante ans sans amener le plus petit progrès matériel dans la condition de l'ouvrier. Tout ce qui a été accompli ou tenté depuis cinquante ans dans la voie du progrès en Europe l'a été au nom des droits de l'homme, et la liberté

Jidie
Fyf

1795

11

a été recherchée comme le moyen qui devait procurer le bien-être, en tant que fin et but de la vie. Tous les écrits des philosophes qui préparèrent le chemin de la révolution étaient fondés sur une théorie de la liberté. Tous les actes de la grande Révolution française furent une conséquence de la « *Déclaration des droits de l'homme*. »

Toutes les écoles révolutionnaires ont prêché que l'homme était né pour le *bonheur*, qu'il avait le droit de chercher le bonheur par tous les moyens en son pouvoir, que personne n'avait le droit de l'arrêter dans cette recherche, tandis que lui avait le droit de renverser tous les obstacles qu'il rencontrait sur son chemin.

Tous ces obstacles ont été renversés, en effet, et la liberté a été conquise. Dans beaucoup de pays elle a duré plusieurs années, dans quelques-uns elle existe encore aujourd'hui.

La condition du peuple s'est-elle améliorée? Ces millions d'individus qui vivent de leur travail journalier ont-ils obtenu la plus petite partie du bien-être qu'ils convoitent? Non; la condition du peuple ne s'est pas améliorée, au contraire, dans plusieurs pays, elle a empiré¹. Dans presque tous les pays la condition de l'ouvrier est devenue plus incertaine et plus précaire, et les crises qui condamnent des milliers d'hommes au chômage sont plus fréquentes.

L'augmentation annuelle de l'émigration, d'un pays à l'autre, et de l'Europe dans les autres parties du monde et le nombre croissant des institutions de bienfaisance et des précautions prises contre la mendicité sont une preuve de ce que j'avance. L'attention publique est continuellement attirée sur les souffrances du peuple, mais l'inéfficacité des efforts tentés pour les soulager démontre une augmentation progressive de la misère.

¹ Il ne faut pas oublier que ce chapitre et les suivants furent publiés il y a trente ans.

Et néanmoins, pendant les dernières cinquante années, les sources de la richesse nationale et la quantité de moyens matériels de bonheur ont continuelllement augmenté. Le commerce a surmonté des crises fréquentes, inévitables en l'absence de toute organisation, et a élargi la sphère de ses opérations en même temps qu'il a gagné en puissance et en activité. Les communications sont devenues partout plus rapides et plus sûres et le prix des produits a diminué en proportion du prix du transport. D'un autre côté, l'idée qu'il y a des droits inhérents à la nature humaine est généralement admise et acceptée, — en paroles du moins, — par ceux même qui cherchent à les retenir. Pourquoi donc la condition du peuple ne s'est-elle pas améliorée? Pourquoi donc la consommation des produits au lieu d'être également distribuée parmi les membres de la société européenne s'est-elle concentrée dans les mains du petit nombre et a-t-elle créé ainsi une nouvelle aristocratie? Pourquoi la nouvelle impulsion donnée à l'industrie et au commerce n'a-t-elle pas produit le bien-être pour tous, mais le luxe pour quelques-uns seulement?

La réponse est facile à faire pour quiconque regarde au fond des choses. Les hommes sont les créatures de l'éducation et leurs actions ne sont que la conséquence des principes qui leur ont été donnés. Les promoteurs de révolutions et de transformations politiques se sont jusqu'à présent toujours appuyés sur une idée, l'idée des *droits* de l'individu. Ces révolutions ont conquis la *Liberté*, — la liberté individuelle, la liberté d'éducation, la liberté de conscience, la liberté du commerce, la liberté en tout et pour tous. Mais qu'importent les droits pour ceux qui n'ont pas les moyens de les exercer? Qu'importe la liberté d'enseignement pour des hommes qui n'ont pas le temps d'apprendre? A quoi sert la liberté du commerce pour ceux qui n'ont ni marchandise, ni capital, ni crédit? Dans tous les pays où ces principes furent proclamés la société

Dans cet état de luttes continues les hommes étaient élevés dans l'égoïsme et dans la soif du bien-être.

La simple liberté de conscience détruisit toute foi commune. La simple liberté d'éducation amena l'anarchie morale. L'humanité sans lien commun, sans unité de croyance ou de but se jeta sur la jouissance et ne rechercha rien d'autre. Chacun voulut suivre son propre chemin sans s'occuper de savoir si, en le faisant, il ne passait pas sur le corps de ses frères, — frères de nom mais ennemis de fait. — Voilà où nous sommes arrivés grâce à la théorie des droits.

Les droits existent sans doute. Mais lorsque les droits d'un individu se trouvent heurter ceux d'un autre, comment pouvons-nous espérer les concilier et faire l'harmonie si nous n'en appelons pas à quelque chose de supérieur aux droits? Et lorsque les droits d'un individu, ou de plusieurs individus, heurtent les droits du pays à quel tribunal en appelerons-nous?

Si toute créature humaine a droit à la plus grande somme de bonheur possible comment résoudrons-nous la question entre l'ouvrier et le manufacturier? Si le droit à la vie est le droit le plus inviolable qui osera demander le sacrifice de cette existence au profit d'autres hommes?

Le demanderez-vous au nom de la patrie, de la société, de la foule de vos frères?

Qu'est-ce que la patrie, pour ceux qui professent la théorie dont je parle, si ce n'est le lieu où leurs droits individuels sont le plus en sécurité? Qu'est-ce que la société, si ce n'est un assemblage d'hommes qui ont décidé de se servir de la puissance de tous pour défendre les droits de chacun!

Et vous qui pendant cinquante ans avez prêché à l'individu que la société est constituée dans le but de lui assurer l'exercice de ses droits, comment pouvez-vous lui demander de les sacrifier tous en faveur de la société et

272. - Contes, il offre le moment de l'histo-
JOSEPH MAZZINI.

se composait d'un petit nombre d'individus qui possédaient les terres, le capital et le crédit, et d'une vaste multitude qui ne possédait que le travail de ses mains et était forcée de le vendre à n'importe quel prix pour pouvoir vivre. La liberté est-elle autre chose qu'une illusion ou qu'une amère ironie pour des hommes condamnés à passer leur journée entière dans un travail monotone et manuel et à lutter continuellement contre la faim et le besoin?

La seule manière de remédier à cet état de choses aurait été d'obtenir que les classes supérieures consentissent à réduire les heures de travail et à augmenter les salaires, à donner une éducation égale et gratuite aux masses, à mettre les instruments de travail à la portée de tous et à organiser un crédit pour les ouvriers capables et bien intentionnés.

Mais pourquoi auraient-elles fait cela? Est-ce que le bien-être n'est pas la fin et le but de la vie? Pourquoi auraient-elles diminué leurs jouissances au profit des autres? Que chacun se tire d'affaire. Du moment que la société a assuré à chaque individu le libre exercice des droits qui sont inhérents à la nature humaine, elle a fait tout ce à quoi elle est tenue. Et s'il se trouve des gens qui, par la fatalité de leur position, ne peuvent pas exercer ces droits qu'ils se résignent à leur sort et ne blâment pas les autres. Ce langage est absolument naturel étant donné le point de vue auquel se plaçaient ces classes privilégiées.

Cette tendance s'étendit aussi aux individualités. Chacun s'occupa de ses droits, de l'amélioration de sa position, sans chercher à venir en aide aux autres; lorsque les droits se heurtaient ou se déclarait la guerre, non point une guerre sanglante, mais une guerre d'or et de ruse moins noble que la première et aussi fatale, une guerre sans trêve, dans laquelle ceux qui possédaient des ressources écrasaient impitoyablement l'être faible et inexpérimenté.

de se soumettre, si c'est nécessaire, à un travail incessant, à la prison et à l'exil pour le bien de cette société? Après lui avoir enseigné, par tous les moyens possibles, que la fin et le but de la vie sont le bonheur comment pouvez-vous vous attendre à ce qu'il sacrifie son bonheur et sa vie pour délivrer son pays de l'oppression étrangère, ou pour améliorer la condition d'une classe à laquelle il n'appartient pas? Après l'avoir endoctriné pendant des années, au nom des intérêts matériels, comment pouvez-vous supposer qu'il verra la richesse et la puissance à sa portée sans étendre la main pour les atteindre, lors même qu'en le faisant il risquerait de blesser son prochain?

Ouvriers, cette opinion n'est pas seulement la mienne, ce n'est pas une réverie de mon esprit qui ne repose sur aucun fait, c'est de l'histoire, l'histoire de notre époque, une histoire dont les pages sont tachées de sang, — le sang du peuple.

Interrogez les hommes qui ont transformé la révolution de 1830 en une simple substitution de personnes et se sont servis des corps de vos frères français comme de marches pour s'élever au pouvoir. Toutes leurs doctrines et leurs enseignements, avant 1830, étaient fondés sur la vieille théorie des droits et non pas sur la foi aux devoirs de l'homme.

Vous les appelez trahisseurs et apostats quand ils n'ont été que logiques. Ils ont lutté au nom de ce bonheur dont ils n'avaient jamais assez. Les uns étaient persécutés dans leur liberté de pensée; d'autres, malgré leur intelligence, se voyaient fermer la porte des emplois. Alors, ils s'irritaient à la vue des souffrances du peuple. Alors, ils déclamaient hardiment, et de bonne foi peut-être, sur la créature humaine.

Mais plus tard, lorsque leurs propres droits politiques et intellectuels furent reconnus, lorsque la porte des emplois leur fut ouverte, lorsqu'ils furent en possession du

bonheur qu'ils avaient désiré, ils oublièrent le peuple, ils oublièrent ces milliers d'individus qui leur sont inférieurs par l'éducation et les aspirations mais qui, eux aussi, cherchent à réaliser leur idéal de bonheur; ils ne penseront qu'à eux.

Pourquoi lesappelez-vous des traîtres? Pourquoi nedites-vous pas plus tôt que leur doctrine était fausse et trompeuse?

A l'époque dont je parle il y avait en France un homme, dont vous avez sans doute entendu parler, et qui n'aurait pas du tomber dans l'oubli. Il était alors opposé à nos idées, mais il croyait au Devoir. Il croyait au devoir de sacrifier toute notre existence pour le bien général, pour la recherche et le triomphe de la vérité. Il étudia sérieusement les temps et les hommes. Il ne se laissa ni égarer par les applaudissements, ni décourager par les désillusions. Lorsque le cours des événements l'eut convaincu de la vérité de notre cause il en devint le plus fervent apôtre.

Cet homme c'est Lamennais, l'auteur des *Paroles d'un Croyant*. En comparant Lamennais aux autres hommes dont je viens de vous parler vous verrez la différence qui existe entre les hommes des Droits et les hommes du Devoir. Les premiers ont limité leur action à la conquête de leurs droits personnels, les seconds ne cesseront de travailler que le jour où ils quitteront la terre¹.

Dans les pays où le peuple est complètement esclave, où la lutte se livre dans l'ombre, où chaque pas fait en avant doit être arrosé du sang d'un martyr, où celui qui combat est privé des consolations de la gloire, quelle force sera suffisante pour soutenir des hommes qui ne

¹ Cette affirmation s'est complètement vérifiée à l'égard de Lamennais qui est mort républicain, croyant en Dieu et au peuple et qui aimait son ami Mazzini jusqu'à sa fin.

voient dans cette sainte bataille qu'une revendication de droits?

Je parle, cela va de soi, de la généralité car dans toutes les doctrines on rencontre des hommes exceptionnels.

La jeunesse est naturellement enthousiaste, elle se révolte contre la tyrannie, mais lorsque le premier élan est passé, lorsque les désillusions et le découragement s'emparent de son âme, pourquoi ne préférerait-elle pas le repos à une vie pleine d'inquiétudes et de dangers et qui finira peut-être en prison, en exil ou sur l'échafaud?

Cette histoire est celle de beaucoup de ceux qui sont imbus des doctrines que nous combattons. Histoire bien triste, mais qui sera toujours la même tant que nous ne changerons pas le principe fondamental qui dirige leur conduite.

Quel nom invoquer pour leur persuader que les dangers et les désillusions sont une raison de plus de retrouver leur courage et qu'ils doivent lutter, non pas quelques années seulement, mais toute leur vie? Qui oserait forcer un homme à combattre pour ses droits lorsqu'il préfère y renoncer plutôt que d'encourir les dangers de la lutte?

Supposons même une société constituée sur une base plus juste que la société actuelle, comment prouver à l'homme qui ne croit qu'à la théorie des droits que son devoir est de lutter pour le bien général et de travailler au développement de l'idée sociale? Supposez que cet homme se révolte, qu'il se sente assez fort pour vous dire: « Je romps le lien social, mes tendances et mes capacités m'appellent ailleurs; développer ces tendances et ces facultés est pour moi un droit inviolable et je déclare librement la guerre à la société. Quelle réponse lui ferez-vous qui rentre dans la limite des droits?

Quel droit avez-vous, vous majorité, de le forcer, à obéir

intervenir. En ce sens, il a raison!

à des lois qui ne sont pas en harmonie avec ses désirs individuels?

Quel droit avez-vous de le punir s'il viole ces lois?

Les droits des individus sont égaux; le simple fait de vivre en société n'en crée pas un de plus. La société a une plus grande puissance que l'individu, elle n'a pas de plus grands droits. Comment donc voulez-vous prouver à l'individu qu'il doit fondre sa volonté dans celle de ses frères, soit pour le bien de sa patrie soit pour le bien de l'humanité?

En usant de la prison ou de l'échafaud?

Toutes les sociétés qui ont existé jusqu'à aujourd'hui ont employé ces moyens.

Mais c'est là la guerre, et nous avons besoin de paix; c'est une répression tyrannique et il nous faut l'éducation.

L'éducation, ai-je dit, et toute ma doctrine se résume dans ce grand mot. La question vitale qui s'agit aujourd'hui est une question d'éducation. Nous ne cherchons pas à établir par la violence un nouvel ordre de choses. Quelque soit l'ordre de choses établi par la violence, fut-il même supérieur au précédent, c'est cependant une tyrannie. Notre tâche consiste à proposer à la nation un ordre de choses que nous croyons être supérieur à celui qui existe maintenant, et à diriger l'éducation des hommes, par tous les moyens possibles, afin qu'ils agissent selon ces nouveaux principes.

La théorie des droits suffira pour pousser les hommes à renverser les obstacles que la tyrannie place sur leur chemin, mais elle devient insuffisante lorsqu'il s'agit de créer une grande et puissante harmonie entre les divers éléments qui composent une nation. Si l'on prend la théorie du bonheur, comme but principal de l'existence, on ne produira que des égoïstes qui transporteront dans ce nouvel ordre de choses leurs passions et leurs désirs et le corrompront en peu de temps.

quelle
majorité

(2)

Il s'agit donc de chercher un principe d'éducation supérieur à cette théorie, un principe capable de guider l'humanité vers des horizons nouveaux, de lui enseigner le dévouement, le sacrifice; d'unir les hommes entre eux sans qu'ils dépendent de l'idée d'un seul homme ou de la force d'une majorité. Ce principe est le DEVOIR. Il faut que nous fassions comprendre aux hommes qu'ils sont tous fils d'un seul Dieu et tenus d'accomplir une seule loi sur la terre; que chacun doit vivre non pour soi, mais pour les autres; que le but de l'existence n'est pas d'être plus ou moins heureux, mais de devenir et de rendre les autres plus vertueux; que lutter contre l'injustice et l'erreur, partout où on les rencontre, est non seulement un droit mais un devoir, le devoir de toute la vie que l'on ne peut négliger sans pécher.

Ouvriers, mes frères, comprenez-moi bien.

Lorsque je dis que la conscience de vos droits ne suffira jamais pour produire un progrès durable et important je ne vous demande pas de renoncer à ces droits. Je dis seulement que ces droits n'existent que comme conséquence de devoirs à remplir, et que nous devons commencer par remplir les seconds pour obtenir les premiers. Et lorsque je dis qu'en proposant le bonheur, le bien-être, les intérêts matériels comme but de l'existence nous courrons le risque de faire des égoïstes, je ne dis pas que vous ne devriez jamais vous occuper de ces choses, mais je dis que la recherche exclusive des intérêts matériels, considérés non comme moyens mais comme but, produit toujours des résultats déplorables.

Lorsque les anciens Romains, sous leurs empereurs, se contentèrent de pain et de jeux, ils devinrent une race abjecte, aussi après s'être soumis au gouvernement féroce de leurs empereurs ils succombèrent lâchement et furent réduits en esclavage par les envahisseurs barbares.

En France, et dans bien d'autres pays, le plan des enne-

mis du progrès social a toujours été de développer exclusivement l'activité matérielle, ce qui contribue à éloigner les esprits de toute pensée de changement et de progrès.

Donnerons-nous la main à nos adversaires en faisant de même.

Les améliorations matérielles sont indispensables et nous lutterons pour les obtenir, non pas parce que la seule chose nécessaire à l'homme est d'être bien logé et bien nourri, mais parce que vous ne pouvez pas avoir conscience de votre propre dignité ni vous développer intellectuellement tant que vous êtes absorbés, comme aujourd'hui, par la lutte incessante contre le besoin et la pauvreté.

Vous travaillez dix ou douze heures par jour, comment trouvez-vous le temps de vous instruire? Le plus grand nombre d'entre vous gagne à peine de quoi subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, comment vous procurer les moyens de faire votre éducation?

B
La durée incertaine de vos travaux fait que vous passez d'une activité excessive à des périodes d'oisiveté, comment prendriez-vous des habitudes d'ordre, de régularité et d'assiduité? La modicité de vos gains vous ôte tout espoir d'économiser une somme suffisante pour être un jour utile à vos enfants, ou pour assurer la subsistance de votre vieillesse, comment prendriez-vous des habitudes d'économie? Bien souvent vos enfants sont privés des soins et de la tendresse de leur mère, forcée de chercher à gagner quelques sous par un travail malsain dans les fabriques, comment ces enfants se développeraient-ils sous la douce influence de la famille?

La pauvreté vous empêche souvent d'obtenir justice comme les hommes des classes plus élevées, comment apprendrez-vous à aimer et à respecter la justice?

Il est donc nécessaire que votre condition matérielle s'améliore pour que vous puissiez progresser moralement.

Il faut que vous receviez un salaire qui vous permette de faire des économies de manière à vous rassurer sur l'avenir et, par-dessus tout, il faut purifier vos âmes de tout sentiment de révolte et de vengeance, de toute pensée injuste à l'égard de ceux-là même qui ont été injustes envers vous. Vous devez lutter pour obtenir toutes ces améliorations dans votre situation, et vous les obtiendrez, mais recherchez-les comme des moyens et non comme le but; recherchez-les par sentiment du devoir et non pas seulement du droit; recherchez-les afin de devenir plus vertueux et non point seulement pour être plus heureux au point de vue matériel.

Si vous n'agissez pas ainsi quelle différence y aura-t-il entre vous et ceux qui vous ont opprimés. Ils vous ont opprimés, justement parce qu'ils ne recherchaient que le bonheur, la jouissance et la puissance.

Progresser! Voilà ce qui doit être le but de votre vie. Ce n'est qu'en progressant, en devenant plus vertueux que vous rendrez votre situation moins malheureuse. Un changement d'organisation sociale aura peu d'effet tant que vous conserverez vos passions et votre égoïsme. Les organisations sociales ressemblent à ces plantes qui deviennent poison ou remède suivant la manière dont elles sont employées.

Des hommes bons peuvent accomplir du bien même avec une mauvaise organisation, et des hommes mauvais peuvent faire du mal même avec une bonne organisation.

Sans doute il faut faire progresser aussi les classes qui vous oppriment, mais vous ne réussirez jamais à le faire tant que vous n'aurez pas progressé vous-même.

Lors donc que vous entendrez ceux qui prêchent la nécessité d'une transformation sociale déclarer qu'ils ne peuvent l'accomplir qu'au nom de vos droits, soyez reconnaissants de leurs bonnes intentions, mais désiez-vous de leur réussite.

voir

Les souffrances du pauvre sont en partie connues des classes aisées, connues mais non pas senties. Par le fait de cette indifférence générale, conséquence de l'absence d'une foi commune, de l'égoïsme, résultat inévitable de tant d'années passées à prêcher le bonheur matériel, ceux qui ne souffrent pas eux-mêmes se sont accoutumés, petit à petit, à regarder les souffrances des autres comme une triste nécessité de l'organisation sociale et à laisser aux générations suivantes le soin d'y porter remède. La difficulté n'est pas tant de les convaincre que de les tirer de leur inertie et de les pousser, une fois convaincus, à agir, à s'associer, à fraterniser avec vous afin de créer une organisation sociale qui mette fin, — dans la mesure du possible, — à vos souffrances et à leurs craintes.

9/11

Eh bien, faire cela c'est une œuvre de foi, de foi dans la mission que Dieu a chargé sa créature humaine d'accomplir sur la terre, dans la responsabilité qui incombe à tous ceux qui ne remplissent pas cette mission, et dans le devoir imposé à tous de travailler et de se sacrifier pour la cause de la vérité.

N'importe quelle doctrine du droit et du bonheur matériel nous conduira à des tentatives qui, tant que vous vous fieriez à vos propres forces, échoueront et n'auront pas d'autre résultat que le pire de tous les crimes : une guerre civile de classe à classe.

danger

Ouvriers, mes frères ! Lorsque Christ changea la face du monde il ne parla de leurs droits, ni aux riches qui n'avaient pas besoin de les conquérir, ni aux pauvres qui, à l'exemple des riches, en auraient sûrement abusés. Il ne parla pas d'utilité ou d'intérêt à un peuple que l'intérêt et l'utilité avaient corrompu. Il parla de devoir, d'amour, de sacrifice et de foi : et il dit que ceux-ci seraient les premiers qui auraient le plus contribué par leur travail au bien de tous.

Les paroles de Christ résonnèrent à l'oreille d'une so-

ciété dans laquelle toute vie véritable était éteinte, la rappelèrent à l'existence, conquirent les masses et le monde et firent monter l'éducation de la race humaine d'un échelon sur l'échelle du progrès.

Ouvriers! nous vivons dans une époque pareille à celle du Christ. Nous vivons dans une société aussi corrompue que celle de l'Empire romain, et nous sentons, au plus profond de notre âme, la nécessité de la ranimer, de la transformer, d'unir tous ses membres dans une seule foi, sous une seule loi, dans un seul but, — le développement libre et progressif de toutes les facultés dont Dieu a mis le germe dans la créature humaine. Nous cherchons le royaume de Dieu sur *la terre comme il est au ciel*, ou plutôt, nous désirons que la terre devienne une préparation pour le ciel et la société une réalisation progressive de l'idée divine.

Mais chaque action du Christ était la représentation visible de la foi qu'il prêchait, et autour de lui se trouvaient des apôtres qui vivaient selon la foi qu'ils avaient acceptée. Faites de même et vous vaincrez. Prêchez le devoir aux classes qui sont au-dessus de vous, mais remplissez autant que vous le pourrez le vôtre. Prêchez la vertu, le sacrifice et l'amour, mais soyez vous-mêmes vertueux, aimants et prêts à vous sacrifier. Dites vos pensées hardiment et faites connaître vos besoins courageusement, mais sans colère, sans révolte, sans menaces. La seule menace, s'il est nécessaire d'en faire, sera dans le calme et non dans l'irritation de vos paroles.

Voulez-vous propager parmi vos frères l'idée d'un avenir meilleur qui leur assurera l'éducation, du travail, un salaire suffisant, la conscience de leur mission d'hommes, cherchez aussi à vous instruire et à progresser vous-mêmes, à comprendre et à pratiquer vos devoirs.

Que quelques-uns d'entre vous seulement soient imbus des véritables principes d'où dépend l'éducation morale,

sociale et politique d'un peuple, et ils suffiront pour la répandre parmi des millions d'hommes, pour leur servir de guides, pour les protéger contre les sophismes et les fausses doctrines au moyen desquelles on cherche à les égarer.

CHAPITRE II

DIEU

La source de vos devoirs est en Dieu. La définition de vos devoirs se trouve dans sa loi. La découverte et l'application progressive de cette loi, telle est la mission de l'humanité.

Dieu existe. Je ne suis pas chargé de vous prouver cette assertion et je n'essayerai pas de le faire. Cette tentative me semblerait un blasphème, comme la négation me paraît une folie.

Dieu est parce que nous sommes. Dieu vit dans notre conscience, dans la conscience de l'humanité. Notre conscience l'invoque dans les moments les plus solennels de nos souffrances et de nos joies. L'humanité a pu transformer ou défigurer son saint nom, elle n'a pas pu le supprimer. L'univers le prouve, par l'ordre, l'harmonie et l'intelligence de ses mouvements et de ses lois.

Je souhaite qu'il n'y ait pas d'athées parmi vous. S'il y en a ils méritent la pitié plutôt que la malédiction. Celui qui peut nier Dieu, sous la voûte étoilée, debout près de la tombe de ceux qui lui sont chers, ou en face du martyre, est bien malheureux ou bien coupable.

Le premier athée a sûrement été un homme qui avait caché un crime à ses semblables et qui, en niant Dieu, espérait échapper ainsi à ce témoin qui voit tout, et aux remords de sa conscience. Ou peut-être que le premier athée fut un tyran, qui, après avoir détruit la moitié de l'âme de ses frères en les privant de la liberté, cherchait à substituer le culte de la force brutale à celui de la foi au devoir et au droit éternel.

Après ceux-là, de siècle en siècle, on vit des hommes, ici et là, enseigner l'athéisme par une aberration philosophique, mais ils furent peu nombreux et timides.

Plus tard, à une époque qui n'est pas bien éloignée de la nôtre, vint la soule de ceux qui, par réaction contre une idée fausse et absurde du Dieu inventé par une caste, niaient Dieu lui-même. Mais cela ne dura qu'un instant, et encore éprouvait-elle un tel besoin d'une divinité, qu'elle adora une déesse raison et une déesse nature.

De nos jours il y a beaucoup d'hommes qui détestent toutes les religions parce qu'ils voient la corruption des croyances actuelles, et qu'ils ne se font aucune idée de la pureté de la Religion de l'avenir. On voit, il est vrai, des prêtres prostituer le nom de Dieu dans un calcul d'intérêt vénal et des tyrans qui souillent son nom en l'invoquant en faveur de leur tyrannie ; mais, parce que la lumière du soleil est souvent obscurcie sous des vapeurs impures, niez-nous que le soleil existe et que ses rayons vivisent l'univers ? Parce que la liberté des méchants produit quelquefois l'anarchie, maudissons-nous le nom de la liberté elle-même ? La lumière éternelle de la foi en Dieu perce à travers les impostures et la corruption sous lesquelles les hommes ont obscurci son nom. L'imposture et la corruption passent, la tyrannie passe, mais Dieu demeure, de même que le peuple, image de Dieu sur la terre, demeure. Comme le peuple passe à travers l'esclavage, la pauvreté et les souffrances pour arriver, pas à pas, à la conscience de lui-

même, à la puissance, à l'émancipation, ainsi le saint nom de Dieu s'élève au-dessus des ruines des croyances corrompues, pour briller au milieu d'une forme d'adoration plus pure, plus intense et plus rationnelle.

1. Aussi ne viens-je pas vous parler de Dieu pour vous démontrer son existence ou pour vous dire que vous devez l'adorer, — vous l'adorez, en réalité, chaque fois que vous sentez profondément votre propre vie et celle de vos semblables, — mais pour vous dire comment vous devez l'adorer et pour vous mettre en garde contre une erreur qui domine dans les classes dirigeantes et agit sur plusieurs d'entre vous par l'exemple, erreur aussi grise et fatale que l'athéisme lui-même.
2. Cette erreur est la séparation plus ou moins apparente que l'on établit entre Dieu et cette terre sur laquelle vous êtes appelés à accomplir une période de votre existence.

D'un côté je vois des hommes qui vous disent : *Il est vrai que Dieu existe, mais la seule chose que vous puissiez faire c'est de confesser son existence et de l'adorer. Nul ne peut comprendre ou expliquer la relation qu'il y a entre Dieu et notre conscience.*

Pensez à cela tant que vous voudrez, mais ne cherchez pas à l'appliquer aux affaires de la terre.

La politique est une chose, la religion une autre, ne les confondez pas ensemble. Laissez les autorités spirituelles s'occuper des affaires du ciel en vous réservant le droit de ne pas croire ce qu'ils disent s'ils paraissent manquer à leur mission. Que chacun croie ce qu'il veut ; les seules choses sur lesquelles vous ayez à vous entendre sont les choses de ce monde. Que vous soyez matérialistes ou spiritualistes, peu importe, mais croyez-vous à la liberté et à l'égalité entre les hommes ? désirez-vous le bien-être de la majorité ? croyez-vous au suffrage universel ? Unissez-vous pour obtenir ces choses et, pour le

faire, vous n'avez pas besoin de vous entendre sur les questions spirituelles.

De l'autre côté il y a des hommes qui vous disent : *Dieu existe, mais Il est trop grand, trop supérieur à toutes les choses créées pour que vous puissiez espérer vous approcher de Lui par une œuvre humaine. La terre est poussière, la vie n'est qu'un jour. Détachez-vous autant que possible de la première et n'estimez pas la seconde plus qu'elle ne vaut. Que sont les intérêts terrestres en comparaison de la vie éternelle de votre âme ? Pensez à cela. Fixez vos regards sur le ciel. Qu'importe la façon dont vous vivez ici-bas ? Vous devez mourir et Dieu vous jugera selon vos pensées, non point à l'égard de la terre, mais à l'égard de Lui. Êtes-vous malheureux ? Bénissez le Dieu qui vous envoie des souffrances. La vie terrestre n'est qu'une période d'épreuve, la terre qu'un lieu d'exil, méprisez-la et elevez-vous plus haut. Au milieu des chagrins, de la pauvreté et de l'esclavage vous pouvez encore regarder à Dieu et vous sanctifier en l'adorant, en priant, en croyant à une vie éternelle où vous serez largement récompensés pour avoir méprisé toutes les choses mondaines.*

De ceux qui vous parlent ainsi les premiers n'aiment pas Dieu, les seconds ne le connaissent pas.

Dites aux premiers que l'homme est Un. Vous ne pouvez pas le partager en deux et vous arranger pour qu'il soit d'accord avec vous sur les principes qui règlent la base de la société, tandis qu'il différera de vous sur les points qui touchent à sa propre origine, à sa destinée et à la loi de sa vie ici-bas. Le monde est gouverné par les Religions. Lorsque les Indiens croyaient réellement que quelques-uns d'entre eux étaient sortis de la tête, d'autres des bras et d'autres des pieds de Bramah (leur divinité), ils organisèrent leur société en la divisant en castes, affectant à une caste le travail intellectuel, à l'autre les emplois militaires

*me division "partitive" être nom fils ethnique
Après l'christianisme que est universel la base n'ethnique;
peuple - il, race du salut, empire du milieux ... / 21
et à d'autres encore des devoirs serviles. Ils se condamnèrent ainsi à une immobilité qui dure encore et qui durera aussi longtemps que la croyance dans ce principe religieux.*

Lorsque le christianisme déclara au monde que tous les hommes sont fils de Dieu et frères en Lui, l'esclavage fut aboli et la société s'organisa sur une nouvelle base, malgré les doctrines des législateurs et des philosophes de l'antiquité qui tendaient à établir l'existence de deux races d'hommes.

A chaque progrès de la question religieuse correspond un progrès social dans l'histoire de l'humanité, tandis que votre doctrine de l'indifférence en matière religieuse ne produit que l'anarchie. Vous avez su détruire mais non pas bâtit. Prouvez-moi le contraire si vous le pouvez.

A force d'exagérer un des principes du protestantisme, — principe qu'il trouve maintenant nécessaire d'abandonner, — à force de déduire vos idées de ce seul principe de l'indépendance de l'individu, vous avez atteint — quoi ?

En commerce vous avez atteint l'anarchie, — c'est-à-dire l'oppression des faibles.

En politique vous avez atteint la liberté, — c'est-à-dire la dérisoion pour les faibles qui n'ont ni le temps, ni les moyens, ni l'instruction en quantité suffisante pour pouvoir exercer leurs droits. En morale vous avez atteint l'égoïsme, — c'est-à-dire l'isolement et la ruine des faibles, qui ne peuvent pas s'élever tout seuls.

Mais ce que nous cherchons, c'est l'Association.

Comment pourrons-nous la réaliser, sinon parmi des frères qui croient aux mêmes principes, qui soient unis dans la même foi et qui témoignent en faveur du même nom.

Ce que nous cherchons, c'est l'Éducation.

Comment pourrons-nous la donner ou la recevoir si ce n'est en vertu d'un principe qui résume et exprime notre

12) Et avant esclaves obtiennent l'indépendance, une révolution.

(2) Tous ces biens, etc., ne sont que des déjections

288

JOSEPH MAZZINI.

croyance commune quant aux origines, au but et à la loi de la vie de l'humanité sur la terre?

Nous cherchons une éducation *commune*.

Comment la donnerons-nous ou la recevrons-nous sans une croyance à une foi *commune* et à un *devoir commun*?

Et d'où pourrons-nous déduire un devoir commun, si ce n'est de l'idée que nous nous formons de Dieu et de nos relations avec Lui?

Sans doute le suffrage universel est une chose excellente. C'est la seule manière légale dont un peuple puisse se gouverner sans courir le risque de crises continues et violentes. Le suffrage universel dans un pays où règne une foi commune est l'expression de la volonté nationale mais dans un pays dépourvu d'une croyance commune, que sera-t-il, si ce n'est l'expression des intérêts de ceux qui sont numériquement les plus forts, au détriment des autres?

A ceux qui vous parlent du ciel et veulent le séparer de la terre, dites que le ciel et la terre sont un, de même que le *chemin* et le *but* sont un. Ne nous dites pas que la terre n'est que poussière. La terre est de Dieu, Dieu l'a créée comme le milieu à travers lequel nous pourrons monter à lui. La terre n'est pas seulement un séjour de tentation ou un lieu d'expiation, c'est la demeure qui nous est assignée pour que nous y travaillions à notre développement et à notre avancement vers une étape plus élevée de l'existence.

Dieu ne nous a pas créés pour contempler mais pour agir. Il nous a créés à son image et il est *pensée et action*, ou plutôt chez lui il n'y a pas de pensée qui ne soit instantanément action.

Vous nous dites de mépriser les choses du monde et de ne nous occuper que de celles du ciel, mais qu'est-ce que notre vie terrestre si ce n'est le prélude de la vie céleste et un pas fait vers elle?

(1) Il suffit que Marat dit la chose

DES DEVOIRS DE L'HOMME.

289

La vie d'une âme est sacrée à toutes les étapes de son existence, aussi sacrée à l'étape terrestre qu'à celles qui suivront; chaque étape doit être une préparation pour la suivante; chaque pas en avant doit aider au progrès graduel de cette vie immortelle que Dieu a soufflée dans chacun de nous, aussi bien qu'au progrès de cette grande entité, — l'humanité —, qui se développe par le travail de tous et de chacun.

Dieu vous a placés ici sur la terre. Il vous a entourés de milliers de vos semblables dont les esprits reçoivent de la nourriture par vous, dont le développement marche en même temps que le vôtre, dont la vie est fécondée par la vôtre. Pour vous préserver des dangers de l'isolement il vous a donné des désirs que vous ne pouvez pas satisfaire seuls, et ces instincts sociaux, dominants, qui vous distinguent de la création brute dans laquelle ils sont encore à l'état latent. Il a répandu autour de vous un monde matériel magnifique de beauté et brûlant de vie. Mais il ne faut pas oublier que, si cette vie se révèle par une impulsion divine, elle attend cependant toujours votre travail, et se modifie par votre intermédiaire. Sa puissance et sa vigueur augmentent en proportion de votre activité.

Dieu nous a donné certaines sympathies éternelles, par exemple, la pitié pour ceux qui souffrent et la joie pour ceux qui se réjouissent, la colère contre ceux qui oppriment leurs semblables, la soif de la vérité, l'enthousiasme pour ceux qui font le bien, l'admiration pour le martyre.

Vous reniez et repouvez les signes de votre mission, révélés par Dieu dans votre vie, lorsque vous criez anathème sur l'œuvre de ses mains et que vous concentrez toutes vos facultés sur un travail de purification intérieure nécessairement imparfait, et même impossible, si vous le poursuivez seul.

Partout où il y a l'esprit de Dieu il y a la liberté, a dit un des plus puissants apôtres que le monde ait

jamais vu, et la religion qu'il a prêchée a décrété l'abolition de l'esclavage.

Celui qui rampe aux pieds d'une créature pourrait-il connaître et adorer le Créateur?

Oh! hommes contemplatifs, votre religion n'en est pas une. Vous êtes une secte composée d'individus qui ont oublié leur origine, oublié les batailles que leurs pères ont livrées à une société corrompue et les victoires qu'ils ont remportées en transformant ce monde que vous méprisez!

La première foi religieuse, ardente et profonde, qui s'élèvera sur les ruines des vieilles croyances usées, transformera toute notre organisation sociale actuelle, car toute foi sérieuse et forte tend à s'appliquer à toutes les branches de l'activité humaine; parce qu'à toutes les époques de son existence, la terre a toujours cherché à se conformer au Ciel auquel elle croyait, et parce que toute l'histoire de l'humanité n'est que la répétition, sous des formes variées et à des degrés différents, des paroles de la prière Dominicale : *Que ton règne vienne sur la terre comme il est aux Cieux.*

Que ces paroles, mieux comprises et mieux appliquées que dans le passé, soient l'expression de votre foi! oh! mes frères! Répétez-les, et cherchez à les accomplir.

Qu'importe, si l'on cherche à vous pousser à une résignation passive et à l'indifférence à l'égard des choses terrestres, si l'on vous prêche la soumission à l'autorité temporelle, quelque injuste qu'elle soit, en vous citant ces mots si mal compris : *Rendez à César ce qui appartient à César, et à Dieu ce qui appartient à Dieu.*

Rien n'appartient en réalité à César, à moins que cela ne soit en conformité avec la loi de Dieu. César, c'est-à-dire le pouvoir temporel ou le gouvernement civil, n'est que l'administrateur, dans la mesure du possible, des desseins du Tout-Puissant.

Chaque fois qu'il manque à sa mission vous avez, non seulement le droit, mais le devoir de vous opposer à lui.

Dans quel but seriez-vous placés ici, si ce n'est pour accomplir le plan divin, dans votre sphère et selon vos moyens? Dans quel but professeriez-vous croire à l'unité de la race humaine, qui est une conséquence nécessaire de l'unité de Dieu, si vous ne cherchez pas à la réaliser en détruisant les divisions arbitraires et les hostilités qui séparent les différentes tribus de l'humanité?

A quoi bon croire à la liberté humaine, base de la responsabilité humaine, si vous ne travaillez pas à renverser les obstacles qui entravent la première et détruisent la seconde? Pourquoi parlons-nous de fraternité, tant que nous permettons que quelques-uns de nos frères soient écrasés, dégradés ou méprisés?

La terre est notre lieu de travail; nous ne devons pas la maudire, mais la sanctifier.

Les forces matérielles qui nous entourent sont nos instruments de travail; nous ne devons pas les rejeter, mais les diriger pour le bien.

Mais nous ne pouvons pas faire cela seuls, sans Dieu.

Je vous ai parlé de devoirs. Je vous ai dit que la conscience de vos droits ne pourra pas être pour vous un guide suffisant sur le chemin de la perfection, elle ne suffira pas même à produire une amélioration progressive dans votre condition.

Eh bien! en dehors de Dieu, d'où ferez-vous découler le devoir? Sans Dieu, quel que soit le système sur lequel vous vous appuyiez, vous serez forcés de reconnaître qu'il n'a pas d'autre base que la force, la force aveugle, tyrannique, brutale.

Il n'y a pas moyen de sortir de là.

Ou le développement des choses humaines dépend d'une loi providentielle que nous devons tous chercher à découvrir et à appliquer, ou il est laissé à la chance, aux circon-

l'ordre (auquel l'ordre universelle, de la nature humaine), d'une
mission... Mais cela, il va sans dire, regard, etc. Et à la
fin 292 JOSEPH MAZZINI

stances fortuites, et à celui qui sait le mieux profiter de ses forces.

Il faut obéir à Dieu, ou servir l'homme, que ce soit un homme ou plusieurs, peu importe. S'il n'y a pas un esprit supérieur à tous les esprits des hommes, et qui gouverne, qui est-ce qui nous préservera de la domination de nos semblables lorsqu'ils seront plus forts que nous, s'il n'y a pas une loi sainte et inviolable, qui n'a pas été faite par l'homme, quel moyen aurons-nous de décider si un acte est juste ou injuste?

Au nom de qui et de quoi protesterons-nous contre l'inégalité et l'oppression? Sans Dieu il n'y aura pas d'autre loi que celle du fait, du fait accompli, devant lequel le matérialiste courbe la tête, que ce soit Bonaparte ou la Révolution. Comment pouvons-nous nous attendre à ce que les hommes se sacrifient et souffrent le martyre au nom de nos opinions individuelles?

Peut-on transformer la théorie en pratique, le principe abstrait en action par la seule force de l'intérêt?

Ne vous y trompez pas, aussi longtemps que nous prêcherons le sacrifice en notre propre nom, ou au nom de n'importe quelle théorie individuelle, nous pourrons trouver des adhérents en parole, mais non pas en action. Ce cri des croisés : Dieu le veut! qui a résonné dans toutes les grandes et nobles révoltes, aura seul la force de pousser les âmes inertes à l'action, d'encourager les timides, d'allumer l'enthousiasme du dévouement chez les hommes intéressés, de donner la foi à ceux qui se défient et rejettent les idées purement humaines. Prouvez à l'humanité que l'œuvre de développement progressif à laquelle vous l'apportez est une partie du plan de Dieu, et personne ne se révoltera. Prouvez à tous que les devoirs terrestres, qui doivent être accomplis ici-bas, sont une partie essentielle de leur vie immortelle, et tous les calculs du présent s'évanouiront devant la grandeur de l'avenir. Sans Dieu vous pouvez

forcer, mais non pas persuader; vous pouvez devenir à votre tour des tyrans mais non pas des directeurs ou des apôtres.

12) Face au petit dieu Egyptien Raient au Jard

CHAPITRE III

LA LOI.

Vous vivez. Par conséquent il y a une loi de votre vie. Il n'y a pas de vie sans sa loi. Tout ce qui existe existe selon une certaine méthode, sous certaines conditions, et est gouverné par une certaine loi.

Le monde minéral est gouverné par une loi d'aggrégation, le monde végétal par une loi de développement, les astres par une loi de motion.

Votre vie est gouvernée par une loi plus élevée que celles-ci, de même que vous êtes supérieurs à toutes les autres créations terrestres. Votre premier devoir est de vous développer et d'agir selon votre loi.

Dieu vous a donné la vie, il vous a par conséquent donné une loi. Dieu seul peut donner des lois à la race humaine. Sa loi est la seule à laquelle vous deviez obéir. Les lois humaines ne sont bonnes et valables qu'autant qu'elles s'appliquent et se conforment, en les développant, à la loi de Dieu. Elles sont mauvaises chaque fois qu'elles s'opposent à cette loi, et dans ce cas ce n'est pas seulement votre droit, mais votre devoir, de les abolir.

Celui qui expliquera le mieux la loi de Dieu, celui qui en fera la meilleure application aux choses terrestres, celui-là sera votre directeur légitime. Aimez-le et sui-

vez-le. Mais vous n'avez pas, et vous ne pouvez pas avoir d'autre maître que Dieu lui-même. En accepter un autre, ce serait lui être infidèle et vous révolter contre lui.

En conséquence la base de toute moralité, la règle de vos actions et de vos devoirs, la mesure de votre responsabilité, doivent se trouver dans la connaissance de la loi de votre vie et de la loi de Dieu. C'est là aussi que vous trouverez vos moyens de défense contre les lois injustes que la tyrannie d'un homme, ou de plusieurs, pourrait chercher à vous imposer.

Tant que vous ne connaissez pas cette loi, vous ne pouvez pas prétendre au titre et aux droits d'hommes. Tout droit a son origine dans une loi, et, tant que vous serez dans l'impossibilité d'invoquer cette loi, vous serez des tyrans ou des esclaves : — tyrans, si vous êtes forts, esclaves des forts, si vous êtes faibles, rien de plus.

Pour être des *hommes*, il faut que vous connaissiez la loi qui distingue la nature *humaine* de la nature du règne animal, végétal ou minéral, et que vous y conformiez vos actions. Comment connaîtrez-vous cette loi ?

Telle est la question que l'humanité adresse éternellement à ceux qui prononcent le mot de devoir; les réponses varient encore aujourd'hui.

Quelques-uns ont répondu en indiquant un code; un livre, et en disant : *Toute la loi morale est renfermée dans ce livre.* D'autres ont dit : *Que chacun interroge sa conscience, il y trouvera la définition du bien et du mal.*

D'autres enfin, qui repoussent le jugement individuel, invoquent le jugement universel et déclarent que : *chaque fois que l'humanité se trouve d'accord sur une croyance, cette croyance est la vérité.*

Chacune de ces définitions et toutes ces définitions sont fausses. Des faits incontestables dans l'histoire de la race humaine ont prouvé l'impuissance de ces réponses.

Ceux qui déclarent que *toute* la loi morale est contenue dans un livre, ou exprimée par un homme, oublient qu'il n'y a pas un seul code de morale qui, après avoir régné pendant des siècles, n'ait été abandonné par l'humanité, afin d'en rechercher un plus avancé, et il n'y a aucune raison de supposer que l'humanité changera cette manière de procéder.

À ceux qui déclarent que la conscience de l'individu est un critérium suffisant du juste et du vrai, il suffira de leur faire remarquer que toute religion, quelque sainte qu'elle soit, a eu ses hérétiques, ses dissidents, prêts à subir le martyre au nom de leur conscience. Le monde protestant est aujourd'hui divisé et subdivisé en milliers de sectes, toutes fondées sur les droits de la conscience individuelle, toutes hostiles les unes aux autres, et qui perpétuent cette anarchie de croyances qui est la seule cause des troubles sociaux et politiques qui agitent les peuples de l'Europe.

D'un autre côté, à ceux qui rejettent le témoignage de la conscience individuelle et qui invoquent le consentement de l'humanité pour justifier leur foi, il suffira de leur dire que toutes les grandes idées qui ont jusqu'ici contribué au progrès de l'humanité se trouvaient, à leur début, en opposition avec la croyance acceptée alors par l'humanité, et étaient prêchées par des *individus* que l'humanité railait, persécutait et crucifiait.

Chacune de ces formules est donc insuffisante pour nous donner une connaissance de la loi de Dieu, de la vérité.

Et cependant la conscience individuelle est sacrée et le consentement commun de l'humanité est sacré aussi. Celui qui refuserait d'interroger ces deux sources se priverait de l'un des principaux moyens qui puissent le conduire à la vérité. L'erreur générale, jusqu'à présent, a été de rechercher la vérité par le moyen d'une seule de ces preuves. Cette erreur est fatale et absolue quant à ses conséquences, parce qu'il est impossible de faire de la conscience indi-

viduelle le seul juge de la vérité sans tomber dans l'anarchie, et il est impossible d'en appeler, à un moment donné, au consentement général de l'humanité, sans écraser la liberté humaine et produire la tyrannie. Et ainsi, — je cite ces exemples pour prouver que l'édifice social est fondé sur ces bases primitives bien plus que l'on ne le croit généralement, — ainsi quelques hommes ont commis l'erreur d'organiser la société uniquement sur le respect dû aux droits individuels et en oubliant totalement la mission éducative de la société, tandis que d'autres ont basé leur organisation uniquement sur les droits de la société, en sacrifiant le libre arbitre et la liberté de l'individu¹.

Le premier système, — on peut le voir dans l'histoire de la France après la grande Révolution, et dans celle de l'Angleterre aussi, — produit inévitablement l'inégalité et l'oppression des masses. Si le communisme arrivait jamais à la hauteur d'un *fait*, nous verrions que le second système condamne la société à l'immobilité en détruisant tous les mobiles et toutes les occasions du progrès.

Ainsi quelques-uns, en considération des prétendus droits de l'individu, ont organisé ou plutôt désorganisé la société en la fondant sur la seule base de la liberté et de la concurrence illimitée, tandis que d'autres, ne considérant que l'unité sociale, voudraient donner au gouvernement le monopole de toutes les forces productrices de l'État.

La première de ces conceptions a produit tous les maux de l'anarchie. La seconde produirait l'immobilité et tous les maux de la tyrannie.

Dieu vous a donné le consentement de vos semblables et votre conscience personnelle comme deux ailes, au moyen

¹ Je parle, cela va sans dire, des pays gouvernés par une monarchie constitutionnelle et où l'on cherche à réaliser une certaine organisation de la société. Dans les pays gouvernés despotalement il n'y a pas de société, les droits sociaux et individuels ayant été également sacrifiés.

desquelles vous devez vous élever jusqu'à lui. Pourquoi voulez-vous persister à couper l'une des deux? Pourquoi vous isoler du monde, ou vous absorber dans le monde? Pourquoi chercher à étouffer soit la voix de l'individu, soit la voix de la race humaine? toutes deux sont sacrées. Dieu parle par l'une et par l'autre. *Chaque fois qu'elles se trouvent d'accord, chaque fois que le cri de votre conscience est ratifié par le consentement de l'humanité, Dieu est là, et vous êtes certains d'avoir trouvé la vérité, car l'un est la vérification de l'autre.*

Si vos devoirs étaient purement négatifs, s'ils consistaient seulement à ne pas faire le mal, à ne pas porter préjudice à vos frères, peut-être que, même dans le développement actuel des moins instruits parmi vous, la voix de la conscience suffirait pour vous guider. Vous êtes nés avec une tendance vers le bien, et chaque fois que vous agissez d'une manière absolument opposée à la loi morale, chaque fois que vous commettez ce que les hommes ont convenu d'appeler pêché, il y a quelque chose au-dedans de vous qui vous condamne, un cri de reproche que vous pouvez cacher aux autres, mais non pas à vous-mêmes. Mais vos devoirs les plus importants sont positifs. Il ne suffit pas de ne pas faire, vous êtes tenus d'agir. Il ne suffit pas de ne pas transgresser la loi, vous êtes tenus d'agir selon la loi. Il ne suffit pas de ne faire du mal à vos frères, vous êtes tenus de leur faire du bien. Jusqu'à présent la moralité a été trop souvent présentée aux hommes sous une forme négative plutôt qu'affirmative. Les interprètes de la loi nous ont dit : « Tu ne tueras pas; tu ne voleras pas. » Un petit nombre parmi eux nous ont enseigné les devoirs actifs de l'homme, la manière dont il peut être utile à ses semblables, et le plan de Dieu dans la création. Et cependant c'est le premier but de la morale et aucun individu ne pourra atteindre ce but par la seule lumière de sa conscience.

La conscience individuelle parle en proportion de l'éducation, des tendances, des habitudes, des passions de l'individu. La conscience du sauvage Iroquois parle un autre langage que celle de l'Européen éclairé du dix-neuvième siècle. La conscience de l'homme libre lui suggère des devoirs que la conscience de l'esclave ne soupçonne même pas.

Interrogez le pauvre paysan piémontais, ou napolitain, dont le seul instructeur a été un prêtre inintelligent et à qui il n'est pas permis d'autre lecture — si encore il sait lire — que celle du catéchisme autrichien ; il vous dira, peut-être, que ses seuls devoirs consistent à beaucoup travailler pour n'importe quel salaire, à se soumettre sans raisonner aux lois de l'État, quelles qu'elles soient, et à ne faire tort à personne. Et si vous lui disiez *qu'il porte préjudice à son frère en acceptant un salaire inférieur à la valeur de son travail, et qu'il pèche contre Dieu et contre son âme en obéissant à des lois qui sont injustes*, il vous regardera avec étonnement comme quelqu'un qui ne comprend pas.

Interrogez ensuite l'ouvrier italien qui, par le fait de circonstances plus heureuses, s'est trouvé en contact avec des hommes plus éclairés, il vous dira que son pays est esclave, que ses frères sont condamnés *injustement* à passer leurs jours dans les privations matérielles et morales, et qu'il sent que son devoir est de protester autant que possible contre cette injustice.

D'où vient cette grande différence entre les inspirations de la conscience de deux individus, à la même époque et dans le même pays ? Pourquoi, chez dix individus qui appartiennent de fait à la même croyance religieuse, — celle qui ordonne le développement et le progrès de la race humaine —, trouvons-nous *dix* opinions différentes quant à la manière de mettre cette croyance en pratique, c'est-à-dire quant à leurs *devoirs* ? Certainement la voix de

la conscience individuelle ne suffit pas seule, dans tous les temps, pour nous faire connaître la loi. La conscience, peut nous enseigner que cette loi existe, mais elle ne peut pas toujours nous enseigner les devoirs qui découlent de cette loi. Voilà pourquoi le martyre ne disparaîtra jamais de l'humanité, quelle que soit la force de l'égoïsme ; mais combien de martyrs ont sacrifié leur vie à des devoirs imaginaires ou à des idées qui sont aujourd'hui reconnues pour des erreurs évidentes ! La conscience a donc besoin d'un guide, d'une lumière, pour éclairer l'obscurité dont elle est entourée, d'une règle par laquelle elle puisse diriger et vérifier ses instincts.

Cette règle, elle la trouvera dans *l'Intelligence de l'humanité*.

Dieu a donné à chacun de vous l'intelligence pour apprendre à connaître sa loi. Aujourd'hui, par suite de votre pauvreté et des erreurs invétérées des siècles, vous êtes privés d'une éducation complète, par conséquent les obstacles qui vous empêchent d'arriver à l'éducation sont les premiers que vous deviez surmonter. Mais, lors même que tous ces obstacles seraient enlevés, l'intelligence de l'homme individuel serait insuffisante pour acquérir une connaissance de la loi de Dieu, si elle n'est pas aidée et soutenue par l'intelligence de l'humanité. Votre vie est courte, vos facultés individuelles sont faibles et incertaines, elles ont besoin d'appui et de contrôle. Eh bien, Dieu a placé près de vous un être dont la vie est continue, dont les facultés sont le résultat et la somme des facultés individuelles qui ont existé depuis quatre cents siècles environ, un être qui, au milieu des erreurs et des crimes des individus, avance toujours en moralité et en sagesse, un être dans le développement et les progrès duquel Dieu a inscrit, d'époque en époque, et continue à inscrire une ligne de sa loi.

Cet être est l'humanité.

Un penseur du siècle passé a dessiné ainsi l'humanité : *Un homme qui vit et qui apprend toujours.*

Les individus meurent, mais la somme de vérité qu'ils ont pensée et la somme de bien qu'ils ont fait ne meurent pas avec eux. Les hommes qui passent sur leur tombe en moissonnent les biensfaits, et l'humanité les serre dans ses greniers.

Chacun de nous est né aujourd'hui dans une atmosphère d'idées et de croyances qui ont été élaborées par le passé de l'humanité, et chacun de nous apporte avec lui (inconsciemment ou non) un élément plus ou moins important de la vie de l'humanité à venir.

L'éducation de l'humanité se fait comme ces pyramides en Orient, auxquelles chaque voyageur qui passait ajoutait une pierre. Nous, voyageurs d'un jour, dont l'éducation doit se compléter ailleurs, nous passons ; mais l'éducation de l'humanité, dont chacun de nous n'entrevoit qu'un aperçu, évolue lentement, incessamment et progressivement par l'humanité.

L'humanité est la parole vivante de Dieu. L'esprit de Dieu la féconde et se manifeste en elle dans une pureté et une activité qui vont grandissant de siècle en siècle, tantôt par l'intermédiaire d'un individu, tantôt par celui d'un peuple. De travail en travail, de croyance en croyance, l'humanité acquiert graduellement une perception plus claire de sa propre vie, de sa propre mission, de son Dieu et de sa loi.

L'humanité est une *incarnation successive* de Dieu.

*par de
recul
relax*

La loi de Dieu est une, comme Dieu lui-même est un, mais nous ne la découvrons qu'article par article, ligne après ligne, selon la somme d'expérience accumulée par les générations qui nous ont précédés, et selon la force d'extension et l'intensité de l'*association* entre les races, les peuples et les individus. Aucun homme, aucun peuple, aucun siècle ne peut prétendre à la découverte absolue de

toute la loi. La loi morale, la loi de la vie de l'humanité ne peut être découverte, dans sa totalité, que par l'humanité entière unie dans une sainte association, et lorsque toutes les forces, toutes les facultés qui constituent notre nature humaine, seront arrivées à leur plein développement et mises en activité. Mais, en attendant, la portion de l'humanité qui est la plus avancée en éducation nous révèle une partie de la loi que nous cherchons à connaître. Son histoire nous explique le plan de Dieu; ses besoins nous indiquent nos devoirs, parce que notre premier devoir est d'aider l'humanité à marcher progressivement sur le chemin qui lui est tracé par la divinité.

Pour connaître la loi de Dieu, ce n'est pas assez d'interroger votre *propre conscience*, il faut encore interroger la conscience de l'humanité. Pour connaître vos devoirs, il faut considérer les besoins de l'humanité. La moralité est progressive, comme l'éducation. La moralité de la chrétienté est différente de celle du paganisme, la moralité de notre époque diffère de celle d'il y a dix-huit siècles.

Soyez sûrs que, sans éducation, vous ne sauriez comprendre vos devoirs, et que, lorsque la société vous empêche de recevoir cette éducation, la responsabilité de vos fautes pèse sur elle plus que sur vous. Votre responsabilité commence du jour où, le chemin de l'instruction vous étant ouvert, vous négligez d'y marcher. Vous n'êtes pas coupables parce que vous êtes ignorants, mais vous êtes coupables lorsque vous vous résignez à l'ignorance, lorsque vous laissez dormir les facultés qui sont en vous, lorsque, bien que Dieu ait mis en vous l'amour de la vérité, vous ne faites aucun effort pour la découvrir et vous acceptez, sans examen, les assertions des pouvoirs temporels ou spirituels.

Dieu, le père et l'éducateur de l'humanité, lui révèle sa foi à travers le temps et l'espace. Interrogez la tradition de l'humanité, qui est le concile des hommes vos frères, non point dans les limites restreintes d'un siècle ou d'une

*tradition
cathol*

*1901
Avril
Mazzini*

secte, mais à toutes les époques et sur toute la terre. Chaque fois que l'acquiescement de l'humanité correspondra aux enseignements de votre conscience, vous êtes sûrs d'être dans la vérité; sûrs, du moins, d'avoir lu une ligne de la loi de Dieu. Je crois que l'humanité est le seul interprète de la loi de Dieu sur la terre, et c'est de son consentement, d'accord avec ma conscience individuelle, que je déduis ce que je vais vous dire par rapport à vos devoirs.

CHAPITRE IV

DEVOIRS ENVERS L'HUMANITÉ.

*1901
Avril
Mazzini*

Vos premiers devoirs sont ceux qui touchent à l'humanité ; je dis premiers, non pas par rapport au temps, mais à l'ordre d'importance ; parce que, si vous ne comprenez pas les premiers, vous ne sauriez remplir les autres qu'imparfaitement. Vous avez des devoirs comme citoyens, comme fils, comme maris, comme pères. Ces devoirs sont sacrés et inviolables, et je vous en dirai quelques mots en détail ; mais ce qui constitue la sainteté et l'inviolabilité de ces devoirs, c'est la mission, le devoir qui dépend du fait de votre nature humaine.

Vous êtes pères afin d'élever des hommes qui accompliront la loi de Dieu. Vous êtes citoyens, vous avez un pays, afin de travailler au bien de tous les hommes présents et futurs, dans votre sphère d'action limitée, et au moyen de l'association avec des hommes qui vous sont unis par le

*1901
Avril
Mazzini*

langage, les tendances et les habitudes. Vos efforts solitaires seraient perdus dans la multitude immense de vos semblables. Ceux qui prétendent vous enseigner la moralité, en limitant vos devoirs à ce que vous devez à votre famille et à votre pays, vous prêchent un égoïsme plus ou moins agrandi, qui sera toujours malfaisant pour les autres et pour vous-mêmes. La famille et la patrie sont deux cercles contenus dans un cercle plus large. Ce sont deux marches par lesquelles il faut passer, mais il est défendu de s'y arrêter.

Vous êtes des *hommes*, c'est-à-dire des créatures capables de progresser rationnellement, socialement et intellectuellement, uniquement par le moyen de l'association, et aucune limite ne saurait être assignée à un pareil progrès.

*1901
Avril
Mazzini*

Voilà tout ce que nous savons, jusqu'à ce jour, par rapport à la loi de la vie de l'humanité. Ces caractéristiques constituent la nature *humaine* et vous distinguent des différentes créatures qui vous entourent. Elles vous sont données comme un germe que vous devez faire fructifier. Toute votre vie doit tendre à développer et à exercer les facultés de votre nature. Vous descendriez au niveau de la brute, si vous supprimiez ou laissiez étouffer, chez vous ou chez les autres, ces facultés qui constituent la nature humaine. Dieu ne veut pas que vous accomplissiez sa loi comme individus seulement. Si telle avait été son intention, il vous aurait créés solitaires. Il veut que sa loi soit accomplie sur toute la terre, parmi toutes les créatures qu'il a faites à son image. Il veut que l'idée divine de perfectibilité et d'amour, qu'il a incarnée dans le monde, se révèle avec un éclat de plus en plus grand et soit adorée par ses créatures. Dans votre existence terrestre, limitée par l'éducation et les capacités, la réalisation de cette idée divine ne peut qu'être imparfaite et temporaire. L'humanité seule, dont l'existence se poursuit à travers les générations, dont l'intelligence grandit

par l'apport de tous ses membres, est capable de mûrir graduellement, d'appliquer et de glorifier l'idée divine.

La vie vous a donc été donnée par Dieu afin que vous en fassiez usage pour le bien de l'humanité, afin que vous développiez vos facultés et que vous apportiez votre part de travail à la recherche de la vérité. Votre devoir est de vous éléver et d'élever les autres, de lutter pour vous perfectionner et pour perfectionner les autres. Dieu vit en vous ; il vit dans tous les hommes qui peuplent la terre. Il est la vie des générations qui ont été et de celles qui seront. Vous devez l'adorer et le glorifier partout où il manifeste sa présence. L'univers est son temple, et toute profanation de son temple pèse sur la tête des croyants qui l'acceptent sans résistance. Affirmer la pureté dans l'isolement, — si la complète pureté était possible, — ne servirait à rien. Chaque fois que vous voyez la corruption à côté de vous et que vous ne luttez pas contre elle, vous manquez à votre devoir. Il vous est inutile d'adorer la vérité, si, lorsque vos frères sont gouvernés par l'erreur, vous ne désirez pas et vous ne cherchez pas autant que possible à les éclairer.

L'image de Dieu est défigurée dans les âmes immortelles de vos frères. Dieu veut être adoré dans sa loi, et sa loi est violée et mal interprétée autour de vous. La nature humaine est faussée chez des millions d'hommes à qui Dieu a confié, comme à vous, l'accomplissement de son plan. Oserez-vous vous appeler des *croyants* tandis que vous restez dans l'inaction ?

Un peuple grec, polonais, italien ou circassien, lève le drapeau de la patrie et de l'indépendance ; il lutte victorieusement ou meurt pour le défendre.

Pourquoi la nouvelle de ses victoires fait-elle battre votre cœur ? pourquoi ses défaites vous remplissent-elles de tristesse ? Un homme, un étranger peut-être, se lève dans un lieu quelconque du monde ; sa voix domine la foule, il

exprime certaines idées qu'il croit vraies, il ne les renie ni devant la persécution, ni en prison, ni sur l'échafaud. Pourquoi admirez-vous cet homme, pourquoi l'appellez-vous un saint et un martyr ?

Pourquoi tenez-vous sa mémoire en vénération et enseignez-vous à vos enfants à la respecter ?

Pourquoi lisez-vous avec tant d'intérêt les prodiges de patriotisme que retrace l'histoire grecque ? Pourquoi les racontez-vous à vos enfants, avec orgueil, comme s'ils appartenaient à l'histoire de vos ancêtres ?

Ces actions des Grecs datent de deux mille ans, et appartiennent à une époque de la civilisation qui n'est pas, et ne sera jamais, la vôtre.

Ces hommes que vousappelez des martyrs sont morts, peut-être, pour une foi qui n'est pas la vôtre, et leur mort a certainement coupé court à leurs espérances individuelles de progrès sur la terre. Ce peuple que vous admirez dans ses victoires ou sa chute est un peuple étranger qui vous est inconnu. Sa manière de vivre n'a aucune influence sur vous. Qu'est-ce que cela peut donc vous faire qu'il soit gouverné par un pape ou par un sultan, par le roi de Bavière, le czar de Russie, ou par un gouvernement librement choisi ?

Eh bien ! je vais vous le dire : c'est qu'il y a dans votre cœur une voix qui vous crie : « Ces hommes d'il y a deux mille ans, ces peuples qui se battent loin de vous, ces martyrs d'une idée, sont vos frères, frères non seulement par la communauté de votre origine et de votre nature, mais par la communauté de travail et de but. Ces Grecs ont passé, mais leurs actions demeurent, et c'est par eux que vous avez atteint votre degré actuel de développement moral et intellectuel. Ces peuples ont consacré par leur sang l'idée d'une liberté nationale pour laquelle vous devez aussi combattre. Ce martyr a proclamé par sa mort que l'homme doit sacrifier toutes choses et, si c'est

nécessaire, sa vie même pour ce qu'il croit être la vérité. Qu'importe si lui et tous ceux qui ont scellé leur foi de leur sang ont arrêté brusquement leur progrès individuel sur la terre? Dieu y pourvoira ailleurs. Mais il importe que les générations à venir, instruites par vos luttes et vos sacrifices, deviennent plus fortes et plus pures que vous ne l'avez été, qu'elles comprennent davantage la loi, et qu'elles adorent mieux la vérité. Il importe que la nature humaine, fortifiée par ces exemples, progresse, se développe, et réalise encore mieux le plan de Dieu sur la terre. Et chaque fois que la nature humaine progressera et se développera, chaque fois qu'une nouvelle vérité sera découverte, chaque fois qu'un pas sera fait sur le chemin de l'éducation, du progrès et de la moralité, l'humanité en profitera tôt ou tard.

Vous êtes des soldats de la même armée; cette armée s'avance par des chemins divers et se divise en corps différents, mais elle marche au même but. Pour le moment, vous ne regardez qu'à vos chefs immédiats; la diversité des uniformes et des mots d'ordre, la distance qui sépare les différents corps de troupe, et les montagnes qui vous cachent les uns aux autres, vous font fréquemment oublier cette grande vérité, et concentrent vos pensées sur votre but immédiat. Mais il y a quelqu'un au-dessus de vous qui voit le tout et dirige vos mouvements.

Dieu seul possède le plan de la bataille, et, à la fin, il vous réunira dans un seul camp et sous une seule bannière.

Quelle différence n'y a-t-il pas entre cette foi qui fait tressaillir vos âmes et qui sera la base du code moral de l'avenir, et la foi qui faisait le fondement de la morale des générations que nous appelons l'antiquité?

Et quelle intime relation n'y a-t-il pas entre l'idée que nous nous faisons du gouvernement divin, et nos propres devoirs?

(A) Les premiers hommes sentaient Dieu, mais sans le comprendre et sans même essayer de le comprendre; dans sa loi ils sentaient sa puissance et non pas son amour. Ils percevaient une idée confuse d'une sorte de relation entre lui et leur propre individualité, mais rien de plus. Incapables de se détacher de la sphère des objets visibles, ils cherchaient à incarner Dieu dans ces objets : dans l'arbre qui avait été frappé de la foudre sous leurs yeux, dans le rocher au pied duquel ils dressaient leur tente, dans l'animal qui, le premier, se présentait à eux. Ce culte est celui que l'histoire des religions a appelé le fétichisme.

A cette époque les hommes ne comprenaient rien au-delà de la famille, c'est-à-dire, dans une certaine mesure, la reproduction de leur individualité. Au-delà du cercle de la famille tous les hommes étaient des étrangers, et souvent des ennemis. Travailler pour leur famille était tout le fondement de leur morale.

(B) Plus tard, l'idée de Dieu s'élargit. Les hommes élèvent timidement leurs regards des objets visibles aux abstractions; ils apprirent à généraliser. Dieu ne fut plus considéré comme le protecteur de la famille seulement, mais de l'association de plusieurs familles, de plusieurs villes, de plusieurs peuples. Ainsi le polythéisme, ou l'adoration de plusieurs dieux, succéda au fétichisme. La sphère d'action de la moralité s'élargit aussi. Les hommes reconnaissent l'existence de devoirs plus étendus que ceux de la famille; ils luttèrent pour l'avancement du peuple, de la nation.

Cependant la notion de l'humanité n'était pas encore comprise. Chaque nation appelait les étrangers des barbares, et cherchait à les conquérir ou à les opprimer par la force et la fraude. Chaque nation contenait aussi dans son sein des étrangers et des barbares, — des millions d'hommes qui n'étaient pas admis à prendre part aux rites religieux, parce qu'on les croyait d'une nature inférieure;

ils étaient esclaves parmi des hommes libres. L'idée de l'unité de la race humaine ne pouvait exister que comme conséquence de l'unité de Dieu. L'unité de Dieu, bien que pressentie par quelques rares penseurs de l'antiquité, et ouvertement affirmée par Moïse (avec cette fatale restriction de croire qu'un seul peuple était l'élu de Dieu), ne devint une croyance générale qu'à l'époque de la fin de l'Empire romain, et par le fait des enseignements du Christianisme. Ces deux inséparables vérités : *Il n'y a qu'un seul Dieu : Tous les hommes sont enfants de Dieu*, dominent toute la doctrine du Christ. Leur promulgation a changé la face du monde, et repoussé les limites du cercle moral jusqu'aux confins du globe habité. Aux devoirs des hommes envers leur famille et leur patrie vinrent s'ajouter les devoirs envers l'humanité.

L'homme apprit que partout où il y a une créature humaine, il y a un frère, un frère qui a une âme immortelle comme la sienne, destinée à monter vers le Créateur et auquel il doit amour, aide et conseils.

C'est alors que les apôtres prononcèrent quelques-unes de ces paroles sublimées, comme s'ils entrevoyaient ces grandes vérités dont le germe est contenu dans le Christianisme, vérités qui ont été mal comprises ou trahies par leurs successeurs. « *Car, comme nous avons plusieurs membres dans un seul corps et que tous les membres n'ont pas une même fonction, ainsi nous, quoique nous soyons plusieurs, sommes un seul corps en Christ, et nous sommes chacun en particulier les membres les uns des autres.* »

(SAINT PAUL, Rom., XII, 4, 5.)

« *J'ai encore d'autres brebis qui ne sont pas de cette bergerie, il faut aussi que je les amène, et elles entendent ma voix, et il n'y aura qu'un seul troupeau et qu'un seul berger.* »

(SAINT JENN, x, 16.)

Et c'est aujourd'hui seulement, après dix-huit cents ans de travail, d'étude et d'expérience, que nous commençons à développer ces germes, à appliquer ces vérités, non pas seulement à *chaque individu*, mais à ce tout complexe de forces, de facultés humaines, présentes et futures, qui s'appelle l'*humanité*.

C'est aujourd'hui seulement que nous enseignons à la race humaine que l'*humanité* est un seul être qui doit être gouverné par une seule loi et que le premier article de cette loi est *progrès*, le progrès ici, sur cette terre, où nous devons réaliser, autant que nous le pourrons du moins, le plan de Dieu, et nous préparer à de nouvelles destinées.

C'est aujourd'hui seulement que nous affirmons que l'*humanité* est un seul corps et que, comme membres de ce corps, nous sommes tenus de travailler à son développement, de chercher à rendre sa vie plus harmonieuse, plus vigoureuse, plus active.

C'est aujourd'hui seulement que nous commençons à substituer une œuvre d'*association* qui tend à éléver les masses à l'exercice de la *charité* envers les individus, et que nous organisons la famille et le pays pour cette fin.

D'autres devoirs plus vastes nous seront révélés dans l'*avenir*, à mesure que nous acquerrons une conception plus claire et moins imparfaite de la loi de notre vie.

C'est ainsi que Dieu le Père, au moyen d'une éducation religieuse, lente et non interrompue, dirige l'avancement de l'*humanité*, et notre développement individuel correspond à cet avancement. Ce n'est que par le progrès du tout que vous pouvez espérer une amélioration durable de votre situation individuelle, matérielle et morale. A vrai dire, même si vous le vouliez, vous ne pourriez séparer votre vie de celle de l'*humanité*, vous vivez en elle, par elle et pour elle. Vos âmes, — à l'exception de celles de quelques hommes d'une puissance extraordinaire — ne peuvent

pas s'affranchir de l'influence des éléments au milieu desquels elles se meuvent, de même que vos corps, quelque robustes qu'ils soient, ne peuvent pas se mettre à l'abri des effets de l'air corrompu qui les entourent. Combien y en a-t-il parmi vous qui, sachant qu'ils s'exposeront par ce fait à des persécutions, enseignent à leurs enfants le respect absolu de la vérité, dans une société où l'ignorance et le préjugé imposent silence aux deux tics des opinions? Combien d'entre vous leur enseignent le mépris de la richesse dans une société où l'or est la seule puissance qui obtienne le respect, l'influence et les honneurs? Combien y a-t-il de mères qui, tout en appartenant à cette foi qui adore en Christ le matyre volontaire pour l'humanité, ne jettera pas ses bras autour du cou de son fils pour le retenir plutôt que de le laisser entreprendre une tâche périlleuse par amour pour ses frères!

Et si même vous aviez la force d'enseigner la meilleure leçon, est-ce que la société, avec ses milliers de langues et de mauvais exemples, ne détruirait pas l'effet de vos paroles? Pouvez-vous purifier et élever vos âmes dans une atmosphère de dégradation morale? Et si nous parlons de votre condition matérielle, croyez-vous qu'elle puisse vraiment s'améliorer sans l'amélioration du tout? Dans le pays où j'écris ces mots (l'Angleterre), des millions de livres sterling sont donnés chaque année en charité privée pour soulager les misères individuelles, mais cependant le mal ne diminue pas et la nécessité d'y opposer des remèdes collectifs et organiques se fait de plus en plus sentir. Croyez-vous que l'industrie puisse se développer dans des pays gouvernés despotalement, où les taxes et les restrictions sont imposées par le seul caprice du souverain dont la sécurité exige des dépenses croissantes en armées, en espions, en agents et en employés? Croyez-vous qu'il suffira de perfectionner le gouvernement et les conditions sociales de votre propre pays? Non! cela ne suffira

pas. Aujourd'hui, aucune nation ne vit exclusivement par sa propre production. Vous vivez par l'échange, l'importation et l'exportation. Lorsqu'une nation est appauvrie, et que le nombre de ses consommateurs diminue, c'est un marché qui se ferme pour vous. Lorsque le commerce d'un pays étranger est miné par suite d'une mauvaise administration, cela produit une crise dans le vôtre. Des faillites en Amérique et ailleurs amènent des faillites en Angleterre. De nos jours le crédit n'est plus une affaire nationale, mais européenne.

En outre les gouvernements étrangers seront souvent hostiles à vos progrès nationaux, parce qu'il y a une alliance entre les princes qui ont été les premiers à comprendre que la question sociale est une question générale.

Le seul espoir durable pour nous est dans une amélioration, un progrès et une fraternité qui s'étende à tous les peuples de l'Europe, et de l'Europe à l'humanité entière.

Par conséquent, mes frères, au nom de votre devoir et de votre intérêt, n'oubliez jamais que vos premières obligations sont envers l'humanité et que, si vous ne les remplissez pas, vous ne sauriez accomplir celles que vous avez envers votre famille et votre pays.

Que toutes vos paroles et vos actions soient à l'égard des hommes comme Dieu est pour tous, dans sa loi et son amour. Dans quelque pays que vous soyez, chaque fois que vous verrez un homme combattre pour la justice et la vérité, cet homme est votre frère. Chaque fois que vous verrez un homme torturé par l'erreur, l'injustice ou la tyrannie, cet homme est votre frère. Hommes libres ou esclaves, vous êtes tous frères. Vous êtes un par votre origine, un dans la loi divine qui vous gouverne, et un par le but que vous êtes destinés à atteindre; vous devez avoir une seule foi et un seul drapeau. Ne dites pas : *Nous parlons des langues différentes.* Les actions, les

larmes, le martyre, sont une langue commune à tous les hommes et que tous comprennent. Ne dites pas : *L'humanité est trop vaste et nous sommes trop faibles*. Dieu ne juge pas selon la puissance, mais selon l'intention. Aimez l'humanité, posez-vous cette question à l'égard de tous les actes que vous faites dans le cercle de votre famille ou de votre pays : *Si ce que je fais était fait pour tous les hommes, cela serait-il bienfaisant ou préjudiciable à l'humanité?* Et si votre conscience vous répond : « Préjudiciable », arrêtez-vous; arrêtez-vous lors même que cet acte vous semblerait avoir un avantage immédiat pour votre pays ou votre famille.

Soyez les apôtres de cette foi : la fraternité des nations et l'unité de la race humaine qui, bien qu'admise en principe aujourd'hui, est reniée en pratique. Soyez ainsi toujours et partout; Dieu et les hommes ne peuvent vous demander plus, et par là vous servirez l'humanité. Dieu mesure les pas de la race humaine au nombre et à la pureté de ceux qui croient en lui. Lorsque parmi vous les âmes pures seront nombreuses, Dieu, qui vous compte, vous montrera le chemin qu'il faut suivre.

CHAPITRE V

DEVOIRS ENVERS LE PAYS.

Vos premiers devoirs par rapport à l'importance sont, comme je vous l'ai dit, envers l'humanité. Vous êtes *hommes* avant d'être citoyens ou pères. Si vous n'embrassez pas l'humanité entière dans vos affections, si vous n'affirmez pas votre croyance à l'unité de la famille humaine, conséquences de l'unité de Dieu et de la fraternité des peuples, qui doit être la mise en pratique de cette croyance, si, partout où une créature souffre, où la dignité de la nature humaine est violée par le mensonge et la tyrannie, vous n'êtes pas prêts à défendre la victime, vous ne vous sentez pas appelés à combattre pour le salut de celui qui est trahi ou opprimé, vous violez la loi de la vie, vous ne comprenez pas cette religion qui sera le guide et la bénédiction de l'avenir. Que peut faire chacun de vous seul, isolément, pour le progrès moral de l'humanité? Il peut de temps à autre affirmer sa foi, il peut dans de rares occasions accomplir un acte de *charité* à l'égard d'un frère qui n'est pas de son pays, rien de plus. Mais la charité n'est pas le mot de ralliement de la foi dans l'avenir, ce mot est *association*, coopération fraternelle de tous dans un but commun. Cette idée est supérieure à celle de la charité, comme un édifice construit par vous tous serait supérieur à la pauvre hutte que chacun de vous pourrait bâtir tout seul.

Mais vous me dites que divisés par le langage, les habitudes, les tendances et les capacités, vous ne pouvez pas tenter une action commune. Vous allégez que l'individu est trop insignifiant et l'humanité trop vaste. Le marin de la Grande-Bretagne prie lorsqu'il se met en mer et dit : *Aidez-moi, mon Dieu ! mon bateau est si petit et votre Océan si grand !* Cette prière exprimera exactement votre situation, tant que vous ne trouverez pas moyen de multiplier à l'infini vos forces et votre puissance d'action. Dieu vous a assuré ces moyens lorsque, de même qu'un sage directeur du travail sur la terre distribue les emplois selon les diverses capacités de ses ouvriers, il a divisé l'humanité en groupes distincts sur la surface de la terre et créé ainsi le germe des nationalités. Les mauvais gouvernements ont désfiguré le plan divin.

Et cependant vous pourriez encore en suivre la trace distinctement indiquée, en ce qui concerne l'Europe du moins, par le cours des grandes rivières, la direction des hautes chaînes de montagnes, et d'autres conditions géographiques. Ils l'ont désfiguré par leurs conquêtes, leur avidité, leur jalouse à l'égard même de la juste puissance de quelques-uns, désfiguré au point que, l'Angleterre et la France exceptées, il n'y a peut-être pas un seul pays dont les limites actuelles correspondent à ce plan.

esprit 1. Les gouvernements n'ont reconnu et ne reconnaissent d'autre pays que leurs propres familles, leurs dynasties et l'égoïsme de caste. Mais le plan divin s'accomplira infailliblement. Les divisions naturelles, les tendances spontanées des peuples remplaceront les divisions arbitraires, sanctionnées par les mauvais gouvernements. La carte d'Europe sera transformée. Les pays définis par le vote des peuples libres s'élèveront sur les ruines des pays des rois et des castes privilégiées, et l'harmonie et la fraternité régneront entre eux. Alors le travail commun de l'humanité qui doit amener la découverte graduelle et l'appli-

tion de la loi de sa vie sera réparti selon les capacités locales et générales et se poursuivra paisiblement. Alors chacun de vous, fortifié par la puissance et l'amour des millions de ses frères, doué des mêmes tendances, élevé par la même tradition historique et soutenu par le même espoir, pourra travailler efficacement pour le bien de l'humanité.

Oh ! mes frères, aimez votre pays ! Notre pays est notre demeure, la maison que Dieu nous a donnée. Elle est habitée par une nombreuse famille qui nous aime et que nous aimons, une famille avec laquelle nous pouvons sympathiser d'une manière particulière, que nous comprenons mieux que les autres. Notre pays est notre champ de travail ; c'est de là que les produits de notre activité se répandront au loin pour le bien du monde entier ; c'est là que se trouvent réunis les instruments les plus appropriés à notre travail, et nous ne saurions les rejeter sans désober au plan du Tout-Puissant, sans diminuer notre force. En travaillant pour notre pays selon la justice, nous travaillons pour l'humanité. Notre pays est le point d'appui du levier qu'il faut mettre en mouvement pour le bien général. Si nous renonçons à user de ce levier, nous courrons le risque de devenir inutiles, non seulement à l'humanité, mais à notre pays lui-même. Avant que les hommes puissent s'associer avec les nations qui composent l'humanité il faut qu'ils commencent par avoir une existence nationale. Il ne peut y avoir de véritable association qu'entre ceux qui sont égaux. Ce n'est que par notre pays que nous pouvons avoir une existence collective reconnue. L'humanité est une vaste armée qui s'avance à la conquête de pays inconnus, et qui a à lutter contre des ennemis puissants et astucieux. Les peuples sont les différents corps, les divisions de cette armée. Chacun d'eux a son poste qui lui est assigné, et est chargé d'accomplir des opérations distinctes. Ne rompez pas l'ordre de bataille. N'abandonnez

pas le drapeau que Dieu vous a confié. Où que vous soyez, quel que soit le pays dans lequel les circonstances peuvent vous avoir placés, soyez toujours prêts à combattre pour la liberté du peuple chez lequel vous vivez, mais combattez de telle sorte que le sang que vous verserez fasse rejaillir de la gloire, non pas sur vous seulement, mais sur votre pays. Ne dites pas *je*, mais *nous*. Que chaque homme incarne son pays en lui-même. Que chaque homme se sente responsable de ses concitoyens, et qu'il dirige ses actions de manière à faire respecter et aimer son pays en lui. Votre pays est le signe de la mission dont Dieu vous a chargé à l'égard de l'humanité. Les facultés et les forces de *tous* ses fils doivent s'unir pour remplir cette mission. Le vrai pays doit être une communauté d'hommes libres et égaux unis entre eux pour travailler au but commun. Votre devoir est de travailler pour conserver intacte cette idée du pays. Le pays n'est pas une *agréation*, mais une *association*. Il ne peut donc pas y avoir de véritable pays, là où il n'y a pas uniformité de droits. Il n'y a pas de véritable pays, là où l'uniformité du droit est violée par l'existence des castes, de priviléges et d'inégalités. Il n'y a pas de véritable nation, il n'y a pas de peuple là où l'activité d'une partie des forces et des facultés de l'individu est dormante ou annihilée, là où il n'y a pas un principe commun, reconnu, accepté, et développé par tous, mais seulement une multitude, une agglomération fortuite d'hommes que les circonstances ont réunis, et que les circonstances pourront séparer. Au nom de l'amour que vous portez à votre pays, vous devez lutter paisiblement, mais constamment, contre l'existence du privilège et de l'inégalité dans le pays qui vous a donné le jour.

Il n'y a qu'un seul privilège légitime, c'est celui du génie, lorsqu'il est uni à la vertu. Mais c'est un privilège accordé par Dieu, et si vous le reconnaissiez et que vous suiviez ses inspirations, vous le faites librement en suivant

vos conscience et votre raison. Chaque fois qu'un privilège réclame votre soumission en vertu de la force de l'hérédité ou de tout autre droit que le droit commun à tous, c'est une usurpation et une tyrannie que vous devez combattre et détruire. Que votre pays soit votre temple, Dieu au sommet, un peuple d'hommes égaux à la base. Si vous ne voulez pas déshonorer votre pays et vous-mêmes, n'acceptez pas d'autre formule, pas d'autre loi morale. Que toutes les lois secondaires qui règlent votre existence soient une application progressive de cette loi suprême. Et pour qu'il en soit ainsi, il est nécessaire que vous travailliez tous à formuler ces lois secondaires. Les lois qui sont faites par une seule fraction des citoyens ne sont jamais, par la force même des choses, que l'expression des pensées, des aspirations et des désirs de cette fraction, que la représentation, non pas du pays, mais d'un tiers ou d'un quart du pays, d'une classe ou d'une portion du pays.

Les lois devraient être l'expression de l'aspiration universelle du pays, et tendre au bien général. Elles devraient être la pulsation du cœur de la nation. La nation entière doit directement ou indirectement légiférer. En abandonnant cette mission aux mains du petit nombre, vous substituez l'égoïsme d'une classe au pays, qui est l'union de toutes les classes.

Le pays n'est pas seulement une portion de territoire. Le véritable pays est l'Italie, auquel il donne naissance; c'est la pensée d'amour, la communauté de sentiments qui unit tous les fils du sol.

Aussi longtemps qu'un seul de vos frères ne sera pas représenté par un voe dans le développement de la vie nationale, aussi longtemps qu'un seul de vous végétera dans l'ignorance pendant que les autres sont instruits; aussi longtemps qu'un seul homme capable, et qui désire travailler, languira dans la pauvreté faute de travail, vous

n'aurez pas un pays dans le sens vrai de ce mot, un pays à tous, et pour tous.

L'éducation, le travail et les franchises sont les trois piliers essentiels d'une nation. Ne vous reposez pas jusqu'à ce que vous les ayez construits solidement par votre travail et votre activité.

Ne reniez jamais les nations, vos secours. Développez la vie de votre pays dans la force et l'amour, sans crainte servile et sans doutes sceptiques. Que sa base soit le peuple; son guide, les conséquences de sa loi religieuse, logiquement et énergiquement appliquées; sa force, la force réunie de tous; son but, l'accomplissement de la mission que Dieu lui a confiée. Aussi longtemps que vous serez prêts à mourir pour l'humanité, la vie de votre pays sera immortelle.

CHAPITRE VI

DEVOIRS ENVERS LA FAMILLE.

La famille est le cœur de la Patrie. Il y a dans la famille un Ange qui répand une influence mystérieuse de grâce, de douceur et d'amour, un Ange qui rend nos devoirs moins arides et nos chagrins moins amers. Le seul bonheur pur et sans mélange, les seules joies complètes qui soient accordées à l'homme sur la terre sont, — grâce à cet Ange, — le bonheur et les joies de la famille. Celui qui, par quelque fatalité de position, n'a pas pu jouir de cette paisible vie de la famille abrité sous l'aile de cet Ange,

verra toujours une ombre de tristesse planer sur son âme et sentira dans son cœur un vide que rien ne peut remplir, comme celui qui écrit ces lignes ne l'a que trop éprouvé.

Rendez grâce au Dieu qui a créé cet Ange, ô vous qui partagez les joies et les consolations de la famille! Ne les tenez pas en petite estime parce que vous croyez trouver des plaisirs plus ardents et des joies plus faciles ailleurs. Il y a dans la famille un élément qui se trouve rarement ailleurs, — un élément de durée. Les affections de famille s'enroulent autour de votre cœur lentement et silencieusement, mais d'une façon tenace et durable, comme le lierre autour de l'arbre. Elles s'attachent à vous heure après heure, se mêlent à votre vie et en deviennent partie intégrale. Souvent vous n'en avez pas conscience parce qu'elles sont devenues vous-même, mais lorsque vous les perdez, vous sentez qu'une partie intime et nécessaire de votre vie a été arrachée.

Vous errez triste et malheureux. Il se peut que vous trouviez parfois quelques consolations et quelques plaisirs passagers, mais plus jamais cette suprême consolation de la tranquillité, ce calme des eaux d'un lac; ce calme d'un sommeil confiant, ce repos de l'enfant sur le sein de sa mère.

Cet Ange de la famille, c'est la femme, qu'elle soit mère, femme ou sœur, la femme est la caresse de la vie, la douceur de l'affection répandue sur les fatigues de l'existence, un reflet de cette tendre Providence qui veille sur l'humanité. Elle a en elle un trésor de douces consolations qui suffit pour adoucir tous les chagrins. De plus, elle est pour chacun de nous l'initiatrice de l'avenir. L'enfant reçoit sa première leçon d'amour dans le baiser de sa mère. L'homme prend une leçon d'espérance et de foi à la vie dans le premier saint embrassement de sa bien-aimée; et l'espérance et la foi créent le désir du progrès, donnent la force pour l'accomplir, et engendrent, en un mot, cet avenir

dont le symbole vivant est l'enfant qui nous lie aux générations futures. C'est par la femme que la famille, — avec son divin mystère de reproduction, — nous montre l'éternité. Tenez-la donc pour sacrée, mes frères! considérez-la comme une des conditions indestructibles de la vie, et repoussez toutes les tentatives qui seraient faites pour la détruire, d'un côté par des hommes imbus d'une philosophie fausse et brutale, de l'autre par des penseurs superficiels qui, irrités de voir que l'on en fait trop souvent un foyer d'égoïsme et d'esprit de caste, s'imaginent que le remède est de détruire l'arbre qui ne pousse pas droit.

La famille est de conception divine et non pas humaine, et aucune puissance terrestre ne pourra la détruire. Comme la patrie, plus encore que la patrie, la famille est un des éléments de l'existence. Je dis plus que la patrie. Les distinctions de pays, qui sont chose sacrée aujourd'hui, pourront peut-être disparaître lorsque l'homme portera la loi morale de l'humanité inscrite dans son cœur, mais la famille durera autant que l'homme. Elle est le berceau de l'humanité. Elle est susceptible de progrès comme tous les autres éléments de la vie humaine, et d'époque en époque ses tendances et ses aspirations s'élèvent, mais elle ne peut pas disparaître. Votre mission est de sanctifier la famille de plus en plus, de l'unir de plus en plus au pays. Ce que le pays est à l'humanité, la famille doit l'être au pays. De même que notre amour de la patrie doit nous apprendre à devenir des *hommes*, de même notre amour de la famille doit nous apprendre à devenir des *citoyens*. La famille et le pays sont les deux points extrêmes d'une même ligne. Lorsqu'il n'en n'est pas ainsi, la famille tombe dans l'égoïsme; un égoïsme d'autant plus odieux et brutal qu'il pervertit et détourne de son vrai but ce qu'il y a de plus sacré chez nous, — les affections. Aimez et respectez la femme. Cherchez chez elle non pas seulement la consolation, mais

la force, mais l'inspiration, mais un redoublement de vos facultés morales et intellectuelles.

Chassez de votre esprit toute idée de supériorité de l'homme sur la femme.

Il n'en a aucune.

Les préjugés, une éducation inférieure, une injustice et une inégalité légale de longue durée ont créé cette infériorité intellectuelle apparente dont on a fait un argument en faveur de l'oppression.

L'histoire de toutes les tyranies ne nous apprend-elle pas comment celui qui opprime cherche toujours à se justifier en faisant appel à un fait qu'il a créé lui-même? Les castes féodales qui refusaient l'éducation aux fils du peuple se fondaient sur ce manque d'éducation pour les exclure de l'exercice de leurs droits de citoyens, pour leur interdire l'entrée du sanctuaire où s'élaboraient les lois, et pour les priver de ce droit de vote qui est l'initiation de leur mission sociale. Les maîtres d'esclaves en Amérique affirmaient l'infériorité radicale de la race noire et son incapacité pour l'éducation et persécutaient en même temps ceux qui cherchaient à l'instruire.

Pendant un demi-siècle les partisans des familles réguantes de l'Italie déclaraient que les Italiens n'étaient pas mûrs pour la liberté¹, et pendant ce temps, au moyen de leurs lois et de la force brutale de leurs armées mercenaires, ils fermaient tous les chemins qui auraient pu nous conduire au progrès, comme si la tyrannie pouvait jamais être un moyen d'élever les hommes pour la liberté.

Eh bien nous, hommes, nous avons été et nous sommes encore coupables d'un pareil crime à l'égard de la femme. Évitez l'ombre même de ce crime, il n'y en a pas de plus grand aux yeux de Dieu, car il divise la famille humaine

¹ Écrit en 1858.

en deux classes et impose ou accepte la domination d'une classe sur l'autre.

Aux yeux de Dieu le Père, il n'y a ni *homme*, ni *femme*. Il y a seulement la personne humaine, cet être chez lequel sont réunis, qu'il soit mâle ou femelle, les caractéristiques qui distinguent l'humanité de la création animale, — c'est-à-dire les tendances sociales et la faculté de l'éducation et du progrès. Partout où ces caractéristiques existent, la nature humaine se révèle, et de là une égalité parfaite de droits et de devoirs. Comme deux branches distinctes qui sortent du même tronc, l'homme et la femme sont des variétés qui sortent de la même base de l'humanité. Il n'y a pas d'inégalité entre eux, mais seulement, comme cela arrive souvent aussi entre les hommes, diversité de tendance et vocation spéciale. Est-ce que les notes d'un accord musical sont inégales ou de nature différente? L'homme et la femme sont les deux notes sans lesquelles l'accord humain est impossible.

Supposez deux peuples dont l'un est appelé, par les circonstances ou par ses tendances spéciales, à la mission de répandre l'idée de l'association par le moyen de la colonisation et l'autre à enseigner cette idée au moyen de l'art et de la littérature; leurs droits et leurs devoirs généraux sont-ils pour cela différents? Ces deux peuples sont consciemment ou inconsciemment apôtres de la même idée divine, frères et égaux dans cette idée.

De même que ces deux peuples, l'homme et la femme remplissent des fonctions différentes dans l'humanité, mais ces fonctions sont également sacrées; elles sont des manifestations égales de cette pensée de Dieu, qui est l'âme de l'univers. Voyez donc dans la femme une compagne, une associée non seulement de vos joies et de vos chagrins, mais de vos pensées, de vos aspirations, de vos études, de vos tentatives en faveur de l'amélioration sociale. Considérez-la comme votre égale dans la vie civile et politique.

Paul

Soyez les deux ailes humaines qui élèvent l'âme vers l'idéal que nous devons atteindre. La Bible mosaïque a dit : *Dieu créa l'homme, et la femme de l'homme; mais notre Bible, la Bible de l'avenir, proclamera que : Dieu a créé l'humanité, manifestée par la femme et par l'homme*¹. Aimez les enfants que Dieu vous a donnés, mais aimez-les d'un amour profond et sérieux, et non pas avec une tendresse dérisoire, aveugle et énervante, qui n'est que de l'égoïsme chez vous et la ruine pour eux. Au nom de tout ce qu'il y a de plus sacré, je vous supplie de ne pas oublier qu'en eux vous avez à éléver les générations futures, que par ces âmes qui vous sont consacrées vous avez une responsabilité immense à l'égard de l'humanité et de Dieu. Vous devez initier vos enfants non seulement aux joies et aux désirs de la vie, mais à la vie elle-même, à la loi morale qui la gouverne. Il y a peu de pères et peu de mères, dans ce siècle de scepticisme, qui comprennent le sérieux de leur mission d'éducateurs. Il y a peu de mères et peu de pères qui se rendent compte que les victimes, les luttes et les martyrs de nos jours, sont en grande partie la conséquence de l'égoïsme que des mères faibles et des pères inconscients ont inculqué à leurs enfants en les habituant à considérer la vie, non pas comme une mission et un devoir, mais comme la recherche du bonheur et l'étude du bien-être. Pour vous, fils du travail, ces dangers sont moins grands; le plus grand nombre d'entre vous connaissent trop bien les privations de la vie, mais forcés par votre situation de travailler sans relâche, vous avez aussi moins de loisir pour bien élever vos enfants. Néanmoins vous pouvez remplir en partie cette difficile mission, soit par vos paroles, soit par votre exemple.

Vous pouvez le faire surtout par l'exemple.

« Vos enfants seront tels que vous, corrompus ou ver-

¹ Voyez Appendice C.

tueux, selon que vous serez vous-mêmes vertueux ou corrompus. Comment seraient-ils probes, compatissants, humains, si vous manquez de probité, si vous êtes sans entrailles pour vos frères? Comment réprimeraient-ils leurs appétits grossiers, s'ils vous voient livrés à l'intempérence? Comment conserveraient-ils leur innocence native, si vous ne craignez point de blesser devant eux la pudeur par des actes indécents ou par d'obscènes paroles? Vous êtes le modèle vivant sur lequel se formera leur nature flexible. Il dépend de vous de faire d'eux des hommes ou des brutes » (*Lamennais, Paroles d'un croyant*).

Vous pouvez aussi les élever par vos paroles. Le soir, lorsque vous oubliez les fatigues du jour en écoutant l'innocent plaisir de vos enfants assis sur vos genoux, et en contemplant le sourire de leur mère, parlez-leur de ces grands hommes qui ont aimé leur pays et le peuple, qui ont lutté pour lui au milieu des chagrins, des persécutions et de la calomnie. Versez dans leurs jeunes coeurs la force pour résister à l'injustice et à l'oppression. Qu'ils apprennent de vos lèvres et par l'approbation silencieuse de leur mère combien le sentier de la vertu est aimable; comme il est noble de devenir les apôtres de la vérité, comme il est beau de se sacrifier pour son prochain. Infusez dans leurs tendres esprits non-seulement l'énergie de la résistance contre toute autorité fausse ou injuste, mais le respect de la seule autorité véritable et légitime, — celle de la vertu couronnée par le génie. Faites-en des ennemis de la tyrannie et de l'anarchie, et enseignez-leur une religion inspirée par la conscience et non pas enchaînée par la tradition.

La nation doit nous venir en aide pour cette tâche. Vous avez le droit de réclamer cette aide au nom de vos enfants. Il n'y a pas de vraie nation sans une éducation nationale.

Aimez et respectez vos parents. Que la famille issue de

vous ne vous fasse pas oublier celle dont vous êtes issus. Trop souvent les nouveaux liens affaiblissent les anciens, tandis qu'ils ne devraient être qu'un anneau de plus dans la chaîne d'amour qui doit unir les trois générations de la famille en une seule.

Entourez les cheveux gris de vos pères et de vos mères d'une tendre affection et de soins respectueux jusqu'à leur dernier jour. Semez des fleurs sur le chemin qui les conduit à la tombe.

Que votre fidèle tendresse répande un parfum de foi et d'immortalité autour de leurs âmes fatiguées.

Et que cet amour que vous avez pour vos parents vous soit un gage de celui que vous recevrez de vos enfants.

Parents, sœurs, frères, femmes et enfants, que tous soient pour vous des branches qui sortent du même tronc. Sanctifiez la famille par un amour commun, et faites-en le temple dans lequel vous vous réunirez pour sacrifier à votre pays.

Je ne sais si en agissant ainsi vous serez heureux, mais je sais que, même dans l'adversité, vous trouverez cette paix du cœur, ce repos de la conscience qui vous donnera des forces dans l'épreuve et égaiera vos âmes d'un rayon céleste au milieu même du plus sombre orage.

Il vous faut faire de l'œuvre, et aussi faire de la science.
Sous ce double but du bonheur et de la connaissance, il faut faire.

CHAPITRE VII

DEVOIRS ENVERS VOUS-MÊMES.

Je vous l'ai déjà dit : *Vous avez la vie, par conséquent vous avez une loi de la vie. Vous développer, agir et vivre selon la loi de votre vie, voilà votre premier, et je puis dire votre seul devoir.*

Je vous ai dit que Dieu vous a donné deux moyens pour arriver à la connaissance de la loi de votre vie. Il vous a donné votre conscience et la conscience de l'humanité, — c'est-à-dire le consentement de vos frères. Je vous ai dit que chaque fois qu'interrogeant votre conscience, vous trouvez que sa voix est en harmonie avec la voix puissante de la race humaine que vous transmet l'histoire, vous pouvez être certain que vous possédez une vérité éternelle et immuable.

Aujourd'hui c'est une chose difficile pour vous que d'interroger convenablement cette puissante voix de l'humanité qui parle dans l'histoire. Il n'y a pas de livres vraiment bons et populaires sur ce sujet, ou bien vous n'avez pas le temps de les étudier. Cependant des hommes, qui par leur intelligence et leur vertu, ont été les meilleurs vulgarisateurs des études historiques et de la science humaine, pendant le dernier demi-siècle, ont tracé quelques-uns des caractéristiques de la loi de notre vie.

Ils ont découvert que notre nature humaine est essentiellement *sociale* et susceptible d'*éducation*.

Ils ont compris que comme il n'y a et ne peut y avoir qu'un seul Dieu, ainsi il n'y a et ne peut y avoir qu'une seule loi qui gouverne également l'homme *individuel* et l'homme *collectif*. Ils ont découvert que le caractère fondamental de cette loi c'est le Progrès.

De cette vérité incontestable, parce qu'elle est confirmée par toutes les branches des connaissances humaines, découlent vos devoirs envers vous-même, aussi bien que vos droits. Les derniers peuvent se résumer en un seul savoir : *Le droit de ne jamais être entravé et d'être, dans une certaine mesure, aidé dans l'accomplissement de vos devoirs.*

Vous êtes, et vous le sentez bien, des agents libres. Tous les sophismes d'une misérable philosophie, qui cherche à substituer je ne sais quelle doctrine de fatalisme au cri de la conscience humaine, n'ont pas pu réduire au silence ces deux témoins invincibles de la liberté humaine, — le *remords* et le *martyre*.

De Socrate à Jésus, et de Jésus aux hommes qui d'époque en époque meurent pour leur pays, tous les martyrs de la foi protestent contre une doctrine servile et nous crient : « Nous aussi nous aimions la vie, nous aussi nous aimions ces êtres qui nous rendaient l'existence chère et qui nous imploraient pour que nous cessassions une lutte dangereuse. Chaque impulsion de notre cœur nous criait : *Vis!* Mais pour le salut des générations futures nous avons préféré mourir. »

Depuis Caïn jusqu'au vulgaire espion d'aujourd'hui, tous les traîtres, tous ceux qui ont choisi le sentier du mal entendent dans le secret de leur cœur une voix de blâme, d'inquiétude et de reproche qui leur dit : « Pourquoi avez-vous abandonné le droit chemin ? »

Vous êtes des agents libres et, par conséquent, responsables.

De cette liberté morale résulte votre droit à la liberté politique, votre devoir d'y atteindre et de la maintenir.

intacte et le devoir des autres de ne pas vous entraver dans votre chemin.

Vous êtes susceptibles d'éducation. Il y a chez chacun de vous une somme de tendances morales et de capacités intellectuelles auxquelles l'éducation seule peut donner la vie et le mouvement, et qui, si elles sont laissées incultes, demeurent inertes et stériles, ou ne se révèlent que par crises en déhors de tout développement régulier. L'éducation est le pain de l'âme.

De même que la vie physique et organique ne saurait fleurir et se répandre sans un aliment matériel, ainsi notre vie morale et intellectuelle a besoin pour grandir et pour se manifester (en partie du moins), de l'influence extérieure, de l'assimilation des affections et des tendances des autres.

La vie individuelle s'épanouit comme une fleur. Chaque variété est douée d'une existence spéciale, d'un caractère spécial, bien qu'elle sorte du sol commun et se nourrisse par les éléments communs de la vie universelle.

L'individu est un rejeton de l'humanité et alimente et renouvelle ses forces vitales dans la force vitale de l'humanité. C'est l'éducation qui accomplit cette œuvre d'alimentation et de rénovation en transmettant (directement ou indirectement) à l'individu le résultat du progrès de toute la race humaine. L'éducation n'est donc pas seulement une nécessité pour votre véritable vie, c'est aussi une sainte communion avec vos semblables, avec les générations qui ont vécu (c'est-à-dire pensé et agi) avant vous. Voilà pourquoi vous devez chercher à obtenir une éducation morale et intellectuelle qui fécondera ces facultés dont Dieu a déposé la semence chez vous, qui constituera et conservera le lien entre votre vie individuelle et la vie collective de l'humanité.

C'est ainsi que cette œuvre d'éducation s'accomplisse plus rapidement, afin que votre vie individuelle soit plus inti-

mément et plus sûrement unie à la vie collective de vos frères, la vie de l'humanité, que Dieu a fait de vous des êtres éminemment sociables.

Toutes les créatures inférieures peuvent vivre seules en communion seulement avec la nature, avec les éléments du monde physique.

Vous ne le pouvez pas. Vous avez besoin de vos frères à chaque pas. Vous ne pouvez pas satisfaire les plus simples besoins de l'existence sans réclamer leur aide. Supérieurs à tous les autres êtres lorsque vous êtes associés avec vos frères, vous êtes, sous le rapport de la force, inférieurs à plusieurs des animaux lorsque vous êtes isolés. Toutes les aspirations les plus nobles de votre cœur, — l'amour de votre patrie par exemple, — et même d'autres moins élevées comme le désir de la gloire et des louanges, prouvent votre tendance innée à mêler votre existence à la vie de ces millions d'êtres qui vous entourent. Vous êtes donc créés pour l'association.

L'association centuple vos forces ; elle fait vôtres les pensées et les progrès des autres, tandis qu'elle élève et sanctifie votre nature par les affections et le sentiment croissant de l'unité de la famille humaine. Plus votre association avec vos frères sera étendue, plus elle sera intime et intelligente, plus vous avancerez dans le chemin du progrès individuel. La loi de la vie ne peut pas s'accomplir dans son entier sans le travail commun de tous. À chaque pas fait dans ce progrès, à chaque nouvelle découverte d'une portion de cette loi, l'histoire nous montre un développement correspondant de l'association humaine, un contact plus étendu et des communications plus fréquentes de peuple à peuple.

Avant que les premiers chrétiens eussent déclaré l'unité de la nature humaine, en opposition à la philosophie païenne qui admettait deux natures humaines (celle du maître et celle de l'esclave), le peuple romain avait déjà

porté ses aigles à travers toutes les contrées connues de l'Europe.

Avant que la papauté (malfaisante pour l'humanité d'aujourd'hui, mais qui fut utile aux premiers siècles de son établissement) ait proclamé la supériorité de l'autorité spirituelle sur l'autorité temporelle, les envahisseurs barbares avaient viollement mis en contact le monde latin avec le monde germanique. Avant que l'idée de la liberté — appliquée non seulement aux individus, mais aux peuples, — eût produit la conception de l'idée de la nationalité qui agite aujourd'hui l'Europe et est destinée à triompher, les guerres de la Révolution et de l'Empire avaient réveillé et mis en activité un élément jusqu'alors inerte, les peuples slaves.

Enfin, vous êtes des êtres progressifs.

Ce mot de PROGRÈS, inconnu dans l'antiquité, est destiné à devenir le mot sacré de l'humanité. En lui se trouve contenu le germe d'une transformation complète, sociale, politique et religieuse.

Les anciens, les hommes des vieilles religions orientales et païennes, croyaient au sort, à la chance, à une puissance cauchemardesque et incompréhensible, arbitre des destinées humaines ; à un pouvoir tour à tour créateur et destructeur, dont l'homme ne pouvait ni comprendre, ni accélérer, ni déterminer l'action. Ils croyaient l'homme incapable de fonder aucune œuvre stable et permanente sur la terre. Ils croyaient les nations destinées à se mouvoir éternellement dans un cercle, à s'élever, à devenir puissantes, à tomber et à périr infailliblement. Leur horizon intellectuel ainsi restreint, privés de toute connaissance historique, sauf de celle de leur nation ou de leur ville, ils considéraient la race humaine comme une simple agrégation d'hommes, sans vie et sans loi générale et collective, et basaient leurs idées uniquement sur la contemplation de l'individu. La conséquence naturelle d'une telle doctrine fut une disposition à accepter

4/9/16 au déclin

les faits dominants sans espoir et sans tentative de les modifier. Là où les circonstances avaient produit une forme de gouvernement républicaine, les hommes de cette époque étaient républicains. Là où le despotisme existait, ils restaient des esclaves soumis, indifférents au progrès. Et partout, sous tous les gouvernements républicains ou tyranniques, la famille humaine était divisée, soit en quatre castes, comme dans l'Orient, ou en deux castes (les citoyens libres et les esclaves) dans la Grèce. Cette division en deux castes et la doctrine des deux natures d'hommes étaient acceptées de tous et même par les intelligences les plus puissantes du monde grec, Platon et Aristote. L'émancipation de votre classe eût été chose impossible parmi des hommes comme ceux-là. Les hommes qui, avec la parole du Christ sur les lèvres, ont fondé une religion supérieure au paganismus et aux religions de l'Orient avaient seulement vaguement entrevu l'idée contenue dans ce mot de *progrès*, mais ils ne l'avaient pas saisie et ne se l'étaient pas assimilée. Ils compriront l'idée de l'unité de la race humaine et de l'unité de la loi ; ils compriront l'idée de la perfectibilité de l'homme, mais ils ne compriront pas que Dieu a donné à l'homme le pouvoir de réaliser ses idées par ses propres efforts, ni la manière par laquelle ils peuvent y arriver. Aussi se bornèrent-ils à déduire la règle de la vie de la contemplation de l'individu. L'humanité comme être collectif leur était inconnu.

Ils compriront l'idée d'une Providence et la substitueront à la fatalité des anciens ; mais dans cette Providence ils ne virent que le protecteur de l'individu, non pas la loi de l'humanité. Placés entre l'idéal immense de la perfectibilité qu'ils avaient vaguement entrevue, et la vie misérable et si courte de l'individu, ils sentirent la nécessité d'un terme intermédiaire entre l'homme et Dieu, mais n'ayant pas saisi l'idée de l'humanité collective, ils eurent recours à l'idée d'une incarnation divine et déclarèrent que la foi

dans ce dogme était la seule source de force, de salut, de grâce pour l'homme.

Ne soupçonnant pas la révélation *continue*, transmise par Dieu à l'homme à travers l'humanité, ils crurent à une révélation unique et immédiate accordée à une époque particulière par une faveur spéciale de Dieu. Ils aperçurent le lien qui unit l'homme à son Créateur, mais ils n'aperçurent pas le lien qui unit tous les hommes passés, présents et futurs dans l'humanité sur la terre.

La série des générations avait peu d'importance pour ceux qui ne comprenaient rien à l'action d'une génération sur l'autre. Ils cherchèrent à détacher l'homme du monde, de tout ce qui touchait à l'humanité prise en grand, et finirent par regarder la terre elle-même (qu'ils abandonnaient aux mains des pouvoirs existants et supposaient n'être qu'un séjour d'expiation) comme un antagonisme contre ce ciel où l'homme pouvait espérer arriver par le secours de la foi et de la grâce, mais d'où seraient bannis tous ceux qui manquaient de foi et de grâce. Croyant à une révélation immédiate et unique faite à une époque spéciale, ils en déduisirent l'impossibilité de rien y ajouter, et par conséquent l'insuffisance de ceux qui en étaient les dépositaires. Ils oublièrent que le fondateur de leur religion était venu non pas pour détruire la loi, mais pour y ajouter quelque chose et pour la continuer. Ils oublièrent cette occasion solennelle où Jésus, par une intention sublime de l'avenir, déclara « qu'il avait encore plusieurs choses à leur dire mais qu'elles étaient au-dessus de leur portée, mais qu'après lui viendrait l'esprit de vérité qui ne parlerait pas de lui-même, mais dirait toutes les choses qu'il avait entendues (Saint Jean, xvi, 7-12-13-23, etc.), paroles prophétiques sur l'idée du progrès, de l'inspiration collective, de la révélation continue de la vérité par l'intermédiaire de l'humanité.

Tout l'édifice de la foi qui succéda au paganisme est

soudé sur les bases que je viens d'indiquer, et il est évident que votre émancipation terrestre ne peut pas se faire sur ces seules bases.

Treize cents ans après que ces sublimes paroles de Jésus furent prononcées, un homme, un Italien, le plus grand des Italiens, écrivit les vérités suivantes :

« Dieu est un. L'univers est une pensée de Dieu ; par conséquent l'univers est lui-même un. Toutes choses viennent de Dieu. Toutes choses participent plus ou moins à la nature divine, suivant le but pour lequel elles ont été créées. L'homme est le plus noble parmi les choses créées. Dieu a donné à l'homme plus de sa nature qu'aux autres êtres. Chaque chose qui est issue de Dieu tend vers cette somme de perfectibilité dont il est susceptible. La capacité de la perfectibilité est indéfinie chez l'homme. L'humanité est une. Dieu n'a rien créé d'inutile. L'humanité existe, par conséquent, il doit y avoir un seul but pour tous les hommes, une œuvre que tous doivent accomplir. La race humaine doit par conséquent travailler dans l'unité, de telle sorte que toutes les forces intellectuelles répandues parmi les hommes puissent arriver au plus haut degré possible de développement dans la sphère de la pensée et de l'action. Il existe donc une religion universelle pour la race humaine. »

L'homme qui a écrit ces paroles porte le nom de Dante. Chaque ville de l'Italie, lorsque l'Italie sera libre, devra élever un monument à sa mémoire, car ces idées contiennent le germe de la religion de l'avenir. Il écrivit en latin et en italien deux livres intitulés *De Monarchia* et *Il Convito*, ouvrages difficiles à comprendre et négligés aujourd'hui par les hommes littéraires de son propre pays. Mais les idées une fois semées dans le monde intellectuel ne meurent jamais. D'autres les moissonnent et les recueillent en oubliant parfois ceux qui les ont semées. Tout le monde admire le chêne, mais qui pense au gland et

d'où il sort? Le germe planté par Dante poussa des racines, fut fécondé de temps à autre par quelque intelligence puissante, et l'arbre porta des fruits vers la fin du siècle dernier. L'idée du progrès comme loi de la vie, acceptée, développée, prouvée par l'histoire et confirmée par la science, devint le drapeau de l'avenir. Aujourd'hui il n'y a pas un penseur sérieux pour qui elle ne soit le point central de son travail et de ses efforts.

Nous savons maintenant que la loi de la vie est le progrès, progrès pour l'individu, progrès pour l'humanité.

L'humanité accomplit la loi sur la terre : l'individu sur la terre et ailleurs.

Un seul Dieu, une seule loi. Cette loi a été et sera, graduellement mais inévitablement, accomplie par l'humanité.

La vérité ne se manifeste pas soudainement et en entier.

Une révélation continue, d'époque à époque, manifeste à l'homme un fragment de la vérité, un mot de la loi.

La découverte de chacun de ces mots modifie sensiblement la vie humaine sur le chemin du progrès et constitue une *croyance*, une foi.

Le développement de l'idée religieuse est donc indéniablement progressif, et les croyances successives qui transforment et purifient tour à tour cette idée contribuent, comme les colonnes d'un temple, à construire le Panthéon de l'humanité, la seule, unique et grande religion de notre terre.

Les hommes auxquels Dieu a accordé le plus de génie et de vertu sont ses apôtres ; le peuple, — qui est le sens collectif de l'humanité, — est son interprète. C'est lui qui accepte cette révélation de l'humanité, qui la transmet de génération en génération, qui la met en pratique en l'appliquant aux différentes branches et manifestations de la vie humaine.

« L'humanité est un homme qui vit et apprend éternellement. »

En conséquence il n'y a pas, il ne peut pas y avoir d'insuffisance chez l'homme ou chez les puissances. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir des castes privilégiées qui soient les dépositaires et les interprètes de la loi. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir d'autre interprète entre Dieu et l'humanité que l'humanité.

Dieu, en ordonnant l'accomplissement d'un plan providentiel, d'une éducation progressive pour l'humanité, en mettant l'instinct du progrès dans le cœur de chaque homme, a donné à la nature humaine la possibilité et le pouvoir d'accomplir ce plan.

L'homme individuel, être libre et responsable, peut user ou abuser des facultés qui lui sont accordées selon qu'il suit le chemin du devoir, ou qu'il céde aux séductions d'un égoïsme aveugle. Il peut ainsi retarder ou accélérer son propre progrès, mais le plan providentiel ne peut être annulé par aucun moyen humain. L'éducation de l'humanité doit se compléter. C'est ainsi que nous voyons les invasions barbares elles-mêmes, qui, de temps à autre, menacent d'éteindre la civilisation, produire une nouvelle civilisation, supérieure à la première, et répandue sur un plus vaste espace, et la tyrannie individuelle finir par produire un élan plus vigoureux et plus rapide de la liberté.

Le progrès, la loi s'accompliront sur la terre et ailleurs.

Il n'y a pas d'antagonisme entre la terre et le ciel, et ce serait blasphemique que de croire que l'œuvre de Dieu, la demeure qu'il nous a donnée, peut être méprisée et abandonnée à l'influence du mal, de l'égoïsme et de la tyrannie, sans pécher.

La terre n'est pas un lieu d'expiation, c'est la demeure où nous devons travailler pour atteindre l'idéal de la vérité

et de la justice dont chaque homme a le germe dans son âme. C'est l'échelle qui conduit à la perfection que nous ne pouvons atteindre qu'en glorifiant Dieu dans l'humanité, par notre propre œuvre et en nous consacrant le plus possible à l'accomplissement de son plan. Le jugement qui sera prononcé sur chacun de nous et qui nous sera montré d'un pas sur l'échelle de la perfection ou nous condamnera à parcourir de nouveau la même étape, sera fondé sur la somme de bien que nous aurons faite à nos frères, sur le degré de progrès que nous les aurons aidés à atteindre.

L'*association*, toujours plus intime et plus large avec nos semblablés, est le moyen qui doublera notre force, le champ dans lequel nous devons remplir nos devoirs et mettre la loi du progrès en pratique. Nous devons lutter pour faire de l'humanité une seule famille, dont chaque membre soit lui-même un reflet de la loi morale, pour le plus grand bien des autres. Et comme la perfection graduelle de l'humanité s'accomplit de siècle en siècle, de génération en génération, ainsi la perfection de l'individu se façonne d'une existence dans l'autre, plus ou moins rapidement, selon notre travail et nos efforts. Telles sont quelques-unes des vérités contenues dans ce mot — progrès, d'où sortira la religion de l'avenir. C'est en son nom seulement que votre émancipation pourra s'accomplir.

Vous vivez. La vie qui est en vous n'est pas l'œuvre du hasard; le mot hasard est vide de sens et a été inventé pour exprimer l'ignorance de l'humanité sur certaines choses. La vie qui est en vous vient de Dieu et révèle par son développement progressif un plan divin.

Votre vie a donc un but. Le but final pour lequel nous avons été créés nous est encore inconnu; il ne peut pas en être autrement, mais ce n'est pas une raison pour nier son existence.

L'enfant sait-il le but vers lequel il se dirige par la famille, le pays et l'humanité?

Non; mais ce but existe, et nous le comprenons pour lui. L'humanité est l'enfant de Dieu. Dieu connaît la fin et le but vers lequel elle doit tendre.

L'humanité commence seulement à comprendre que le progrès est une loi. Elle commence seulement à entrevoir l'univers qui l'entoure. La majorité des individus cependant, par suite du barbarisme, de l'esclavage ou de l'absence complète de toute éducation, est encore incapable d'étudier cette loi ou d'acquérir la connaissance de l'univers, deux points sur lesquels nous devons être éclairés avant de nous connaître nous-mêmes.

La minorité des hommes qui peuplent notre petite

Europe est seule en état de se développer réellement et de faire un bon usage de ses facultés intellectuelles.

Parmi vous, où le plus grand nombre sont privés d'Instruction et courbés sous la nécessité d'un travail matériel mal organisé, ces facultés restent inertes et ne peuvent apporter leur tribut pour éléver la pyramide de la science. Comment donc pourrez-vous déjà posséder une connaissance qui exige le travail commun de tous? Pourquoi donc nous révolter, si nous n'avons pas encore accompli ce qui constituera la dernière étape du progrès, tandis que quelques-uns seulement d'entre nous, et encore désunis, nous ne faisons que bégayer ce nom sacré?

*T'E
bien*

Résignons-nous à notre ignorance sur ces vérités qui nous seront encore longtemps inaccessibles, et n'abandonnons pas, par une colère enfantine, l'étude qui nous mènera peu à peu à la lumière.

L'impatience et l'orgueil humain ont détruit ou égaré plus d'âmes que la méchanceté prémeditée. C'est cette vérité que les anciens ont cherché à exprimer lorsqu'ils nous disent comment le despote qui voulut escalader les cieux ne réussit qu'à produire la confusion de la tour de Babel, et comment les géants qui attaquèrent l'Olympe furent précipités par la foudre et ensevelis sous nos volcans.

Ce dont nous devons être convaincus c'est de ceci : quels que soient la fin et le but pour lesquels nous sommes créés, nous ne pouvons y atteindre que par le développement et l'exercice progressif de nos facultés intellectuelles. Nos facultés sont les instruments de travail que Dieu nous a donnés. Il faut donc que leur développement soit stimulé et qu'on leur laisse libre carrière.

Sans la liberté vous ne pouvez accomplir aucun de vos devoirs.

Par conséquent vous avez droit à la liberté, vous avez le devoir de l'arracher à tout prix, à n'importe quel pouvoir qui la nie et vous la refuse.

Sans la liberté il n'y a pas de vraie moralité, parce que là où il n'y a pas un choix libre entre le bien et le mal, entre le dévouement au progrès général et l'égoïsme, il ne peut y avoir de responsabilité.

Sans la liberté il n'y a pas de véritable société, parce que l'association entre des hommes libres et des esclaves est impossible, et que, dans ce cas, il ne peut y avoir que domination des uns sur les autres.

La liberté est sacrée, comme l'individu, dont elle reflète la vie, est sacré.

Là où la liberté n'existe pas, la vie est réduite à une fonction organique ; et lorsque l'homme autorise la violation de sa liberté, il est traitre à sa nature et rebelle contre les décrets de Dieu. Il n'y a pas de véritable liberté lorsqu'une caste, une famille ou un homme prétendent gouverner les autres en vertu d'un soi-disant droit divin, ou d'un privilège de naissance ou de richesse.

Le 22/12/1845

La liberté doit être pour tous et en face de tous.

Dieu n'a accordé le pouvoir souverain à aucun individu. La quantité de pouvoir souverain qui peut être représentée avec justice sur la terre a été confiée par Dieu à l'humanité, aux nations, à la société. Ce pouvoir même doit être annulé lorsqu'il cesse d'agir pour le bien et selon le plan de Dieu.

Le gouvernement souverain n'existe donc de droit chez personne, la vraie souveraineté résidant dans le but et dans les actes qui nous rapprochent le plus du but. Ces actes et le but que nous poursuivons doivent être soumis au jugement de tous. Il n'y a donc pas, et il ne peut y avoir, de souveraineté permanente. L'institution que nous appelons le Gouvernement n'est qu'une direction, une mission confiée à quelques-uns afin d'atteindre plus rapidement le but et d'accomplir les intentions nationales. Si cette mission est trahie, le pouvoir confié à quelques-uns doit tomber.

11/12/1845

Principes de l'ordre et de l'obéissance

Chaque homme appelé au gouvernement est un administrateur de la pensée commune. Il doit être élu et doit pouvoir être révoqué chaque fois qu'il méconnaît ou s'oppose, de propos délibéré, à cette pensée.

Par conséquent, je le répète, aucune famille, ni aucune caste ne peut posséder de droit le gouvernement, sans qu'il y ait violation de votre liberté. Comment pourriez-vous vous dire libres en face d'hommes qui ont le droit de vous commander sans votre consentement? La République est donc la seule forme de gouvernement vraiment légitime et logique.

Vous n'avez pas d'autre maître que Dieu dans le ciel et la nation sur la terre. Chaque fois que vous découvrez une ligne de la loi, de la volonté de Dieu, vous devez lui obéir. Chaque fois que le peuple, l'unité collective de vos frères déclarera que telle est sa croyance, vous devez baisser la tête et vous abstenir de tout acte de rébellion. Mais il y a des choses qui constituent votre propre individualité et qui sont des éléments essentiels à la vie humaine. Là-dessus, le peuple lui-même n'a aucun droit. Aucune majorité ne peut décréter la tyrannie, détruire ou aliéner sa propre liberté. Vous ne pouvez pas employer la force contre le peuple qui commettrait ce suicide, mais il existe éternellement chez chacun de vous un droit de protestation selon que les circonstances permettent de l'exercer.

Vous devez avoir la liberté dans tout ce qui est indispensable à votre vie morale et matérielle; la liberté personnelle, la liberté de locomotion, la liberté de conscience, la liberté d'opinion sur tous les sujets; la liberté d'exprimer cette opinion par la presse ou par tout autre moyen pacifique; la liberté d'association, afin que votre opinion porte des fruits par le contact avec l'opinion et la pensée des autres; la liberté de travail, d'industrie et de commerce. Toutes ces choses ne doivent pas vous être en-

levées (sauf dans des cas très exceptionnels qu'il est inutile de citer ici) sans que vous protestiez.

Personne n'a le droit de vous mettre en prison ou de vous espionner au nom de la société, sans vous dire immédiatement pourquoi et vous conduire devant le pouvoir judiciaire du pays. Personne n'a le droit de persécution, d'intolérance ou de gouvernement exclusif sur vos opinions religieuses. Aucune voix, excepté la grande et paisible voix de l'humanité, n'a le droit de s'interposer entre Dieu et votre conscience.

Dieu vous a donné la faculté de penser; personne n'a le droit de supprimer ou de restreindre l'expression de cette pensée, qui est un acte de communion entre votre âme et les âmes de vos frères, et constitue le seul moyen de progrès.

La presse doit être absolument libre. Les droits de l'intelligence sont inviolables, et toute censure préventive est une tyrannie.

La société peut cependant punir les erreurs de la presse ou les enseignements criminels et immoraux de même qu'elle peut punir toute autre espèce de délit.

Ce droit de punir (décrété par un jugement solonnel et public) est une conséquence de notre responsabilité humaine; mais toute intervention antérieure est une négation de la liberté.

Le droit à l'association pacifique est aussi sacré que la pensée elle-même.

Dieu nous a donné cette tendance à l'association comme un moyen éternel de progrès, comme un gage de cette unité que la famille humaine est destinée à atteindre un jour.

Aucun pouvoir n'a le droit de limiter ou d'entraver l'association.

Le devoir de chacun de vous est d'employer la vie que Dieu lui a donnée, de la conserver, de la développer.

Chacun de vous est tenu au travail comme moyen d'existence. Le travail est sacré. Personne n'a le droit de l'en-traver, de le défendre ou de le rendre impossible par des règlements arbitraires. Votre pays est un marché légal qui ne doit jamais vous être fermé.

Mais lorsque ces formes variées de la liberté seront respectées, lorsque l'État sera constitué selon la volonté nationale et de telle sorte que tous les chemins qui mènent au libre développement de ses facultés soient ouverts devant l'individu, — n'oubliez pas qu'au-dessus de chacun de vous il y a le grand but que vous devez atteindre, votre perfectionnement moral et celui des autres, et que le jour doit venir où tous ne reconnaîtront qu'une seule loi.

« Lorsque, vous aimant les uns les autres comme des frères, vous vous traiterez mutuellement en frères; que chacun, cherchant son bien dans le bien de tous, unira sa vie à la vie de tous, ses intérêts à l'intérêt de tous, prêts sans cesse à se dévouer pour tous les membres de la commune famille, également prêts eux-mêmes à se dévouer pour lui; la plupart des maux sous le poids desquels gémit la race humaine disparaîtront, comme les vapeurs qui chargent l'horizon se dissipent au lever du soleil, et ce que Dieu veut s'accomplira, car sa volonté est que, l'amour unissant peu à peu, d'une manière toujours plus intime, les éléments épars de l'humanité, et les organisant en un seul corps, elle soit une, comme lui-même est un¹. »

Mes frères, n'oubliez jamais ces paroles d'un homme dont la vie et la mort ont été celles d'un saint et qui a aimé le peuple d'un amour immense. La liberté n'est qu'un moyen. Malheur à vous et à votre avenir si vous vous habituez jamais à la regarder comme un but! Votre

¹ Latennais: *Livre du peuple*, III

anarchie et révolte, auquel de l'Etat n'inter-

propre individualité a ses droits et ses devoirs, que vous ne devez céder à personne; mais malheur à vous et à votre avenir si jamais le respect que vous devez à votre vie individuelle dégénérerait en un égoïsme criminel.

La liberté n'est pas la négation de toute autorité, c'est la négation de toute autorité qui ne représente pas le but collectif de la nation ou qui a la prétention de s'imposer et de se maintenir sur une autre base que celle du libre consentement.

A notre époque, l'idée sacrée de la liberté a été trahie en doctrines sophistiques. Quelques-uns l'ont réduite à un égoïsme étroit et immoral, ont fait du moi le tout, et ont déclaré que le but de toute organisation sociale était la satisfaction des désirs individuels. D'autres ont affirmé que tout gouvernement et toute autorité sont des maux nécessaires qu'il faut restreindre autant que possible; que la liberté n'a pas de limite et que le but de toute société est de favoriser indéfiniment la liberté, dont l'homme a le droit d'user et d'abuser, pourvu qu'en le faisant il n'en résulte aucun mal direct pour autrui, et que le gouvernement n'a pas d'autre mission que d'empêcher un individu de faire du mal à un autre.

Rejetez ces fausses doctrines. La première a engendré l'égoïsme des classes; la seconde fait de la société — qui bien organisée devrait être la représentation de notre vie et de notre but collectif — uniquement un factionnaire ou un agent de police, chargé de maintenir une paix extérieure et apparente.

La tendance de toutes ces doctrines est de convertir la liberté en anarchie, d'annuler l'idée d'un avancement moral collectif et de la mission du progrès, dont la société est responsable. Si c'est ainsi que vous entendez la liberté, vous méritez de la perdre, et c'est ce qui vous arrivera tôt ou tard.

Votre liberté sera sacrée aussi longtemps qu'elle sera

(1) gouvernée et contenue dans l'idée du devoir et de la foi à la perfectibilité humaine.

Votre liberté s'épanouira, protégée par Dieu et par les hommes, aussi longtemps que vous la considérerez — non pas comme le droit d'user et d'abuser de vos facultés selon votre bon plaisir — mais comme le droit de choisir librement, selon vos tendances, entre les moyens de faire le bien.

CHAPITRE IX

ÉDUCATION.

Dieu vous a créés susceptibles d'éducation. Par conséquent votre devoir et de vous instruire autant que possible, et vous avez le droit de vous attendre à ce que la société à laquelle vous appartenez n'entrave jamais votre éducation, mais au contraire lui vienne en aide.

Votre liberté, vos droits, votre émancipation, la tâche que chacun de vous doit accomplir sur la terre, dépendent du degré d'éducation que vous pouvez atteindre.

Sans éducation vous êtes incapables de choisir entre le bien et le mal; vous ne pouvez pas avoir une connaissance exacte de vos droits; vous ne pouvez pas participer à la vie politique de votre pays, sans laquelle il n'y a pas d'émancipation complète pour vous; vous ne pouvez pas arriver à définir et comprendre votre mission.

L'éducation est le pain de votre âme. Sans elle vos facultés dorment et sont improductives, de même que le

grain demeure stérile lorsqu'il est jeté dans un sol qui n'a pas été labouré.

Aujourd'hui votre classe ne reçoit pas assez d'éducation, ou bien cette éducation est dirigée par des hommes ou des gouvernements que ne guide pas un principe supérieur et qui par conséquent la mutilent et la faussent. Ces directeurs de l'éducation croient avoir rempli tout leur devoir à votre égard lorsqu'ils ont ouvert un certain nombre d'écoles, où vos enfants peuvent recevoir un certain degré d'instruction élémentaire : la lecture, l'écriture et l'arithmétique. Cet enseignement s'appelle l'instruction, et il difère de l'éducation autant que les divers organes de notre existence diffèrent de la vie elle-même. Les organes de l'existence ne sont pas la vie. Ils n'en sont que les instruments, les moyens de manifestation; ils ne gouvernent ni ne dirigent; ils peuvent manifester une vie corrompue aussi bien qu'une vie sainte. L'instruction pourvoit à la manière de mettre en pratique ce que l'éducation a enseigné, mais elle ne peut pas remplacer l'éducation.

L'éducation s'adresse aux facultés morales, l'instruction aux facultés intellectuelles.

La première développe chez l'homme la connaissance de ses devoirs, la seconde le rend capable de les remplir. Sans l'instruction l'éducation serait trop souvent inefficace; sans l'éducation, l'instruction est un levier qui n'a pas de point d'appui.

Vous savez lire; à quoi cela sert-il si vous êtes incapables de juger de ce que les livres contiennent? Vous savez communiquer vos pensées à vos semblables par l'écriture; à quoi cela sert-il si vos pensées ne sont que le reflet de l'égoïsme?

L'instruction, comme l'argent, est une source de bien ou de mal, suivant la manière dont on en use. Si elle est consacrée à aider au progrès de tous, elle est un moyen de civilisation et de liberté; mais si elle n'est employée que

dans un but personnel, elle devient un agent de tyrannie et de corruption.

En Europe, aujourd'hui, l'instruction qui n'est pas accompagnée d'un degré correspondant d'éducation morale est trop souvent un mal réel; elle sert à maintenir l'inégalité entre les classes, elle conduit les hommes à de fausses doctrines et produit un esprit de calcul, d'égoïsme et de compromis entre le juste et l'injuste.

La distinction qui doit être faite entre ceux qui vous offrent plus ou moins d'instruction et ceux qui prêchent l'éducation est plus importante que vous ne le croyez, et mérite d'être traitée au long.

Le camp du parti libéral, en Europe, est aujourd'hui partagé en deux écoles. La première proclame la souveraineté de l'individu. La seconde déclare que cette souveraineté appartient uniquement à la société, et que le consentement de la majorité est sa loi.

La première s'imagine qu'elle a rempli sa mission lorsqu'elle a proclamé les droits inhérents à la nature humaine et garanti la liberté. La seconde considère exclusivement l'association et déduit du pacte social, qui constitue cette association, les devoirs de chaque individu.

La première ne va pas plus loin que ce que j'ai appelé l'instruction, car l'instruction tend en effet à développer les facultés individuelles, sans règle et sans direction. La seconde comprend la nécessité de l'éducation et la regarde comme la manifestation du programme social.

La première tend inévitablement à l'anarchie morale. La seconde, ne se souciant pas assez de la liberté, court le risque de soutenir le despotisme, le despotisme de la majorité.

C'est à la première de ces écoles qu'appartenait la génération des hommes connus en France sous le nom de Doctrinaires, qui trahirent les espérances du peuple après la révolution de 1850, et qui, en proclamant la liberté de

l'instruction et rien de plus, perpétuèrent le monopole du Gouvernement dans les mains de la classe *bourgeoise*, parce qu'elle possédait les moyens de développer ses facultés individuelles.

La seconde, malheureusement, n'est aujourd'hui représentée que par des pouvoirs ou des sectes qui relèvent de croyances et de confessions de foi anciennes et qui sont hostiles au dogme de l'avenir, le progrès.

Ces deux écoles sont défectueuses. La tendance de toutes les deux est étroite et exclusive.

Voici selon nous la vérité :

Toute souveraineté réside en Dieu, dans la loi morale, dans le plan providentiel qui gouverne le monde et qui est de temps à autre révélé à l'humanité par des génies vertueux ; dans le but que nous devons atteindre, dans la mission que nous avons à remplir.

La souveraineté ne peut par exister dans l'individu, ni dans la société, sauf dans la mesure où l'un et l'autre agissent selon ce plan et cette loi, et tendent à ce but.

Le directeur individuel doit être le meilleur interprète de cette loi et gouverner en son nom, ou bien il est un usurpateur qu'il faut renverser.

Il n'y a pas de souveraineté légitime dans la seule volonté de la majorité si elle est contraire à la loi morale suprême. On forme de propos délibéré le chemin qui doit conduire au progrès futur.

Le bien social, la liberté et le progrès, — il ne peut pas y avoir de véritable souveraineté en dehors de ces trois termes.

L'éducation nous enseigne en quoi consiste le bien-être de l'humanité.

L'instruction assure à l'individu la liberté de choisir entre les différents moyens de progresser dans la conception de ce bien-être.

Ce qui importe le plus pour vous c'est que l'on enseigne

à vos enfants quels sont les principes et les croyances principales qui dirigent la vie de leurs semblables; quel est le programme moral, social et politique de la nation, quel est l'esprit de la législation qui jugera leurs actions; quelle est la somme de progrès déjà accomplie par l'humanité; quel est le but auquel elle doit arriver.

Il est important de leur inculquer de bonne heure un esprit d'égalité et d'amour qui les lie dans un but commun avec ces millions de frères que Dieu leur a donnés.

La nation seule pourra donner à vos enfants une éducation qui contienne de pareils enseignements.

Aujourd'hui leur éducation morale est une véritable anarchie.

Lorsqu'elle est laissée exclusivement aux parents, elle est nulle dans les cas où la pauvreté et la nécessité d'un travail matériel excessif les privent des connaissances et du temps nécessaire pour instruire leurs enfants, ou des moyens de pourvoir à cette instruction. Elle est mauvaise dans le cas où l'égoïsme et la corruption ont perverti ou empoisonné la famille.

Et même lorsque les parents ont les moyens de pourvoir à l'instruction de leurs enfants, ils sont trop souvent élevés dans le matérialisme ou la superstition; dans des idées de liberté absolue ou de résignation passive, dans des tendances d'aristocratie ou de pure révolte, selon le caractère du précepteur choisi par les parents, selon qu'il est prêtre ou laïque. Comment une pareille éducation appliquée à l'enfance préparera-t-elle des hommes capables de travailler fraternellement ensemble dans la direction d'un but commun, et qui représenteront en eux l'unité du pays?

La société compte sur eux pour favoriser le développement d'une idée commune étrangère à leur instruction. La société les punit pour avoir violé des lois qu'ils ignoraient et dont l'esprit ne leur avait jamais été inculqué. La so-

ciété réclame leur coopération et leur dévouement pour un but que personne ne leur a expliqué à leur entrée dans la vie civile.

C'est une chose étrange à dire, mais l'école *doctrinaire*, dont je viens de parler, reconnaît le droit qu'a chaque individu, séparément, de diriger et d'enseigner la jeunesse, et n'admet pas le même droit pour l'ensemble des individus qui composent la nation.

Leur cri de liberté de l'instruction dépouille la nation du droit de direction morale. Ils proclament l'importance de l'unité dans le système monétaire et des poids et mesures; mais cette unité de principe sur lequel doit être fondée toute vie nationale n'est rien pour eux.

Sans une éducation nationale la nation n'a pas d'existence morale, car c'est par elle seule que peut se former la conscience nationale.

Sans une éducation nationale, commune à tous les citoyens, toute égalité des droits et des devoirs est une formule dépourvue de sens, car la connaissance des devoirs et l'exercice des droits sont laissés à la chance de la fortune, ou au choix arbitraire de ceux qui dirigent l'éducation de l'enfant.

Les adversaires de l'unité en éducation invoquent la liberté à l'appui de leur thèse. La liberté de qui? Des pères ou des enfants? Dans leur système, la liberté morale de leurs enfants est violée par le despotisme du père; la liberté de la jeune génération est sacrifiée à celle de la précédente; et la liberté du progrès devient une illusion.

Les opinions et les croyances individuelles qui peuvent être fausses et contraires au progrès sont seules transmises avec toute l'autorité du père sur l'enfant à un âge où l'examen est impossible.

Au nom d'une fausse liberté, le système anarchique que j'ai décrit tend à perpétuer le pire des despotismes, celui de la caste morale.

Ce système produit, en réalité, une forme du despotisme et non pas la liberté. La vraie liberté ne peut pas exister sans égalité, et l'égalité ne peut exister qu'entre ceux qui parlent d'une base commune, d'un principe commun, d'un sentiment et d'une connaissance uniforme du devoir. La liberté ne peut s'exercer avec justice que comme conséquence de cette connaissance.

J'ai dit tout à l'heure que la vraie liberté n'est pas le droit de choisir le mal, mais le droit de choisir entre les divers chemins qui mènent au bien.

La liberté invoquée par ces philosophes superficiels est en réalité un droit arbitraire accordé au père de choisir le mal pour son enfant. Comment ! si un père menaçait de mutiler ou de blesser le corps de son enfant, la société interviendrait sur la demande de tous ; et l'âme de cet enfant sera-t-elle de moindre importance que son corps ? La société n'interviendrait-t-elle pas pour le protéger contre la mutilation de ses facultés, contre l'ignorance, contre la perversion du sens moral, contre la superstition ?

Ce cri : liberté de l'instruction, a été utile le jour où il fut poussé, et il est encore utile aujourd'hui dans tous les pays où l'éducation morale est le monopole d'un gouvernement despote, d'une caste rétrograde ou d'un clergé qui professe un dogme incompatible avec le progrès. Ce cri a été un cri d'émancipation, incomplet, mais indispensable à cette époque.

Mais moi, je vous parle d'un temps où la religion inscrira le mot de progrès sur les portes du temple, où vos institutions seront une répétition de ce mot sous toutes ses formes, et où le peuple recevra une éducation nationale qui résumera ses enseignements par ces mots :

« Vous êtes destinés à vivre sous un pacte commun, nous vous avons déclaré les bases fondamentales de ce pacte, les principes auxquels la nation croit aujourd'hui. Mais n'oubliez pas que le premier de ces principes, c'est

le progrès. Souvenez-vous que votre mission, comme homme et comme citoyen, est de faire progresser, autant que vous le pourrez, les esprits et les coeurs de vos compagnons de route. Allez ! examinez, comparez, et si vous découvrez une vérité supérieure à celle que nous croyons posséder, répandez-la librement et que la bénédiction de votre pays soit sur vous.

Alors, mais pas avant, vous pourrez renoncer au cri de liberté de l'instruction qui ne sera plus suffisant pour vos besoins et qui pourrait être fatal à l'unité de votre pays ; alors vous pourrez demander, exiger même la fondation d'un système d'éducation nationale gratuite et obligatoire pour tous.

La nation doit indiquer son programme à tous les citoyens. Chaque citoyen doit recevoir dans des écoles nationales une éducation morale, un cours de nationalité, qui comprenne une vue sommaire des progrès que l'humanité a accomplis et de l'histoire de son pays ; une exposition populaire des principes qui dirigent la législation de ce pays et l'instruction élémentaire, sur laquelle nous sommes tous d'accord.

Chaque citoyen devra recevoir dans ces écoles des leçons d'égalité et d'amour.

Une fois le programme national communiqué à tous les citoyens, la liberté reprendra ses droits. Chaque homme a un droit illimité de communiquer ses idées à ses semblables ; chaque homme a le droit de les entendre. La société devrait encourager et favoriser la libre expression de la pensée sous toutes ses formes et laisser le chemin libre pour le développement du programme national.

CHAPITRE X

ASSOCIATION. — PROGRÈS.

Dieu vous a créés êtres sociables et progressifs. Votre devoir est donc de vous associer ensemble et de progresser autant que les circonstances où vous vous trouverez placés vous le permettent. Vous avez le droit d'exiger que la société à laquelle vous appartenez n'entrave en aucune manière votre œuvre d'association et de progrès, mais au contraire vous vienne en aide et vous fournisse les moyens d'association et de progrès dont vous avez besoin. La liberté vous donne le droit de choisir entre le bien et le mal, c'est-à-dire entre le devoir et l'égoïsme.

L'éducation vous enseignera à bien choisir.

L'association vous fournira les moyens de mettre ce choix en action.

Le progrès, qui est le but, s'il se trouve réalisé, fournira la preuve que votre choix était bon. Chaque fois qu'une de ces conditions est négligée, l'homme, le citoyen n'existe pas ou n'existe qu'à l'état imparfait.

Vous devez donc chercher à réaliser toutes ces conditions, et par dessus tout le droit d'association, sans lequel la liberté et l'éducation sont inutiles.

Le droit d'association est aussi sacré que la religion elle-même, qui est l'association des âmes. Vous êtes tous enfants de Dieu, et par conséquent frères; qui donc, sans être cri-

minel, pourrait mettre des limites à l'association à la communion entre des frères?

Ce mot communion, que j'écris avec intention, nous a été enseigné par le christianisme, que les hommes du passé ont déclaré être une religion immuable, mais qui est, de fait, une étape des manifestations religieuses de l'humanité.

Et c'est un saint mot. Il a appris aux hommes qu'ils sont une seule famille d'êtres égaux devant Dieu, il a uni le maître et le serviteur dans une même pensée de salut, d'amour ou de foi. Ce fut un grand progrès sur les âges précédents, où les philosophes et le peuple croyaient que les âmes des citoyens et les âmes des esclaves étaient de race et de nature différentes.

Cette seule mission aurait suffi pour marquer le christianisme d'un sceau de grandeur. La communion était le symbole de l'égalité et de la fraternité des âmes, et l'humanité était chargée de développer les vérités cachées sous ce symbole.

L'Eglise ne le fit pas et ne pouvait pas le faire.

Timide et incertaine au début et dans la suite alliée aux pouvoirs temporels; imbue de sentiments d'intérêts personnels, de tendances aristocratiques qui n'existaient nullement dans l'esprit de son fondateur, — l'Eglise s'égara hors du droit chemin, et recula si loin qu'elle diminua la valeur morale de la communion en la limitant, pour la laïcité, à la communion du pain seulement, réservant pour les prêtres la communion sous les deux espèces.

Mais à cette époque tous ceux qui avaient le sentiment du droit qu'a toute la famille humaine de participer au symbole de la communion illimitée, sans distinction entre les laïques et les ecclésiastiques, s'écrièrent : *La communion sous les deux espèces pour le peuple; la coupe pour le peuple.* Au quinzième siècle ce cri devint le mot d'ordre des multitudes, le prélude de la réformation religieuse, et fut sanctifié par le martyr.

(1) Non, mais la "Pis" était réservé aux pauvres,

Un saint homme de la Bohème, nommé Jean Huss, qui dirigeait ce mouvement, périt dans les flammes allumées par l'Inquisition.

Aujourd'hui la plupart d'entre vous ignorent l'histoire de ces luttes, en se figurant qu'elles n'ont été que des querelles fanatiques sur des questions uniquement théologiques. Mais lorsque l'éducation nationale aura popularisé l'histoire et vous aura montré comment chaque progrès religieux amène un progrès correspondant dans la vie civile, vous apprécierez ces luttes à leur juste valeur et vous rendrez hommage à la mémoire de ces martyrs, qui sont des bienfaiteurs. C'est eux qui nous ont appris qu'il n'y a pas de classes, pas d'intermédiaires privilégiés entre Dieu et le peuple; que les plus sages et les plus vertueux d'entre nous doivent nous diriger sur le chemin du progrès, mais sans avoir aucune puissance ou suprématie quelconque, et que le droit de communion est égal pour tous les hommes. Ce qui est saint dans le ciel est saint sur la terre, et la communion de l'humanité en Dieu suppose l'association de l'humanité sur la terre. L'association religieuse des âmes suppose l'association des intelligences, et une action commune qui mette la pensée en action.

Considérez donc l'association comme un devoir et un droit.

Il y a des gens qui cherchent à limiter les droits des citoyens en vous disant que la véritable association c'est l'État, la nation; que vous devez tous être membres de cette association, mais que toute association partielle entre vous est nuisible à l'État, ou superflue. Mais l'État, la nation, ne représente l'association des citoyens que dans ces choses et ces tendances communes à tous les hommes qui la composent. Il y a des tendances et des buts qui ne concernent pas tous les citoyens, mais seulement un certain nombre d'entre eux. Et de même que les tendances, les buts qui sont communs à tous constituent la nation;

ainsi les tendances et les buts qui sont communs à une partie des citoyens doivent constituer les associations spéciales.

De plus, et c'est là la base fondamentale du droit d'association, l'association est une garantie du progrès. L'État représente une certaine somme de principes que la généralité des citoyens ont reconnus lorsqu'il s'est fondé. Supposez maintenant qu'un principe vrai et nouveau, qu'un développement national des vérités qui ont fait vivre l'État soient découvert par quelques citoyens seulement. Comment feront-ils connaître ce principe, si ce n'est par l'association? Supposez que par suite d'une découverte scientifique, ou de nouveaux moyens de communication ouverts entre les peuples, ou pour toute autre cause, un nouvel intérêt surgisse pour un certain nombre des individus qui composent l'État, comment ceux qui sont les premiers à le reconnaître le feront-ils prévaloir au milieu de la variété des intérêts antérieurs, si ce n'est en unissant leurs efforts et leur action?

L'inertie et une disposition à se contenter de l'ordre de chose existant et sanctionné par un consentement commun, sont des habitudes si puissantes, qu'un individu isolé serait incapable de les vaincre. L'association d'une minorité qui grandit peu à peu pourra seule le faire.

L'association est la méthode de l'avenir. Sans elle, l'État demeurera stationnaire, enchaîné au degré de civilisation acquis.

L'association devrait être progressive dans le but qu'elle poursuit, et jamais opposée à ces vérités, qui ont été conquises à tout jamais par le consentement universel de l'humanité et de la nation.

Une association fondée dans le but de faciliter le vol, une association qui contraindrait ses membres à la polygamie, une association qui prêcherait la dissolution de la nation où l'établissement du despotisme serait illégale.

Partie

quelle
propriété
de

tout le
monde

La nation a le droit de dire à ses membres : *Nous ne pouvons pas permettre que l'on répande parmi nous des doctrines qui sont une violation de celles qui constituent la nature humaine, la moralité ou le pays. Allez-vous-en, et établissez entre vous, au delà de nos frontières, les associations auxquelles vous êtes poussés par vos désirs.*

L'association doit être pacifique. Elle peut agir sans se servir d'autres armes que de l'apostolat, de la parole dite ou écrite. Son but doit être de persuader et non pas de forcer. L'association doit être publique. Les associations secrètes, — qui sont une arme défensive légitime, là où il n'y a ni liberté ni nation, — sont illégales et doivent être dissoutes partout où la liberté et l'inviolabilité de la pensée sont des droits reconnus.

Le but, l'intention de l'association est de frayer le chemin du progrès, par conséquent elle doit se soumettre à l'examen et au jugement de tous.

Enfin l'association est tenue de respecter chez les autres les droits qui découlent des caractéristiques essentiels de la nature humaine. Une association qui, — comme les corporations du moyen âge, — violerait les droits du travail, ou qui tendrait directement à restreindre la liberté de conscience, devrait être réprimée par le gouvernement de la nation.

A ces exceptions près, la liberté d'association pour les citoyens est aussi sacrée et inviolable que le progrès dont elle est la vie.

Tout gouvernement qui chercherait à la restreindre trahirait sa mission sociale, et le devoir du peuple serait de le réprimander — puis, après avoir épuisé tous les moyens pacifiques, — de le renverser.

Telles sont les bases sur lesquelles vos devoirs se fondent et les sources d'où procèdent vos droits. Dans le cours de votre vie civile une quantité de questions surgissent, que nous ne pouvons ni prévoir, ni vous aider à résoudre ici.

Mon seul but, dans ce livre, a été de vous présenter comme un flambeau qui doit éclairer votre chemin, les principes qui doivent vous guider et vous aider à résoudre vous-même toutes ces difficultés.

Je crois avoir rempli ce but.

Je vous ai conduit à Dieu, comme source du devoir et gage de l'égalité entre les hommes ; à la loi morale, comme la source de toutes les lois civiles, et la base de votre jugement sur la conduite de ceux qui font ces lois. Je vous ai indiqué le peuple, — vous, nous, tous les citoyens qui composent la nation, comme seul interprète de la loi, et source de tout pouvoir politique. Je vous ai dit que le caractéristique fondamental de la loi, c'est le progrès ; le progrès indéfini et continu, d'époque à époque ; progrès dans toutes les branches de l'activité humaine, dans toutes les manifestations de la pensée, depuis la religion jusqu'à l'industrie et à la distribution de la richesse.

Je vous ai décrit vos devoirs envers l'humanité, envers votre pays, votre famille et vous-mêmes, et j'ai déduit ces devoirs des caractéristiques essentiels qui constituent la créature humaine que vous avez mission de développer.

Ces caractéristiques inviolables chez tout homme sont : la liberté, la susceptibilité d'éducation, la tendance sociale, la capacité et la nécessité du progrès. Et de ces caractéristiques, — sans lesquels il n'y a ni homme, ni citoyen véritable, — j'ai déduit vos droits, et le caractère général du gouvernement que vous devez rechercher pour votre pays.

N'oubliez jamais ces principes. Veillez à ce qu'ils ne soient jamais violés. Incarnez-les en vous-même. Alors vous serez libres, alors vous progresserez.

La tâche que j'ai entreprise pour vous serait terminée, si ce n'était cet obstacle immense qui surgit du sein même de la société (telle qu'elle est constituée aujour-

ESOM

sans C
saint

d'hui), et qui vous met dans l'impossibilité de remplir vos devoirs et d'exercer vos droits.

Cet obstacle, c'est l'inégalité des moyens.

Pour remplir des devoirs, pour exercer des droits, il faut avoir du temps, un développement intellectuel et la sécurité au sujet de l'existence matérielle.

Or, beaucoup parmi vous ne possèdent pas ces premiers éléments du progrès, leur vie est une lutte perpétuelle et incertaine pour conquérir les moyens d'existence matérielle.

Pour eux la question n'est pas celle du *progrès*, mais de la *vie* elle-même.

Il y a donc un vice profond et radical dans l'organisation présente de la société, et mon œuvre serait inutile si je ne cherchais pas à définir ce vice, à indiquer la méthode pour le corriger.

La question économique sera donc la dernière que je traiterai.

CHAPITRE XI

LA QUESTION ÉCONOMIQUE.

Un grand nombre d'entre vous, un trop grand nombre sont pauvres.

Pour les trois quarts des ouvriers, la vie est une lutte journalière pour obtenir les moyens matériels indispensables à la vie. Ils ont occupé dix, douze et quelque

fois quatorze heures par jour à un travail manuel qui leur assure à peine de quoi subsister. Dans l'état présent des choses, n'est-ce pas une ironie de parler à ces hommes de progrès de vie intellectuelle, de droits politiques et d'éducation?

Ils n'ont ni le temps ni les moyens de progresser, fatigués, usés, abrutis par une vie qui se consume dans un travail exclusivement machinal, tout ce qu'ils apprennent c'est une rancune silencieuse, impuissante et souvent injuste, contre la classe de ceux qui les emploient. Trop souvent ils vont chercher l'oubli des soucis du jour et de l'incertitude du lendemain dans les boissons alcooliques et tombent, de degré en degré, jusqu'au point de loger dans ces lieux que l'on devrait appeler des repaires plutôt que des chambres, et où ils se réveillent chaque matin pour recommencer la triste besogne de la veille.

Cette condition est triste, et il faut qu'elle soit changée. Vous êtes des *hommes*, et comme tels vous possédez des facultés non pas seulement physiques, mais intellectuelles et morales, facultés que vous avez le devoir de développer.

Vous deviez être des *citoyens*, et comme tels, vous devez exercer pour le bien de tous des droits qui exigent un certain degré d'éducation et une certaine mesure de temps.

Il est évident que vous devriez pouvoir travailler moins et gagner plus que vous ne le faites aujourd'hui.

Enfants de Dieu, frères en Lui, nous sommes appelés à constituer une seule grande famille.

Il existera dans cette famille des inégalités résultant de la diversité des aptitudes, des capacités ou du goût pour le travail, mais elle devra être gouvernée par un seul principe.

Celui qui est disposé à donner pour le bien de tous la somme de travail dont il est capable devrait recevoir

un salaire qui le mettrait dans la possibilité de développer plus ou moins sa vie individuelle dans tous les caractéristiques qui en sont l'essence.

Voilà l'idéal que nous devons chercher à atteindre, dont nous devons nous rapprocher de siècle en siècle.

Tout changement, toute révolution qui ne nous fait pas avancer d'un pas vers cet idéal, qui ne produit pas un progrès moral et social correspondant au progrès politique accompli, qui n'améliore pas la condition matérielle des classes pauvres, viole le plan providentiel et n'est qu'une misérable guerre entre des factions.

Jusqu'à quel point pouvons-nous espérer réaliser ce programme aujourd'hui? Comment, et par quel moyen y parviendrons-nous?

Quelques uns, et les plus timides parmi ceux qui vous veulent du bien, ont cherché le remède dans la moralité de l'ouvrier lui-même. Ils ont fondé des caisses d'épargne et des institutions du même genre et ils vous ont dit : *Apportez-nous vos gages; économisez, abstenez-vous de tout excès de boisson ou d'autre chose; affranchissez-vous de la pauvreté par la privation.* De tels conseils sont excellents par rapport à l'ouvrier lui-même, mais ils ne peuvent résoudre la question de la pauvreté elle-même et ne touchent pas au devoir social.

Bien peu d'entre vous peuvent économiser sur leurs gages. Et d'ailleurs, ceux qui réussiraient à le faire arriveraient tout au plus à s'assurer des ressources pour leurs vieux jours. Or, la question économique a plus que cela en vue. Elle a pour but de procurer à l'homme des moyens de se développer pendant qu'il est jeune, vigoureux, et qu'il peut travailler activement en vue du progrès de son pays et de l'humanité.

Et même si nous considérons uniquement le bien-être matériel des classes ouvrières, ces conseils n'atteignent pas le but et ne donnent aucune indication, quant à la

manière d'augmenter la richesse et la production. Et cependant la société qui vit du travail des fils du peuple et leur demande le tribut de leur sang à l'heure du danger contracte par cela même une dette sacrée à leur égard.

D'autre part on voit des hommes qui ne sont pas ennemis du peuple écouter avec indifférence le cri qui sort du cœur des travailleurs, et trembler devant toute innovation proposée par les économistes, sans comprendre que la nécessité du progrès et de l'association est un élément essentiel de la nature humaine.

Cette école affirme, comme les philanthropes dont j'ai parlé plus haut, que chaque homme, dans l'état actuel des choses, peut acquérir son indépendance par sa propre activité, que tout changement dans l'organisation du travail serait fastidieux ou superflu, et que la formule : « *Chacun pour soi et la liberté pour tous,* » est suffisante pour produire graduellement un équilibre approximatif de bien-être dans les différentes classes qui constituent la société.

Selon les économistes, tout ce que la société peut faire pour améliorer la condition de votre classe, c'est d'obtenir la liberté du commerce intérieur et international, une réduction progressive des droits de douane (surtout sur la matière brute), un encouragement général offert à toutes les grandes entreprises industrielles au moyen de communication et à tout ce qui tend à augmenter l'activité et la production; toute autre intervention serait, selon eux, une source de maux!

S'il en est ainsi, le mal de la pauvreté est incurable. Dieu me préserve, mes amis, de jamais donner à vos souffrances et à vos aspirations une réponse aussi désespérée, athée et immorale.

Dieu a pour vous un avenir meilleur que celui que vous offre le remède des économistes.

Au fait, ces remèdes ne visent que l'augmentation possible et temporaire de la richesse, et ne tendent pas à en faire une distribution équitable.

Tandis que les philanthropes, qui ne considèrent que l'individu, se contentent de chercher à le rendre plus moral sans s'occuper d'augmenter la prospérité générale afin de lui fournir des moyens de progrès, les économistes ne songent qu'à alimenter les sources de la production, sans s'occuper de la condition de l'individu. Sous ce régime exclusif de liberté qu'ils prêchent, et qui a plus ou moins gouverné le monde économique dans ces derniers temps, les preuves les plus irréfutables ont démontré qu'il y a augmentation d'activité productrice et de capital, mais non pas de prospérité générale.

La misère des classes ouvrières est la même. La liberté de concurrence pour celui qui ne possède rien, et qui ne pouvant rien épargner sera toujours dans l'impossibilité de tenter aucune concurrence, est un mensonge, de même que la liberté politique est un mensonge pour ceux qui, par manque d'éducation, d'instruction, de temps ou de moyens matériels, sont incapables d'exercer leurs droits.

Les grandes facilités d'échange et de transport pourront, petit à petit, affranchir le travail de la tyrannie du commerce et de ces classes d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur, mais elles ne pourront jamais l'affranchir de la tyrannie du capital; elles ne peuvent pas donner les moyens de travail à celui qui ne les possède pas.

Par le fait de l'absence d'une égale distribution de la richesse et d'une division équitable de la production, aussi bien que de l'augmentation progressive du chiffre des consommateurs, le capital lui-même est détourné de son véritable but économique et reste, en partie, stationnaire dans les mains du petit nombre, au lieu de se ré-

pandre et de circuler; ou bien il est dirigé vers la production d'objets de luxe pour satisfaire à des besoins fictifs, au lieu de se concentrer sur la production des objets de première nécessité; enfin, trop souvent, il est engagé dans des spéculations immorales.

Aujourd'hui, — et c'est le malheur de notre situation économique actuelle, — le capital est le tyran du travail. La société se compose actuellement, — je parle au point de vue économique, — de trois classes: des capitalistes qui possèdent les moyens et les instruments de travail, le terrain, les fabriques, l'argent comptant, la matière première; des intermédiaires chefs organisateurs du travail, qui font les transactions et devraient représenter le côté intellectuel; des travailleurs qui représentent le travail manuel.

La première de ces trois classes est seule maîtresse du terrain et peut, à sa volonté, favoriser, activer, retarder ou diriger le travail vers certains buts spéciaux. La part qui est faite à cette classe sur le produit du travail et la valeur de la production est relativement certaine et fixe; en effet, la location des instruments de travail ne varie que dans des limites connues, et on peut dire en quelque sorte que le temps lui-même est en leur pouvoir puisqu'ils sont à l'abri des entraves provenant du besoin.

La part de la seconde classe est incertaine, elle dépend de son intelligence, de son activité, et surtout des circonstances que crée la concurrence; du flux et du reflux du capital, etc., événements qui sont en dehors de sa prévision.

La part de l'ouvrier consiste uniquement dans un salaire fixé à l'avance et sans égard au plus ou moins de bénéfice que réalisera l'entreprise.

Les limites dans lesquelles varie ce salaire sont déterminées par la relation qui existe entre l'offre et la de-

mande, ou, en d'autres termes, entre le nombre des ouvriers et le capital.

Or, le premier tend constamment à augmenter dans une proportion plus grande que le second, en sorte que, toute autre cause à part, le salaire tend à baisser.

Les circonstances sont aussi dans une certaine mesure en dehors de l'action de l'ouvrier. Il est obligé de subir les conséquences de crises financières et politiques, des nouvelles inventions appliquées à l'industrie, de l'irrégularité de la production, de l'encombrement dans certaines branches (inconvénient inhérent à une concurrence inintelligente), de la distribution inégale des ouvriers sur certains points ou dans certaines branches du travail, et de mille autres causes qui occasionnent des interruptions dans l'ouvrage. Il se trouve placé entre la famine ou la nécessité d'accepter les conditions qui lui sont faites.

Je le répète, un pareil état de choses révèle un mal qu'il faut guérir.

Les remèdes des philanthropes et des économistes sont également impuissants.

Et cependant on peut constater un progrès dans votre classe, un progrès positif et continu qui a surmonté bien des obstacles.

Vous avez été d'abord *esclaves*, puis *serfs*. Maintenant vous êtes des *mercénaires*. Vous vous êtes affranchis de l'*esclavage* et du *servage*, pourquoi ne vous affranchiriez-vous pas du joug du *louage* et ne deviendriez-vous pas des *producteurs libres*, maîtres de la totalité de votre travail?

Pourquoi, par vos efforts pacifiques et avec l'aide d'une société qui a des devoirs sacrés à remplir envers ses membres, ne feriez-vous pas la plus belle des révolutions que l'on puisse rêver, — une révolution qui, acceptant le travail comme base commerciale des relations humaines et le produit du travail comme base de la propriété, abo-

lirait graduellement les distinctions de classe et la domination tyrannique d'un des éléments du travail sur l'autre et qui, en proclamant une seule loi d'équilibre entre la production et la consommation, unirait tous les enfants de la patrie?

Grâce aux enseignements du parti républicain, le sentiment du devoir à l'égard des travailleurs et le désir d'un meilleur avenir pour les peuples s'est fait jour en Europe pendant les trente dernières années. Malheureusement, certaines écoles surgirent (en France surtout), composées en grande partie d'amis sincères du peuple, mais qui se laissèrent égarer par un amour excessif des systèmes et une forte dose de vanité individuelle.

Ces écoles introduisirent, sous le nom de *socialisme*, des *doctrines exclusives et exagérées, impraticables au point de vue économique*, et qui professraient un antagonisme positif contre les richesses déjà acquises par d'autres classes. En effrayant la masse des petits marchands et en créant un sentiment de méfiance entre les différentes classes des citoyens, elles firent reculer la question sociale et partagèrent le parti républicain en deux camps séparés.

Je ne puis m'arrêter longtemps pour parler de ces différentes écoles, qui se distinguent sous les noms de saint-simonisme, fouriéisme, communisme, etc., mais il est cependant nécessaire que je vous indique en quoi consistaient leurs erreurs.

Les promesses qu'elles faisaient à votre classe sont assez magnifiques pour risquer de vous *séduire*, et si vous les acceptiez, vous retarderiez infailliblement votre émancipation qui est inévitable dans un avenir éloigné.

Il est vrai de dire, et ce fait seul devrait éveiller des doutes dans votre esprit, que lorsque les circonstances placèrent quelques-uns des auteurs de ces systèmes au pouvoir, ils n'essayèrent jamais de mettre leurs doctrines en pratique. Géants en théorie, ils disparaissaient et trem-

blaient devant les difficultés de la pratique. Si, dans l'avenir, vous avez le plaisir d'examiner avec attention ces différents systèmes, en vous souvenant des idées fondamentales que je vous ai indiquées comme étant les caractéristiques essentielles de la nature humaine, vous découvrirez que tous violent plus ou moins ces caractéristiques aussi bien que la loi du progrès, et sa méthode d'action dans l'humanité.

Le progrès s'accomplit selon des lois qu'aucune puissance humaine ne peut arrêter. Il s'accomplit petit à petit, par un développement et des modifications continues des éléments qui manifestent la vie.

A certaines époques, et sous l'influence d'erreurs ou de préjugés, les hommes ont souvent considéré comme éléments essentiels et caractéristiques de la vie sociale des choses qui n'ont point de racines dans la nature, mais ne sont que les habitudes conventionnelles d'une société faussée, et disparaissent au bout d'un certain laps de temps.

Vous pouvez reconnaître les vrais éléments inhérents à votre nature en interrogeant, comme je vous l'ai dit, les instincts de vos âmes, et en les comparant à la tradition des siècles dans tous les pays, pour voir s'ils concordent avec les instincts de l'humanité.

Parmi les éléments essentiels à la vie humaine, tels que la Religion, l'Association et la Liberté, il faut ranger la Propriété.

Le principe premier et l'origine de la propriété se trouvent dans la nature humaine. Elle représente les nécessités de la vie matérielle de l'individu, qu'il a le devoir de garantir. De même que l'individu est tenu de transformer le monde moral et intellectuel par le moyen du sentiment religieux, de la science et de la liberté, de même il est tenu de transformer, d'améliorer et de gouverner le monde physique par le moyen du travail ma-

tériel. La propriété est le signe de l'accomplissement de cette tâche; elle indique la somme de travail que l'individu a faite et par laquelle il a développé et augmenté les forces productives de la nature.

Le principe de la propriété est par conséquent éternel, 1 et vous le verrez reconnu et protégé à travers les âges de l'humanité. Mais les formes qu'il revêt sont mobiles et 2 destinées, — comme toutes les manifestations de la vie, — à subir la loi du progrès.

Ceux qui acceptent la propriété telle qu'ils la trouvent établie, qui déclarent que sa forme est inviolable, et luttent contre toutes les tentatives de transformation nient le progrès lui-même.

La propriété peut se modifier dans sa forme, mais non pas disparaître.

La propriété est mal constituée aujourd'hui, parce que l'origine de sa répartition a généralement été la conquête; parce que la production n'est pas divisée dans une proportion juste et équitable selon le travail accompli; parce qu'elle confère à son possesseur des droits législatifs et politiques qui sont refusés à l'ouvrier, et tend à devenir le monopole du petit nombre; parce que le système des taxes est mauvais et tend à fortifier le privilège de la richesse et à opprimer les classes pauvres en rendant l'épargne impossible pour elles.

Mais si, au lieu de corriger les erreurs de la propriété et de la modifier petit à petit, vous cherchiez à l'abolir, vous supprimeriez une source de richesse, d'émulation et d'activité, et vous ressembleriez au sauvage qui coupe l'arbre pour en cueillir les fruits.

Ne cherchons pas à abolir la propriété sous prétexte qu'elle est aujourd'hui entre les mains du petit nombre, mais mettons-la à la portée de tous. Retournons au principe qui la rend légitime et tâchons qu'à l'avenir elle soit le résultat du travail seulement. Nous devons tendre à

établir des bases plus équitables de rémunération entre le propriétaire, le capitaliste et l'ouvrier. Nous devons transformer le système des impôts, et ne pas frapper les objets de première nécessité ainsi que l'épargne, qui produit la propriété, soit possible pour l'ouvrier.

Toutes ces choses sont justes et possibles. Si vous vous organisez sérieusement pour les demander, si vous êtes décidés à les obtenir, vous y parviendrez, tandis qu'en cherchant à abolir la propriété, vous courrez après une impossibilité, vous commettez une injustice envers ceux qui l'ont déjà acquise par leur travail et vous diminuez au lieu d'augmenter la production.

Néanmoins, l'abolition de la propriété individuelle est un des remèdes que proposent plusieurs des systèmes socialistes dont je vous ai déjà parlé, et en particulier le communisme.

D'autres sont allés plus loin encore. Ils ont remarqué que l'idée religieuse, l'idée gouvernementale et l'idée patriotique sont défigurées et faussées par des erreurs religieuses, par le privilège des classes et par l'égoïsme dynastique, et ils demandaient l'abolition de toute religion, de tout gouvernement, et même de toute nationalité. Ils ressemblent à des enfants ou à des sauvages. Ne pourraient-ils pas, avec autant de raison, demander la suppression de tout gaz respiratoire, sous prétexte que la maladie est souvent causée par la corruption de l'atmosphère ?

Je ne m'arrêterai pas à réfuter plus longuement les enseignements de ceux qui cherchent à fonder l'anarchie au nom de la liberté et à annuler la société par amour pour les droits individuels. Tout mon travail est dirigé contre ce rêve coupable, qui est la négation du progrès, du devoir, de la fraternité humaine, de la solidarité des nations, de tout ce que vous et moi nous vénérons.

Ceux qui ne considèrent que la question économique

et veulent abolir la propriété individuelle et organiser le communisme tombent dans un autre extrême, la négation de l'individu et de la liberté, ce qui fermerait le chemin du progrès en pétrifiant la société.

Voici la formule générale du communisme.

La propriété de tous les éléments de la production, tels que la terre, le capital mobilier ou immobilier, les instruments de travail, etc., seront centralisés par l'État. L'État assignera à chaque homme sa part de travail et sa part de salaire, selon une égalité absolue, disent les uns, selon ses besoins, disent les autres.

Un pareil mode d'existence, s'il était possible, serait l'existence du castor, et non pas la vie d'un homme.

La liberté, la dignité, la conscience individuelle disparaîtraient devant cette organisation de machines productives.

Un pareil procédé pourrait réussir à satisfaire les besoins physiques, mais la vie intellectuelle et morale serait entièrement annulée, et avec elle l'émulation, le choix libre du travail, la liberté d'association, toutes les jouissances de la propriété, en un mot, tout ce qui stimule l'homme et favorise la production. Sous ce système, la famille humaine devient un troupeau qui n'a pas besoin d'autre chose que d'un vaste pâturage.

Qui de vous acceptera un pareil programme ? Mais, dit-on, l'égalité serait ainsi obtenue. Quelle égalité, je vous prie ? L'égalité dans la distribution du travail ? C'est impossible. Le travail est variable et ne peut être justement apprécié, ni selon sa durée, ni selon la quantité accomplie dans un temps donné; mais plutôt selon sa difficulté, la nature plus ou moins agréable de l'ouvrage, la somme de force vitale qu'il exige, et son utilité pour la société. Cette difficulté d'appréciation a suggéré à quelques-uns des fondateurs de ces systèmes l'idée de forcer chaque homme à accomplir à son tour une certaine somme de travail dans

le bon
Wa
nature
main

chaque branche d'activité. Remède absurde, qui rendrait la perfection de la production impossible, et n'établirait nullement l'égalité entre le faible et le fort, l'homme prompt ou lent d'intelligence, etc. Le travail qui est facile pour l'un serait difficile pour l'autre.

L'égalité dans la répartition du produit du travail ?

C'est impossible aussi :

Ou l'égalité sera absolue, ce qui produira l'injustice, puisqu'on n'établira aucune distinction entre les divers besoins qui proviennent de l'organisation, entre les forces résultant du sentiment du devoir et celles qui sont l'effet du hasard; ou l'égalité sera relative et calculée selon la diversité des besoins, et alors, laissant de côté la production individuelle, on violera ces droits de propriété qui doivent être la récompense du travail de l'ouvrier.

En outre, qui sera l'arbitre et fixera les besoins de chaque individu? Sera-ce l'État? Ouvriers! êtes-vous disposés à accepter une hiérarchie de chefs de la propriété communale? de maîtres de vos esprits et de vos corps, puisqu'ils détermineraient également vos capacités et vos besoins? Ne serait-ce pas retourner à l'esclavage? Ces maîtres, aveuglés par cette théorie des intérêts qu'ils représentent et séduits par l'immense pouvoir qui leur serait confié, ne deviendraient-ils pas les nouveaux fondateurs des dictatures héréditaires des temps passés?

Non, le communisme ne peut pas réaliser l'égalité entre les travailleurs; il ne peut pas tendre à augmenter la production, ce qui est le plus grand besoin actuel, parce qu'il est dans la nature de presque tous les hommes d'être satisfaits lorsqu'ils ont des moyens d'existence assurés. Il ne peut pas améliorer la qualité de la production, puisqu'il n'offre aucun encouragement au progrès et à l'invention¹.

¹ On a calculé que si un ouvrier sur cent mille produisait une valeur

Mais n'y a-t-il donc point de remède?

Ce remède à vos souffrances ne peut pas se trouver dans une organisation générale et arbitraire, qui est opposée aux bases d'une civilisation universellement acceptée, et qui, résultat d'une pensée individuelle, serait imposée par décret. Nous ne sommes pas ici pour créer l'humanité, mais pour la continuer. Nous pouvons et nous devons modifier l'organisation de ses éléments constitutifs, mais nous ne pouvons ni les supprimer, ni les détruire. L'humanité se révolte et se révoltera toujours contre toute tentative de ce genre.

Le remède ne se trouvera pas dans une augmentation de salaire imposée par l'autorité du Gouvernement, et sans autre changement qui tende à augmenter le capital. Une augmentation du taux des salaires, — c'est-à-dire une augmentation du coût de la production, — entraînerait une augmentation du prix de la production, une diminution proportionnelle de la consommation; et, par conséquent, du travail.

Le remède n'est pas dans une théorie tendant à annuler la liberté individuelle qui est le stimulant du travail, ni dans quoi que ce soit qui cherche à diminuer le capital, source et instrument du travail et de la production.

Le remède se trouvera dans l'*union du travail et du capital entre les mêmes mains*.

Lorsque la société ne reconnaîtra plus que le *producteur* et le *consommateur*, ou plutôt lorsque chaque homme sera à la fois producteur et consommateur; lorsque les profits du travail, au lieu d'être épargnés sur une série d'*intermédiaires*, du capitaliste au détail-

de 100 francs en sus de la production générale, il gagnerait pour sa part la millième partie d'un franc, ou trois centimes par trente ans.

Peut-on considérer cela comme un stimulant suffisant à la production?

lant, ce qui augmente de cinquante pour cent le prix de la production, appartiendront en entier à ceux qui font le travail, — toutes les causes permanentes de pauvreté disparaîtront. Votre avenir matériel dépend de votre affranchissement des exigences du capital qui est aujourd'hui le maître arbitraire d'une production à laquelle il ne participe pas. Et je dirai même votre avenir *moral*. Regardez autour de vous. Partout où le capital et le travail sont dans les mêmes mains, partout où les profits du travail sont divisés entre les ouvriers proportionnellement à leur augmentation et à la somme de travail fournie par les ouvriers, — vous trouvez une diminution de la pauvreté et un progrès dans la moralité.

Dans le canton de Zurich, dans l'Engadine et d'autres parties de la Suisse, où le paysan est propriétaire, où le sol, le capital et le travail sont unis dans les mains d'un seul individu ; en Norvège, en Flandre et dans l'est du Friesland ; dans le Holstein, le Palatinat allemand, en Belgique et dans l'île de Guernesey, on constate une prospérité comparativement supérieure à celle des autres parties de l'Europe, où les cultivateurs ne sont pas propriétaires du sol.

Ces pays sont habités par une race d'agriculteurs remarquables pour leur honnêteté, leur esprit indépendant et la franchise de leur caractère.

La population des mines du Cornouaille, en Angleterre, et ces navigateurs américains qui font le commerce de la baleine entre la Chine et l'Amérique, et parmi lesquels le principe de la participation aux bénéfices est pratiqué, sont, — d'après des documents officiels, — reconnus comme supérieurs aux ouvriers qui ne reçoivent qu'un salaire fixe.

L'association du travail et la répartition des bénéfices entre les producteurs en proportion de la somme et de la valeur du travail fait par chacun, voilà l'avenir social.

Vous avez été esclaves, puis serfs et enfin *mercenaires*, vous n'avez qu'à vouloir afin de devenir bientôt des producteurs libres, et des frères par l'association. L'association, mais libre, volontaire, organisée sur de certaines bases par des hommes qui se connaissent, s'estiment et s'aiment, et non pas imposée par la force d'une autorité gouvernementale et sans respect pour les liens et les affections individuelles.

L'association, — mais administrée selon une véritable fraternité républicaine par vos propres délégués toujours revocables ; et non point sujette au despotisme de l'Etat ou à une hiérarchie arbitraire qui ne connaît ni vos besoins, ni votre situation. Une association de groupes formés selon vos tendances et non pas (comme les auteurs des systèmes dont j'ai parlé le veulent) de tous les membres d'une branche d'activité industrielle ou agricole.

La concentration de tous les membres de l'Etat, ou même des citoyens d'une seule ville qui se livreraient à un commerce donné, en une seule société productrice, nous ramènerait à l'ancienne tyrannie du monopole des corporations. Elle ferait du producteur le juge arbitraire des prix au détriment du consommateur, elle légaliserait l'oppression de la minorité, renverrait l'ouvrier qui se montrerait mécontent des règlements en le mettant dans l'impossibilité de trouver de l'ouvrage ; elle arrêterait le progrès en tuant toute rivalité dans l'ouvrage et tout stimulant pour l'invention.

Pendant les vingt dernières années, l'association s'est timidement essayée en France, en Belgique, en Angleterre et elle a été couronnée de succès partout où elle a débuté avec énergie, résolution et un esprit de sacrifice¹.

¹ Voir à ce sujet les brochures suivantes : *Self-help by the people* et *l'Histoire de la coopération d'Halifax* par G. J. Holgoake. (London, Book store, 282, strand.)

Dans l'association se trouve le germe d'une entière transformation sociale, émancipation qui vous affranchira de la servitude du *salaire*, favorisera graduellement l'augmentation de la production et fera avancer la question économique.

La tendance du système actuel est de pousser le capitaliste à augmenter ses gains afin de se retirer de l'arène, tandis que la tendance de l'association serait d'assurer la durée du travail, c'est-à-dire de la production.

Aujourd'hui le maître, le directeur de l'ouvrage, qui doit souvent sa position au fait de posséder le capital, et non pas à ses aptitudes spéciales, est sujet à être imprudent, trop spéculateur ou incapable; une association dirigée par des délégués choisis et sur laquelle tous ses membres peuvent exercer une surveillance, ne risquerait pas de commettre de pareilles fautes.

Sous le système actuel, le travail est trop souvent dirigé vers la production des superfluités plutôt que des objets de nécessité et, par le fait de l'inégalité des salaires, les ouvriers abondent dans certaines branches d'activité et sont défaut dans d'autres. L'ouvrier dont le salaire est limité n'a aucune raison de mettre tout le zèle et l'énergie dont il est capable à son travail pour multiplier et perfectionner les produits.

Il est évident que dans l'association on trouvera un remède aux différentes causes d'interruption et d'insécurité dans la production.

Voici, selon moi, les bases générales sur lesquelles vous devrez fonder vos associations, si vous voulez améliorer le sort de votre classe.

Le droit de se retirer, pour tout individu, sans préjudice porté à l'*association*, — égalité de tous les membres pour l'élection d'une administration dont les pouvoirs seront renouvelables à des époques fixes, ou mieux, sujets à la révolution, — la liberté d'admission postérieure à la fondation

de l'*association*, sans obligation de verser un capital, et avec la permission de le remplacer par une contribution annuelle qui serait retenue sur les bénéfices des premières années, — l'*indivisibilité et la perpétuité du capital collectif*, — une somme de rétribution suffisante pour fournir à tous le nécessaire, — distribution gratuite des outils et des instruments de travail, selon la quantité et la qualité de l'ouvrage fait.

Chacune de ces bases, et surtout celle qui concerne la perpétuité du capital *collectif*, exigerait un long développement qui n'entre pas dans le plan de cet ouvrage. Si Dieu m'accorde encore quelques années de vie, peut-être me sera-t-il permis de faire ce travail par amour pour vous. En attendant, soyez assuré que les traits que je viens d'esquisser sont le résultat de profondes réflexions et d'études sérieuses, et qu'ils méritent votre attention. Mais le capital, direz-vous? Le capital, qui est la première base des opérations de l'*association*, où le trouver? C'est une grave question, et que je ne puis suffisamment approfondir ici. Je vous indiquerai seulement brièvement votre devoir et celui des autres à cet égard. La première source de ce capital est en vous-même, dans votre économie et votre esprit de sacrifice. Je sais quelle est la situation de la plupart d'entre vous, mais il y en a quelques-uns qui peuvent économiser. Que ceux-là commencent l'œuvre.

Je pourrais vous citer plus d'une association industrielle, maintenant florissante, qui a débuté par l'union de quelques ouvriers qui épargnaient un sou par jour. Je pourrais vous raconter plusieurs histoires de sacrifices héroïques accomplis en France et ailleurs¹, par les premiers ouvriers qui débutèrent dans de semblables entreprises et qui pos-

¹ En 1848, les délégués d'une centaine d'ouvriers qui s'étaient réunis dans l'idée d'établir une fabrique de pianos, sur le principe de l'*association*, s'adressèrent au Gouvernement pour obtenir un prêt de

sèdent aujourd'hui un capital considérable. Il n'y a pas de difficultés qui ne puissent être vaincues par une ferme volonté, soutenue par le sentiment que l'on fait le bien.

Par la persévérence et de bonnes habitudes vous gagnerez l'estime de tous et vous obtiendrez ainsi des avances dont les intérêts seront payés sur les bénéfices de l'entreprise.

Dans plusieurs branches d'industrie où le prix des outils et de la matière première sont insignifiants, le capital nécessaire pour débuter n'est pas bien fort. Vous réussirez à l'obtenir, si vous êtes fermement déterminés à le faire. Ce sera toujours bien préférable que le capital soit à vous, gagné à la sueur de votre front.

Les nations qui conquièrent leur liberté au prix de leur propre sang sont celles qui savent le mieux la défendre. Ainsi vos associations seront d'autant plus fortes et durables que le capital aura été acquis par votre propre travail,

300 000 francs. Sur le refus qui leur en fut fait l'association se dissout ; mais 14 ouvriers, décidés à vaincre l'obstacle, se reconstituèrent. Ils n'avaient ni argent, ni crédit, mais ils avaient la foi !

Ils débutèrent avec un capital qui consistait en outils et en instruments de travail, pour la valeur d'environ 2000 francs. Cependant un capital liquide manquait. Chaque ouvrier réussit avec beaucoup de peine à verser une somme de 10 francs, quelques camarades leur vinrent en aide et, le 10 mars 1849, après avoir réuni une somme de 229 fr. 50, l'association fut déclarée fondée.

Ce fonds social était insuffisant comme point de départ. Pendant deux mois les membres de l'association ne touchèrent pas un centime sur leur travail. Comment vécurent-ils pendant la crise ? Comme tous les ouvriers sans ouvrage avec l'aide de leurs camarades et en vendant ou engageant tout ce qu'ils possédaient. Cependant des ordres exécutés furent payés le 4 mai 1849. Ce fut le premier jour de victoire. Toutes dettes payées, chacun reçut une somme de 6 fr. 61. Les 5 francs furent mis de côté et le supplément employé dans un banquet fraternel. Ces 14 ouvriers qui n'avaient pas bu de vin depuis une année dinèrent en famille. La dépense s'éleva à trente-deux sous par famille. Pendant une année encore leurs gages ne s'élevèrent pas au-dessus de 5 francs par semaine. Au mois de juin, un boulanger qui était, ou

votre prudence et vos économies. C'est la nature des choses. Les associations ouvrières fondées à Paris en 1848 avec l'aide du gouvernement réussirent bien moins que celles dont le premier capital fut le fruit des sacrifices de l'ouvrier lui-même.

Cependant si je vous aime assez profondément pour vous indiquer vos points faibles et vous exhorter au sacrifice, cela ne diminue en rien les devoirs des autres à votre égard. Ceux qui possèdent la richesse devraient le comprendre.

Ils devraient comprendre que l'émancipation de votre classe est une partie du plan providentiel et qu'il s'accomplira avec ou contre eux. Plusieurs cependant le comprennent, et si vous leur donnez des preuves d'une volonté sérieuse et d'une intelligence honnête, ils vous aideront dans vos entreprises. S'ils ont confiance en vous, ils vous faciliteront le chemin pour obtenir du crédit et des avances d'ar-

amateur de musique, ou spéculateur, leur proposa de leur acheter un piano qu'il paierait en pain. L'offre fut acceptée et le prix convenu, 280 francs.

Ce fut une bonne fortune pour l'association. Dès lors elle progressa. Au mois d'août, le gain de chaque ouvrier monta de 10 à 15 et 20 francs par semaine, sans compter une contribution versée à la caisse.

Le 30 décembre 1850, les livres portaient les détails suivants fort réjouissants :

Le nombre des membres s'élevait à 32.

L'établissement payait 2000 francs de loyer, et le local devenait trop petit.

Il y avait 5922 fr. 62, en outils, mobiliers, etc.

La valeur des marchandises et des matières premières se montait à 22 972 fr. 28.

La caisse contenait des factures pour une valeur de 3540 francs. Les crédits, presque tous bons, s'élevaient à 2861 fr. 99.

La société ne devait que 4737 fr. 80 de dettes d'affaires courantes, et 1650 francs à des prêteurs bienveillants.

La balance nette en faveur de la société était de 52 930 fr. 02.

Dès lors cette association n'a cessé d'être florissante.

gent; ils créeront des banques pour commanditer les ouvriers; ils vous donneront une part dans leurs bénéfices.

En Belgique, il existe des banques qui s'appellent banques d'anticipations ou banques du peuple, et qui offrent la facilité dont j'ai parlé. Quelque chose de ce genre existe aussi en Écosse, et le système de faire participer les ouvriers aux bénéfices a été adopté par plusieurs industriels, avec beaucoup de succès¹.

CHAPITRE XII

CONCLUSION.

L'État, le gouvernement, cette institution qui n'est légitime que si elle est fondée sur l'idée d'une mission d'éducation et de progrès, bien peu comprise encore, l'État a de sérieux devoirs à votre égard, devoirs qui seront faciles à remplir lorsque nous aurons un véritable gouvernement national, le gouvernement d'un peuple libre et uni.

Le gouvernement pourrait trouver bien des moyens de venir en aide au peuple et d'aider par là à résoudre le problème social sans spoliation, sans mesures violentes, sans porter préjudice à la richesse antérieurement acquise

¹ A Paris, par exemple, l'établissement de peintre en bâtiment de M. Leclaire est fondé sur ce principe et est renommé pour sa prospérité.

par les citoyens, et sans exciter cet antagonisme immoral et injuste entre les classes, qui est une des causes qui retardent le progrès en France.

Les moyens les plus efficaces à employer seraient ceux-ci :

Exercer une influence morale en faveur des associations ouvrières par l'approbation que leur accorderaient les agents du gouvernement et en appelant la discussion de ces principes fondamentaux à la Chambre des députés; puis légaliser toutes les associations volontaires qui seraient fondées sur les bases ci-dessus indiquées;

Améliorer les moyens de communication et abolir les lois qui entravent la liberté du commerce;

Établir des magasins publics, des dépôts où la valeur approximative des marchandises déposées serait fixée et où on délivrerait à l'association un document, un reçu négociable comme une traite, et qui lui permettrait de continuer ses affaires sans être soumise à cette nécessité ruineuse de vendre à tout prix;

Accorder aux associations d'ouvriers les concessions de travaux publics aux mêmes conditions que celles qui sont faites à la spéculation individuelle;

Simplifier les formalités judiciaires qui sont aujourd'hui d'un prix presque inaccessible pour le pauvre;

Faciliter les transactions de vente ou transfert des propriétés immobilières;

Une transformation radicale du système des impôts par laquelle on substituerait aux taxes directes et indirectes, fort compliquées, une taxe unique sur le revenu.

Et bien d'autres moyens encore.

Supposons que cette masse de ressources et de richesses soient réunies pour former un *Capital national* qui serait employé en vue du progrès économique et intellectuel de tout le pays; pourquoi n'en affecterait-on pas une partie à la création d'une *Caisse de Crédit*, qui payerait un in-

térêt de un ou deux pour cent et viendrait en aide aux associations ouvrières fondées sur les bases indiquées plus haut, et qui auraient donné des preuves de *moralité* et de *capacité*? Les fonds de cette caisse seraient employés à soutenir le travail, et ses opérations seraient faites sur une si vaste échelle qu'il y aurait compensation pour les pertes accidentelles et inévitables qu'elles auraient à subir.

La distribution de ces fonds de crédit ne devrait pas se faire par l'entremise du Gouvernement ou d'une Banque centrale nationale, mais par des banques *locales* administrées par les conseils municipaux nommés à l'élection et sous la surveillance du Gouvernement central.

Les mesures que je viens d'indiquer contribueraient à répandre le crédit, à augmenter et à améliorer la production, à diminuer le taux de l'intérêt, à faire dépendre le progrès et le travail du zèle et de l'intérêt des producteurs et à répartir la richesse d'une façon plus équitable.

Ouvriers italiens, voilà votre avenir. Il vous appartient de hâter son avènement. A vous de conquérir votre pays, d'obtenir un *gouvernement populaire* qui soit la vraie représentation de votre vie collective. Fondez une vaste ligue du peuple; que votre voix soit la voix des millions de citoyens et non pas seulement celle de quelques individus. La vérité et la justice seront avec vous, et la nation vous entendra.

Mais écoutez, et croyez à la parole d'un homme qui a sérieusement étudié le cours des événements en Europe pendant ces trente dernières années et qui a vu les plus saintes entreprises échouer au port par suite des erreurs et de l'immoralité de ceux qui les conduisaient.

Vous ne pouvez réussir que par votre *propre perfectionnement*. Vous ne pourrez obtenir la jouissance de vos droits qu'en les méritant par votre activité, votre esprit d'amour et de sacrifice. Si vous réclamez vos droits au nom de *devoirs* accomplis ou à accomplir, vous les obtien-

drez. Si vous les réclamez au nom de l'égoïsme ou de n'importe quelle théorie de bonheur et de bien-être, soutenue par ceux qui enseignent le *matérialisme*, vous n'arrivez qu'à un triomphe momentané, bientôt suivi par la plus amère des désillusions.

Ceux qui en appellent à vous au nom du bien-être et du bonheur vous trompent et vous trahissent. Ils cherchent eux-mêmes leur propre bien-être et leur propre bonheur, et ils ne s'unissent à vous que parce que vous êtes une force qui les aidera à vaincre les obstacles.

Lorsqu'ils auront obtenu leurs propres droits, grâce à votre aide, ils oublieront bien vite les vôtres afin de jouir des leurs.

Cette histoire est celle du dernier demi-siècle, et le nom de cette époque est *matérialisme*.

Triste histoire faite de sang et de souffrances !

Je les ai vus dans mon pays, ces hommes qui niaient Dieu, religion, vertu, devoir, sacrifice, et ne parlaient qu'au nom du *droit*, du *bonheur* et de la *jouissance*. Je les ai vus s'avancer hardiment dans la lutte avec ces mots de *peuple* et de *liberté* sur leurs lèvres au moyen desquels ils se faisaient admettre dans les rangs de ceux qui possédaient une meilleure foi. Le jour où une première victoire, un lâche compromis possible pouvait leur ouvrir le chemin des jouissances, ils abandonnaient la cause du peuple et devenaient le lendemain ses plus mortels ennemis.

Quelques années de dangers et de persécutions suffisraient pour user leur courage.

Et pourquoi auraient-ils persévétré dans le sacrifice, ces hommes sans foi, qui ne croyaient ni à la loi du devoir, ni à la mission confiée à l'homme par une puissance suprême ?

Et j'ai vu, avec une tristesse profonde, les fils du peuple, élevés par ces hommes dans le *matérialisme*, trahir leur mission, leur avenir, leur pays et eux-mêmes, entraînés

par quelque folle et immorale espérance d'obtenir le bonheur matériel en servant le caprice ou l'intérêt d'un despote.

J'ai vu les ouvriers de la France rester spectateurs indifférents du coup d'État du 2 décembre, parce que toutes les grandes questions sociales avaient dégénéré dans leurs esprits en une question de prospérité matérielle. Et ils ont cru, les insensés ! que les promesses artificieuses faites par celui qui avait détruit la liberté de leur pays seraient tenues.

Non, sans Dieu, sans le sentiment d'une loi morale, sans moralité, sans esprit de sacrifice, et en suivant uniquement des hommes qui n'ont ni foi ni respect pour la vérité, ni élévation dans leur vie, ni rien pour les guider hors la vanité de leurs systèmes, je le répète avec une profonde conviction, vous ne réussirez jamais. Vous ferez des émeutes peut-être, mais vous n'accomplirez jamais la vraie et grande Révolution que vous désirez comme moi, une révolution qui ne sera pas le produit et l'illusion d'un égoïsme irrité, mais d'une conviction religieuse.

Votre progrès et celui des autres, — voilà ce qui doit être votre suprême espérance et le but de toute transformation sociale.

Vous ne pouvez pas changer le sort de l'homme seulement en embellissant sa demeure matérielle. Vous n'obtiendrez jamais que la société remplace le système du salaire par un système fondé sur l'association si vous ne réussissez pas à lui prouver que votre association aura pour résultat d'améliorer la production, et d'augmenter la prospérité collective. Et pour cela il faut vous montrer capables de fonder et de soutenir l'association par votre honnêteté, votre bonne volonté, votre amour du travail et votre capacité de sacrifice.

Pour progresser, il faut vous montrer capable de progrès.

La Tradition, le Progrès, l'Association, ces trois choses sont sacrées. Il y a vingt ans j'écrivais :

« Je crois à la grande voix de Dieu, que les siècles nous transmettent à travers la tradition universelle de l'humanité. Cette voix me dit que la Famille, la Nation et l'Humanité sont les trois sphères dans lesquelles l'homme est destiné à travailler pour le bien général, à marcher vers la perfection morale individuelle, par le progrès moral de tous.

« Elle m'enseigne que la propriété doit être la manifestation de l'activité matérielle de l'individu, de sa part dans la transformation du monde physique, comme les franchises sont la manifestation de sa part dans l'administration du monde politique.

« Elle m'enseigne que le mérite ou le démerite de l'individu devant Dieu et l'homme dépend de l'usage qu'il fait de ses droits ; et elle m'enseigne que tous ces éléments de la nature humaine se modifient et se transforment incessamment à mesure qu'ils se rapprochent de cet idéal que nos âmes entrevoient, — mais qu'ils ne peuvent être ni annulés, ni détruits.

« Elle m'enseigne que ces rêves du communisme, de l'annihilation ou de l'absorption de l'individu dans le tout social n'ont été que des incidents passagers dans la vie de la race humaine, qui se produisent momentanément dans toutes les crises intellectuelles et morales, mais ne peuvent être mis en pratique que sur une petite échelle, comme dans les monastères et les couvents.

« Je crois en la vie éternelle et progressive de la créature de Dieu ; au progrès de la pensée et de l'action, non seulement dans le passé, mais pour l'avenir. Je crois qu'il importe peu de déterminer la forme et la méthode du progrès futur, mais qu'il importe beaucoup d'ouvrir tous les chemins qui y conduisent, en donnant à l'humanité une véritable éducation religieuse qui la rendra capable d'accomplir ce progrès.

« Je crois que nous ne pourrons jamais rendre l'homme

Tradition

La conf de l'abolition (privée elle aussi). 11

384

JOSEPH MAZZINI.

PL 1865 290 et non. d.c. 1865. Mais pas
pas aussi

« plus digne, plus aimant, plus noble et plus divin — ce
« qui est de fait notre fin et notre but sur la terre — en
« nous contentant d'entasser autour de lui des moyens de
« jouissance, et en lui proposant pour but de la vie cette
« ironie qu'on appelle — le bonheur.

« Je crois à l'association comme seul moyen d'accomplir
« le progrès, non pas seulement parce qu'elle multiplie
« l'action des forces productives, mais parce qu'elle tend
« à unir toutes les différentes manifestations de l'esprit
« humain et à mettre la vie de l'*individu* en communion
« avec la vie *collective* du tout. Et je sais que l'associa-
tion ne pourra produire du bien que si elle est faite
entre des hommes libres et des peuples libres qui ont
conscience de leur mission. Je crois que l'homme doit
pouvoir manger et vivre sans que chaque heure de son
existence soit absorbée par un travail matériel qui lui
ôte toute possibilité de cultiver ses facultés supérieures;
— mais j'entends avec terreur ceux qui vous disent que
la *jouissance est votre droit et le bien-être matériel*
votre but, parce que je sais que de tels enseignements
ne peuvent faire que des égoïstes, et que ces doctrines
ont été en France, et menacent d'être en Italie, la destruc-
tion de toute idée noble, de tout sacrifice, de tout gage
d'une grandeur future.

« Le mal mortel de l'humanité aujourd'hui est le besoin
d'une foi commune, d'une pensée commune acceptée par
tous et qui relie la terre au ciel, l'univers à Dieu.
Privée de cette foi commune, l'humanité s'est inclinée
devant la matière inerte et a pris pour idole l'*Intérêt personnel*. Et les premiers prêtres de ce culte fatal ont
été les rois, les princes et les mauvais gouvernements.
Ce sont eux qui ont inventé cette horrible formule de
chacun pour soi, parce qu'ils savaient bien qu'elle pro-
duirait l'égoïsme, et que de l'égoïsme à l'esclavage il n'y
a qu'un pas. »

DES DEVOIRS DE L'HOMME.

385

Frères italiens! ne faites pas ce pas! Votre avenir en dé-
pend. Vous avez la mission de prouver que nous sommes
tous fils de Dieu et frères en Lui. Vous ne pourrez le prou-
ver qu'en progressant et qu'en remplissant votre devoir.

Je vous ai indiqué le mieux que je l'ai pu quels sont
vos devoirs : je vous ai dit que les plus importants sont
ceux que vous avez envers votre pays. L'amélioration de
votre situation dépend de votre participation à la vie poli-
tique de la nation. Tant que vous n'aurez pas la liberté,
vos besoins, vos aspirations ne seront jamais représentés.

Le jour où vous suivriez l'exemple d'un certain nombre
de socialistes français, et où vous sépareriez la question
sociale de la question *politique* en disant : *Nous obtien-
drions notre émancipation, quelle que soit la forme des in-
stitutions qui gouvernent notre pays*, ce jour-là, vous dé-
créteriez l'éternité de votre servitude sociale.

En vous disant adieu laissez-moi vous rappeler un
autre devoir non moins solennel que celui de con-
quérir la liberté et l'unité de votre pays. Votre émancipa-
tion complète ne peut se fonder que sur le triomphe d'un
principe, — le principe de l'unité de la famille humaine.

Aujourd'hui la moitié de cette famille humaine, —
celle chez laquelle nous cherchons nos inspirations et
notre consolation, celle à qui est confiée l'éducation de la
première enfance — est, par le fait d'une singulière con-
tradiction, déclarée inférieure, civilement, politiquem-
ment et socialement, elle est exclue de la grande unité.

C'est à vous, qui cherchez encore votre émancipation
complète au nom de la vérité, c'est à vous qu'il appartient
de protester en toute occasion, et par tous les moyens
possibles, contre la négation de cette unité.

Vous devez regarder l'*Émancipation de la femme*,
comme intimement unie à l'émancipation de l'*ouvrier*.

Voilà ce qui donnera à vos efforts la consécration d'une
vérité universelle.

APPENDICE.

A

Dans les notes autobiographiques de l'édition italienne de ses œuvres, Mazzini, faisant allusion à la tempête de reproches, d'accusations et de basses calomnies qui se déchaîna sur sa tête après la tentative insurrectionnelle de Milan, dit :

« Je citerai un exemple parmi cent autres :

« Longtemps avant le début du mouvement révolutionnaire de Milan, lorsque Louis Kossuth était sur le point de partir pour les États-Unis d'Amérique, sans savoir quand il en reviendrait, nous décidâmes entre nous qu'il signerait, et laisserait entre mes mains, une proclamation aux régiments hongrois enrôlés en Italie, dans laquelle il les poussait à soutenir le mouvement national qui pourrait se produire. De mon côté je devais signer, et lui donner, une proclamation aux régiments italiens qui servaient en Hongrie et dont il ferait le même usage.

« C'est ce qui eut lieu.

« Des événements imprévus et décisifs auraient pu se produire pendant que nous étions séparés, et chacun de nous devait, par conséquent, avoir la pleine liberté de fixer la date à laquelle il ferait usage de la proclamation.

« J'usai de cette autorisation, et au commencement du mouvement je fis afficher la proclamation de Kossuth à côté de la mienne.

« Les premières nouvelles de l'insurrection qui arrivèrent à Londres ne donnaient aucun détail, et Kossuth, impatient, s'adressa à mon ami Stansfeld pour qu'il lui fournît les moyens pécuniaires de me rejoindre, ce qui fut fait.

« Cependant, le jour suivant, les nouvelles de notre défaite arrivèrent et Kossuth, plus soucieux de son crédit que de notre amitié ou de la vérité, se hâta d'affirmer dans la presse anglaise que la proclamation aux Hongrois était une pure invention de ma part.

« Lorsque mes amis m'informèrent de ce fait, je me contentai d'insérer dans le *Daily-News* quelques mots où j'affirmai que l'original de la proclamation était encore dans mes mains, et que ceux qui le désiraient pouvaient le voir.

« Cette déclaration suffit pour le public anglais, mais la presse italienne gouvernementale continua pendant longtemps à m'accuser de faux, sur l'autorité du nom de Kossuth.

« Lorsque je retourrai à Londres je ne cherchai pas à voir Kossuth, ce fut lui qui vint à moi ; il m'embrassa avec beaucoup d'émotion et n'articula pas une syllabe par rapport à la proclamation. L'union entre nous, quelque précaire qu'elle fut, pouvait encore être utile à notre cause ; je haussai les épaules et me tus. »

(Traduit des *Scritti editi e inediti di Gius. Mazzini*, vol. 8, p. 229. Robecchi, Milan, 1871.)

B

Bien que la beauté des expressions soit presque intraduisible, le lecteur se sera une idée du respect, de la tristesse et de l'amour avec lesquels le cœur de Mazzini se tournait vers Rome, par les extraits suivants de ses *Paroles adressées à la jeunesse d'Italie*, qu'il écrivit en exil peu de temps après la heureuse conclusion de la guerre franco-italienne en 1859 :

I

« Venez, suivez-moi, là où commence la vaste campagne qui, il y a treize siècles, servait de lieu de réunion à toutes les races de

l'humanité. C'est là que bat le cœur de l'Italie. C'est là que Goths, Ostrogoths, Émiliens, Lombards et tant d'autres barbares vinrent recevoir la consécration de la civilisation italienne, avant de se disperser dans les divers pays de l'Europe ; la poussière que le voyageur secoue de ses pieds est la poussière des nations.

« La campagne est calme. Sur cette vaste solitude plane un silence qui oppresse l'âme et la remplit de cette tristesse que l'on éprouve en errant parmi les tombes. Mais si, nourri de hautes pensées, fortifiés et purifiés par le malheur, vous vous arrêtez dans cette solitude à l'heure du crépuscule, lorsque le soleil a caressé de son dernier rayon la ligne ondulée de l'horizon, vous entendrez un sourd murmure. Il semble que la vie fermenté sous la plaine et que les générations se remuent, attendant que le flot d'une parole puissante les rappelle à la vie, et repeuple ce lieu créé pour être le concile des nations.

« J'ai entendu ce tressaillement et je me suis prosterné à l'ouïe de ce son prophétique.

« Arrêtez-vous, et dirigez vos regards vers le Sud, du côté de la Méditerranée, aussi loin que votre œil peut atteindre. Au milieu de l'immense espace qui s'étend devant vous, pareille à un phare dans l'Océan, s'élève un point isolé, un signe de grandeur lointaine. Agenouillez-vous, et adorez : c'est là que bat le cœur de l'Italie, là que dans une éternelle solennité se dresse ROME !

« Ce point isolé est la capitale du monde chrétien ; quelques pas plus loin se trouve la capitale du monde païen. Et ces deux mondes sommeillent l'un à côté de l'autre en attendant un troisième monde, plus immense, plus sublime qu'eux deux, monde qui s'élabora au milieu de ces ruines puissantes. Là est la trinité de l'histoire dont Rome est le Verbe.

« Les tyrans et les faux prophètes peuvent chercher à l'arrêter, mais personne ne pourra empêcher l'incarnation de ce Verbe. Tandis que beaucoup de villes ont péri, et que beaucoup périront encore, Rome, par un décret de la Providence, restera la VILLE ÉTERNELLE, parce que c'est à elle qu'a été confiée la mission de répandre dans le monde la parole d'unité. De même qu'à la Rome des Césars, qui avait uni une vaste portion de l'Europe par la puissance de l'action, a succédé la Rome des Papes, qui a uni l'Europe et l'Amérique par la puissance de la pensée, ainsi la

Rome du peuple succédera aux deux autres, et par la conjonction de la pensée et de l'action unira l'Europe, l'Amérique et le monde terrestre tout entier.

« Et le jour où le drapeau de la nouvelle foi flottera sur ce futur Panthéon de l'humanité que les nations élèveront entre le Capitole et le Vatican, cette longue dissonance entre le ciel et la terre, entre l'âme et le corps, entre la matière et l'esprit, entre la raison et la foi, se transformera en un accord vivant et harmonieux.

« Toutes ces choses arriveront lorsque vous aurez appris que la vie d'un peuple c'est la religion, lorsque, substituant la conscience et la tradition des sophistes à celles des nations de l'humanité, vous deviendrez vous-mêmes les prêtres du Devoir, lorsque, rejetant tout lâche compromis, vous livrerez bataille, non pas seulement à la puissance civile du mensonge, mais au mensonge lui-même qui a usurpé, à Rome, le nom d'autorité. Ces choses arriveront lorsque vous vous souviendrez du cri prophétique que Rome, sortie de son sommeil, fit retentir à travers l'Italie il y a dix ans, et que vous inscrirez sur votre drapeau et dans vos cœurs ces mots : *Nous n'avons qu'un seul maître dans les cieux : Dieu, qu'un seul interprète de sa loi sur la terre : le Peuple.* »

II

« Le ciel sans étoiles était noir, couleur de plomb. La nuit, en descendant, répandait sur le sombre azur un voile épais et uni, comme le linceul qui s'enroule autour d'un cadavre. De temps à autre une brise glaciale passait sans bruit sur la vaste campagne ; les herbes, longues et épaisses, se couchaient silencieuses sous son souffle. Je regardai autour de moi, et la pure et brillante vision de l'âme vierge m'apparut, et les douces espérances de mes jeunes années, flétries une à une sous le souffle glacé de la désillusion et du découragement, passèrent devant moi.

« L'heure était chargée de tristesse, d'une tristesse qui enveloppait la terre, les cieux et la vaste solitude, tristesse profonde, inconsolable, muette. La vie semblait suspendue, sans espoir de réveil.

« Alors, enveloppant lentement tout mon être, comme un vêtement qui suit les lignes de la forme qu'il recouvre, un sentiment de supreme fatigue s'empara de moi, une lassitude de la vie et de toutes les choses terrestres, une langueur sans nom, sans douleur, mais pire que n'importe quelle douleur, quelque chose

comme la mort de l'âme. Je songeai alors à ces longues années que j'avais traversées sans joie, sans tendresse, dans la solitude d'une idée ; je pensai aux amis morts sur la terre, ou morts dans mon cœur, aux illusions évanouies pour toujours, à l'ingratitude des hommes et à la tombe de ma mère, dont je n'avais jamais pu m'approcher que la nuit, en secret, comme celui qui marche au crime, et j'éprouvai l'envie de pleurer, de pleurer, de pleurer.... Mais je ne pouvais pas pleurer.

« Je m'assis sur une pierre, au bord du chemin, l'esprit brisé, et je cachai mon visage dans mes mains, comme quelqu'un qui ne veut pas voir le chemin qu'il a suivi, ni celui qu'il a encore à parcourir.

« Et tandis que j'étais là, immobile, il me sembla sentir un souffle qui effleurait mon front par intervalles, et un faible murmure qui bruissait à mon oreille, comme des voix lointaines ou des voix qui s'élèveraient de la terre, et je crus reconnaître ces voix.

« Et comme je me levai et regardai avec anxiété autour de moi, je crus voir toute la campagne parsemée de petites croix, et auprès de chaque croix se dressait une forme pâle, ici un homme, là une femme. Et je reconnus quelques-uns de ces visages, mais non pas tous ; tous cependant semblaient être les frères et les sœurs de mon âme.

« Quelques-unes de ces formes avaient sur la poitrine ou sur le front une marque ronde et rouge, comme celle que fait une blessure d'arme à feu, d'autres un collier sanglant autour du cou ou quelque signe de mort violente ; il y en avait aussi qui n'avaient aucune marque apparente, mais seulement l'expression d'une longue et cruelle angoisse imprimée sur chacun de leurs traits, et ceux-ci étaient les plus douloureux à contempler. Ils se regardaient tristement comme s'ils se questionnaient l'un l'autre.

« A la fin, de l'une de ces formes sortit une voix qui disait :

« Toujours oublioux !

« Et d'autres voix, avec les accents d'une profonde angoisse, répondraient :

« Toujours !

« Alors un long et plaintif gémississement s'étendit sur la vaste campagne. Ces esprits, qui avaient pu sourire dans les tortures et sur l'échafaud, pleuraient tout haut sur l'oubli de leurs frères vivants.

« Puis une voix s'éleva qui dit : Sommes-nous morts pour la vérité ou pour le mensonge ? Par la volonté de notre Père qui est

aux cieux, nous sommes réunis ici afin d'appeler pour la troisième fois notre nation à la vie, et elle vivra lorsque nos frères se souviendront des leçons que nous avons écrites pour eux avec notre sang. Mais les mois s'écoulent, les années passent, les esprits de nouveaux martyrs arrivent jurement auprès de nous, et pourtant l'heure de l'émancipation ne sonne pas.

« Alors un esprit, regardant autour de lui, éleva la voix et dit : Que veulent-ils de plus? nous avons succombé victimes volontaires de l'ennemi étranger, pour leur apprendre que celui qui veut se libérer doit chercher le salut dans sa propre force et avec ses propres armes. Pourquoi consent-ils encore leurs destinées aux conseils et aux décisions des étrangers?

« Et une troisième voix se fit entendre : Sous l'inspiration du Père, nous avons abandonné les doux rivages de l'Adriatique, et nous sommes venus mourir sur le sol de la Calabre pour prêcher cette vérité, que chaque Italien est responsable de tous ses frères; que chaque morceau du territoire italien est un morceau de la patrie commune. Pourquoi chacun se tient-il sur le fragment du sol qu'il a conquis, insensible aux souffrances des frères qui sont à quelques pas de lui?

« Et une quatrième voix dit : Nous sommes morts pour leur apprendre que la foi sans les œuvres est un mensonge fait à Dieu et aux hommes, et que l'action est la meilleure leçon que l'on puisse donner à un peuple. Pourquoi le souffle de la vie ne se manifeste-t-il que chez quelques-uns, tandis que la foule regarde immobile?

« Et une cinquième voix reprit avec dédain : Nous avons regardé la mort et l'infamie en face, froidement et solennellement, pour leur prouver qu'une seule arme suffit pour rétablir l'égalité entre les puissances les plus tyranniques et la foule esclave, pourvu que celle arme brille dans les mains d'un homme qui estime sa propre vie comme rien, et ne reconnaîsse d'autre juge que sa conscience et Dieu. Pourquoi donc pleurent-ils aujourd'hui comme des enfants sur la tyrannie d'un despote?

« Alors la forme d'une femme, qui ne portait aucune marque de mort violente, mais dont les traits dévastés rappelaient ceux d'une Niobé, se leva et chercha à parler, mais aucun son ne sortit de sa bouche; de son regard, dont l'expression douloureuse embrassait la terre et le ciel, elle indiqua quatre jeunes gens à côté d'elle.

« Après un moment de silence, toutes ces ombres éclatèrent en

lamentation en disant : Où est le pays promis à nos enfants par ceux qui ont assisté à notre mort et qui ont juré de nous venger? Où est la tombe qui devait recevoir nos os dans un pays libre, sous le drapeau bien-aimé pour lequel nous avons donné notre vie? Pourquoi les promesses de nos bien-aimés se sont-elles envolées dans les airs? Pourquoi nous appeler grands, si notre exemple est demeuré stérile? A quoi servent les paroles d'affection pompeusement prononcées sur notre mémoire, si l'idée, le désir, les aspirations de nos âmes sont oubliées, perverties, profanées? Sommes-nous morts pour la vérité ou pour le mensonge?

« Alors un frisson courut parmi ces pâles ombres, et je me couvris la tête avec honte et désespoir.

« Et lorsque je regardai de nouveau, je ne vis plus rien que les cieux sans étoiles, la campagne immense et désolée et les longues herbes épaisses qui se couchaient sous le vent glacial.

« Mais bien souvent la douloureuse vision revint dans mes rêves. »

C

Aux yeux de Mazzini, qui croiait que le monde est gouverné par les religions, il était très important d'affranchir la femme de l'influence écrasante du dogme religieux sanctionné par le récit mosaïque de la création.

Voici sa réponse à une lettre qu'une association de femmes ouvrières de Gênes lui adressa en exil, en lui demandant d'accepter le titre de membre honoraire :

« J'accepte avec reconnaissance l'offre que vous me faites. Comme femmes, comme ouvrières et comme citoyennes de la province où je suis né et où ma mère est ensevelie, vous avez un triple droit à mon affection fraternelle. »

Après les avoir assurées que tous les vrais républicains les aideraient dans leurs efforts d'émancipation il ajoute :

« N'oubliez pas que l'inégalité que vous déplorez a son origine dans un dogme qui a débuté par déclarer que la femme a été créée après l'homme et de l'homme, et qui a conclu en affirmant la dégradation de la terre.

« Affranchissez-vous de ce dogme et de l'influence de ceux

qui le représentent, non point par une négation absurde et immo-
rale de la religion, mais dans le pressentiment de la nouvelle mani-
festation religieuse qui enseignera la doctrine de l'*unité de la
création*, l'harmonie indispensable entre les deux variétés de la
nature humaine et la cessation de l'antagonisme qui rend cette
harmonie impossible, la doctrine qui proclamera la sainteté et la
mission de la famille par l'égalité de la mère, du père et des en-
fants nés de leur union.

« L'avènement de cette nouvelle manifestation religieuse est,
quoi qu'on en puisse dire, inévitable; vous pouvez le hâter par
vos efforts. Adieu, sœurs, croyez-moi votre

JOSEPH MAZZINI. »

D

CITATIONS DES ACTES OFFICIELS DE LA RÉPUBLIQUE ROMAINE.

*Les citations suivantes sont prises dans les actes officiels écrits
par Mazzini et publiés par le triumvirat dont il était l'âme.*

La République romaine fut proclamée le 9 février 1849. Deux mois et demi auparavant le pape s'était ensuî à Gaète, en laissant aux Chambres tout le fardeau des affaires. Deux députations lui furent adressées pour lui demander, au nom des Chambres et du peuple, de rentrer à Rome et de reprendre les rênes du gouvernement. Elles rencontrèrent un refus. Le pape avait nommé une commission qui devait gouverner en son nom; les personnes désignées avaient refusé d'agir. Il nomma une seconde commission qui refusa également. Les Chambres nommèrent un gouvernement provisoire et se déclarèrent dissoutes. Ce gouvernement administra la ville pendant deux mois, après quoi, cédant aux sollicitations pressantes qui lui étaient adressées de toutes les parties des États du pape, elle convoqua le peuple en assemblée et en appela au suffrage universel pour l'élection d'une Assemblée constituante. Par un vote de 343 000 hommes sur une population de 2 800 000 âmes, une Assemblée constituante de 150 membres se réunit le 6 février, et le 9, à une heure du matin, après une séance de quinze heures, un décret fut rendu abolissant

la papauté séculière et proclamant la portion de l'Italie centrale qui jusqu'alors avait été le patrimoine des papes, une République libre et indépendante¹.

L'article qui abolissait la papauté séculière passa, à la majorité sauf *cinq voix*, et le décret qui constituait la République, avec une opposition de 11 voix sur 144 membres présents. Le 10 février, l'Assemblée constituante nomma un comité exécutif de trois citoyens (Armellini, Saliceti et Martecchi), pour diriger les affaires, en attendant que la constitution de la République fût élaborée.

Le 13 février, le *Monitore Romano* (journal officiel) publia le décret suivant :

« L'Assemblée constituante décrète que les lois seront proclamées et la justice rendue AU NOM DE DIEU ET DU PEUPLE. *J. USA*

« Tous les actes publics porteront cet en-tête : RÉPUBLIQUE ROMAINE, et commenceront par ces mots : *Au nom de Dieu et du peuple.* »

Le 24 février les membres de la *Montagne*, dans l'Assemblée constituante française, envoyèrent une adresse de félicitations et d'assurances d'appui fraternel à l'Assemblée constituante romaine. Mazzini fut chargé de répondre à cette adresse; il le fit en ces mots :

I

« Citoyens, votre adresse nous parvient dans un moment solennel, à la veille d'une bataille². Elle nous inspirera un nouveau courage et une nouvelle énergie pour la sainte lutte que nous allons livrer. La France a fait de grandes choses pour le monde; vous avez espéré, vous avez souffert, vous avez combattu pour l'humanité, et chaque parole que vous avez prononcée

¹ Quelques critiques italiens, plus dévoués au mot qu'à l'esprit de la République, ont sévèrement blâmé Mazzini d'avoir, à cette époque où son influence était toute-puissante, proclamé la République romaine et non pas la République italienne. En agissant ainsi il demeurait cependant fidèle aux principes républicains, et au manifeste de la *Jeune Italie* qui affirmait la souveraineté de la volonté nationale librement exprimée. Les populations des autres États italiens n'étaient pas libres, et par conséquent Mazzini considérait que si Rome avait parlé en leur nom, à cette époque, elle aurait commis un acte d'usurpation morale.

² La reprise des hostilités entre l'Autriche et le Piémont.

nous imposent des devoirs que nous accomplirons avec l'aide de Dieu. Vous, citoyens, vous avez compris tout ce qu'il y a de grand, de noble et de providentiel dans ce drapeau de régénération qui flotte au-dessus de cette ville que dominent le Capitole et le Vatican. C'est une nouvelle consécration du droit éternel, un troisième monde qui se dresse sur les ruines de deux mondes éteints, une Italie, sœur de la France, qui brise les parois de son sépulcre et demande, au nom de la mission qu'elle est chargée de remplir, son droit de citoyenne dans la Fédération des peuples. Vous avez compris que nos coeurs sont purs de tout sentiment de haine ou d'intolérance, que nous accomplissons une œuvre de progrès et d'amour, et que, en affirmant nos droits sans attaquer la religion, en séparant le pape du prince, nous avons assumé le devoir de ne jamais empoisonner cette grande œuvre par les basses passions et la lâche vengeance dont une presse corrompue ou égarée nous a accusés. Nous ferons notre devoir. Des paroles comme celles que vous nous adressez nous consolent des calomnies et nous fortifient contre les trahisons; nous savons que vous montrerez à vos concitoyens le véritable caractère de notre révolution, et que vous soutiendrez notre droit à cette vie nationale que vous possédez déjà vous-mêmes.

« Il n'y a qu'un soleil dans les cieux pour toute la terre ; il n'y a qu'un seul but, qu'une seule loi, qu'une seule foi : *l'association et le progrès*, pour tous les peuples de la terre. Comme vous, nous combattions pour le monde entier. Les peuples sont frères, ils le seront toujours, quoi qu'il arrive.

« Ayez confiance en nous comme nous avons confiance en vous. Si dans la lutte qui s'approche les forces nous manquent, nous songerons à votre promesse, et nous vous crirons : *Frères, levez-vous, l'heure est venue, et vos volontaires accourront à notre aide.*

« Aux jours de l'empire, nous avons combattu côté à côté, et nous combattrons encore ensemble pour tout ce que les hommes ont de plus cher : Dieu, la patrie, la liberté, la République, la sainte alliance des peuples. »

Lorsque la défaite de Charles-Albert à Novare restituait la Lombardie à l'Autriche et arrêta pour un instant le parti royaliste, le devoir de continuer la lutte pour la liberté de l'Italie incomba entièrement au parti républicain, représenté par les deux gouvernements de Rome et de Venise. À la nouvelle du désastre de Novare, l'Assemblée et le gouvernement, à Rome, remirent le pou-

voir suprême dans les mains d'un triumvirat composé de : Armellini, ancien membre du comité exécutif dissous, Saffi, ministre de l'intérieur, et Mazzini. En votant ce décret l'Assemblée ne renonça cependant point à l'exercice de ses propres pouvoirs.

Les actes officiels écrits par Mazzini et publiés par le triumvirat pendant la première semaine de son existence sont les suivants :

- 1° Une proclamation au peuple pour l'appeler à la défense de ses libertés et de la République;
- 2° Une proclamation engageant tous les citoyens qui possédaient des armes, mais ne pouvaient pas s'en servir, à les prêter à l'État;
- 3° Un ordre plus péremptoire à cet effet;
- 4° Un décret qui plaçait la garde nationale de Rome sous les ordres du ministère de la guerre ;
- 5° Un acte de l'Assemblée qui revêtait provisoirement le triumvirat du pouvoir de gracier ceux qui étaient sous une condamnation de la loi ;
- 6° Le décret suivant qui réservait les bâtiments du « Saint-Siège » (Inquisition) à Rome pour servir de logement aux familles pauvres.

II

Considérant qu'il est du devoir d'une République bien organisée de pourvoir à l'amélioration graduelle des conditions de la classe pauvre ;

Considérant que ce qu'il y a de plus pressant à faire, pour le moment, c'est de mettre autant de familles que possible à l'abri des maux qu'engendrent les habitations malsaines et l'agglomération des habitants ;

Considérant que pendant que la République s'occupe de trouver des locaux convenables, soit dans les provinces ou dans Rome même, pour l'usage des classes indigentes, ce serait une œuvre de moralité républicaine de détruire jusqu'aux vestiges des iniquités passées en consacrant à la bienfaisance les lieux que la tyrannie employait à la torture, l'Assemblée constituante, sur la proposition des triumvirs, décrète :

L'édifice jusqu'à ce jour connu sous le nom de *Saint-Office* sera approprié pour y loger des familles et des individus nécessiteux à un prix mensuel modéré.

4 avril 1849.

Une commission composée de trois représentants du peuple et de deux ingénieurs civils fut nommée pour exécuter ce décret, choisir les familles les plus pauvres, maintenir l'ordre et la discipline, etc. L'acte septième contient une proclamation du programme politique de la République, et le huitième un décret concernant l'émission de bons sur le Trésor pour la somme de un million et demi de francs. Voici cette proclamation :

III

« Citoyens, cinq jours se sont écoulés depuis que nous avons reçu notre mandat sacré de l'Assemblée. Nous avons soigneusement étudié la situation actuelle des Etats romains et de l'Italie, notre commune patrie. Nous avons cherché à consulter les désirs des citoyens les plus dignes, et les ordres de notre propre conscience. Maintenant il est temps que le peuple entende notre voix et apprenne quels sont les principes généraux par lesquels nous serons dirigés dans l'exécution de la mission qui nous a été confiée. Pourvoir à la sûreté de la République, la préserver des dangers du dedans et du dehors, la pousser à maintenir dignement son terrain dans la guerre de l'indépendance : telle est la tâche qui nous a été donnée.

« Ce mandat ne signifie pas seulement, à nos yeux, le respect pour une forme de gouvernement, pour un nom, mais aussi pour le principe représenté par ce nom et cette forme de gouvernement ; ce principe est pour nous un principe d'amour, de civilisation, de progrès fraternel par tous et pour tous, de progrès moral, intellectuel et économique pour la masse des citoyens.

« Le drapeau républicain élevé à Rome par les mandataires du peuple n'est pas le signe du triomphe d'une fraction des citoyens sur les autres. Il représente un triomphe commun, remporté par plusieurs, accepté par l'immense majorité, triomphe du principe du bien sur le principe du mal, du droit commun sur la volonté d'un petit nombre, de la sainte égalité sur le privilège et le des-

potisme

. Nous ne pouvons pas être républicains sans nous montrer supérieurs aux puissances que nous avons renversées. La liberté et la vertu, la République et la fraternité doivent être inseparablement unies. C'est à nous à donner l'exemple à l'Europe. La République, à Rome, est un programme italien ; c'est une espérance, un avenir pour vingt-six millions d'hommes, nos frères. Il faut qu'elle prouve à l'Italie et à l'Europe que notre cri de Dieu et le peuple n'est pas un mensonge, que notre œuvre est éminemment religieuse, que c'est une œuvre d'éducation et de moralité, que les accusations d'intolérance, d'anarchie, de violents bouleversements, dirigées contre nous, sont fausses ; que, unis grâce au principe républicain en une famille d'hommes justes sous les yeux de Dieu, guidés par les plus intelligents et les plus vertueux, nous marchons du côté de l'ordre véritable : l'association de la loi et du pouvoir.

« C'est ainsi que nous comprenons notre mission, et c'est ainsi, nous l'espérons, que tous les citoyens la comprendront avec nous. Non, nous ne sommes pas le gouvernement d'un parti, nous sommes vraiment le gouvernement de la nation. La nation est républicaine. La nation embrasse tous ceux qui professent sincèrement sa foi républicaine ; elle a pitié de tous ceux, et instruit tous ceux qui ne comprennent pas encore la sainteté de cette foi ; elle écrase, dans l'omnipotence de sa souveraineté, tous ceux qui tentent de la violer par une révolte ouverte ou de secrètes intrigues qui fomentent les dissensions civiles.

« Ni intolérance ni faiblesse. La République est à la fois conciliatrice et énergique. Le gouvernement est fort, par conséquent il est sans peur. Sa tâche est de défendre les droits et d'aider au libre accomplissement des devoirs de tous les citoyens, aussi ne tombera-t-il pas dans l'inaction d'une vainc et coupable sécurité. La nation a vaincu. Son gouvernement doit montrer un calme serein et généreux et non abuser de la victoire. Inexorable quant aux principes, tolérant et impartial pour les personnes, également incapable de compromis et de méfiance, ne craignant pas d'être attaqué et né cherchant pas à offenser, tel devrait être un gouvernement pour être digne des institutions républicaines.

« L'économie dans les bureaux, la moralité dans le choix des fonctionnaires, la capacité, prouvée par l'expérience, si possible, à la tête des départements administratifs ;

« Un ordre et un contrôle sévère dans les affaires financières, des dépenses limitées, l'absence de tout gaspillage, l'argent du

pays exclusivement employé pour le bien du pays, tout sacrifice exigé lorsqu'il est nécessaire pour le pays;

« Aucune guerre de classes, point d'hostilité contre la richesse qui existe, aucune violation injuste des droits de la propriété, mais une tendance constante à améliorer la condition matérielle des classes les moins favorisées, une ferme volonté de rétablir le crédit de l'État et de réprimer tout égoïsme coupable, qu'il se traduise par le monopole, la ruse ou une résistance passive qui comprometttrait le crédit;

« Des lois peu nombreuses et bien pesées, mais de la vigilance et de la fermeté dans leur application;

« La puissance et la discipline de l'armée régulière considérées comme sacrées pour la défense du pays et pour la guerre nationale de l'indépendance de l'Italie;

« Telles sont les bases générales de notre programme, qui s'exécutera plus ou moins rapidement, suivant les circonstances, mais ne sera jamais violé par nous;

« Investis tout récemment du pouvoir, entourés d'abus qui ont été entretenus par les gouvernements tombés, entravés à chaque pas par l'inertie des uns et l'hésitation des autres, nous aurons besoin de la tolérance de tous; nous aurons besoin surtout que personne ne nous juge, sauf sur nos propres actes;

« Amis de tous ceux qui désirent le bien-être de notre patrie commune, purs par nos intentions, sinon grands par notre intelligence au milieu des circonstances les plus graves dans lesquelles un peuple et un gouvernement puissent se trouver, nous avons besoin de l'aide active de tous, du travail pacifique, harmonieux et paternel de tous. Et nous y comptons. Le pays ne doit pas, ne peut pas rétrograder, il ne doit pas, il ne peut pas tomber dans l'anarchie;

« Que tous les hommes justes nous assistent. Dieu, qui a décrété la résurrection de Rome et la nationalité de l'Italie, sera avec nous. »

Depuis la date de cette proclamation jusqu'au 26 avril, alors que la nouvelle se répandit dans Rome que les troupes françaises avaient débarqué à Civita-Veccchia, les triumvirs remplirent leur programme à la lettre.

Parmi les actes officiels écrits de la main de Mazzini durant cette période (du 5 au 26 avril), se trouve une lettre au président de l'Assemblée assurant au peuple que les triumvirs n'avaient aucune intention, selon les faux bruits mis en circula-

tion, de traiter avec les étrangers en vue de la restauration du pape, un décret qui frappait d'une amende les Canons du chapitre du Vatican pour avoir refusé leurs services à l'occasion d'une cérémonie religieuse ordonnée par le gouvernement pour le jour de Pâques, un décret qui établissait des bureaux de statistiques dans toute la République pour recueillir des matériaux qui permettent au gouvernement de procéder à des réformes légales, civiles et économiques, un décret infligeant une peine à ceux qui s'étaient refusés à contribuer à l'emprunt forcé ordonné par l'Assemblée, un décret pour l'émission de papier en attendant une nouvelle circulation monétaire, un décret et une proclamation des triumvirs annonçant leur résolution inébranlable de continuer la lutte en faveur de l'indépendance de l'Italie, enfin le décret du 15 avril dans lequel, après avoir affirmé que « le but constant des institutions républicaines serait d'améliorer progressivement la condition des masses », et considérant que le prix élevé du sel « produisait des conséquences fâcheuses sur l'agriculture, les pêcheries, le commerce et la santé des pauvres », on réduisait le droit sur le sel, sous quelque forme que ce fut, à un *bajocco* pour chaque livre romaine. Mazzini écrivit aussi le décret suivant, qui affectait certaines portions du territoire romain à être affermées aux paysans pauvres.

IV

Considérant que la méthode la plus convenable et la plus rapide, pour rendre les travaux des agriculteurs lucratifs, pour améliorer le sort de cette classe nombreuse et utile, pour fortifier en elle l'amour du pays et pour l'intéresser aux grandes réformes, en un mot, pour améliorer à la fois le sol et les cultivateurs par l'émancipation de tous deux, est celle qui consiste à morceler une vaste portion des possessions rurales, actuellement administrées par l'État, en petits lots qui seront affermés pour un prix modéré, libérables dans un temps donné, à une ou plusieurs familles parmi les paysans les plus pauvres, sous les règlements et conditions les plus aptes à assurer l'exécution la plus rapide, la plus juste et la plus durable d'un but aussi salutaire, il est décrété que :

ARTICLE. 1. — Une grande portion des domaines ruraux ap-

partenant aux corporations religieuses, ou à toute autre *mains mortes*, dans quelque partie que ce soit du territoire romain, et qui est, ou qui doit être placée sous l'administration de l'État, sera immédiatement partagée en un nombre donné de lots suffisants pour subvenir aux besoins de familles nécessiteuses, lesquelles les tiendront à bail libre et permanent sous condition d'un canon modéré, payable à l'État et libérable en un temps donné.

ART. 2. — Un règlement spécial déterminera la méthode de procéder, pour arriver à ce résultat salutaire.

ART. 3. — Des mesures analogues seront prises par rapport aux *fondi urbani*, procédant de causes semblables, et dans le but de procurer des habitations meilleures et moins coûteuses pour les classes pauvres.

ART. 4. — Les mesures qui ont déjà été annoncées par rapport au paiement des dépenses du culte, de l'administration pastorale, des paroisses et des autres établissements d'intérêt public, soit paiement en espèces par le produit des baux ou par d'autres revenus publics des autorités provinciales ou municipales, resteront en force.

ART. 5. — Les ministres des finances et de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent décret.

15 avril 1849.

Le 16 avril, les triumvirs rendirent un décret relatif à l'organisation de l'armée ; le 21, une loi abolissant le monopole du tabac ; le 23, une adresse à l'armée ; le 25, un décret suspendant la taxe sur les boutiquiers et remettant les arriérés de cette taxe.

Pendant cette période, les triumvirs eurent à s'occuper du seul cas de trouble qui survint dans les États romains pendant la République. Une émeute sérieuse éclata à Ancône lorsqu'arriva la nouvelle de la défaite de Charles-Albert par les Autrichiens, et des divers assassinats qui eurent lieu « spécialement sur des personnes respectables accusées d'avoir des principes opposés au gouvernement révolutionnaire. » Aussitôt que ces faits furent connus, les triumvirs envoyèrent un représentant du peuple avec des instructions spéciales pour mettre fin à un état de choses compromettant pour la République et en flagrante contradiction avec ses principes. Ils lui donnèrent plein pouvoir d'arrêter et de punir les assassins. Leurs instructions, écrites par Mazzini avaient pour

but de rendre Ancône à la République. « Rome ne peut, par inaction ou fausse modération, se laisser accuser d'être complice d'assassinats. Par égard pour la moralité et afin d'empêcher une réaction qui serait justifiée par l'absence de sécurité, justice doit être faite des crimes qui ont été commis. Nous considérons l'assassinat organisé comme la pire des réactions, et la République est perdue, si, au lieu de représenter le pays, elle se borne à représenter une faction. Les promoteurs des assassinats doivent être arrêtés et traités selon la loi, les complices subalternes qui peuvent avoir été entraînés ou trompés devront être traités avec un esprit de clémence, dans la mesure où cela sera compatible avec la loi. Vous avez sous vos ordres la police, la garde nationale et toutes les troupes réunies à Ancône.

« Le gouvernement est résolu à faire exécuter ses ordres, s'il nécessaire pour cela de concentrer à Ancône la moitié des forces de l'État. »

Deux jours plus tard, comme les troubles continuaient, Saffi envoya de nouvelles instructions pour « frapper les coupables et protéger les lois et l'honneur de la République », et Mazzini, sous sa propre responsabilité, adressa la lettre suivante au commissaire à Ancône :

« Depuis votre départ, il nous est revenu que le nombre de police, à Ancône, est inférieur à ce que nous supposions. D'un autre côté, les rapports reçus prouvent combien il est important de procéder énergiquement à des mesures de répression et de punition contre ceux qui sont coupables des atrocités qui se sont passées. En conséquence des ordres ont été transmis, par exprès, à Ascoli, pour qu'il vous soit envoyé le plus rapidement possible une partie du deuxième régiment *Leggieri*. Lorsque les forces vous arriveront, agissez, les demi-mesures ne valent rien. En outre du crime qui tache le drapeau républicain, en outre du cri qui accuse injustement le gouvernement de connivence ou de coupable modération, nous recevons des remontances menaçantes du dehors, de la France, de l'Angleterre. Il faut une action prompte et sévère et, à cet effet, nous comptons sur votre zèle. Entendez-vous avec le gouverneur d'Ancône. Faites des arrestations, organisez une commission sur le modèle d'un conseil de guerre avec un défenseur de la loi pour la poursuite et un avocat pour les prisonniers, choisissez parmi les militaires ou les légitimes de la place. Si c'est nécessaire, mettez

« Ancône en état de siège, jusqu'à ce que votre tâche soit accomplie. »

« Votre J. MAZZINI,
« Triumvir. »

Conformément à ce dernier ordre, le commissaire de la République, par décret du 27 avril, mit Ancône en état de siège.

La ferme conduite du gouvernement romain dans l'affaire d'Ancône est surtout remarquable, si l'on se souvient que, dans le même moment où les triumvirs envoyaient des dépêches à Ancône, menaçant d'y concentrer la moitié des troupes de l'État plutôt que de voir se prolonger une situation si honteuse pour la République, ces troupes leur étaient indispensables pour repousser les envahisseurs français.

Le même jour où Ancône était mise en état de siège, l'armée française quittait Civita-Veccchia et s'avancait sur Rome. Alors eut lieu la première attaque, repoussée, puis la longue et glorieuse défense de la ville. L'histoire de cette période est contenue dans les documents officiels écrits par Mazzini et publiés sous la direction du triumvirat. C'est dans les termes suivants qu'il annonça au peuple l'arrivée des Français devant Civita-Veccchia :

V

« Romains, — le territoire de la République est menacé par l'intervention étrangère, un corps de troupes français a paru devant Civita-Veccchia.

« Quelles que puissent être ses intentions, le maintien du principe de gouvernement librement accepté par le peuple, le droit des nations et l'honneur du nom romain, commandent à la République de résister.

« La République résistera. Il est nécessaire que le peuple prouve à la France, et au monde, qu'il n'est pas un peuple d'enfants, mais un peuple d'hommes, et d'hommes qui ont une fois déjà donné des lois et une civilisation à l'Europe. Il est nécessaire que personne ne puisse dire que les Romains ont désiré être libres, mais n'ont pas réussi à l'être. Il est nécessaire que la nation française apprenne, par notre résistance, par nos déclarations, et par toute notre conduite, que nous sommes fermement résolus à ne jamais nous soumettre au gouvernement que nous avons renversé. »

« Le peuple le prouvera. Ceux qui pensent autrement déshonorent le peuple et sont traitres à leur pays.

« Ordre, tranquillité et énergie. Le gouvernement est sur ses gardes, décidé à empêcher toute tentative d'excitation à l'anarchie, ou tout acte préjudiciable à la République. Citoyens, organisez-vous, serrez-vous autour de nous. Dieu et le peuple, la loi et l'énergie triompheront¹. »

25 avril 1849.

VI

« L'Assemblée romaine, troublée par la menace d'invasion du territoire de la République, considérant que cette invasion, qui n'a été en aucune manière provoquée par la conduite de la République à l'égard de puissances étrangères et qui n'a été précédée d'aucune communication de la part du gouvernement français, est une violation des droits des nations, des garanties que présente la constitution française, et des liens de fraternité qui devraient unir les deux Républiques, proteste au nom de Dieu et du peuple contre cette invasion imprévue, déclare sa ferme décision de résister, et considère la France responsable des conséquences de cette situation. »

Le 26 avril, l'Assemblée confia solennellement la défense de la République au triumvirat et le chargea d'opposer la force à la force.

Le 27, les triumvirs rendirent le décret suivant, autorisant les membres des ordres religieux à renoncer à l'observation des lois et des règlements des corps auxquels ils appartenaient.

VII

Considérant que tous les vœux religieux ne sont qu'une obligation morale entre la conscience humaine et Dieu;

Considérant que l'Etat civil n'a pas le droit, en cette capacité,

¹. En même temps, Mazzini lança la protestation qui suit et qui fut envoyée le même jour par l'Assemblée au général Oudinot.

d'intervenir par aucun moyen matériel ou extérieur dans la sphère du devoir spirituel ;

Considérant que la vie et les forces de chaque homme appartiennent de droit à la société, et au pays où il a été placé par la Providence ;

Considérant que l'État ne peut accepter comme irrévocables des promesses qui le privent des services, ou restreignent la libre action des citoyens,

Le triumvirat décrète :

L'État ne reconnaît pas la perpétuité des vœux prononcés par des individus appartenant aux soi-disants ordres religieux réguliers ;

Tout individu, à quelque ordre religieux qu'il appartienne, est autorisé à renoncer aux règles et observances auxquelles il s'est engagé lui-même en prononçant ses vœux religieux ;

L'État protégera tous ceux qui se décideront à bénéficier du présent décret, contre la violence ou l'opposition ;

L'État recevra avec reconnaissance dans les rangs de son armée tous les prêtres qui désireront participer à la défense du pays, pour lequel ils ont offert jusqu'à ce jour leurs prières à Dieu.

Le présent décret sera lu à haute voix par un commissaire du Gouvernement à tous les membres des corporations religieuses assemblés dans leurs couvents respectifs.

27 avril 1849.

Le décret du 15 avril ayant proclamé qu'une grande partie des terres non cultivées, en possession des différentes corporations religieuses et autres *mains mortes*, avaient été déclarées, selon le vote du 21 février, être la propriété de la République, un décret du 27 avril fut rendu par rapport à l'exécution de cette mesure. Le 28, les triumvirs rendirent le décret pour la protection des Français résidant à Rome.

VIII

Conscient dans les principes généreux et dans le courage du peuple romain, convaincu que, tout en étant décidé à défendre

à outrance l'indépendance de son pays contre l'invasion, il ne tient pas le peuple français pour responsable des erreurs et des fautes de son gouvernement, ayant une foi sans borne dans le peuple et dans la sainteté du principe républicain,

Le triumvirat décrète :

Tous les étrangers, et spécialement les Français qui résident paisiblement à Rome, sont placés sous la protection de la nation ; qui que ce soit qui tenterait de leur porter le moindre préjudice serait tenu comme coupable d'offense envers l'honneur de Rome. Le gouvernement prendra soin que nul ne viole les devoirs de l'hospitalité.

28 avril 1849

Tels sont les décrets rendus dans une ville qui se préparait à se défendre contre 50 000 hommes. La grandeur d'âme des triumvirs pénétra le cœur de tout le peuple. Le 30 avril eut lieu la première attaque des troupes françaises, sous le commandement d'Oudinot, elle fut repoussée d'une manière splendide. Quelques jours plus tard, 15 000 Napolitains, commandés par le roi Bomba en personne, envahirent le territoire romain et arrivèrent à 15 lieues de la ville.

Le triumvirat lança la proclamation suivante :

IX

Romains ! Un corps de troupes napolitain a passé la frontière et semble s'avancer dans la direction de Rome. Leur but est de rétablir le pouvoir temporel du pape. Leurs armes sont la persécution, la sérocité et le pillage. Ils ont dans leurs rangs ce roi auquel l'Europe a donné le nom de *Bombardeur de ses sujets*, et autour de lui se trouvent les plus déterminés des conspirateurs de Gaète.

Romains ! Nous avons vaincu nos premiers assaillants, nous vaincrons les seconds. Le sang de nos frères de Sicile pèse lourdement sur la tête du roi traître. Dieu, qui confond les méchants et fortifie les défenseurs de la justice, vous a choisis, ô Romains ! pour les venger. Au nom des droits communs à tous les pays ; au nom du devoir dont Rome est responsable vis-à-vis de l'Italie et de l'Europe ; au nom des mères italiennes qui ont maudit ce roi, et des mères romaines qui béniront les défenseurs de

leurs enfants ; au nom de nos libertés, de notre conscience et de notre honneur ; au nom de Dieu et du peuple, nous résisterons. Oui, nous résisterons, soldats et peuple, capitale et province. Que Rome soit aussi inviolable que la justice éternelle. Nous avons appris que pour vaincre il suffit de ne pas craindre la mort. Vive la République !

2 mai 1849.

X

Peuple républicain ! Les troupes napolitaines ont envahi notre territoire et marchent sur Rome.

Que la guerre du peuple commence !

Rome fera son devoir, que les provinces fassent le leur. Le moment est venu de faire un suprême effort. Tous ceux qui croient en la dignité de leur âme immortelle, en l'inviolabilité de leurs droits, en la sainteté de leurs serments, en la justice de la République, en l'indépendance des peuples, en l'honneur de l'Italie, sont tenus d'agir aujourd'hui.

Pour tous ceux qui aiment leur liberté, leurs foyers, leur familles, leurs bien-aimés, leur terre natale, leur vie, l'action s'impose ! Citoyens, votre vie, votre liberté, vos propriétés, vos droits, tout est menacé, ils veulent vous arracher tout cela.

Le drapeau élevé par le roi de Naples est à vos yeux le drapeau du despotisme et de la tyrannie sans frein. Ses premiers pas sont marqués dans le sang. Les listes de proscription sont écrites dans le sang. Vous vous êtes trop longtemps contentés de paroles, tandis que les autres conspiraient et vous dressaient des embûches. Ne vous y trompez pas, vous avez aujourd'hui à choisir entre l'exil, la pauvreté, l'échafaud, ou la bataille et la victoire ! Peuple républicain, toute hésitation, toute incertitude serait une lâcheté, et une lâcheté inutile. Levez-vous donc et agissez. L'heure décisive a sonné. Il faut choisir entre un esclavage, tel que vous n'en avez pas encore connu, ou une liberté digne de votre gloire passée, une sécurité durable et les applaudissements de l'Europe. Levez-vous et prenez les armes. Que ce soit la guerre, une guerre inexorable, universelle, puisqu'ils la veulent, et elle sera courte.

Tandis que Rome attaque les ennemis de front, entourez-les et inquiétez-les sur les flancs et l'arrière.

Rome sera le noyau central de l'armée nationale dont les provinces fourniront les escadrons volants.

Résistez de toutes les manières possibles. Lorsque la défense locale est impossible, que les hommes s'organisent en bandes de guérillas. Que chaque homme honnête et sincère qui peut en grouper dix autour de lui soit leur chef. Que chaque préset soit le centre d'une insurrection, et commissionne les chefs des bandes de guérillas. La République prendra note de tous les noms et donnera des récompenses en argent, en terre, en honneur. Les brevets serviront comme feuilles de route, seront reconnus par les communes et donneront droit au libre passage et à la protection des autorités. Les bandes de guérillas et les escadrons volants éviteront toute rencontre régulière avec l'ennemi, mais l'incommoderont de toutes manières.

Que l'insurrection devienne la vie, le souffle de chaque patriote. Que les paresseux soient punis de l'infamie, les traîtres de la mort. Que la République soit aussi terrible dans la guerre qu'elle a été grande dans la paix. Que l'Europe sache que nous sommes décidés à vivre et que nous en savons les moyens. Dieu et le peuple béniront nos armes.

2 mai 1849.

DÉCRET CONCERNANT L'INVIOBLITÉ DES MONUMENTS PUBLICS.

XI

Considérant que les œuvres d'art et mobiliers contenus dans les monuments et établissements publics, ou autres biens appartenant à l'État, sont une propriété nationale qui ne peut être détruite ou enlevée sans crime à l'égard de la République,

Le triumvirat décrète.

La propriété nationale est placée sous la sauvegarde du peuple romain.

Les destructeurs ou les voleurs d'œuvres d'art seront regardés comme des ennemis de la République et de l'honneur national, et, en cette qualité, seront punis avec toutes les rigueurs de la loi.

Le jugement de ces crimes est confié à une commission militaire.

4 mai 1849.

L'armée napolitaine, après avoir été entièrement mise en déroute par les troupes de Garibaldi, s'enfuit en désordre. Le triumvirat fit la proclamation suivante au sujet des prisonniers napolitains :

XII

« Romains, — des prisonniers napolitains, premiers gages de la victoire, sont dans vos murs.

AU NOM DE DIEU ET DU PEUPLE, LEURS PERSONNES DOIVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME SACRÉES.

Ce sont des Italiens trompés, trompés par le roi qui les conduit. Faites-leur comprendre que leurs frères sont ici, sous le drapeau de la République, que c'est ici, et non dans le camp d'un traître, que la cause italienne est défendue. Faites-leur sentir que les Romains savent pardonner aussi bien que vaincre.

Vive la République ! »

5 mai 1849.

Deux jours plus tard un acte de grâce encore plus généreux fut accompli.

DÉCRET METTANT EN LIBERTÉ QUATRE CENTS PRISONNIERS FRANÇAIS,

XIII

Considérant que Rome et le peuple français ne sont pas et ne peuvent pas être en guerre l'un contre l'autre;

Considérant que Rome, en vertu d'un droit et d'un devoir, défend son inviolabilité, mais déplore toute attaque dirigée contre les deux Républiques comme un crime envers leur foi commune;

Considérant que le peuple romain ne tient pas les soldats qui se sont battus par obéissance pour responsables des actions d'un gouvernement aveuglé, le triumvirat décrète :

ARTICLE 1. — Les Français faits prisonniers le 30 avril sont libres, et seront renvoyés au camp français.

ART. 2. — Le peuple romain, à midi, dira un adieu fraternel aux braves soldats de la République française, notre sœur⁴.

7 mai 1849.

PROCLAMATION DU TRIUMVIRAT A L'ARMÉE FRANÇAISE :

XIV

« Soldats de la République française, — vous êtes pour la seconde fois amenés, comme des ennemis, sous les murs de Rome, de la cité qui a été une fois le berceau de la liberté et de la valeur militaire.

« Vos chefs vous poussent au fratrie.

« Ce fratrie, s'il était possible de l'accomplir, serait un coup mortel porté aux libertés de la France. Les peuples sont responsables les uns des autres. La chute de notre République laisserait une tache ineffaçable sur votre drapeau, priverait la France d'un allié en Europe, serait un pas de plus fait sur le chemin d'une restauration monarchique, vers laquelle votre grand et beau pays est entraîné par un gouvernement qui vous trompe, ou qui est trompé.

« Rome, par conséquent, se battra, comme elle s'est battue jusqu'à présent. Elle saura se battre pour votre liberté et pour la sienne.

« Soldats de la République française, tandis que vous avancez contre notre drapeau tricolore, les Russes, les hommes de 1815, s'avancent contre la Hongrie en regardant du côté de la France. A quelques lieues de vous un corps de troupes napolitain, défait par nous il y a quelques jours, élève de nouveau le drapeau du despotisme et de l'intolérance. D'un autre côté Livourne, une

⁴ Le commandant A. Cooper Kay écrivant à l'amiral Parker, le 10 mai, dit : « L'après-midi du 7, le gouvernement romain décida qu'on relâcherait les prisonniers français. Ils furent conduits dans les rues et reçus avec toutes sortes de marques de bienveillance par le peuple, qui les acclama, leur donna de la nourriture et leur fit les honneurs de Saint-Pierre et des autres monuments ; les Français, à leur tour, dirent qu'ils avaient été trompés, qu'ils étaient entrés sur le territoire romain avec l'idée qu'ils allaient s'unir aux Romains contre les Autrichiens et les Napolitains. On les laissa alors retourner à leurs quartiers généraux. »

autre ville républicaine, est dans ce moment occupée à résister à l'invasion autrichienne. Votre poste est là. Dites à vos chefs d'accomplir ce qu'ils vous ont dit. Rappelez-leur qu'à Marseille et à Toulon ils ont promis de vous conduire contre les Croates. Rappelez-leur que les soldats français portent l'honneur et les libertés de la France sur la pointe de leurs baïonnettes.

« Soldats français, soldats de la liberté ! n'attaquez pas des hommes qui sont vos frères. Que les deux drapeaux tricolores, entrelacés, s'avancent pour l'émancipation des peuples et la destruction de la tyrannie. Dicu, la France et l'Italie béniront vos armes.

« Vive la République française !

« Vive la République romaine ! »

10 mai 1849.

Le 17 mai les hostilités furent suspendues entre l'armée française et la république romaine. M. de Lesseps, plénipotentiaire de la République française, avait ouvert les négociations avec le gouvernement romain. Aussitôt après avoir examiné la situation, M. de Lesseps comprit que le gouvernement français était dans l'erreur en s'imaginant que le peuple de Rome était disposé à accepter une intervention française dans ses affaires nationales, et il écrivit au général Oudinot ce qui suit :

« Dans la situation critique où nous sommes, il me semble extrêmement important d'éviter toute espèce d'engagement. Je vois une ville entière en armes. Je comprends à première vue par l'aspect de la population qu'elle est déterminée à résister; sans exagération, on peut compter 25 000 combattants résolus. Si nous entrions de force dans Rome, nous passerons, non seulement sur les corps de quelques aventuriers étrangers, mais nous laisserons sur le pavé des hommes de la classe moyenne, des boutiquiers, des jeunes gens de famille, toutes ces classes enfin qui défendent l'ordre et la société à Paris¹. »

« M. de Lesseps, comme plénipotentiaire de la République française, entama les négociations avec le gouvernement romain en adressant à Mazzini trois propositions qui devaient être présentées

1. *Ma mission à Rome*. Mémoire présenté au Conseil d'État par Ferdinand de Lesseps (p. 23).

à l'Assemblée. Dans la lettre qui contenait ces propositions, M. de Lesseps priait Mazzini de lui fournir quelques notes sur les conditions dans lesquelles se trouvait la République romaine. Mazzini répondit ce qui suit :

XV

« Monsieur, vous m'avez demandé quelques notes sur l'état actuel de la République romaine. Je vous les donnerai avec la sincérité qui a été ma règle inviolable durant les vingt années de ma vie politique. Nous n'avons aucune raison de rien cacher ou de rien voiler. Récemment, nous avons été l'objet d'étranges calomnies en Europe, mais notre réponse à ceux qui ont prêté l'oreille à ces calomnies a toujours été : *Venez et voyez*. Vous, monsieur, vous êtes maintenant parmi nous, vous êtes envoyé pour vérifier la valeur de ces accusations, faites-le. Vous pourrez accomplir votre mission en toute liberté. Nous avons tous appris cette mission avec plaisir, car elle ne peut qu'aider à notre justification.

« La France n'a pas l'intention sans doute de mettre en question notre droit à nous gouverner nous-mêmes comme nous le désirons, le droit de chercher dans le cœur du pays, si je puis m'exprimer ainsi, l'idée dominante de la vie de ce pays, et d'en faire le fondement de nos institutions. La France ne peut pas avoir l'intention de faire autre chose que de nous dire :

« Tout en reconnaissant votre indépendance, mon devoir est de m'assurer si elle est bien le résultat du vote spontané et libre de la majorité. Liée comme je le suis aux autres gouvernements de l'Europe, et désirant assurer la paix, si je trouvais qu'il est vrai qu'une minorité parmi vous violente les désirs de la nation, s'il était prouvé que votre forme actuelle de gouvernement est le simple caprice d'une faction, substitué à la volonté commune, je ne verrais pas avec indifférence la paix de l'Europe continuellement menacée par les passions et l'anarchie inseparables d'un gouvernement de faction. »

« Nous reconnaissons à la France le droit de parler ainsi, parce que nous croyons à la solidarité des nations dans la cause du bien. Mais en même temps nous affirmons que, si jamais il a existé un gouvernement issu de la volonté de la majorité, c'est le nôtre.

« La République a été proclamée parmi nous par la volonté d'une assemblée sortie du suffrage universel; elle a été reçue avec enthousiasme et n'a rencontré aucune opposition. Et remarquez, monsieur, que jamais opposition n'eût été plus facile, moins dangereuse, je dirai même, ne fut plus provoquée, non pas par les actes du gouvernement, mais par les circonstances spécialement défavorables dans lesquelles il se trouvait placé.

« Le pays sortait d'une longue anarchie, état inhérent à toute organisation qui survit à un gouvernement tombé. Les agitations, inséparables de tout grand changement, fomentées par les difficultés de la question italienne, et par les efforts du parti rétrograde, l'avaient jeté dans une sorte d'état siévreux qui le laissait exposé à toute entreprise audacieuse, à tout appel fait aux intérêts ou aux passions. Nous n'avions point d'armée, point de force répressive, et, par suite des abus passés, nos finances étaient épuisées. La question religieuse, aux mains d'hommes habiles et intéressés, aurait pu servir de prétexte à agitation dans une population douée d'instincts magnifiques et de grandes aspirations, mais peu éclairée. Néanmoins, aussitôt que le principe républicain fut proclamé, un premier fait incontestable fut évident : l'ORDRE.

« L'histoire du gouvernement papal présente de constantes émeutes périodiques ; l'histoire de la république pas une seule. L'assassinat de Rossi¹, fait déplorable, mais isolé, excès individuel condamné par tous, provoqué peut-être par sa conduite imprudente et dont l'auteur est resté inconnu, ne troubla que momentanément l'ordre.

« Pendant ce temps, la crise financière augmentait. Par suite des plus coupables intrigues, le crédit du papier de la république tomba si bas qu'il ne put être escompté qu'à 41 ou 42 pour cent. L'attitude des autres gouvernements de l'Italie et de l'Europe devint de plus en plus hostile. Ces difficultés matérielles et notre isolement politique ne réussirent pas à troubler la tranquillité de notre peuple. Il avait une foi inébranlable dans les résultats futurs du nouveau principe.

« Maintenant, au milieu de la crise actuelle, en face de l'in-

¹ L'assassinat de Rossi eut lieu le 15 novembre, dans les derniers jours de la domination papale, plus de trois mois avant la proclamation de la République. Il fut commis au moment des acclamations qui saluaient le ministère Mamiani, et suivi du Cabinet qu'il présida. Il est juste de ne pas oublier que le ministère répudia toute complicité avec cet acte. Mazzini était alors en Suisse, et n'arriva à Rome que quatre mois plus tard.

vaison française, autrichienne et napolitaine, notre crédit se fortifie, notre papier fait 42 pour cent d'escompte, notre armée augmente chaque jour, et nos populations se préparent à agir comme réserve.

« Vous voyez Rome, monsieur, et vous savez la lutte héroïque que Bologne a soutenue. J'écris seul, dans la tranquillité la plus profonde. La garnison a quitté la ville hier soir, et en attendant l'arrivée de nouvelles troupes, à minuit, nos portes, nos murs, nos barricades, ont été gardés sans bruit et sans ostentation par le peuple en armes. Au plus profond du cœur de ce peuple il y a une résolution claire et ferme : renverser le pouvoir temporel du Pape, et une haine pour le gouvernement des prêtres sous quelque forme mitigée qu'il soit présente. Haine, ai-je dit, non des hommes, mais du gouvernement.

« A l'égard des individus notre peuple s'est, Dieu merci ! toujours montré généreux depuis l'établissement de la République, mais la seule idée du gouvernement clérical du prêtre-roi le fait bondir d'indignation. Il luttera avec énergie contre toute tentative de restauration. Il se jettera dans un schisme plutôt que de se soumettre². En partie par suite de certaines menaces obscures, mais surtout par le fait de l'absence de toute habitude de vie politique, un certain nombre d'électeurs se sont abstenus de voter au moment de l'élection de l'Assemblée.

« Ce fait a paru affaiblir l'expression de la volonté générale. Un second fait décisif a, depuis lors, mis fin à toute possibilité de doute.

« Peu de temps avant la constitution du triumvirat, la réélection

¹ On peut se rendre compte de l'effet que ces paroles produisirent sur M. de Lesseps par l'extrait suivant : « Un premier message envoyé à l'Assemblée avait pour but de diriger son attention sur des manœuvres que je crois contraires à l'influence de la France aussi bien qu'aux intérêts de l'Italie. Ces manœuvres concernent la grande question d'un schisme religieux ou d'un nouveau protestantisme. La note suivante, transcrive sur mon memorandum, indique les motifs de mon action : « Je suspecte Mazzini, homme remarquable et très influent, d'être disposé à favoriser un schisme religieux ; on peut le craindre d'après ses écrits. Il a eu de fréquentes conférences avec les voyageurs anglais, il voit les missionnaires protestants de toutes les nations. »

² Chercher à l'arracher à ses influences et à lui persuader que la France, dont il se méfie, est la seule espérance pour la liberté italienne ; le détourner de ses idées de schisme et, si c'est nécessaire, dénoncer ces tendances aux patriotes de l'Assemblée en les faisant considérer comme une trahison à la cause de la liberté italienne qui ne peut pas exister indépendamment du catholicisme ! » (*Ma mission à Rome*, p. 38.)

des municipalités eut lieu. La totalité des électeurs se présenta pour voter. L'élément municipal représente toujours l'élément conservateur d'un État. Nous pûmes craindre que, par ce moyen, un esprit rétrograde ne s'introduisît parmi nous.

« Eh bien, au milieu du tumulte de la tempête, après l'intervention, alors que, selon toutes les apparences, les jours de la République étaient complés, les municipalités envoyèrent une adhésion complète et spontanée à la forme de gouvernement choisie. Aux adresses envoyées par les différents clubs et par les quartiers généraux de la garde nationale sont venues se joindre, au commencement de ce mois, celles de toutes les municipalités, à l'exception d'une ou deux. J'ai l'honneur, monsieur, de vous en envoyer la liste. Elles affirment explicitement leur dévouement à la République, et leur conviction que les deux pouvoirs¹ sont incompatibles dans le même individu. Ceci est, permettez-moi de le répéter, un fait décisif, une seconde preuve légale qui confirme la première et qui forme la base indestructible de nos droits.

« Lorsque les deux questions, — la République et l'abolition du pouvoir temporel, — furent posées à l'Assemblée, quelques-uns de ses membres, plus timides que leurs collègues, pensèrent que l'inauguration de la République en face de l'organisation actuelle de l'Europe était un fait prématuré et imprudent; mais il n'y eut pas un seul vote contre le détrônement du Père-Roi, la droite et la gauche furent unanimes sur cette question.

« Est-ce qu'un gouvernement libre oserait proposer à ce peuple un retour vers le passé, sans être coupable de crime et d'inconscience?

« Ce retour, songez-y, monsieur, serait équivalent à un renouvellement des désordres précédents, à la formation de sociétés secrètes dans un but de résistance, à l'anarchie au cœur de l'Italie, et réveillerait un esprit de vengeance chez un peuple qui ne demande qu'à oublier. Ce retour allumerait une flamme de guerre permanente en Europe; ce serait substituer le programme des partis extrêmes à la République organisée que nous représentons. La France peut-elle désirer cela? Son gouvernement le désire-t-il? Le neveu de Napoléon le désire-t-il? Leur persistance dans ces desseins hostiles, en face de l'invasion napolitaine et autrichienne, rappellerait le démembrément de la Pologne. Et souvenez-vous en outre, monsieur, que de tels desseins ne pourraient s'accom-

¹ Les pouvoirs temporals et spirituels.

plir qu'en plantant de nouveau le drapeau renversé par le peuple sur un tas de cadavres et sur les ruines de notre ville.

« Vous recevrez prochainement une seconde lettre de moi sur ce sujet. »

16 mai 1849.

Voici les propositions du Plénipotentiaire français à l'Assemblée :

1^o *Les États romains réclament la protection paternelle de la République française;*

2^o *Les populations romaines ont le droit de décider librement leur forme de gouvernement;*

3^o *Rome recevra l'armée française comme une armée de frères, etc.*

Ces propositions furent rejetées par l'Assemblée, et Mazzini communiqua ce fait à M. de Lesseps par la lettre suivante :

XVI

« Monsieur, nous avons l'honneur de vous transmettre la décision de l'Assemblée par rapport au projet dont vous avez donné communication à la commission. L'Assemblée ne peut l'accepter. Nous sommes chargés de vous exprimer ses regrets et de vous donner les raisons qui l'ont poussée à ce refus.

« Et c'est avec un profond chagrin, bien naturel pour des hommes qui aiment la France et qui ont encore confiance en elle, que nous remplissons, monsieur, le devoir qui nous incombe.

« Lorsque, après le décret de votre Assemblée « qui chargeait le Gouvernement de prendre de suite des mesures pour empêcher que l'expédition italienne ne fut détournée de son but défini, nous apprîmes votre arrivée, nos coeurs bondirent de joie.

« Nous crûmes à la réconciliation immédiate par un seul principe, le principe professé par vous et par nous, de deux peuples que leurs dispositions de bienveillance réciproque, leurs souvenirs, leurs intérêts communs et leur situation politique devraient pousser à s'aimer et à s'estimer. Nous pensâmes que, choisis pour vérifier l'état des choses, et frappés de l'harmonie absolue qui unit les différents éléments de notre État, vos communications auraient détruit le seul obstacle à nos désirs, et le seul doute qui put empêcher

la France d'accomplir la noble idée exprimée par la décision de votre Assemblée.

« L'harmonie, la paix intérieure, une détermination mûrement pesée, le vote volontaire et positif de nos municipalités, la garde nationale, les troupes, le gouvernement, une assemblée nationale favorable au système actuel de nos institutions, vous avez pu constater tout cela.

« Vous avez sans doute déclaré cela à la France, et nous avions par conséquent le droit d'espérer que, parlant au nom de la France, vous nous seriez adressé à nous dans des termes tous différents de ceux de votre projet.

« L'Assemblée a remarqué comment, dans votre premier article, vous avez soigneusement évité de prononcer les mots : *République romaine*, et a conclu de cette suppression à une intention défavorable à son égard.

« Il a paru à l'Assemblée que, à l'exception d'une plus grande importance venant de votre nom et de votre autorité, votre projet contenait peu de choses de plus que certains documents du général, antérieurs au 30 avril. Puisque vous êtes indubitablement assuré de l'opinion de votre peuple, pourquoi persister à l'insulter par la proposition d'occuper Rome ? Rome n'a pas besoin de protection, elle n'a pas d'ennemis dans ses murs, et s'il en venait du dehors, Rome se défendrait avec ses propres forces. Rome est aujourd'hui capable de se protéger sur ses frontières toscanes et à Bologne.

« L'Assemblée a par conséquent vu dans votre treizième article une intention politique qu'elle ne peut accepter, moins que jamais depuis le décret de l'Assemblée française qui prouve qu'elle est décidément opposée à une occupation que les circonstances ne provoquent ni n'exigent.

« Nous ne pouvons pas vous cacher, Monsieur, que la désastreuse coïncidence de la nouvelle que nous avons reçue par rapport à nos ligues de défense a contribué à la décision de l'Assemblée. Un corps de l'armée française a, aujourd'hui même, passé le Tibre, en violation de l'esprit du traité, et a ainsi rétréci le cercle des opérations militaires autour de la capitale. Et ceci, Monsieur, n'est point un fait isolé.

« La méfiance populaire, déjà excitée à l'idée de voir la ville occupée par des étrangers, a augmenté au point de rendre très difficile, sinon impossible, tout compromis dans une affaire que l'Assemblée, de son côté, considère comme vitale au point de vue de notre dignité et de notre indépendance.

« Pour cette raison, et pour d'autres, l'Assemblée a dû, à contre-cœur, juger que le projet est inadmissible. Nous aurons l'honneur de vous transmettre demain, Monsieur, selon les instructions de l'Assemblée, une proposition qui est certainement inférieure à nos justes espérances, mais qui aurait cependant l'avantage d'éloigner tout danger de collision entre deux Républiques fondées sur des droits identiques et sur des aspirations semblables.

Recevez, Monsieur, etc

19 mai 1849.

PROCLAMATION AU SUJET DE LA SAISIE DES CONFESSIONNAUX
PAR LE PEUPLE, POUR L'USAGE DES BARRICADES.

XVII

« Romains ! Hier, quelques-uns d'entre vous, émus par des rumeurs de nouveaux dangers, ont, dans un moment de zèle irréfléchi, saisi des confessionnaux qui appartiennent aux églises, dans le but de s'en servir pour les barricades.

« Cet acte serait grave, et mériterait une punition, si nous ne prenions pas en considération vos intentions.

« Vous vouliez prouver, une fois de plus, par cette manifestation, que tout est possible dans Rome, sauf le rétablissement du gouvernement du prêtre. Vous désiriez exprimer l'idée qu'il n'y a pas, qu'il ne peut y avoir de vraie religion dans un pays qui n'est pas libre, et que la cause de nos âmes libres et immortelles est représentée par les barricades des citoyens.

« Mais les ennemis de notre sainte République, dans toutes les parties de l'Europe, sont en éveil pour donner une fâcheuse interprétation à vos actions et pour accuser le peuple d'irréverence et d'irreligion. Celui qui fournirait un prétexte à de telles accusations serait un traître à son pays. Romains ! votre ville est grande et inviolable parmi toutes les villes de l'Europe, parce qu'elle a été le berceau et la gardienne de la religion. Dieu protège et protégera la République, parce que son nom sacré n'est jamais séparé de celui du peuple, et parce que nous luttons pour sa loi de liberté et d'amour, tandis qu'ailleurs les hommes se battent pour l'intérêt et l'ambition, qui profanent et détruisent

toute religion. Dans ces églises, sanctuaires de la religion de nos pères, des prières s'élèveront, tandis que nous nous battrons, vers le Dieu des rachetés.

« De ces confessionnaux, d'où trop souvent sont sorties des paroles de corruption et d'esclavage, en violation des enseignements du Christ, viendront aussi, ne l'oubliez pas, des paroles de consolation pour les mères de ceux qui se battent pour la République.

« Frères, au nom de la sainte cause de Dieu et du Peuple, vos Triumvirs réclament de vous une preuve de confiance pour répondre aux accusations auxquelles un acte si imprudent a donné lieu! Replacez vous-mêmes dans les églises les confessionnaux que vous avez enlevés hier¹. Les barricades des citoyens seront défendues par leurs poitrines. »

20 mai 1849.

PROCLAMATION ANNONÇANT LA CAPITULATION DE BOLOGNE.

XVIII

« L'people de la République, les Autrichiens avancent. Bologne est tombée, tombée après huit jours de courage et de sacrifices sublimes; elle est tombée comme d'autres triomphant. Que son dernier cri soit un cri de guerre et de vengeance pour nous tous; que chaque cœur italien le recueille comme un legs sacré. Citoyens! Rome vous demande un supreme effort; elle le demande avec la certitude qu'il sera fait, car le sang versé par ses fils le 30 l'autorise à faire cette demande.

« En envoyant votre adhésion à votre programme, alors que le danger existait déjà, vous avez affirmé solennellement en face de l'Italie et de l'Europe votre communauté de foi avec nous. Nous vous demandons maintenant une nouvelle preuve, — l'action. — Que chaque homme soit prêt à signer son témoignage avec son sang. Que chaque ville, chaque village, chaque maison se lève pour venger Bologne. Que chaque clocher sonne un glas funèbre qui soit la réponse prophétique du peuple aux envahisseurs étrangers. De vallée en vallée, dans vos montagnes, allumez comme

¹ Les confessionnaux furent immédiatement remis en leur place par le peuple.

symbole d'une fraternelle colère les feux qui en 1847 furent le signal de la révolution. Que le drapeau rouge flotte de tous côtés sur les clochers et les tours. Que la fureur de la bataille embrase province après province, village après village. Que l'ennemi, que l'Italie, que l'Europe, sachent qu'ici, au cœur de la Péninsule, il y a trois millions d'hommes liés ensemble par un serment solennel de résistance, résolus irrévocablement à se battre jusqu'à la fin et à s'ensevelir sous les ruines de leur pays plutôt que de céder. Et, tant que les cieux existeront, aucune puissance humaine ne pourra empêcher notre victoire. Trois millions d'hommes sont tout-puissants lorsqu'ils disent : *Nous voulons!* Italiens, fils de Rome, soldats de la République! l'heure est solennelle, elle se prépare depuis des siècles, c'est un de ces moments historiques qui décident de la vie ou de la mort d'un peuple.

« Grands et puissants pour toujours, ou marqués à jamais du signe de l'esclavage; reconnus par les nations comme frères libres, ou réduits à l'état banal d'hommes gouvernés par le caprice des autres; maîtres de vous-mêmes, de vos foyers, de vos autels, de vos sépulcres, ou de simples choses à la merci de chaque tyran; destinés à une immortalité de gloire ou de honte; — le choix est entre vos mains —; soyez grands, décrétez votre victoire. Le peuple a vaincu en Espagne, en Grèce, en Suisse, que le peuple sache vaincre en Italie. Que vos magistrats et vos commissaires extraordinaires organisent l'insurrection, qu'ils s'assembleront de province en province, qu'ils portent et qu'ils interprètent l'inspiration de Rome, qu'ils assument des pouvoirs exceptionnels, qu'ils décrètent des remèdes extrêmes dans les cas de périls extrêmes. Que le chef qui hésite ou qui capitule, avant de livrer bataille, soit déclaré criminel; que la province qui laisse l'ennemi entrer sans résistance soit rayée de la liste des territoires républicains. Que celui qui ne lutte pas, d'une manière ou de l'autre, contre l'ennemi, soit infâme; que celui qui, ne fût-ce qu'un seul instant, prend parti pour lui, soit privé à tout jamais de son pays et de sa vie. Que ceux qui céderont du matériel de guerre à l'ennemi soient châtiés, comme aussi ceux qui ne lui refusent pas la nourriture, le logement, le repos. Que l'armée qui élève le drapeau étranger se trouve enfermée dans un cercle de feu ou entourée par le désert. Que la République, jusqu'à présent douce et généreuse, se lève effrayante et terrible dans sa colère. Rome restera ferme. »

21 mai 1849.

CONTRE-PROPOSITION DES TRIUMVIRS A LA PROPOSITION FRANCAISE.

XIX

A monsieur de Lesseps,

« Monsieur, j'ai eu l'honneur de vous transmettre, dans ma lettre du 16, quelques détails sur l'unanimité qui a caractérisé l'inauguration de la République. Il est maintenant nécessaire de vous parler de la question actuelle telle qu'elle existe, *de facto*, sinon *de jure*, entre le Gouvernement français et le nôtre. Vous nous permettrez, je l'espère, de parler avec cette franchise que réclame l'urgence du cas, aussi bien que la sympathie internationale qui devrait unir la France à l'Italie. Notre seule diplomatie consiste dans la vérité, et le caractère donné à votre mission nous est un gage, Monsieur, que ce que nous avons à dire sera reçu dans le meilleur esprit possible. Permettez-moi pour un instant de retournier en arrière jusqu'à l'origine de la situation actuelle.

« Après certaines conférences et arrangements qui eurent lieu quelque temps auparavant entre les puissances catholiques de l'Europe, et sans que le Gouvernement romain ait été appelé à y prendre part, il fut décidé que :

« 1^o Une modification politique dans le Gouvernement et les institutions de l'Etat romain était devenue nécessaire;

« 2^o Que la base de cette modification serait le retour de Pie IX, non seulement comme pape, — ce à quoi nous ne nous opposions pas, — mais comme souverain temporel;

« 3^o Que si, pour atteindre ce but, une intervention était nécessaire, cette intervention aurait lieu.

« Nous sommes heureux de supposer que, tandis que le seul but de quelques-unes des parties dans cet arrangement était un rêve de retour aux traités de 1815, le Gouvernement français n'a été entraîné à y entrer qu'en conséquence d'informations erronées qui lui ont représenté les Etats romains comme étant en proie à l'anarchie, et terrorisés par une minorité audacieuse.

« Nous savons en outre que, dans les modifications proposées, le Gouvernement français avait l'intention de représenter une

APPENDICE.

423

influence plus ou moins libérale, par opposition au programme despote de Naples et de l'Autriche. Néanmoins, sous une forme tyannique ou constitutionnelle, avec ou sans garantie d'un certain degré de liberté accordé aux populations romaines, l'idée prédominante de toutes les parties contractantes était un retour au passé, un compromis entre Pie IX, en qualité de souverain temporel, et le peuple romain. Il est inutile de nier le fait que l'invasion française a été projetée et exécutée dans cette idée. Son double but était, d'un côté, d'engager l'épée de la France dans l'arrangement qui allait être fait à Rome et, de l'autre, de mettre le peuple romain à l'abri de tout excès rétrograde, mais toujours en considérant la reconstitution d'une monarchie constitutionnelle en faveur du Pape comme point fondamental. Cette intention est clairement prouvée, non seulement par les détails exacts que nous avons eus sur les négociations antérieures, mais aussi par les proclamations du général Oudinot, par les déclarations formelles de tous les émissaires envoyés au Triumvirat, par le silence obstiné qui a été gardé chaque fois que nous avons essayé de traiter la question politique et que nous avons demandé une déclaration formelle au sujet du fait certifié dans notre note du 16, savoir : *Que les institutions par lesquelles le peuple romain est actuellement gouverné sont l'expression libre et spontanée de la volonté inviolable du peuple légalement interrogé.*

« Le vote de l'Assemblée française confirme implicitement le fait que nous avançons.

« En face d'un tel état de choses, devant la menace d'un compromis qui ne pourrait être accepté, et de négociations qui ne sont en aucune manière justifiées par la situation de nos populations, notre ligne de conduite ne pouvait être douteuse. La résistance était un devoir vis-à-vis de notre pays, vis-à-vis de la France, vis-à-vis de l'Europe.

« Nous étions tenus, afin de remplir loyalement un mandat confié et accepté loyalement, de défendre jusqu'au bout l'inviolabilité de notre pays, de son territoire et des institutions, proclamées à l'unanimité par tous les pouvoirs et tous les éléments de l'Etat.

« Nous étions tenus de gagner du temps, afin de pouvoir en appeler de la France trompée à la France mieux éclairée, et épargner à cette République sœur le remords de s'être, en cédant à une influence étrangère, rendue complice d'un acte de violence et d'oppression qui n'a pas de précédent, si ce n'est le démembrément de la Pologne.

« Nous devions à l'Europe de témoigner, autant que cela nous était possible, en faveur du principe fondamental de toute vie internationale, l'indépendance de chaque peuple en ce qui concerne son administration intérieure. En résistant avec enthousiasme aux tentatives de la monarchie napolitaine et de notre éternelle ennemie, l'Autriche, en résistant, à regret, aux armes de la France, nous sommes fiers de déclarer que nous avons bien mérité, non seulement de vous, mais de tous les peuples de l'Europe.

« Vous avez eu connaissance, monsieur, des événements qui ont suivi l'intervention française. Notre territoire a été envahi par les troupes du roi de Naples, et 4000 Espagnols ont fait voile (le 17, je crois) pour attaquer nos côtes. Les Autrichiens, après avoir vaincu l'héroïque résistance de Bologne, s'avancent sur la Romagne et menacent Ancône. Nous avons repoussé le roi de Naples de notre territoire. Nous en ferons de même, — c'est notre conviction, — des Autrichiens, si l'attitude des troupes françaises ne nous empêche pas d'agir.

« C'est avec regret que nous parlons ainsi, mais il faut que la France comprenne enfin quelles sont les véritables conséquences de l'expédition de Civita-Veccchia qui a été entreprise, si nous devons en croire ce qui nous a été affirmé, dans le but de nous protéger.

« Nous déclarons, monsieur, que, de toutes les interventions qui nous ont été préjudiciables, celle de la France nous a été surtout fatale. Nous nous battons volontiers contre les troupes du roi de Naples et contre les Autrichiens, mais nous ne voudrions pas nous battre contre la France. Vis-à-vis d'elle nous ne sommes point en état de guerre, mais seulement de défense, et nous ne renoncerons pas à cette attitude, mais cette attitude, il est inutile de le nier, présente pour nous tous les maux de la guerre sans aucun de ses avantages.

« L'expédition française nous a obligés à concentrer nos forces, ce qui a laissé nos frontières à découvert, et Bologne et les villes de la Romagne désarmées. Les Autrichiens en ont profité. Après une lutte héroïque de huit jours, Bologne a succombé.

« Nous avons acheté des armes en France, 10 000 fusils ont été séquestrés entre Civita-Veccchia et Marseille; ils sont dans vos mains. En nous privant de ces armes, vous nous avez privés de 10 000 soldats, car chaque homme armé eût été un soldat contre l'Autriche.

« Vos forces sont postées à une portée de fusil de nos murs, et

en ordre de siège. Vous maintenez obstinément cette position, sans but ou programme avoué; vous nous obligez ainsi à maintenir la ville dans un état de défense qui pèse lourdement sur nos finances, et nous ôte toute possibilité d'user de nos troupes pour défendre nos provinces contre l'occupation et les dévastations de l'Autriche.

« Si notre peuple était moins bon et moins dévoué, l'état d'excitation des esprits pourrait amener de fâcheuses conséquences. Si l'attitude de vos troupes n'a pas produit l'anarchie ou la réaction, c'est simplement parce que ces deux choses sont impossibles dans Rome, mais elle cause une grande irritation contre la France, et c'est un grand malheur pour nous qui avons toujours regardé ce pays avec affection et espoir.

« Nous sommes assiégés, monsieur, assiégés par la France, sous prétexte d'une mission de protection, tandis qu'à quelques pas de nous le roi de Naples emmène nos otages, et que les Autrichiens massacrent nos frères. Vous, monsieur, vous avez fait des propositions. Ces propositions ont été déclarées inadmissibles par l'Assemblée, et il serait inutile pour nous de les discuter. Aujourd'hui vous en avez ajouté une nouvelle. La France, dites-vous, protégera contre toute invasion étrangère toutes les portions du territoire romain occupées par ses troupes. Cette quatrième proposition ne change rien à notre situation. La portion du territoire que vous occupez est déjà protégée, de ce fait, contre toute autre invasion étrangère. Considérée par rapport au présent, cette portion est de bien peu d'importance; mais considérée par rapport à l'avenir, est-ce que nous n'avons pas d'autre moyen de protéger notre sol que de vous l'abandonner en entier?

« Mais ceci n'est pas le vrai point de la question: toute la question est l'occupation de Rome, et voilà la condition que vous mettez en tête de toutes vos propositions. Eh bien, nous avons l'honneur de vous dire, monsieur, que cette condition est impossible; notre peuple n'y consentira jamais. Si en proposant d'occuper Rome vous n'avez pas d'autre but que celui de la protéger, notre peuple vous en sera reconnaissant, mais il vous dira que, attendu qu'il est capable de protéger Rome lui-même, il se croirait déshonoré à vos yeux, s'il croyait devoir accepter l'aide de quelques régiments français. Mais, si l'occupation de Rome a, — Dieu veuille que cela ne soit pas! — un but politique, le peuple qui a choisi librement ses institutions ne peut l'accepter. Rome est sa capitale, son palladium, sa ville sacrée. Il sait que son occupation ne comporterait

pas seulement un principe violé et l'honneur trahi, mais aurait pour conséquence la guerre civile. Toute insistance de votre part augmente ses soupçons ; il prévoit que, si des troupes étrangères entrent dans la ville, il s'ensuivra inévitablement un changement, dans les institutions et les hommes, fatal à ses libertés.

« Le peuple a sous les yeux l'exemple de Civita-Veccchia, et il sait que, une fois entouré de baïonnettes étrangères, l'indépendance de l'assemblée et du gouvernement ne sera plus qu'un mot vide de sens.

« Sur ce point, monsieur, vous pouvez m'en croire, leur décision est irréversible. Ils ne succomberont qu'après avoir couvert leurs barricades de cadavres. Les soldats français veulent-ils, peuvent-ils massacrer un peuple de frères qu'ils ont déclaré venir protéger, parce que ce peuple refuse de livrer sa capitale à leurs armes ?

« La France a le choix entre trois lignes de conduite dans les États romains :

« Se déclarer pour nous, contre nous, ou neutre. Se déclarer pour nous signifie reconnaître fermement notre République et se battre avec nous contre les troupes de l'Autriche.

« Se déclarer contre nous signifie écraser sans raison la vie nationale d'une nation amié, et se battre avec l'Autriche contre nous.

« La France ne peut pas faire cela, et elle ne voudra pas risquer de prendre la responsabilité d'une guerre européenne dans le but de nous défendre comme son alliée. Qu'elle reste donc neutre dans la lutte que nous avons à soutenir. Il y a peu de temps, nous espérions autre chose d'elle, maintenant c'est tout ce que nous lui demandons.

« L'occupation de Civita-Veccchia est un fait accompli. La France croit que, dans l'état actuel des choses, il ne lui convient pas de se tenir à distance du champ de bataille ; et elle pense que, soit comme vainqueurs, soit comme vaincus, nous pouvons avoir besoin de sa protection ou de son influence modératrice. Nous ne le croyons pas, mais ce n'est pas une raison pour nous engager à agir contre elle. Qu'elle garde donc Civita-Veccchia ; qu'elle étende, si le nombre de ses troupes l'exige, ses cantonnements sur ce territoire salubre qui sépare Civita-Veccchia de Viterbi, et qu'elle attende, immobile, l'issue finale de notre guerre.

« Nous lui offrons toutes les facilités possibles et toutes les preuves possibles d'une amitié loyale. Ses officiers peuvent entrer dans Rome comme visiteurs, ses soldats recevront, s'ils en ont be-

soin, assistance et soins, mais que sa neutralité soit sincère, sans déguisement, franchement et explicitement déclarée. Qu'elle nous laisse libres de disposer de nos forces sans crainte d'elle. Qu'elle nous rende les armes que nous avons achetées. Que ses vaisseaux ne ferment pas nos ports aux Italiens qui pourraient venir des différentes parties de l'Italie pour partager nos dangers. Qu'elle éloigne ses troupes de nos murs et fasse cesser toute apparence d'hostilité entre deux peuples destinés, nous ne pouvons en douter, à être unis dans l'avenir par la même foi internationale, comme ils sont unis dans le présent par l'adoption de la même forme de gouvernement.

« Agréez, Monsieur, etc. »

25 mai 1849.

RÉPONSE A LA DÉCLARATION DE M. DE LESSEPS, DU 29 MAI,
QUI REPRODUISAIT, AVEC QUELQUES LÉGÈRES ALTÉRATIONS,
LES PROPOSITIONS AUXQUELLES IL A ÉTÉ FAIT ALLUSION
DANS LE NUMÉRO XIX.

XX

« Monsieur, nous avons reçu la déclaration que vous nous avez envoyée le 29 mai. L'Assemblée, à laquelle copie en a été remise, m'ayant de nouveau donné pouvoir de négocier, le devoir de vous répondre m'incombe, et je me hâte de le remplir. Si j'ai tardé de répondre à votre note du 27, soyez assez bon pour vous souvenir qu'elle ne contenait aucune proposition faite au nom de la France, et ne discutait pas non plus celles que nous avions envoyées.

« Nous avons soigneusement examiné vos propositions et voici les modifications que nous proposons. Ce sont plutôt des modifications de forme que de substance. Nous pourrions développer au long les causes des changements que nous proposons, changements nécessités, nous vous prions de le croire, non seulement par les instructions que nous avons reçues de l'Assemblée, mais aussi par le vote explicite de notre peuple, sans la volonté duquel aucune convention ne serait possible ; mais le temps presse

en sorte que nous ne pouvons entrer dans plus de détails. Nous préférions nous fier à votre bonne foi et à votre bienveillance, déjà éprouvée, pour suppléer à cette mission ! Nos propositions, monsieur, ne sont pas, ne peuvent pas être de la *diplomatie*. C'est un appel franc et cordial d'un peuple à un peuple, fait sans menaces, et sans secrets desseins. La France, plus que toute autre nation, est capable d'entendre et de comprendre cet appel.

« Il serait inconcevable que l'état de choses abnormal qui existe maintenant entre la République française et nous se prolongeât, surtout après les récentes déclarations de votre Assemblée et les récentes manifestations de votre peuple à notre égard. La proposition qui tend à mettre un terme à cet état de choses vous est adressée avec tout le sérieux possible dans nos convictions et nos intentions. Considérez-la comme sacrée, car elle est le résumé de la foi inaltérable et des désirs les plus ardents d'un peuple, petit comme nombre, mais brave et loyal, qui se souvient de ses pères et de leurs actions et qui, en combattant maintenant pour la cause sacrée de la liberté et de la dépendance, est résolu à s'en rendre digne. Ce peuple, Monsieur, a le droit d'être compris de la France et de trouver chez elle un appui et non point une puissance hostile. Il a le droit d'attendre d'elle, non point *protection*, mais *fraternité*.

« Toute demande de protection de la part de notre peuple serait interprétée par l'Europe comme un cri de désespoir, comme une déclaration d'impuissance qui le rendrait indigne de cette amitié de la France sur laquelle il a compté jusqu'à ce jour ; aucun cri de désespoir ne sortira de ses lèvres. Il n'y a pas d'impuissance pour un peuple qui sait mourir, et il siérait mal à une grande et généreuse nation de méconnaître les nobles motifs du peuple romain.

« Il est nécessaire, Monsieur, que cet état de choses cesse. En ce moment le mot de *fraternité* prononcé entre nous est vide de sens. Il doit en avoir.

« Permettez que nos courriers, nos armes, nos troupes, passent librement sur notre territoire, selon les besoins de notre défense. Que les Romains ne soient pas forcés, comme aujourd'hui, de suspecter des hommes qu'ils ont été habitués à considérer comme des amis. Laissez-nous user librement de tous nos moyens de défense contre les Autrichiens, qui bombardent nos villes. Qu'il n'y ait plus de doute possible au sujet des justes et loyales intentions de la France. Que l'Europe ne puisse plus dire

que la France nous enlève les moyens de nous défendre afin de nous imposer ensuite une protection que nous payerions par la perte de ce qui nous est le plus cher : notre liberté et notre honneur.

« Faites cela, Monsieur. Les difficultés qui nous séparent maintenant disparaîtront ; l'affection perdue revivra, et la France aura de nouveau le droit de nous donner des conseils, ce qui ne se peut tant qu'elle conservera cette attitude hostile à notre égard, etc. »

30 mai 1849.

« Nos propositions sont les suivantes :

« 1^o Les Romains, confiants maintenant, comme autrefois, dans l'appui fraternel de la République française, demandent la cessation de toute hostilité, réelle ou apparente, et l'établissement de relations qui prouveront cet appui paternel ;

« 2^o L'article 5 de la Constitution française est, pour les Romains, une garantie du libre exercice de leurs droits politiques ;

« 3^o L'armée française sera regardée par les Romains comme une armée amie et sera reçue comme telle, d'après un arrangement qui sera fait avec le gouvernement de la République romaine ; elle sera placée dans des cantonnements adaptés aux nécessités de la défense du pays et favorables à la santé des troupes ;

« L'armée française se tiendra en dehors de l'administration du pays. Rome est sacrée pour les amis comme pour les ennemis. La ville ne fera pas partie des cantonnements des troupes françaises. Son brave peuple sera sa meilleure défense ;

« 4^o La République française défendra le territoire occupé par ses troupes contre toute invasion étrangère. »

Les propositions précédentes furent acceptées avec quelques légères modifications formées par M. de Lesseps, mais le général Oudinot, sous prétexte d'instructions secrètes, refusa de ratifier l'arrangement, rompit la trêve, et déclara qu'il allait assiéger la ville, promettant cependant qu'il ne commencerait pas l'attaque avant le lundi. Il la commença la nuit du samedi au dimanche. »

PROCLAMATION DES TRIUMVIRS.

XXI

Romains, au crime d'attaquer une République amie avec des troupes républicaines, le général Oudinot a ajouté l'infamie de la trahison. Il a violé sa promesse écrite, que nous avons en mains, *de ne pas commencer l'attaque avant lundi*.

Romains, levez-vous ! Aux murs, aux portes, aux barricades ! Prouvons à l'ennemi que la trahison même ne peut vaincre Rome.

Que la ville entière se lève avec l'énergie d'une seule idée. Que chaque homme se batte et que chaque homme ait foi dans la victoire. Souvenez-vous de vos pères, et soyez grands.

Que le droit triomphe, et que l'infamie éternelle pèse sur l'Autriche ! Vive la République !

5 juin 1849.

PROCLAMATION DES TRIUMVIRS APRÈS LE COMBAT DU 5 JUIN.

XXII

« Romains, vous avez soutenu l'honneur de Rome et de l'Italie. Pendant plus de quatorze heures vous vous êtes battus comme de vieilles troupes. Surpris par la trahison, par la violation d'une promesse signée, vous avez défendu le terrain pied à pied, regagné des positions perdues pour un instant, repoussé les plus braves troupes de l'Europe et marché à la mort en souriant.

« Hier nous vous avons dit : Soyez grands ; aujourd'hui nous vous disons : *Vous êtes grands*. Continuez, soyez persévérateurs.

« Il est permis de demander des miracles au peuple romain, et nous disons avec une parfaite confiance au peuple, à la garde nationale, à la jeunesse de toutes les classes, que Rome est inviolable. Veillez cette nuit sur ses murs ! dans ces murs est l'avenir des nations. Veillez, tandis que ceux qui se sont battus quatorze

APPENDICE.

451

heures reposent. Aux portes ! aux barricades ! L'ange de votre pays veille avec vous, et l'ange de votre pays est l'ange de la nation Italienne.

« Vive la République ! »

5 juin 1849.

Une proclamation fut lancée pour pourvoir aux logements des familles dont les demeures étaient exposées au bombardement.

La confiance des triumvirs dans le peuple fut parfaitement justifiée. Les pauvres familles logées dans les palais et les couvents prirent le soin le plus scrupuleux des meubles et des effets qui s'y trouvaient. Bien que plusieurs de ces palais fussent la propriété de nobles qui avaient épousé la cause du pape, leurs propriétaires, à leur retour, trouvèrent tous leurs effets intacts, jusqu'aux objets de valeur, bijoux, etc., laissés sur les tables et qui ne furent point enlevés.

Voici la réponse de Mazzini à une lettre adressée par M. de Courcelles, envoyé extraordinaire de la République française, à M. de Gerando, chancelier de l'ambassade française à Rome.

La lettre en question essayait d'excuser la contradiction flagrante existant entre l'arrangement conclu par M. de Lesseps et l'assaut de Rome par le général Oudinot.

XXIII

« Monsieur, la lettre que vous a adressée M. de Courcelles, datée du 13, et que vous avez eu la politesse de me communiquer, n'insiste nullement, comme vous devez le reconnaître, la réponse donnée par l'Assemblée constituante romaine au général Oudinot. La date de telle ou telle dépêche française importe peu, il importe peu de savoir si M. de Lesseps avait été ou n'avait pas été rappelé au moment où il apposa sa signature à la Convention du 3 mai.

« A toutes ces questions il suffit de répondre par un mot : *L'Assemblée n'avait jamais eu communication officielle de ces dépêches et les ignorait totalement*.

« La question diplomatique peut donc être réduite à ces termes, en ce qui nous concerne :

« M. de Lesseps était le plénipotentiaire français à Rome.

« Il l'était pour nous le 3 mai aussi bien qu'avant. Nul avis ne

nous avait été donné d'aucune modification ou suppression de ses pouvoirs. Nous avons par conséquent traité avec lui en toute bonne foi, comme traitant avec la France, et c'est à cette bonne foi que nous devons l'occupation de Monte Mario par les troupes françaises, la nuit du 28 au 29 mai. Engagés dans une discussion pacifique avec M. de Lesseps, désireux d'éviter tout ce qui pourrait tendre à donner une impression contraire aux vrais désirs de notre peuple, et ne pouvant croire que la mission de protection de la France dût commencer par le siège de Rome, nous assistâmes impassibles à ces incidents. A chaque mouvement de vos troupes, à chaque opération qui tendait à rétrécir le cercle militaire et à approcher des positions que nous cussions pu défendre, M. de Lesseps se hâtait de nous rassurer en nous disant que le seul but de la France, dans ces opérations, était de donner essor à l'excitation fiévreuse des troupes, fatiguées d'une longue inaction ; il nous supplia, au nom des deux pays, au nom de l'humanité, d'éviter tout conflit, de nous fier à lui et de ne craindre aucune fâcheuse conséquence de ces mouvements exceptionnels. Nous cédâmes, avec confiance, à ses désirs. Aujourd'hui je suis forcé de me repentir de cette confiance; non pas que je craigne pour Rome, mais parce que maintenant nos braves soldats devront défendre avec leurs poitrines des attaques que ces positions auraient défendues pour eux. Le 5 mai, à huit heures du soir, la convention entre M. de Lesseps et nous fut signée. Il l'emporta au camp, nous assurant qu'il regardait la signature du général Oudinot comme une simple formalité sur laquelle nul doute ne pouvait exister. Nous étions tous joyeux.

« Il semblait que les affaires fussent reprendre leur cours habituel entre nous et la France.

« Pendant la nuit une dépêche du général Oudinot arriva, refusant son adhésion à l'arrangement et déclarant qu'en la signant M. de Lesseps avait outrepassé ses pouvoirs. Une seconde dépêche datée du 1^{er} juin à trois heures et demie, et signée par le général, déclarait que les événements avaient justifié sa décision et que, d'après deux dépêches émanant du ministère de la guerre et du ministère des affaires étrangères, datées des 28 et 29 mai, le gouvernement français lui avait annoncé le rappel de M. de Lesseps.

« Vingt-quatre heures nous étaient accordées pour accepter l'ultimatum du 29 mai.

« Vous savez que le même our M. de Lesseps nous adressait

une communication disant : Je maintiens la convention signée hier. Je pars pour Paris afin d'en obtenir ratification. Cet arrangement a été conclu en vertu d'instructions qui me donnaient pouvoir pour m'occuper exclusivement des négociations et relations à établir avec les autorités et la population de Rome.

« Le même jour, à une heure tardive, le général Oudinot nous déclara qu'il allait recommencer les hostilités, mais que, sur la demande du chancelier de l'ambassade française, l'attaque serait renvoyée jusqu'au lundi matin.

« Nous fûmes attaqués le dimanche et la conséquence de cette parole violée fut l'occupation de la villa Pamfili et la surprise de deux compagnies, faits qui seront sans doute notés au bulletin du 3. Ces deux cents hommes, joints aux vingt-quatre prisonniers faits le jour de la bataille, sont maintenant à Bastia, en Corse.

« Après de tels actes, veuillez me dire, je vous prie, Monsieur, quelle importance peut avoir pour nous la dépêche du 26 mai citée dans la lettre de M. de Courcelles ? Que sont les dépêches citées par le général Oudinot ? Nous n'avons jamais vu ces dépêches ; nous ne savons pas ce qu'elles contiennent ; nous n'avons eu aucun avis officiel de leur existence. D'un côté, nous avons l'affirmation du général Oudinot, de l'autre, celle du ministre plénipotentiaire ; elles se contredisent l'une l'autre. Que la France débrouille le nœud et sauve son honneur, si elle le peut.

« Placée entre un ministre plénipotentiaire et un général de division, notre Assemblée a un devoir, se conformer à l'histoire des faits établis par ce plénipotentiaire. Je me range à sa décision, et je vous ferai remarquer, Monsieur, qu'aujourd'hui seulement, le dixième jour du siège, la présence de M. de Courcelles au camp en qualité de ministre extraordinaire nous a été indirectement mentionnée.

« Réfléchissez, Monsieur, à la date de ces notes officielles, comparez-les avec l'occupation de Monte Mario et les autres opérations de l'armée française et dites-nous alors si, après un examen impartial de la question diplomatique, l'Europe ne sera pas obligée de dire : que le but du gouvernement français était de tromper le gouvernement romain.

« Le général Oudinot a profité de la bonne foi du gouvernement romain pour rétrécir le cercle militaire, et occuper des positions favorables, afin de s'emparer plus facilement de la ville. Ou la dépêche du 26 n'a jamais existé, ou elle n'a pas été communiquée à temps à M. de Lesseps. La dépêche du 29 mai a, de fait, été

connue au camp français le matin du 1^{er} juin; celle du 26 aurait par conséquent pu être entre les mains du général Oudinot le 29. Le fait que le général ne l'a pas produite alors, de manière à suspendre les négociations et les pouvoirs du négociateur, ferait croire qu'il a eu l'intention de prendre avantage de ces négociations qui ralentissaient la vigilance et la force du peuple romain, afin de se rendre petit à petit maître des positions, sachant qu'il pouvait arrêter la négociation aussitôt que cela lui plairait, en révélant la dépêche du 26 et en rompant la trêve lorsqu'il serait prêt à l'attaque.

« Permettez-moi de vous dire, Monsieur, avec la liberté qui convient à un homme d'une nature franche et non servile, que la conduite du gouvernement romain, dans les négociations qui ont eu lieu, ne s'est jamais éloignée du chemin de l'honneur. Le gouvernement français aurait quelque peine à en dire autant.

« Ceci, Dieu merci! n'affecte en rien la France : cette fière et généreuse nation est, comme nous, victime d'une méprisable intrigue.

« Vos canons tonnent maintenant contre nos murs, vos bombes tombent sur la ville sacrée. La France a eu cette nuit l'honneur de tuer une pauvre fille du Translevere qui dormait à côté de sa sœur. Nos jeunes officiers, nos soldats improvisés, notre peuple, meurent sous vos balles au cri de « Vive la République! » Les braves soldats de la France tombent sans cris, en silence, comme des hommes déshonorés. Je suis sûr qu'il n'y a pas un seul cœur parmi vous qui ne sente pas secrètement ce que vos déserteurs nous ont dit hier : *nous ne savons quelle voix nous dit intérieurement que nous nous battons contre des frères.*

« Pourquoi cette effusion de sang entre frères? Je ne le sais pas et vous ne le savez pas. Le drapeau de la France n'a rien à faire ici, il se bat contre des hommes qui l'aiment et qui, il y a peu de jours, se fiaient encore à lui. Il cherche à mettre le feu à une ville qui ne lui a jamais fait de mal, et cela sans programme politique, sans but défini, sans droit à exercer, sans devoir à remplir. Par l'intermédiaire de ses généraux, la France joue le jeu de l'Autriche, et sans avoir le triste courage de l'avouer. Elle traîne son drapeau à travers la boue des conciliabules de Gaète, et recule devant une franche confession de son œuvre de restauration cléricale. M. de Courcelles n'ose plus parler d'anarchie ou de faction, il écrit, comme un homme qui a perdu la tête, ces paroles insensées :

« Le but de la France, c'est la liberté du chef vénéré de l'Église, la liberté des États romains et la paix du monde ! »

« Nous, nous savons au moins pourquoi nous nous battons, et c'est parce que nous le savons que nous sommes forts. Si la France tait ici pour représenter parmi nous un principe, une de ces idées qui grandissent une nation, la valeur de ses fils ne se dépenserait pas contre nos jeunes soldats.

« C'est une triste page, Monsieur, que celle que vos généraux écrivent aujourd'hui dans l'histoire de la France. C'est un coup fatal pour cette papauté que vous prétendez protéger, mais qu'en réalité vous étouffez dans le sang : c'est un fossé qui ne se comblera jamais, que vous creusez entre deux nations qui devaient avancer ensemble pour le bien de l'humanité, et qui, pendant des siècles, ont tendu la main l'une vers l'autre, avides de fraternité. C'est une terrible violation de cette moralité qui devrait régler les relations de peuple à peuple ; de la bonne foi qui devrait être leur guide ; de la cause sacrée de la liberté qui vit par cette foi ; de l'avenir, — non de l'Italie, ses souffrances sont le baptême de son progrès, — mais de la France, qui ne peut maintenir sa place au premier rang des nations que par les vertus viriles de la bonne foi et de la liberté bien comprises. »

« L'idée de prolonger la lutte tant qu'il nous restait un homme et un fusil, » dit Mazzini, « me semblait si élémentaire, que je proposai qu'aussitôt les affaires désespérées à Rome, nous, triumvirs, accompagnés par les ministres, l'Assemblée et ceux du peuple qui voudraient nous suivre, nous quittassions la ville, suivis de notre petite armée, qui serait ainsi revêtue d'une autorité légale.

« Mon plan était alors de nous éloigner rapidement de Rome, de nous approvisionner dans l'Aretino, de nous jeter sur les lignes d'opération des Autrichiens entre Bologne et Ancône, et de chercher par une première victoire à soulever la Romagne. Les Français occuperaint alors Rome, mais sans conquérir la République. Ils ne pourraient pas ainsi nous poursuivre et nous battre sur ce nouveau terrain sans démasquer complètement toute l'infamie de leur invasion, aux yeux de la France et de l'Europe. C'est le même plan que Garibaldi essaya d'exécuter plus tard, mais seulement avec quelques partisans collectés au hasard dans les différentes troupes, sans le prestige et l'autorité du gouvernement, sans artillerie et dans des conditions qui rendaient le succès impossible. »

Le 30 juin, le général français, se trouvant maître des bastions et des hauteurs qui entourent Rome, somma officiellement la ville de se rendre. Mazzini réunit un conseil de guerre pour savoir l'opinion des chefs militaires avant de communiquer avec l'Assemblée; il leur indiqua que trois chemins se présentaient devant eux : adopter le plan décrit ci-dessus, résister jusqu'à ce que la ville tombât en ruine, ou capituler. Les chefs romains penchèrent pour la seconde alternative, le général en chef Roselli, chef de l'état-major, Piscane et Garibaldi, votèrent pour le plan de Mazzini; personne ne parla de capitulation. Mazzini proposa alors son plan comme la seule ligne de conduite digne de Rome. Cependant devant l'Assemblée Garibaldi fut moins affirmatif quant à la possibilité de la défense, et l'Assemblée, découragée, n'osa pas voter le plan. « Quelques-uns des membres me blâmèrent ensuite, dit Mazzini, de n'avoir pas auparavant préparé leurs esprits à une décision de ce genre, mais le calme remarquable et la vraie énergie romaine dont ils avaient fait preuve jusqu'à ce moment m'avaient fait supposer qu'ils accepteraient la proposition avec acclamation. »

Mazzini avait quitté l'Assemblée lorsque le vote amena le décret suivant :

RÉPUBLIQUE ROMAINE

Au nom de Dieu et du peuple, l'Assemblée constituante romaine décrète :

La défense cessera comme étant désormais impossible, et elle reste à son poste.

Le Triumvir est chargé de l'exécution du présent décret.

A. Saliceti,	Président;
Pennachi, Fahretti,	
Zambrianchi, Cocchi,	Secrétaires.

Rome, 30 juin 1849.

L'Assemblée envoya ce décret au triumvirat avec ordre de le faire parvenir au général français, et de traiter avec lui pour les questions d'ordre et de sécurité dans la ville conquise. Le triumvirat donna sa démission plutôt que d'exécuter le décret. Mazzini, dans sa protestation, avait dit qu'il avait été élu triumvir pour défendre et non pas pour détruire la République.

PROCLAMATION DES TRIUMVIRS APRÈS LE DÉCRET DE L'ASSEMBLÉE ORDONNANT DE CESSER LA DÉFENSE.

XXIV

« Romains, le triumvirat a volontairement donné sa démission. L'Assemblée constituante vous communiquera les noms de ses successeurs. L'Assemblée, après les succès obtenus hier par l'ennemi, désirant épargner aux Romains la dernière extrémité du danger et empêcher le sacrifice inutile de vies précieuses, a décrété que la défense cesserait. Les hommes qui ont conduit la lutte ne sont pas qualifiés pour diriger le nouvel état de choses. Leur mission est pratiquement terminée et ils se hâtent de résigner leur mandat dans les mains de l'Assemblée. Romains, frères, vous avez écrit une page immortelle dans l'histoire, qui restera comme preuve de l'énergie que vous possédiez et de la grandeur de votre destinée future, dont aucune puissance ne pourra vous priver; vous avez glorieusement baptisé de votre sang cette nouvelle vie dont l'aurore se lève sur l'Italie, la vie collective, la vie d'un peuple qui *veut* exister et qui existera. Réunis sous le drapeau républicain, vous avez racheté l'honneur de notre commune patrie, entaché ailleurs par les menées des méchants et par l'impuissance de la monarchie. Vos triumvirs reviennent à vous comme simples citoyens, avec la suprême consolation d'avoir conscience de la pureté de leurs intentions, et l'honneur de voir leurs noms associés à vos nobles actions. Un nuage s'est élevé entre vous et votre avenir, un nuage passager. Soyez fermes dans le sentiment de vos droits et de la foi pour laquelle tant de vos nobles frères sont morts en apôtres. Dieu, qui a vu leur sang, est votre force. Il veut que Rome soit libre et grande, et elle le sera.

« Votre défaite n'en est pas une, c'est la victoire des martyrs, dont le tombeau est un marchepied qui conduit au ciel. Lorsque la lumière de votre résurrection brillera sur vous, lorsque, dans un jour prochain, le prix des sacrifices que vous avez faits si joyeusement pour la cause de l'honneur vous sera payé, souvenez-vous alors des hommes qui, pendant des mois, ont vécu de votre

vie, qui souffrent aujourd'hui de vos souffrances, et se battront encore demain, si c'est possible, dans vos rangs. Vive la République romaine ! »

XXV

« Romains, votre ville a été vaincue par la force brutale, mais vos droits n'en subsistent pas moins. La République romaine demeure inviolable dans le suffrage des hommes qui l'ont proclamée, dans l'adhésion spontanée de tous les éléments de l'État, dans la foi des peuples qui ont admiré notre longue défense, dans le sang des martyrs qui sont tombés sous nos murs. Nos envahisseurs ont trahi une promesse solennelle ; Dieu ne trahit pas. Soyez persévérateurs et fidèles à la foi de vos coeurs, dans l'épreuve qu'il permet pour un peu de temps, et ne désespérez pas de l'avenir.

« Les rêves de la violence sont passagers ; le triomphe d'un peuple qui espère, qui combat et qui souffre pour la cause de la justice et de la sainte liberté, est infaillible.

« Vous avez donné des preuves brillantes de courage militaire ; donnez maintenant des preuves de courage moral ; par tout ce que vous avez de sacré, citoyens, ne vous laissez pas souiller, soyez inaccessibles à la peur lâche et au vil égoïsme. Que le désaccord entre vous et l'ennemi soit évident ; que Rome soit leur camp, mais non pas leur ville. Et marquez du fer rouge de la honte le traître qui, par n'importe quel compromis avec sa conscience, passerait au camp ennemi. Les destinées de l'Europe ne peuvent permettre que Rome reste la conquête de la France ou de n'importe qui. Que l'occupation française ne perde pas son caractère de violence et de conquête. Isolez l'ennemi. L'Europe élèvera la voix en votre faveur. En attendant, nul ne peut empêcher la pacifique expression de votre volonté. Organisez de paisibles manifestations. Que vos municipalités déclarent constamment avec calme et fermeté : *qu'elles ont volontairement adhéré à la forme de gouvernement républicain et à l'abolition du pouvoir temporel du pape, et qu'elles considèrent comme illégal quelque gouvernement que ce soit qui serait imposé sans le libre consentement du peuple* ; alors seulement, s'il le faut, qu'elles donnent leurs démissions. Que dans tous les quartiers de Rome, que dans

toutes les villes de province des listes circulent qui soient signées par des milliers de noms affirmant la même foi, invoquant le même droit. Dans les rues, dans les théâtres, dans chaque lieu de réunion, que le même cri résonne : « *A bas le gouvernement des prêtres ! liberté de vote !* » Après ce cri, retirez-vous. Lorsqu'on élèvera de nouveau les armoires du pape, que tous ceux qui ont prêté serment à la République se démettent de leurs fonctions. On ne peut pas emprisonner des milliers d'hommes, on ne peut pas les forcer à se déshonorer. Et vous seriez déshonorés, Romains, vous seriez déshonorés pour toujours, si, après avoir une fois déclaré à l'Europe que vous étiez décidés à être libres, après vous être battus et avoir perdu les meilleurs de vos frères pour être libres, vous retourniez à l'esclavage en pactisant avec la défaite !

« Vos pères, Romains, ont été grands, non pas tant parce qu'ils savaient vaincre que parce que, vaincus, ils ne désespéraient jamais.

« Au nom de Dieu et du peuple, soyez aussi grands que vos ancêtres. Maintenant, comme alors, et plus qu'alors, vous avez un monde — le monde italien — sous votre garde. Votre Assemblée n'est pas détruite, elle est dispersée. Vos triumvirs, — dont les fonctions publiques ont été suspendues par la force des choses, — attendent le moment opportun, — qui dépendra de votre conduite, — pour réunir de nouveau l'Assemblée.

5 juillet.

Après avoir rendu le décret qui déclarait la défense impossible, l'Assemblée resta à son poste pour discuter les derniers articles de la Constitution élaborée par Saliceti (un Napolitain) sous la direction de Mazzini. L'armée française entra dans Rome le 2 juillet. Le 3, à midi, la constitution fut lue publiquement devant le Capitole, aux applaudissements enthousiastes du peuple et aux cris de : Vive la République !

CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE ROMAINE

Principes fondamentaux.

I

La souveraineté existe, par droit éternel, dans le peuple. Le peuple des États romains se constitue en République démocratique.

II

Le gouvernement démocratique est réglé par l'égalité, la liberté et la fraternité. Il ne reconnaît ni titres de noblesse, ni priviléges de naissance ou de castes.

III

La République, par ses lois et ses institutions, cherche l'amélioration des conditions matérielles et morales des citoyens.

IV

La République regarde tous les peuples comme frères, respecte leur nationalité et défend celle de l'Italie.

V

Les droits des municipalités sont égaux; leur indépendance n'est limitée que par les lois qui touchent au bien-être général de l'État.

VI

Dans la division du territoire de la République, on observera la distribution la plus équitable des intérêts locaux, compatible avec l'intérêt politique de l'État.

VII

L'exercice des droits civils et politiques sera indépendant de toute croyance religieuse.

Le chef de l'Église catholique recevra de la République toutes les garanties nécessaires pour le libre exercice de son pouvoir spirituel.

I

Droits et devoirs des citoyens.

1. Sont citoyens de la République :

Tous ceux qui sont nés sous la République ;

Tous ceux qui avaient acquis les droits de citoyen sous les lois précédentes ;

Tous les autres Italiens, en vertu d'une résidence de six mois ;

Les étrangers, en vertu d'une résidence de dix ans ;

Tous ceux qui sont naturalisés par décret législatif.

2. Le droit de citoyen est perdu :

Par la naturalisation ou l'établissement dans un pays étranger avec l'intention de ne pas revenir ;

Par le fait de quitter le pays en temps de guerre, ou lorsqu'il a été déclaré que la patrie est en danger ;

Par l'acceptation d'un titre étranger ;

Par l'acceptation, à l'étranger, d'un rang, d'un emploi ou d'un service militaire, sans l'autorisation du gouvernement de la République. Cette autorisation sera acquise, de droit, dans le cas où il s'agirait de combattre pour la liberté d'un autre peuple ;

Par une condamnation judiciaire.

3. Les personnes et la propriété sont inviolables.

4. Personne ne peut être arrêté, sauf en cas de *flagrant délit*, ou sur le mandat d'un juge, ni jugé en dehors de ses juges naturels ;

Aucun pouvoir d'exception ne peut être institué sous aucun titre ou dénomination quelconque ;

Personne ne peut être arrêté pour dettes.

5. La peine de mort et d'expropriation sont abolies.

6. Le domicile est inviolable, sauf dans les cas et selon les formalités prescrites par la loi.

7. Toute manifestation de la pensée est libre, l'abus en est puni par la loi; il n'y a pas de censure préventive.

8. L'instruction est libre. Les conditions de moralité et de capacité requises pour ceux qui adoptent la profession d'instituteurs sont spécifiées par la loi.

9. Le secret de la correspondance est inviolable.

10. Le droit de pétition peut être exercé soit individuellement, soit collectivement.

11. Tous les citoyens ont le droit de s'associer, pourvu qu'ils soient sans armes, et dans un but qui n'ait rien de criminel.

12. Tous les citoyens font partie de la garde nationale avec les formalités et exceptions spécifiées par la loi.

13. Nul ne peut être forcé d'abandonner sa propriété, sauf en cas d'utilité publique et sur le reçu d'une indemnité équitable.

14. Les dépenses de la République et le mode des contributions sont spécifiés par la loi;

Aucune taxe ne peut être prélevée autrement que par la loi et pour une période plus longue que celle fixée par la loi.

II

Organisation politique.

15. Tout pouvoir émane du peuple. Il est exercé par l'Assemblée, le Consulat et le Corps judiciaire.

III

De l'Assemblée.

16. L'Assemblée est composée des représentants du peuple.

17. Tout citoyen en possession de ses droits civils et politiques est électeur à l'âge de vingt et un ans, et éligible à l'âge de vingt-cinq ans.

18. Aucun fonctionnaire public nommé par les consuls ou par le ministère ne peut être représentant du peuple.

19. Le nombre des représentants sera dans la proportion de un sur 20 000 habitants.

20. Les corps de commettants se réuniront tous les trois ans le 21 avril;

Le peuple élira alors ses représentants par le suffrage public direct et universel.

21. L'Assemblée se réunira le 15 mai qui suivra l'élection. Elle sera récluse tous les trois ans.

22. L'Assemblée se réunira à Rome, à moins qu'elle ne prenne une autre décision à ce sujet; elle peut disposer de la quantité de forces dont elle pourra avoir besoin.

23. L'Assemblée est indissoluble et permanente, mais a le droit de s'ajourner pour le temps qu'elle déterminera;

Pendant les vacances elle pourra être convoquée exceptionnellement sur l'avis du Président, des secrétaires, de trente de ses membres ou du Consulat.

24. Elle sera également constituée lorsque la moitié de ses membres (plus un) sera présente. Quel que soit le nombre des membres présents l'Assemblée prendra les mesures nécessaires pour appeler les absents.

25. Les séances de l'Assemblée seront publiques, cependant elle peut se former en Comités secrets.

26. Les représentants du peuple sont inviolables par rapport aux opinions exprimées dans l'Assemblée. Toute *inquisition* sur ce sujet est interdite.

27. Toute arrestation ou *inquisition* à l'égard d'un représentant sont interdites, sauf en cas de *flagrant délit*. L'Assemblée, qui doit être immédiatement informée du fait, décidera si la poursuite doit être continuée ou abandonnée. Ce qui est dit ci-dessus comprend le cas d'un citoyen élu représentant lorsqu'il est en état d'arrestation.

28. Tout représentant recevra un salaire qu'il n'aura pas les droits de refuser.

29. Le pouvoir législatif sera choisi parmi l'Assemblée. Il décidera de toutes les questions de traité, de paix et de guerre.

30. L'initiative des lois appartient aux représentants et au Consulat.

31. Aucune proposition ne peut devenir loi, à moins qu'elle ne soit adoptée après deux discussions qui devront avoir lieu à un

intervalle de huit jours au minimum. En cas d'urgence, l'Assemblée peut diminuer cet intervalle.

32. Toute loi votée par l'Assemblée sera immédiatement promulguée par le Consulat au nom de Dieu et du peuple. Si le Consulat tardait à le faire, l'Assemblée promulguerait elle-même la loi.

IV

Du consulat et des ministères.

33. Les consuls seront au nombre de trois. Ils seront choisis à la majorité des deux tiers de l'Assemblée. Ils devront être citoyens de la République et avoir l'âge de trente ans. Ils seront élus pour trois ans. Un consul se retirera chaque année, le choix sera décidé par le sort.

Aucun consul ne pourra être réélu dans les trois années qui suivront sa retraite.

35. Le Consulat nommera sept ministres :

- 1° Un ministre de l'Intérieur.
- 2° — — des Affaires étrangères.
- 3° — — de l'Armée et de la Marine.
- 4° — — des Finances.
- 5° — — des Grâces et de la Justice.
- 6° — — de l'Agriculture, du Commerce, de l'Industrie et des Travaux publics.
- 7° — — des Cultes, de l'Instruction, des Beaux-Arts et de la Bienfaisance.

36. Les Consuls seront chargés de l'application des lois et des relations internationales.

37. Les Consuls sont chargés des nominations pour toutes les charges qui ne dépendent pas de l'élection. Ils pourront déplacer ou remplacer des fonctionnaires, mais toute nomination ou déplacement se décidera en conseil avec le ministère.

38. Les décisions des Consuls n'auront d'effet qu'une fois signées par le ministre chargé de leur exécution.

39. Chaque année, ou chaque fois que l'Assemblée l'exigera, les Consuls présenteront un *exposé* de l'état général des affaires de la République.

40. Les ministres ont le droit de parler dans l'Assemblée sur les affaires qui relèvent de leur ministère.

41. Les Consuls doivent résider dans le lieu où siège l'Assemblée, et ne peuvent quitter le territoire de la République sans autorisation de l'Assemblée, sous peine de perdre leur charge.

42. Ils seront logés aux frais de la République et recevront un salaire de 3600 couronnes annuellement.

43. Les Consuls et les ministres sont responsables.

44. Les Consuls et les ministres pourront être mis en accusation sur la demande de dix représentants. La proposition sera discutée comme s'il s'agissait d'une loi.

45. Si l'accusation est maintenue, le Consul sera suspendu de ses fonctions. En cas d'acquittement, il les reprendra; s'il est condamné, l'Assemblée procédera à l'élection de son remplaçant.

V

Du Conseil d'État.

46. Le Conseil d'État sera composé de quinze membres, nommés par l'Assemblée.

47. Le Conseil sera consulté par les Consuls et les ministres sur les projets de loi, sur les règlements et ordonnances du pouvoir exécutif et pourra être aussi consulté sur les relations politiques.

48. Le Conseil décrète les règlements nécessaires dans les affaires à l'égard desquelles il a reçu une délégation spéciale de l'Assemblée ;

Les autres fonctions du Conseil seront déterminées par une loi spéciale.

VI

Du pouvoir judiciaire.

49. Dans l'exercice de leurs fonctions les juges tiennent leur pouvoir uniquement de l'État.

50. Ils sont nommés par les Consuls et un Conseil des ministres et sont inamovibles. Ils ne peuvent être promus ou déplacés sans

leur consentement; ils ne peuvent être suspendus dégradés, ou révoqués sans jugement.

51. Les cas civils sont jugés par les pouvoirs judiciaires. La justice est rendue publiquement au nom du peuple, mais le tribunal pourra, pour des raisons de moralité, ordonner le huis clos.

52. Les cas criminels sont jugés par le peuple. Les tribunaux exécutent la sentence. La méthode de l'institution des jurys est fixée par une loi spéciale.

53. Un ministère public est attaché à chacun des tribunaux de la République.

54. Les Consuls et les ministres sont jugés par une Haute Cour de justice. Cette Cour sera composée d'un président, de quatre conseillers anciens à la Cour de cassation et de trois jurés de chaque province pris au sort sur la liste annuelle.

55. L'Assemblée nomme le magistrat qui remplira les devoirs d'attaché de ministère public à la Haute Cour.

L'accusé ne pourra être déclaré coupable qu'à la majorité des deux tiers des voix.

VII

De la force publique.

56. Le chiffre de troupes permanentes sur terre et sur mer est déterminé par la loi, et ne peut être augmenté ni diminué que d'après une loi.

57. L'armée se recrute par les enrôlements volontaires selon la méthode déterminée par la loi.

58. Aucune troupe étrangère ne peut être louée ou introduite sur le territoire de la République, sans un décret de l'Assemblée.

59. Les généraux sont nommés par le Consulat et leur nomination ratifiée par l'Assemblée.

60. La distribution des troupes de ligne et de garnisons de l'intérieur est déterminée par l'Assemblée; elle ne peut être ni modifiée, ni temporairement changée sans le consentement de l'Assemblée.

61. La garde nationale...

62. Le maintien de la Constitution et de l'ordre public sont spécialement confiés à la garde nationale.

VIII

63. Aucune réforme de la Constitution ne peut être demandée avant la dernière année de session de l'Assemblée existante, et elle doit être demandée par au moins un tiers des représentants.

64. L'Assemblée discutera cette proposition deux fois à deux mois d'intervalle au minimum. Si l'Assemblée, à une majorité des deux tiers, vote pour la réforme proposée, les collèges électoraux seront convoqués pour élire les représentants de la Constituante; il sera élu un membre par 15 000 habitants.

Arrangements temporaires.

66. Les travaux de l'Assemblée actuelle seront spécialement dirigés en vue de l'élaboration d'une loi électorale et des autres lois d'organisation nécessaires au fonctionnement de la Constitution.

67. Le mandat de l'Assemblée constituante cessera aussitôt que l'Assemblée législative sera élue.

68. Les lois et les règlements existants sont en force jusqu'à leur abrogation et dans toutes les matières où ils ne sont pas contraires à la Constitution.

69. Tous les fonctionnaires actuels sont maintenus dans leurs charges.

Vote à l'unanimité.

Au Capitole, ce 1^{er} juillet 1849.

L. Galletti,	Président.
E. Saliceti,	{ Vice-présidents.
E. Allocatelli.	
L. Pennachi,	{ Secrétaires.
S. Cocchi,	
A. Fabretti,	
A. Zambianchi	

Le soir du 4 juillet, un bataillon d'infanterie française occupa soudainement la capitale, envahit la salle de l'Assemblée, chassa

les députés et ferma les portes malgré la protestation signée par la section de l'Assemblée siégeant en permanence, et qui fut remise au colonel français. La municipalité, composée de quatre-vingt-dix citoyens romains, fut la seule autorité qui resta debout jusqu'au jour où, le général Oudinot lui ayant ordonné de présenter les armes au pape, elle donna à l'unanimité sa démission.

FIN DE L'APPENDICE.

TABLE DES MATIÈRES

DÉDICACE.

	Pages
A MONSIEUR AURELIO SAFFI.	I
A MADAME EMILIE DE MORSIER	V

JOSEPH MAZZINI

CHAPITRE I

Enfance. — Première prison (1805-1831).	5
-------------------------------------------------	---

CHAPITRE II

Exil. — <i>La Jeune Italie</i> (1831-1836).	29
-----------------------------------------------------	----

CHAPITRE III

<i>La Jeune Europe</i> . — Le doute. — L'Angleterre (1836-1848).	51
--------------------------------------------------------------------------	----

CHAPITRE IV

Les révolutions italiennes	83
--------------------------------------	----

CHAPITRE V

La république romaine. — Nouvelles insurrections. — Guerre franco-italienne. — Insurrection de Sicile (1849-1859)	103
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

CHAPITRE VI

Révolution napolitaine. — Intrigues royales. — Appel en faveur de Venise. — Nouvelles intrigues royales. — Guerre avec l'Autriche. — Mentana. — Lettres de Mazzini. — Trahison. — Gaète. — Mort de Mazzini.	13
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

TABLE DES MATIÈRES.

ESSAIS DE MAZZINI

Pensées sur la démocratie en Europe publiées pour la première fois dans le journal <i>le Peuple</i> (1847)	185
Des devoirs de l'homme (1844). — Préface de la première édition complète.	265

CHAPITRE I

Introduction	208
------------------------	-----

CHAPITRE II

Dieu.	285
---------------	-----

CHAPITRE III

La loi	295
------------------	-----

CHAPITRE IV

Devoirs envers l'humanité	502
-------------------------------------	-----

CHAPITRE V

Devoirs envers le pays.	312
---------------------------------	-----

CHAPITRE VI

Devoirs envers la famille	518
-------------------------------------	-----

CHAPITRE VII

Devoirs envers vous-mêmes	526
-------------------------------------	-----

CHAPITRE VIII

Liberté.	557
------------------	-----

CHAPITRE IX

Éducation	341
---------------------	-----

CHAPITRE X

Association. — Progrès	552
----------------------------------	-----

TABLE DES MATIÈRES.	451
---------------------	-----

CHAPITRE XI

La question économique.	358
---------------------------------	-----

CHAPITRE XII

CONCLUSION.	378
---------------------	-----

APPENDICE	387
-----------	-----

Citations des actes officiels de la République romaine.	394
-----------------------------------------------------------------	-----

Décret concernant l'inviolabilité des monuments publics.	409
------------------------------------------------------------------	-----

Décret mettant en liberté quatre cents prisonniers français	410
-----------------------------------------------------------------------	-----

Proclamation du triumvirat à l'armée française.	411
---------------------------------------------------------	-----

Proclamation au sujet de la saisie des confessionnaux par le peuple, pour l'usage des barricades.	419
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

Proclamation annonçant la capitulation de Bologne.	420
------------------------------------------------------------	-----

Contre-proposition des triumvirs à la proposition française	422
-----------------------------------------------------------------------	-----

Réponse à la déclaration de M. de Lesseps, du 29 mai, qui reproduisait, avec quelques légères altérations, les propositions auxquelles il a été fait allusion dans le numéro XIX	427
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

Proclamation des triumvirs	430
--------------------------------------	-----

Proclamation des triumvirs après le combat du 3 juin.	430
---------------------------------------------------------------	-----

Proclamation des triumvirs après le décret de l'Assemblée ordonnant de cesser la défense	437
----------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE ROMAINE	440
-------------------------------------------------	-----

FIN DE LA TABLE.